

**REVUE
DES ETUDES
SUD-EST
EUROPEENNES**

TOME VII - 1969

N° 3

ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, Bucarest, sectorul I, str. I.C. Frimu 9, pour la REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES.

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées, pour les articles, et de 5 à 8 pages pour les comptes rendus.

**REVUE
DES ÉTUDES
SUD-EST
EUROPEENNES**

TOME VII - 1969

N° 3

ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

Comité de la Rédaction

M. BERZA, membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef*; **EM. CONDURACHI**, **A. ROSETTI**, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; **H. MIHĂESCU**, **COSTIN MURGESCU**, **D. M. PIPPIDI**, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; **AL. ELIAN**, **VALENTIN GEORGESCU**, **FR. PALL**, **MIHAI POP**, **PAUL STAHL**, **EUGEN STĂNESCU**; **AL. DUȚU** — *secrétaire de la Rédaction*.

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
Le XXV ^e anniversaire de la libération de la Roumanie (1944—1969)	451
<i>Hommage Bănescu (suite)</i>	
G. G. ЛИТАВРИН, Три письма Михаила Пселла Катакалону Кекавмену . . .	455
A. II. КАЗДАН, Один неточно истолкованный пассаж в «Истории» Иоанна Киннама	469
<i>Relations culturelles et politiques</i>	
CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, La vie culturelle des communautés grecques de Roumanie dans la seconde moitié du XIX ^e siècle, II	475
TH. N. TRĂPCEA, L'organisation «knéziale» au Banat du milieu du XVII ^e siècle au début du XIX ^e	495
CONSTANTIN N. VELICHI, Les relations roumano-grecques pendant la période 1879—1911	509
Chronique	
MARIE NYSTAZOPOULOU (Athènes), Réunion statutaire de l'Association Interna- tionale des Etudes Byzantines (Venise, 9—13 septembre 1968)	543
VALENTIN AL. GEORGESCU, VII ^e Réunion de travail du Bureau international de l'Association internationale des études sud-est européennes (AIESEE), Moscou- Kiev, 28 mars — 4 avril 1969	547
Comptes rendus	
AL. GRAUR, Tendințele actuale ale limbii române [Les tendances actuelles de la langue roumaine] (<i>H. Mihăescu</i>); C. POGHIRC, B. P. Hasdeu lingvist și filolog [B. P. Hasdeu linguiste et philologue] (<i>N.-Ș. Tanașoca</i>); ION BOGDAN, Scrieri alese [Œuvres choisies] (<i>I.-R. Mircea</i>)	551

	<u>Page</u>
GH. DIACONU, Tîrgşor, necropola din sec. III—IV e.n. [Tîrgşor, la nécropole des III ^e — IV ^e siècles de notre �re] (<i>A. Petre</i>); CRISTIAN POPIŞTEANU, România şi Antanta Balcanică. Momente şi semnifica�ii de istorie diplomatică [La Roumanie et l'Entente Balkanique. Moments et significations d'histoire diplomatique] (<i>G. G. Florescu</i>)	560
PAUL H. STAHL, Folclorul şi arta popular� rom�neasc� [Le folklore et l'art populaire roumain] (<i>Maria-Ana Musicescu</i>); ANDREI P�NOIU, Pictura votiv� din nordul Olteniei [La peinture votive au nord de l'Olténie] (<i>Maria-Ana Musicescu</i>)	568
Notices bibliographiques	573

LE XXV^e ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION DE LA ROUMANIE (1944 — 1969)

Événement décisif dans l'histoire du peuple roumain, la journée du 23 août 1944 a marqué la terme d'une phase tragique de son existence et a délivré les forces créatrices décidées à établir sur une nouvelle assiette le régime socio-politique du pays. En renversant la dictature fasciste instaurée au début du second cataclysmes mondial, l'insurrection armée des masses populaires inscrivit à nouveau la Roumanie parmi les nations libres et manifesta leur volonté de créer leur destin par eux-mêmes. La lutte héroïque et séculaire d'abord pour maintenir, puis pour reconquérir l'autonomie politique, pour ensuite assurer l'indépendance nationale et l'union en un seul Etat, atteignit ainsi son point culminant dans les journées enfiévrées du mois d'août, quand la machine de guerre hitlérienne reçut l'un des coups les plus rudes qui lui furent portés dans le Sud-Est de l'Europe.

Les années de reconstruction pacifique et de développement d'un régime nouveau reprirent le fil des meilleures traditions de la civilisation roumaine, en leur conférant le contenu que la réalisation du socialisme imposait de soi.

L'attention des gouvernants et des hommes de science fut tout naturellement concentrée vers la reprise, selon une formule neuve et sur de nouvelles bases, du dialogue politique et culturel que notre pays a entretenu le long de son histoire avec les autres pays de la zone de l'Europe du sud-est. C'était reprendre la tradition des humanistes et des lettrés du siècle des Lumières, des hommes d'Etat et des savants du siècle dernier, dont l'activité avait toujours pris pour point de départ l'analyse du contexte où l'histoire du peuple roumain s'était déroulée. C'était ramener dans la sphère de l'actualité le but généreux que s'était proposé l'« Institut d'études sud-est européennes », fondé le 24 janvier 1914 par N. Iorga, G. Murgoci et V. Pârvan — le premier de ce genre pour toute cette zone —

et mis au service de l'œuvre de « sincère fraternité pour une collaboration commune culturelle et, dans ses effets, politique des peuples du Sud-Est de l'Europe ». C'est un objectif semblable qu'avait poursuivi aussi l'Institut d'études et recherches balkaniques, conduit par Victor Papacostea. La création du nouvel Institut d'études sud-est européennes, qui a pour organe la présente Revue, qui se trouve déjà dans sa 7^e année d'existence, a donc signifié la réaffirmation d'une préoccupation constante de la culture roumaine et a constitué l'expression d'une direction importante imprimée à la vie politique et scientifique de la Roumanie socialiste.

Exposant ce but avec clarté, le Président du Conseil d'Etat de la République Socialiste de Roumanie et Secrétaire Général du Comité Central du Parti Communiste Roumain, Nicolae Ceaușescu, répétait récemment dans une interview accordée le 10 mai au correspondant du « Corriere della sera » de Milan l'affirmation que « la Roumanie accorde naturellement une particulière importance à la création d'un climat de collaboration et de paix dans les Balkans, agit avec persévérance et apporte sa contribution active au développement des bonnes relations de voisinage avec tous les pays de cette zone du continent européen. Pratiquement, notre pays n'a de différends avec aucun des Etats balkaniques. Nous considérons qu'une évolution positive des relations politiques entre les pays de cette région — en tant que résultat des efforts de tous les Etats balkaniques — peut mener à la transformation des Balkans en une zone de paix et de collaboration pacifique, ce qui aurait, indubitablement, une influence bienfaisante sur le contexte des préoccupations générales pour le renforcement de la paix et de la sécurité sur le continent européen et dans le monde ».

Au service d'un pareil objectif, l'Institut d'études sud-est européennes a considérablement élargi la sphère de ses préoccupations par rapport aux Instituts qui avaient précédé dans notre pays et cherche à embrasser les sciences humaines dans leur ensemble. Ses cadres de chercheurs s'efforcent d'appliquer, d'une façon de plus en plus conséquente, la méthode comparative, méthode capable de surprendre l'unité et la diversité de la civilisation de cette partie de notre continent, tout en partant des principes d'interprétation et des procédés scientifiques les plus aptes à dévoiler l'essence du développement historique et le contenu de ses manifestations spirituelles.

Au cours de ses sept années d'existence, notre Revue a bénéficié de l'allant général de la recherche scientifique, organisée systématiquement et encouragée sous des formes inconnues avant la date cruciale du 23 Août. Une partie des résultats obtenus à notre Institut ou dans d'autres centres de recherches de Roumanie se sont fait jour dans les études qu'elle a publiées et une autre dans les rubriques de comptes rendus et notices

bibliographiques, encore insuffisamment développées. Sans prétendre dresser un bilan, nous désirons souligner le fait que les vingt-cinq ans écoulés ont constitué une nouvelle tradition dans la recherche sud-est européenne, sur laquelle nous reviendrons à une autre occasion.

La Revue a également bénéficié du climat de collaboration instauré dans l'activité scientifique de cette zone et nous tenons à mettre l'accent sur la satisfaction particulière que nous avons ressentie chaque fois que nous avons eu l'occasion de publier des contributions portant la signature de savants appartenant aux pays les plus divers. Notons encore avec non moins de joie le développement croissant des relations d'échange et l'écho que les études publiées dans l'organe de l'Institut enregistrent bien des fois dans les milieux scientifiques internationaux. Lié par de nombreuses fibres à l'Association internationale d'Etudes sud-est européennes, constituée à Bucarest le 23 avril 1963 à la suite du Colloque international sur les civilisations balkaniques, tenu à Sinaïa en juillet 1962, notre Institut apporte continuellement sa propre contribution au plan d'activité établi par les commissions qui fonctionnent au sein de l'Association et aux manifestations internationales patronnées par elle.

A une époque où la soif de liberté anime les peuples du monde entier, le 23 Août 1944 exprime pleinement les aspirations et les buts au service desquels le peuple roumain a mis son énergie. Le 25^e anniversaire de cet événement permet aux hommes de science et aux autres chercheurs roumains groupés autour de cette Revue qui s'est proposé dès le début, comme le montre l'avant-propos de 1963 « de contribuer à une meilleure connaissance du passé et du présent de l'espace sud-est européen et, implicitement, à une meilleure connaissance réciproque et au rapprochement des peuples de cette partie de l'Europe », de récapituler un aspect du développement de la vie scientifique auquel l'Institut et sa Revue ont cherché à apporter leur contribution avec une confiance inébranlable dans les éléments qui consolident la collaboration internationale, instaurent la présence du logos, de la raison, et mettent en lumière la contribution du Sud-Est européen à l'évolution de la civilisation humaine et à la création de nouvelles perspectives de développement à l'avenir.

ТРИ ПИСЬМА МИХАИЛА ПСЕЛЛА КАТАКАЛОНУ КЕКАВМЕНУ

Г. Г. ЛИТАВРИН

(Москва)

Среди множества проблем, которым посвятил свои исследования заслуженный румынский ученый Н. Бăнеску, есть одна частная, решение которой, однако, способно пролить дополнительный свет на некоторые стороны внутренней жизни империи в беспокойное XI столетие. Речь идет о судьбе известного в 30-50-х годах этого века византийского полководца Катакалона Кекавмена. Его *cursus honorum* установлен Н. Бăнеску еще 40 с лишним лет назад на основе всех известных в то время источников¹, и исследователи любой страны недаром ссылаются на его статью всякий раз, когда речь заходит о Катакалоне Кекавмене.

Н. Бăнеску проследил судьбу своего героя с 1038 г., когда о нем впервые упоминают источники, вплоть до 1 сентября 1057 г., после чего имя Катакалона Кекавмена исчезает со страниц византийских памятников. В качестве последней известной нам должности в исключительно военном послужном списке Катакалона Н. Бăнеску называет пост дуки Антиохии, отнятый у полководца императором Михаилом VI между сентябрем 1055 и весной 1056 г. (при раздаче руги на пасху 1056 г. Катакалон уже не был дукой Антиохии). Н. Бăнеску считает вполне вероятным, что упомянутый Анной Комниной в «Алексиаде» участник заговора 1094 г. против Алексея I Кекавмен Катакалон² идентичен полководцу 30—50-х годов этого столетия: оставаясь в тени с 1057 г., он через 37 лет попытался вновь выйти на политическую арену, но неудачно — дело кончилось ослеплением³.

¹ N. Bănescu, *Un duc byzantin du XI^e siècle: Katakalon Kékauménos*, « Bulletin de la Section historique de l'Académie Roumaine », XI, 1924, p. 24—36.

² Anna, IX, 8—9.

³ N. Bănescu, *Un duc...*, p. 35—36.

Мы хотели бы в данной статье, посвященной юбилею почтенного ученого, несколько дополнить его исследование о Катакалоне Кекавмене, поскольку после выхода в свет работы Н. Бэнеску стали доступны некоторые дополнительные материалы об этом полководце. Мы имеем в виду три письма Михаила Пселла, опубликованные Э. Курцем — Ф. Дрекслом⁴.

Однако, прежде чем перейти к этим письмам, коснемся предварительно двух других вопросов: 1) о возможной должности Катакалона после лишения его поста дуки Антиохии и 2) об идентичности двух Катакалопов (середины и конца XI столетия).

Что касается первого вопроса, то некоторые данные для ответа на него сообщает Скилица. Смещенный с поста дуки Антиохии, Катакалон, однако, не был полностью отстранен от политической жизни. Официально против него не было выдвинуто никакого обвинения. Он ждал лишь нового назначения, оставаясь синклитиком и числясь среди «игемонов войска», как говорит Скилица. Жил, по-видимому, Катакалон в это время в своем родном городе Колонии. На пасху он в числе других крупнейших полководцев Малой Азии прибыл ко двору «посмотреть нового василевса и испытать его щедроты»⁵. Далее показания источников расходятся. Согласно Пселлу, приняв полководцев, Михаил VI оскорбил Катакалона, обвинив его в том, что он едва не погубил Антиохию, ослабил военные силы, не сделал ничего достойного истинного полководца, а пользовался властью в корыстных целях. Пселл пишет, что Катакалон был «поражен внезапностью упрека», так как падеялся, напротив, на награду⁶. Скилица сообщает, что Михаил VI особенно лестно во время приема отозвался о Катакалоне как о человеке, который достиг высокого положения не в силу рождения или чьего-либо благоволения, а благодаря собственному мужеству. Однако он отказал Катакалону в чине проедра, о котором полководец просил василевса⁷. Потерпев неудачу в столице и вступив в заговор, полководцы разъехались по домам, как им и приказал Михаил VI⁸. Катакалон, несомненно, отбыл в Колонию. Новой должности он не получил — свой бесславный отъезд из столицы он считал бесчестьем⁹. Действительно, дома у него не было значительных военных сил, которые находились бы под его командованием. Не были ему подчинены и тагмы самой Колонии. Однако это не была полная отставка. Случаи временного

⁴ *Michaelis Pselli scripta minora*, ed. E. Kurtz — F. Drexl, II, Milano, 1941 (далее — SM, II).

⁵ Cedr., II, p. 614.22—615.13.

⁶ Michel Psellos, *Chronographie*, II, Paris, 1928, p. 84.11—23 (далее — Psellos, II).

⁷ Cedr., II, p. 615.15—23.

⁸ *Ibid.*, p. 624.1.

⁹ *Ibidem*.

отстранения полководцев от дел были в то время явлением заурядным. Именно поэтому Катакалону удалось обмануть военачальников Колонии, Халдии и союзных войск и созвать пять тагм, ссылаясь на якобы полученную им грамоту василевса, повелевшего ему возглавить эти силы и выступить в поход¹⁰.

Катакалон сыграл одну из главных ролей в удачном исходе мятежа Исаака Комнина. Новый василевс пожаловал своему соратнику один из трех высочайших титулов империи¹¹; армянин незначительного происхождения получил чин куропалата, которым ранее из его соотечественников василевсы удостаивали лишь представителей княжеской династии. Но мы не знаем, какую должность дал Исаак I Катакалону. Пост дуки Антиохии ему не был возвращен — на этой должности оказался другой сподвижник Исаака I, будущий император Никифор Вотаниат. Однако было бы слишком опрометчиво заключать из молчания источников, что Катакалон вообще оказался не у дел. Он, несомненно, остался в числе крупнейших полководцев империи, пользующихся особым благоволением василевса. Должность свою при Исааке I он исполнял, безусловно, на востоке. Хронисты молчат об этом только потому, что положение в Малой Азии в правление Исаака I Комнина вообще не привлекало их внимания. Мы полагаем, что Катакалон получил от этого императора пост либо стратига, либо дуки местных тагм по месту своих владений — в феме Колония, что более соответствовало бы и почтенному возрасту стратига. Не исключено, что ему были подчинены и военные силы соседних фем¹².

Теперь о втором из названных выше вопросов. Идентификация нашего Катакалона Кекавмена с Кекавменом Катакалоном Анны Комнины, по нашему мнению, невозможна. И вот почему. Константин Дука (будущий император Константин X, наследовавший Исааку I) был одним из главных участников заговора Исаака Комнина с самого начала, о чем прямо свидетельствует Атталиат: «καὶ γὰρ τῷ Κομνηνῷ τὰ πάντα συνδιαφέρων ἦν καὶ συμπράττων καὶ τῆς πρώτης βούλης γινωσκόμενος, ὡς καὶ τῆς φιλίας καὶ τῆς ἀξίας καὶ τῆς ἀρχιστείας ἐγγύτατος ὁ βεστάρχος

¹⁰ *Ibid.*, p. 624.12—625.12.

¹¹ См. F. Martroye, *L'origine du curiopatate*, «Mélanges G. Schlumberger», t. I, Paris, 1924, p. 79—84.

¹² Р. М. Бартикян пишет, что бывший до 1059 г. дукой Васпуракана и ранее 1063 г. ставший катепаном Востока с резиденцией в Ани Багарат Вхкаци сменил на этом посту в Ани Катакалона Кекавмена. К сожалению, Р. М. Бартикян не называет источника этих данных о Катакалоне (Н. М. Eartikian, *La généalogie du magistros Bagarat, catépan de l'Orient et des Kékauménos*, «Revue des études arméniennes», N.S., t. II, Paris, 1965, p. 267).

Κωνσταντῖνος ὁ Δούβας»¹³. Именно Константин Дука дал Исааку значительные денежные средства, необходимые для осуществления заговора¹⁴. Он участвовал и в собрании знатных заговорщиков в св. Софии, на котором они выбирали императора¹⁵. Согласно Скилице, трон был предложен вначале Катакалону: «И всем соучастникам казался несомненно достойным этого Кекавмен как превосходящий других и почтенным возрастом (γῆρας), и мужеством, и опытом»¹⁶.

Искусный полководец уже в конце 30-х годов XI в., Катакалон в конце 50-х годов был старше других зачинщиков заговора: Исаака Комнина, Никифора Вотаниата, Константина Дуки и др. Точный возраст, в котором воцарились или окончили царствование Исаак I и Никифор III, к сожалению, неизвестен. Но зато мы знаем, что Константин X умер 21 мая 1067 г. в возрасте 60-ти лет с небольшим¹⁷. Т. е. дату рождения василевса следовало бы отнести к началу 1007 г., а рождение Катакалона — по крайней мере к самому началу столетия (если не к концу прошлого).

Таким образом, если бы в обоих заговорах (1057 и 1094 гг.) действовал один и тот же Катакалон, то во время второго заговора, в июне 1094 г., ему было бы не менее 90 лет. Столь опасная активность глубокого старца, наказанная ослеплением, представляется нам невероятной. Кекавмен Катакалон 1094 г. был в лучшем случае потомком или родственником Катакалона Кекавмена 1057 г.¹⁸

Перейдем к письмам Пселла. Все три письма адресованы «Кекавмену», без указания пренома. Однако у нас нет никаких сомнений, что они посланы Катакалону Кекавмену¹⁹. Основанием для этого вывода являются следующие четыре обстоятельства:

1. Согласно письму № 30, адресат Пселла живет в Колонии. Как мы уже говорили, Катакалон Кекавмен происходил из Колонии, и там был его дом в 50-х годах XI в.

2. В том же письме Пселл называет Кекавмена «блестящим стратегом». Исключительно военная карьера Катакалона Кекавмена насчитывала немало военных успехов.

¹³ Attal., p. 56.14—17.

¹⁵ Cedr., II, p. 645.5—7.

¹⁵ Attal., p. 56.19—57.4.

¹⁶ Cedr., II, p. 620.17—19.

¹⁷ Psellos, II, p. 151.8—9: ἐξήκοντοῦτης καὶ μικρόν τι πρὸς τὸν ὄλον τῆς ζωῆς χρόνον γενόμενος.

¹⁸ См. о том же: P. Lemerle, *Protégomènes à une édition critique et commentée des Conseils et Récits de Kékauménos*, Bruxelles, 1960, p. 38; Анна Комнина, *Алексиада*, Вступительная статья, перевод, комментарий Я. П. Любарского. Москва, 1965, стр. 550; H. M. Bartikian, *Op. cit.*, p. 271.

¹⁹ Уверен в этом и П. Лемерль (P. Lemerle, *Op. cit.*, p. 38).

3. В письмах №№ 59 и 141 говорится о не полученной Кекавменом «руге куропалата». Катакалон Кекавмен, как уже упоминалось, получил этот титул в 1057 г.

4. В письме № 30 Пселл пишет: «А то, что я самый миролюбивый из послов, ты убедился по прошлым временам». Эта фраза является явным намеком на переговоры в августе 1057 г., которые Пселл как глава посольства Михаила VI вел с мятежным Исааком Комнином. Катакалон Кекавмен был ближайшим соратником мятежника и принимал участие в тайных переговорах с послами василевса. «Говорят, — пишет Скилица, — что послы, недобросовестно выполнявшие поручение, тайно приходя то один, то другой к Кекавмену, призывали проявлять настойчивость и ни в чем не уступать»²⁰. Именно с того времени, отметим попутно, видимо, и завязались те приятельские отношения между Пселлом и Катакалоном, о которых свидетельствуют письма.

Прежде, чем анализировать письма, приведем их полный текст в нашем переводе.

ПИСЬМО № 30 (ПО ИЗДАНИЮ КУРЦА)²¹

Великодушнейший и воистину благочестивейший господин мой, поскольку и в мирянах числясь, ты считал меня самым дорогим и самым искусным советчиком, и к уединенной жизни обратясь (τοῦ μοναχικοῦ βίου γενόμενος), ты ничуть не менее рассказываешь о целях в своих делах и хочешь, чтобы я научил тебя полезному и подходящему, то я не побоялся бы наставить тебя в подобающем тебе и объяснить, какую жизнь избрав, ты посоветовал бы и сам себе и твоим близким наилучшее.

Итак, я считаю, что из всех существующих добродетелей, благодаря которым кто-нибудь уподобился бы богу, никакая не сравнится с чистой любовью, ибо, согласно святому евангелию, на ней основаны все законы и ею снаряжались пророки. Поэтому усвоивший себе любовь прежде всего прочего и вместо всего не только оказался бы причастным к божественному сиянию, но и жизнь прожил бы в глубокоем мире, так как никто не враждовал бы против него или был бы способен противиться. Если же ты, обратясь к скромному образу жизни (ἐν μέσφ τῶ βίῳ στρεφόμενος), исполнился любви и миролюбия по отношению ко всем, как же теперь ты еще более не возревнуешь о такой жизни, благодаря которой и от дел удалился и к богу приблизился? Поскольку же любовь разделена на-двое: на безупречнейшее приобщение к богу и на чистейшее расположение к ближнему, то ты ее божествен-

²⁰ Cedr., II, p. 633.21—634.2.

²¹ SM, II, p. 43.15—46.12.

ную часть сколь можно явно возвысил, сменив смертное великолепие и тленные доспехи на уединенную жизнь в божестве (τῆς ἐπικλήρου λαμπρότης καὶ τοῦ φαινομένου προβλήματος τὸν κεκρυμμένον ἐν τῷ θεῷ βίον ἀνταλλαζόμενος), а что до любви к ближнему, то обещав ее, тотчас от жизни отрекшись и где-то в преддверии этой благодати оказавшись (καὶ που καὶ ἐν προθύροις γέγονας τοῦ τοιοῦτου καλοῦ), ты затем, раскаявшись в обете и обещании (τῆς ἐπαγγελίας καὶ ὁμολογίας), уже избрал бы какой-либо иной или прежний образ жизни.

Не ты ли, господин мой высокоумнейший, в письмах ко мне неоднократно соглашался чтить, подобно отцу, честнейшего митрополита Колонии и заверял во всех его добродетелях? Не наставником ли называл, не самым ли дорогим и самым близким и во всем, что касается души, в высшей степени благосклонным и полезным? А потом, что ж нового случилось, что ты, отбросив подобные признания, сменил их на противоположное мнение и того, кого почитал как отца, зачислил в ряды врагов? Не знаешь, какую пользу приносит архиерей и на что он способен у Христа, стоя за алтарной преградой и являясь вестником всевышнего, молящимся за одних и проклинаящим других? Нельзя так, воспитательнейший для меня и не превзойденный среди всех по добродетели! Ей-богу, нельзя! Не меняй мне свойства души и не нарушай обещаний, данных богу. Не преклоняй слуха пред завистливыми и привыкшими поносить божественные души языками. Напротив, если кто-нибудь будет нашептывать тебе на ухо злобные и завистливые речи, тотчас отряхни их, как змеиный яд. Остайся при своих добрейших привычках, постоянный с непостоянными. Ведь если бы я видел человека, либо привыкшего дурно поступать с благодетелями, либо не обладающего прямотою, а кого-либо из лукавых и изворотливых, я не принял бы его, просящего и робеющего, я не побуждал бы тебя или старую дружбу с ним сохранять, или новую и еще более тесную завязывать. Но так как я сам, найдя его душу достойной, напоил ее всякой образованностью и украсил лучшими идеями, поэтому я и как учитель поручаю ему повиноваться твоим словам и молиться за святейшую твою душу, а тебе советую проявлять преданность этому человеку и защищать, чтобы он был недоступен желающим причинять зло. И не думай, брате, что он изменил речи на твой счет. «Я не был бы виноградником любимого, как говорит божественный Григорий, если бы внял какому-либо гласу мужа, говорящего против тебя». А он тебя, как прежде, так же и ныне, среди замечательных людей числит. Прискорбно не то, что ты переменился к нему, а то, что ты не помогаешь ему, терпящему нападения и осаждаемому, ты — блестящий стратиг (ὁ θαυμασιος σὺ στρατιγός), который, безусловно, способен одним мановением разрушить и любую осадную машину и боевой порядок.

Я хотел, брат дражайший, чтобы ты не отправлялся из Колонии, дабы подлинно свободным от роду языком я поносил (а заодно и более сильные) злодеев и иноплеменный люд, находящийся под рукой для оскорбления и клеветы. Однако они не слабеют в стремлении к убийству. Напротив, никто из них не пощадит ни священника, ни архиерея. И если бы ты не стал бороться с ними и не помог бы архиерею, находящемуся в опасности, то виновным оказался бы пред богом в таком малодушии. Во всем я сам послом к тебе являюсь за митрополита. А то, что я самый миролюбивый из послдов, ты убедился по прошлым временам. Смелее посему вступишь за мужа и либо, как Финей, пронзи бесстыдно отвратившихся от бога и противящихся его литургии, либо более осторожным путем часть их склони к дружбе. Докажи, что чистосердечно решил любить любящего тебя бога, относясь милостиво и с любовью к служителям его мистерий.

ПИСЬМО № 59²²

Приятное письмо твое получил, высокочтимый человеке божий, из коего узнал, что ты полностью исполнился духа и в сей духовной бедности обогатился сокровищами небесными. Ибо знай, что посредством облачения в грубое рубище и снятия тленного счастья ты сбросил ветхого человека, обрел же небесного, вечно юного и цветущего цветом нетленности.

Посему, если злоумышляющий противу спасения нашего источник зла—демон, орудуя тайком, еще не допускает в твою душу довольства своим ничтожеством и вселяет мечты о прежней славе, вознеси благодарение богу за то, что он так оградил тебя отовсюду и сделал недоступным для демонов. Подобным образом, если подлый демон, вползая в сердце твое, напоминает о том, чем ты пренебрег ради любви к богу, и пытается погасить божественный пыл или ослабляет крепость твоего усердия, противопоставь ему блаженство, уготованное тебе за длительный подвиг вместо земного тленного благоденствия. Для полной ясности скажу тебе, что хотя бы и ничего не было уготовано нам в будущих веках, нужного для счастья, еще нужнее было бы ради любви к богу предпочесть более тесный путь широкому вместо всякой иной награды и блага.

Скупость (*φειδωλία*) же не осуждай могущественного василевса нашего, не пославшего тебе твою ругу куропалата. Ведь ты сам раньше руку его удержал, почему и не достиг чего-либо в этом патриарх,

²² SM, II, p. 91.20—92.24.

заботясь более о собственной власти. Посему опять-таки от твоей воли зависит — получить ругу или нет.

ПИСЬМО № 141²³

Не удивляйся, если с тобой случается что-нибудь нежелательное и не по кратчайшему пути идут дела. Ведь монах является борцом, предызбранным богом, и состязается и с демонами, и с людьми, и с судьбою, и с обстоятельствами. И он скорее побеждал бы тогда, когда побольше получал ударов и обнаруживал среди бедствий благородную стойкость. Да не сломит посему тебя никакое несчастье, ибо ты окажешься триумфатором, перенося беды, и когда земной василевс не предоставит тебе надлежащего, то небесный приумножит уготованное для справедливцев блаженство.

Радуйся посему, что пострадал, пляши, что потерпел неудачу! Ибо непостоянную славу теряя, ты обретаешь вечную; земных денег лишенный, получаешь неземные сокровища. Ты блажен, не достигая успеха, а я несчастен, находя удачи. На доброго же василевса нашего зла не таи, напротив — благодари и вслух и душою, дабы бог-воздаятель сполна выдал тебе награду. А твой человек все сказал и сделал для тебя, то умолял, то говорил дерзко, то просил, а то и стыд забывал ради тебя. Надоел он василевсу, надоел патриарху, меня прежде всех понуждал тысячу раз, жаловался, стонал; сколь следовало,¹ сделал. Но время было ему неблагоприятно, и ничего не в состоянии добиться, он отбыл, все оставив, к своему господину. Впрочем, он хотел и ранее времени сбежать, да я удерживал его, подкрепляя надежды и ожидания. Когда же он ничего ни от кого не добился, тогда я сам позволил уехать.

Попытаемся прежде всего хотя бы приблизительно определить время написания этих писем. *Terminus post quem* написания писем куропалату ясен: это — 1 сентября 1057 г. — день воцарения Исаака I, пожаловавшего Катакалону этот титул. Сложнее обстоит дело с установлением второй грани, но мы решаемся отнести *terminus ante quem* к апрелю 1071 г., исходя из следующих соображений. Письма Пселла являются ответом на послания Катакалона, обеспокоенного тем, почему ему не послана руга куропалата. Руга же [обычно выплачивалась на пасху (в чистый четверг или неделю Вайи)]. Весной 1071 г., торопясь в поход, Роман IV Диоген после раздачи руги тотчас покинул столицу, куда ему уже не было суждено вернуться. Следовательно, до конца октября (воцарение Михаила VII) хлопотать в столице о руге было не перед кем. Но не мог Катакалон просить о руге и Михаила VII, так

²³ SM, II, p. 168.13—169.12.

как в конце этого года Колония была потеряна империей — она досталась в лен военачальнику султана Алп-Арслана Мангуджаку²⁴.

Итак, письма Пселла написаны в промежуток между весной 1058 (мы несколько уточняем *terminus post quem*, учитывая сроки выплаты руги) и весной 1071 г. В течение этого времени правили Исаак I Комнин, Константин X Дука и Роман IV Диоген (правление Евдокии с детьми отпадает, поскольку в письмах речь идет о василевсе).

Мы полагаем, что со значительной долей вероятности можно установить, в какое именно царствование были написаны письма Пселла. Однако сначала нужно определить, значительны ли хронологические промежутки между тремя письмами. Если бы это оказалось так, то они могли быть написаны в правление разных императоров. Но письма явно отправлены на протяжении не столь большого периода (год?). В письмах №№ 30 и 59 говорится, что Катакалон недавно стал монахом. Его еще обуревают мирские страсти. Согласно смыслу первого письма, Катакалон еще может вернуться к мирской жизни («где-то в преддверии этой благости оказавшись, ты затем, раскаявшись в обете и обещании, уже избрал бы какой-либо иной или прежний образ жизни»). Может быть, в это время Катакалон еще не принял схиму. Действительно, Пселл еще называет его «блестящим стратигом», говорит о его значительном влиянии, обсуждает возможность приезда Катакалона в столицу для хлопот по своим делам. Во втором письме философ также пишет, что Катакалону якобы еще свойственны мечты о прежней славе и сожаления о мирских благах. Здесь же Пселл сообщает, что только что узнал из послания Катакалона о его полном отрешении от мира и принятии схимы. Нет ли оснований для заключения о переходе Катакалона в период между двумя письмами из послушников в монахи? Существует между обоими этими письмами и другая связь: в первом письме делаются намеки на колебания Катакалона перед решительным шагом и на какое-то беспокойство, связанное с заботами о своих близких. Из второго письма мы узнаем, что опасения Катакалона оправдались — ему не выплачена руга.

Еще более тесные связи существуют между вторым (№ 59) и третьим (№ 141) письмами: в обоих посланиях речь идет о хлопотах, связанных с неполученной ругой. Причем об этом факте сообщается не как о ежегодно повторяющемся явлении, а как об акте однократном. Мы полагаем, что дело идет о руге за тот год, который предшествовал пострижению Катакалона, когда он еще имел полное право на ее получение: со времени пострижения монах терял все светские титулы, а вместе с ними — и сопряженные с ними материальные блага.

²⁴ С. Т. Ермян, *Потомки полководца Липарита и вопрос о происхождении Данишмендидов*. «Известия АН Армянской ССР», 1948, 8, стр. 65—79 (на арм. яз.).

Итак, если нет последовательной тесной временной связи между всеми тремя письмами, то она все-таки прослеживается попарно: между №№ 30 и 59 и между №№ 59 и 141. Это и дает нам основания утверждать, что промежуток между первым и третьим письмом не превышал года.

Попытаемся теперь установить, к правлению какого императора можно отнести время написания писем с наибольшей достоверностью. Время правления Исаака I следует, по нашему мнению, исключить. Не для того этот василевс пожаловал Катакалону титул куропалата, чтобы уже через полгода (весна 1058 г.) или через полтора года (весна 1059 г.) лишать руги своего соратника, так много сделавшего для воцарения Исаака. Кроме того, сохранившимся письмам Пселла предшествовала, видимо, довольно длительная переписка философа с Катакалоном (полководец отнюдь не первый раз обращается к Пселлу за советом — он делал это, еще будучи мирянином; в письмах к Пселлу Катакалон «неоднократно» хвалил митрополита Колонци, с которым его ранее связывала «старая дружба»). Если бы почему-то Исаак разгневался на Катакалона и полководец постригся, то и в этом случае следует учитывать, что при добровольном пострижении был обязателен трехлетний²⁵ либо шестимесячный²⁶ (для знатных лиц) срок послушничества. Наконец, именно Пселл играл значительную роль при дворе этого василевса. В письме же №59 говорится о личном ходатайстве за Катакалона перед императором не Пселла, а патриарха. Все эти обстоятельства и позволяют нам датировать письма Пселла более поздним временем.

Столь же маловероятно было бы предположение, что все это происходило в правление Романа IV, вступившего на престол 1 января 1068 г. После выплаты руги весной 1068 г. василевс покинул столицу — хлопотать там было не перед кем до начала 1069 г. С весны же и до осени этого года василевс снова находился в походе, проходя через соседние с Колонией районы²⁷, где он был гораздо более доступен для Катакалона, чем в столице. Роман IV прожил в Константинополе безвыездно после выплаты руги лишь один год (весна 1070—весна 1071). Но и здесь нужно принять во внимание, что Романа IV нельзя обвинить в скупости по отношению к малоазийской военной знати, к которой принадлежал Катакалон, живший к тому же в районе, находящемся под угрозой турецкого вторжения, ясно осознаваемой этим василевсом. Этот василевс был тесно связан и с Комнинами, которым Катакалон оказал столь большую услугу. Именно армянская знать (а Катакалон

²⁵ H.-G. Beck, *Kirche und theologische Literatur*, München, 1959, p. 130—131.

²⁶ А. П. Каждан, *Византийский монастырь XI—XII вв. как социальная группа* (в печати).

²⁷ Attal., p. 105 4 ; 136.14.

— армянин) проявила особую верность Диогену в самое тяжелое для него время²⁸.

Остается время правления Константина X Дуки (25.XII.1059 — 21.V.1067). Пселл пишет о «скупости» (φειδωλία) василевса, а о ней как об основной черте характера именно этого императора сообщают и другие авторы того времени²⁹. В согласии с этим находятся и другие факты. Константин X отверг политический курс Исаака I — не удивительно, что и ближайший соратник Исаака оказался в опале. Константин X проводил враждебную провинциальной военной аристократии политику — и Катакалона лишили руги. Постригся Исаак I, отрехшись от престола — постригся и его друг Катакалон.

Нам представляется возможным еще более сузить хронологические рамки датировки писем Пселла. Патриархом в правление Константина X до 9—10 августа 1063 г. был Константин Лихуд, ближайший друг Пселла. Легкие размолвки между ними³⁰ вряд ли оправдали бы едкое замечание Пселла, что патриарх «заботился более о собственной власти». Напротив, дружба Пселла с Иоанном Ксифилином, ставшим патриархом 2 января 1064 г., была менее прочной: между ними не раз бывали острые столкновения³¹. Патриарх, как можно догадываться по письму Пселла, не рисковал из-за Катакалона обострять отношения с василевсом. А о несогласиях между Константином X и Иоанном Ксифилином в 1066 г. сообщают и другие авторы-современники³². Не случайно Ксифиллин порвал после смерти Константина X с его родственниками-Дуками и освободил вдову василевса Евдокию от клятвы мужу не выходить более замуж. С другой стороны, известно, что с конца (а точнее — с октября) 1066 и до своей смерти 21 мая 1067 г. Константин X был очень болен³³, и вряд ли было бы возможно для «человека» Катакалона лично досаждать ему просьбами.

Итак, допуская, что первое письмо могло быть написано Катакалону накануне пасхи 1064 г., мы склоняемся к тому, чтобы датировать два других письма периодом между апрелем 1064 и октябрем 1066 г.³⁴

²⁸ Altal., p. 172.3; 174.11—17.

²⁹ *Ibid.*, p. 77.2—3: τὸ δὲ φειδωλὸν καὶ ἄγαν ποριστικὸν τῶν δημοσίων χρημάτων, p. 80. 10: τὸ δὲ φειδωλὸν τοῦ κρατοῦντος.

³⁰ См. письмо Пселла Лихуду — SM, II, p. 295. 24—26: «По отчего я плачу? Отчего ж душой своей сокрушаюсь? Да потому, что приобщенный некогда к красоте твоей, ныне забыт».

³¹ П. Безобразов, *Византийский писатель и государственный деятель Михаил Пселл*, Москва, 1890, стр. 160—162.

³² *Cecaumeni Strategicon et incelli scriptoris De officiis regis libellus* «Записки Историко-филологического факультета СПб-ского ун-та» XXXIII, СПб., 1896, p. 72. 14—19.

³³ *Psellos*, II, p. 151.5—9; Cedr., II, 652.17—18.

³⁴ Не следует ли исключить и 1066 г.? Письма производят впечатление, что Пселл не очень силен при дворе, а временная опала философа при Константине X кончилась к концу правления этого василевса (П. Безобразов, *указ. соч.*, стр. 100—102).

Что же нового мы узнаем из писем Пселла о Катакалоне Кекавмене? Во-первых, о том, что этот полководец незадолго до пострижения занимал высокое положение и играл значительную роль в феме Колонии. По мнению весьма практичного государственного деятеля, каким был Пселл, Катакалон даже после пострижения мог защитить митрополита Колонии от его врагов и принять против них чисто дисциплинарные меры. Этот митрополит, бывший некогда учеником Пселла, пользовался некогда расположением Катакалона, который, может быть, был даже «благодетелем» митрополита (см. письмо № 30)³⁵.

Во-вторых, Катакалон оказался в правление Константина X втянутым в какую-то острую политическую борьбу в Колонии. «Старая дружба» Катакалона и митрополита нарушилась. Ласковые эпитеты Пселла, какими он награждает Катакалона в письме № 30, не могут обмануть. Философ недоволен позицией Катакалона в этой борьбе. Он осуждает Катакалона за то, что тот не защищает митрополита. Все симпатии Пселла на стороне этого последнего. Митрополит побывал в Константинополе, виделся с Пселлом. Именно митрополита считает Пселл защитником интересов империи в далекой Колонии, а не Катакалона. На просьбу Катакалона дать ему совет, как поступить в той сложной обстановке, в которой полководец оказался, как обеспечить и свои интересы и интересы близких к Катакалону людей, Пселл дает один ответ: решительно стать на сторону митрополита и тем самым «доказать» свою искренность.

Среди жителей фемы Колония было немало армян. Армянином был и сам Катакалон. Он, несомненно, был халкидонитом, т.е. стоял на ортодоксальной позиции, выработанной Халкидонским собором 451 г., иначе его блестящая карьера была бы невозможна. Но немало армян оставались монофиситами (т.е. приверженцами ереси τῶν Ἀεφάλων, как их иногда называли за то, что они не признавали пунктов — κεφάλαια решения Халкидонского собора). Накануне турецкой агрессии (а к этому времени и относятся письма Пселла) вероисповедный вопрос на востоке империи вновь обострился. Говоря о времени, предшествовавшем битве при Манцикерте (19 августа 1071 г.), продолжатель Скилицы пишет, что несторпаны и противники Халкидонского собора (οἱ... τῶν Ἀεφάλων φρεσχεύουσιν ἄρεσιν) «населяют Иверию и Месопотамию вплоть до Ликанда и Мелитины, а также соседнюю Армению».³⁶ Фема Колония принадлежала к этой территории или соседствовала с ней.

³⁵ Вполне вероятно, что этим митрополитом был митрополит Колонии Феофил, который вместе с митрополитами Халкидона и Праклии осенью 1071 г. гарантировал Роману IV личную безопасность перед сдачей на милость свергнувших его с престола Дук. Гарантия, кстати говоря, не была принята во внимание (Cedr., II, p. 704.15)

³⁶ Cedr., II, p. 687.11–12.

Как раз около 1066 г. в Константинополе после дискуссии с армянской (монофиситской) церковью с нею было заключено религиозное соглашение. При этом Константин X настоял, чтобы армянам-монофиситам было предложено индивидуально или коллективно присоединиться к соглашению³⁷. На еретиков же Пселл явно намекает в письме №30: они, якобы, даже мешали митрополиту нести церковную службу³⁸. В такой обстановке личный рассказ митрополита в Константинополе (не приезжал ли он туда в связи с предстоящим соглашением 1066 г.) о враждебной к нему позиции Катакалона не мог не вызвать резко враждебной к полководцу реакции в столице. Катакалон, видимо, знал об этом и написал о своем беспокойстве в письме, ответом на которое и было письмо Пселла № 30. Мы полагаем, что главную причину забот Катакалона при этом составляла руга. Общий враждебный кругам Катакалона курс политики Константина X, жалобы на полководца митрополита Колонии, пострижение Катакалона — все это могло дать скупому императору повод к лишению Катакалона руги. Руга же куропалата, даже за один год, была слишком велика, чтобы ею можно было пренебречь: около трех тысяч золотых монет³⁹. И, как это явствует из двух других писем Пселла, Катакалон беспокоился не напрасно, хотя, как видно, он выполнил поставленное Пселлом условие (помог митрополиту), иначе патриарх не замолвил бы за него словечка перед императором.

В-третьих, пострижение Катакалона было, по всей вероятности, в значительной мере вынужденным поступком. Полководец полон сомнений и раздумий, о которых и написал Пселлу. Близкий ко двору философ подавал советы Катакалону еще до того, как полководец решил стать монахом. Подает Пселл ему советы и теперь, всячески заверяя Катакалона, что путь религиозного подвижничества — лучшая стезя для отставного полководца. Едва ли мы ошибемся, если предположим,

³⁷ V. Grumel, *Les registes des actes du patriarcat de Constantinople*, v. I, *Les actes des patriarches*, f. III. *Les registes de 1043 à 1206*. Paris, 1947, N 895, p. 21.

³⁸ К сожалению, Пселл здесь говорит слишком кратко, чтобы можно было угадать, почему ему и «более сильным» легче обличать этих людей, если Катакалон не уедет из Колонии.

³⁹ Согласно «Клиторологию» Филофея (конц IX в.), руга куропалата составляла 40 литр золота = 2880 номисм (J. Burg, *The Imperial Administrative System in the 11th Century, with a Revised Text of the Kletorologion of Philotheos*, London, 1911, p. 135) — огромную сумму, если учесть, что основной государственный налог с крестьянского хозяйства равнялся одной номисме (Г. Г. Литаврин, *Болгария и Византия в XI—XII вв.* Москва, 1960, стр. 172 и сл.). Иначе говоря, руга куропалата поглощала доходы казны от сбора налогов с 2880 крестьянских хозяйств. Пселл в составленном им в 1074 г. от имени Михаила VII хрисуле называет чин куропалата «величайшим» (SMI, I. Milano, 1936, p. 331.14—15). См. об этом хрисуле и руге куропалата: H. Bibicou, *Une page d'histoire diplomatique de Byzance au XI^e siècle: Michel VII Doukas, l'ebert Guiscard et la pension des dignitaires.* «Byz.», 29—30, 1960, p. 73—74.

что Пселл слишком хорошо знал ситуацию, сложившуюся вокруг Катакалона, чтобы посоветовать ему что-либо другое. Уж не сам ли Пселл в свое время толкнул Катакалона на тот же путь (в монастырь), на который он направил и Псаака I?

Знаменательно, что от письма к письму Пселл становится все более краток. Катакалон интересуется философа все менее и менее, так как он уже выброшен из политической игры. Скороговоркой он обвиняет самого Катакалона в том, что ему не выплачена руга, намекая, может быть, на неверную позицию бывшего полководца по отношению к митрополиту Колонии, так как василевс рассержен («ты сам раньше его руку удержал»). Да и патриарх, дает понять Пселл, плохо хлопотал за Катакалона. О своем же участии в этом деле философ не говорит ни слова. Впрочем, он пишет, что еще не все потеряно — все, мол, зависит от самого Катакалона.

Последнее, самое краткое письмо Пселла свидетельствует о полном крушении надежд Катакалона. Письму № 141 предшествовало, несомненно, послание Катакалона, в котором тот сумел доказать Пселлу, что претензии к самому Катакалону в вопросе о руге не основательны. Пселл соглашается, что ему не выплачено «надлежащее», и становится в позу утешителя, от которой разит лицемерием. Он просит «не таить зла» на василевса и возблагодарить судьбу за испытания, за которые господь наградит в ином мире. Несомненно, Катакалон просил Пселла помочь его «человеку», который был послан господином в столицу хлопотать о руге. Пселл не пишет, чем он помог, кроме того, что питал в посланце надежды. Он лишь информирует Катакалона, что этот «человек» надоед василевсу и патриарху, а также Пселлу и сделал все, что было в силах сделать. Философ умыл руки. Видимо, ходатайствовать за опального полководца, да еще принявшего схиму, не входило в расчеты осторожного политика, каким был Пселл. Вопрос о неполученной руге был похоронен. Пселл в последнем письме не подает более никаких надежд Катакалону на этот счет.

Итак, следы одного из крупнейших полководцев Византии середины XI столетия теряются в источниках не в 1057 г., как полагали ранее, а в середине 60-х годов этого века. Судьба и карьера Катакалона Кекавмена отразила перипетии той острой борьбы за власть между столичной знатью и провинциальной военной аристократией, которая была характерна для политической жизни империи того времени.

ОДИН НЕТОЧНО ИСТОЛКОВАННЫЙ ПАССАЖ В «ИСТОРИИ» ИОАННА КИННАМА

А. П. КАЖДАН
(Москва)

Широко распространено представление, что император Мануил I Комнин (1143 — 1180) выкупил из рабства всех тех, кто в трудных условиях (нищета, последствия войн, голод) продал свою свободу и стал невольником. Представление это, развитое еще Ф. Шаландоном¹, вошло в общепособия. По словам Г. А. Острогорского, «в городах многие продавали свою свободу, чтобы поступить на службу и стать под защиту магнатов... Против этого обычая выступил Мануил I, издав закон, который возвращал свободу тем, кто, будучи свободным от рождения, продал себя в рабство. При этом, по-видимому (по крайней мере, в столице), император выкупал их на государственные средства»².

В обоснование такой точки зрения приводятся обычно два свидетельства современников. Первое из них — речь Евстафия Солунского, прославляющая Мануила I. В этой речи Евстафий превозносит василевса за его отношение к иноземцам, из которых многие были прежде рабами и не могли забыть о родине. Поэтому они плохо служили, и господа их жаловались на их дурную службу. Мануил прислушался к стенаниям рабов и господ, выкупил невольников-иноземцев, и они стали стратиготами. Впредь не все это племя оставалось под властью господ. Те, кто был лишен благородного образа мыслей, предпочли бесславное рабство [воинской] славе. «Те же, кто хотел служить в войске, подобным же образом (?) сделались из рабов стратиготами, выкупленные на государственные средства и украшенные воинским поясом».

¹ F. Chalandon, *Les Comnènes*, vol. II, Paris, 1912, p. 611 sq.

² G. Ostrogorsky, *Geschichte des byzantinischen Staates*, München, 1963, S. 325. Ср. также Д. Ангелов, *История на Византия*, т. II, София, 1963, стр. 195.

Города наполнились ими, « переселенными на нашу землю и принесшими благие плоды »³.

Следовательно, согласно Евстафию, Мануил I выкупил и превратил в воинов часть рабов. Оратор определенным образом имеет в виду военнопленных иноземцев, « переселенных на нашу землю ». О возвращении свободы тем, кто сам себя продал в рабство, в речи ничего не сказано.

Второе свидетельство — пассаж из « Истории » Иоанна Киннама — как раз служит обоснованием тезиса об освобождении свободных, продавших себя в рабство. К анализу этого свидетельства мы и обратимся.

Согласно Киннаму, многие отдавали свою свободу за плату (μισθός); эти лица служили (θητεύουσι) — далее я следую старому русскому переводу — « людям высоким, знатным и богатым ». И вот покупатели службы (δουλεία) этих несчастных обращались с ними, словно с купленными рабами (ὄσα καὶ ἀργυρωνήτοισ), а грошовая плата (μισθωμα) оказывалась покупкой свободных людей и злосчастным контрактом (συμβόλαιον). Если же слуги, тяготясь трудом наемника (τῆ ἐκ θητείας... ἐργασίᾳ), пытались от него избавиться, господа хватали их, словно беглых, и обрекали на кару. Мануил отменил этот злой обычай. Своим указом он утвердил свободу тех, кто по природе свободен (буквально: чья свобода утверждена, τὸ ἐλεύθερον ἐπεψήφιστο), ибо он хотел управлять свободными ромеями, а не рабами⁴.

Указ Мануила I Ф. Дэльгер датирует « около 1167 г. » на основании того, что Киннам повествует о нем после похода на венгров⁵. Однако это заключение произвольно: в действительности речь об этом указе идет в особой главе, посвященной внутренним мероприятиям Мануила; непосредственно перед нашим указом Киннам рассказывает о строительстве водопровода в Константинополе, сразу же после указа излагает содержание хрисовула о монастырской собственности, изданного в октябре 1158 г.⁶

Но возвратимся к тексту Киннама. На первый взгляд, его слова и в самом деле подтверждают тезис о выкупе Мануилом свободных, продавшихся в рабство. Но так ли это в действительности?

³ *Eustathii metropolitae Thessalonicensis Opuscula*, Francof. a.M., 1832, p. 200.22—60. См. об этом А. Hadjinicolaou-Marava, *Recherches sur la vie des esclaves dans le monde byzantin*, Athènes, 1950, p. 55 sq. Ср. еще И. Сакъзов, *Една новела на Алексия Комнин за робителъбългари*, « Сборник в честь на В. Златарски », София, 1925, стр. 374. Об отношении Евстафия к рабству см. также А. П. Каждан, *Византийский публицист XII в. Евстафий Солунский*, « Виз. Врем. », XXVIII (1968), стр. 75—77.

⁴ *Ioannis Cinnami. Epitome*, Bonnæ, 1836, p. 275.10—276.9. Русский перевод: *Иоанн Киннам. Краткое обозрение*, Спб., 1859, стр. 305 и сл.

⁵ F. Dölger, *Regesten der Kaiserurkunden des Ostromischen Reiches*, Bd. 2, München, Berlin, 1925, N° 1476.

⁶ *Ibid.*, N° 1125.

Прежде всего заставляет задуматься слово *μισθός*, или *μισθωμα*, употребленное Киннамом. Латинский переводчик передает *μισθωμα* как *pretium*, а *μισθοῦ ἀποδόσθαι* — *vendere*. Соответственно в русском переводе стоит «цена» и «продавать». Однако *μισθός* не значит «цена», но «наемная плата», мистиями в Византии именовались наемные работники. Следовательно, несчастные лица, вызывавшие сочувствие Киннама, не то чтобы продавали свою свободу, но отдавали ее за наемную плату; не то чтобы они становились рабами, но господа обращались с ними как с рабами; уплачиваемое им *μισθωμα* лишь метафорически названо *ἐλευθέρων ἀνθρώπων ὠνή* и лишь в переносном смысле говорит Киннам о желании Мануила править свободными ромеями, а не рабами.

Обратимся теперь к той фразе, которую я пока — сознательно — привел в традиционном переводе. Киннам пишет:

Θητεύουσι τοίνυν τοῖς ἐν ὑπεροχαῖς τε καὶ ἀξιώμασι καὶ τῶν εὔγεγονότων, ἂν οὕτω τύχη, μὴ ὅτι ἀγελαῖοί τινες καὶ ὀχλικοί.

В русском переводе стоит: «Вот одни лишь толпы черни кабалют себя людям высоким, знатным и богатым»

Отмечу, прежде всего, что *θητεύω* понято как «кабалить себя», хотя естественное его значение «служить». *Οἱ ἐν ἀξιώμασι*: конечно, не знатные, а чиновные; *οἱ εὔγεγονότες* отнюдь не означает богатых, но знатных, людей хорошего происхождения; к тому же это слово стоит в родительном падеже, в отличие от *τοῖς ἐν ὑπεροχαῖς*, поставленного в дательном, и потому мы не можем ждать того параллелизма «высоким, знатным и богатым», какой возникает в переводе. Совершенно опущено переводчиком выражение *ἂν οὕτω τύχη*, т.е. «может так случиться» (*it may be*, как указано в словаре Лиддла и Скотта). Некоторые трудности порождает и сочетание *μὴ ὅτι*, что переводчик понял «одни лишь», тогда как оно означало «кроме», «не только»^{6а}.

Учитывая все это, я предложил бы примерно такой перевод: «И вот они служат вельможам (*τοῖς ἐν ὑπεροχαῖς τε καὶ ἀξιώμασι* — гендиадис) — не одно только простонародье, но, случается, и [люди] хорошего происхождения».

А если такой перевод правилен, не будет ли чрезмерным насилием над текстом, если мы допустим, что *οἱ εὔγεγονότες* действительно продавали себя в рабство?

Все эти выражения (*θητεύω*, *μισθός*, *δουλεία*) постоянно встречаются в современных Киннаму источниках: например, Анна Комнина рассказывает, что осажденные в Кастории норманны решили служить (*θητεύσαι*) Алексею I Комнину (1081—1118)⁷ или что Алексей I приглашал графов

^{6а} См., например, *Nicéphori Bryennii Commentarii*, Bonnæ, 1836. p. 67.16—18.

⁷ *Anne Comnène, Alexiade*, Paris, 1939—1945, vol. 2. p. 43 16. Ср. vol. 2, p. 50.8, vol. 3, p. 15. 31.

Бозмупда к себе на службу (ἐπὶ μισθῶ δουλεύσασι)⁸. Сам Киннам употребляет слово δουλεία для обозначения вассальной зависимости⁹. Х. Кэпштейн показала — правда, для несколько более позднего времени, для XIII—XV вв. — что термином δοῦλος и производными от него византийцы пользовались чаще для обозначения политической, религиозной или моральной зависимости, нежели — социального статуса, « рабства » в прямом смысле¹⁰.

Особенно близки к терминологии Киннама речи и письма его современника Григория Антиоха. Мы встречаем в них те же выражения: θητεία, δουλεία, μισθός¹¹. В нежданном послании к Евстафию Солунскому Антиох сетует, что он, несчастный, отверг свободу и записался в число купленных рабов и беглецов от блага (Cod. Escor. Y-II-10, fol. 400): все употребленные им слова ἄθλιος, δοῦλοι ἀργυρώνητοι, даже δραπέται — напоминают Киннама. О том же говорит он и в послании Николаю Айофеодориту: он отверг свободу и избрал θητεία и ἐπὶ μισθῶ δουλεία¹². Он причисляет себя к ἐθελόδουλοι (Cod. Escor. Y-II-10, fol. 401), к « добровольным рабам », — кстати, и этот термин используется Киннамом для обозначения вассалов¹³.

Разумеется, Григорий Антиох не был рабом; его « рабская служба », по всей видимости, означала служение какому-то частному лицу. Существование подобных слуг в Византии того времени хорошо известно. У Иоанна Орфанотрофа, брата Михаила IV (1034—1041) была собственная свита¹⁴. Проэдр Феодосий, племянник Константина IX, поднял мятеж против Михаила VI (1056—1057) при поддержке рабов, слуг и соседей¹⁵. О слугах знатных лиц, участвующих вместе с ними в битве, неоднократно говорит Анна Комнина¹⁶; некоторых из них она называет πατῆροι θεράποντες¹⁷, « отчим слуги », т.е. служившие как отцу, так и сыну. Речь идет, следовательно, не о кратковременном наемничестве, но о довольно устойчивых отношениях. В какой мере с этими военными слугами сопоставимы « люди » (ἄνθρωποι) видных чиновников, сказать трудно. Уже в переписке XV в. мы встречаем некоего аскрита, « человека » судьи Эгейского моря¹⁸. О секретарях частных лиц упо-

⁸ *Ibid.*, vol. 2, p. 32.11.

⁹ *Cinnami Epitome*, p. 280.13. Ср. p. 137.19.

¹⁰ H. Kopstein, *Zur Sklaverei in ausgehenden Byzanz*, Berlin, 1966, S.36f.

¹¹ См. об этом А. П. Каждан, *Григорий Антиох*, « Виз. Врем. », XXVI (1965), стр. 83 и сл.

¹² Michael Akominatos, *Τὰ σωζόμενα*, vol. II, Athenai, 1880, p. 401. 3—6.

¹³ *Cinnami. Epitome*, p. 199.11. Об этом термине см. J. Ferluga, *La ligesse dans l'Empire byzantin*, « Зб. радова византолошког инст. », 7 (1961), p. 106. Ср. J. Verpeaux, *Les OIKETIOI. Notes d'histoire institutionnelle et sociale*, « Rev. des ét. byz. », 23 (1965), p. 94.

¹⁴ Michel Psellos, *Chronographie*, vol. 1, Paris, 1926, p. 93, § 12.17.

¹⁵ Georgius Cedrenus, vol. II, Bonnae, 1839, p. 612.20—21.

¹⁶ Anne Comnène, *Alexiade*, vol. 2, p. 130.26, vol. 3, p. 111.22—24, p. 122.11—13.

¹⁷ *Ibid.*, vol. 2, p. 21.22—23, 23.28—29, 97.21—22, 98.29, 180.27.

¹⁸ J. Darrouzès, *Epistoliers byzantins du X^e siècle*, Paris, 1960, p. 377, N° 47.

минают и более поздние источники: в середине XI в. Георгий Дресс был секретарем дукки Васпуракана Ларона¹⁹, некто Иоанн служил секретарем Георгию Палеологу²⁰, Григорий Генесий — Анне Далассине²¹, Лепрей — Исааку Комнину²². В середине XII в. Михаил Цинкицакис, чиновник Стримонской фемы, не стеснялся называть себя рабом и «человеком» кесаря Рожера²³. В грамоте 1162 г. упомянут «человек» Иоанна Кондосефана, солунского дукки²⁴.

Каков был характер отношений, скрывавшихся за этими понятиями, сказать трудно. Когда Феофилакт Эфест, архиепископ Болгарии, в письме [Иоанну], сыну севастократора [Исаака Комнина], именовал себя «рабом Вашей благодати»²⁵, это было, скорее всего, лишь данью этикету. Тем не менее известно, что в Византии существовали своеобразные «этерии», в которых отношения между слугой и господином строились на принципе верности; эти «этерии», как показал Г. Г. Бек, способствовали росту социального престижа высшей византийской знати. (Бек, правда, считает невозможным видеть в системе «этерий» предтечу феодальной организации²⁶: он основывается на том, что отношения византийских «вассалов» и «сеньоров» строились не на базе земельного пожалования. Не говоря уже о том, что для XI—XII вв. подобное заключение весьма спорно, существенно в данной связи другое: система «этерий» выполняла здесь функции, очень близкие к функциям вассальной системы на Западе, — разумеется, с учетом своеобразия византийской общественной организации.)

По всей видимости, исследуемый пассаж Киннама и приведенные выше слова Евстафия Солунского относятся к разным институтам — недаром Киннам, ревностный панегирист Мануила I, ни словом не обмолвился о том, что представляется Евстафию особенно важным, — о выкупе за государственные средства. И если Евстафий действительно писал о превращении части рабов (иноземцев!) в стратиготов, то Киннам, скорее всего, имел в виду попытку Мануила запретить или ограничить деятельность так называемых «этерий».

¹⁹ Cedrenus, II, p. 580.22—23.

²⁰ J. P. Migne, *Patrologia graeca*, t. 126, col. 432 B.

²¹ Anne Comnène, *Alexiade*, vol. I, p. 126.28—29.

²² Ioannis Tzetzae, *Epistolae*, Tubingae, 1851, p. 7.30.

²³ L. Petit, *Le monastère de Notre-Dame de Pitié*. «Изв. Рус. археол. инст. в Константинополе», VI (1900), p. 34.7—8, 35.14, 46.4—5.

²⁴ G. Rouillard, P. Collomp, *Actes de Larra*, Paris, 1937, N°57.122—123.

²⁵ J. P. Migne, *Patrologia graeca*, t. 126, col. 513 B.

²⁶ H. G. Beck, *Byzantinisches Gefolgschaftswesen*, Munchen, 1965, S. 29.

LA VIE CULTURELLE DES COMMUNAUTÉS GRECQUES DE ROUMANIE* DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU

II

Les Grecs établis dans les Principautés Roumaines à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e avaient formé des communautés et des colonies dans les principales villes des trois provinces (Bucarest, Jassy et Craiova), ainsi que dans les villes et les bourgs du bord du Danube et du littoral de la mer Noire (Turnu-Severin, Calafat, Turnu-Măgurele, Giurgiu, Oltenița, Călărași, Brăila, Galați, Tulcea, Sulina, Constanța et Mangalia). Beaucoup de Grecs se sont installés aussi à Rîmnicu-Vilcea, Ploiești, Urlați, Buzău, Rîmnicu-Sărat et Tecuci. Pourtant, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, lorsque (reconnues officiellement par le prince Cuza¹) les communautés grecques connurent un essor digne des plus florissants centres de la « diaspora » hellénique, nous ne trouvons qu'une partie de ces colonies organisées d'après un statut propre. Les communautés proprement dites à l'époque que nous étudions n'étaient que celles de Brăila, Galați, Giurgiu, Sulina, Tulcea, Constanța, Mangalia, Calafat et Turnu-Măgurele. Qu'étaient devenues les autres colonies qui, tout en ne disparaissant pas, avaient une vie de communauté médiocre, subordonnée à celle des centres mentionnés ?

A Jassy, pendant la première moitié du XIX^e siècle, il avait existé une puissante colonie hellène où les Grecs constituaient l'élément prédominant au point de vue commercial. La sécularisation des biens ecclésiastiques (1864) diminua sensiblement le nombre des Grecs habitant la capitale de la Moldavie². Il est vrai que l'élément hellène ne disparut

* Cette étude représente l'abrégé d'un ouvrage plus ample, encore inédit, dont un chapitre, concernant la communauté grecque de Bucarest a paru dans le n° 2/1969 de cette Revue.

¹ V. la première partie de notre étude.

² *Ἰστρος*, 1 avr. 1887, p. 55 ; V. aussi M. A. Dendias, *Αἱ ἑλληνικαὶ παροικίαι ἀπὸ τοῦ κόσμου*, Athènes, 1919, p. 44.

pas de la région, puisque les Grecs qui prirent à ferme les terres étatisées étaient très nombreux dans le district de Jassy. C'est probablement ce qui explique les manifestations grecques que nous trouvons encore à Jassy, dues surtout aux initiatives de consuls tels que l'actif et cultivé S. Kriticos³.

A Craiova, les Grecs étaient — selon Th. Paschides — « plutôt mélangés à l'élément roumain », ne constituant pas vraiment une communauté.

A Cîmpu Lung, Ploiești, Pitești, Rîmnicu-Sărat, Tecuci, Oltenița, Călărași, Urlați, de petites colonies grecques, formées surtout de commerçants, participent à la vie spirituelle des Grecs de Roumanie par des donations faites aux écoles grecques⁴, à la Croix Rouge⁵ d'Athènes, au « Πατριωτικὸν δάνειον », parfois même avec plus d'efficacité que les grandes communautés⁶. La raison pour laquelle ces dernières ne sont pas passées à un stade plus organisé est expliquable dans le cas d'Oltenița, de Călărași, et, en général, des petites villes danubiennes, par le fait que « la population grecque de ces bourgs a été très mobile ». C'est pourquoi leurs enfants étaient envoyés faire leurs études à Brăila et à Galați⁷. Mais le facteur décisif pour l'évolution de ces colonies a dû être le nombre et l'état matériel de leurs membres. A leur tour, ceux-ci ont été déterminés par l'importance économique des villes respectives et les possibilités infiniment supérieures qu'offraient, par exemple, des ports actifs, tels que Brăila, Galați, Giurgiu et Constanța. D'ailleurs c'est dans ces villes précisément qu'ont fonctionné des lycées célèbres, considérés comme étant les égaux des meilleures écoles de Grèce, où enseignaient des professeurs bien renommés (Harilaos Dimopoulos, A. Venieris, N. Dosios, Démosthène Russo, etc.). C'est ici qu'on a édité les 111 livres et 15 périodiques⁸ des communautés et qu'ont existé les cabinets de lecture et les librairies grecques qui diffusaient la presse et les livres venus de la Métropole. Aussi, est-ce seulement de ces principales villes-ports que nous allons nous occuper dans ce qui suit, c'est-à-dire : Brăila, Galați, Giurgiu et Constanța, car elles constituent — avec Bucarest — les centres culturels de la « diaspora » en terre roumaine à cette époque.

Le développement des ports roumains après la paix d'Andrinople (1829). Brăila, Galați et Giurgiu furent parmi les premiers centres urbains

³ Σύλλογοι, 3294, 9/21 oct. 1886.

⁴ Ἡΐρις, 414, janv. 1879, p. 3.

⁵ Σύλλογοι, 3112, mars 1886, p. 3.

⁶ Ἡΐρις, 633/23 juillet 1882 Ἐἶναι ἐντροπή μία φούχτα Ἑλλήνων ἐν Καλαφατίῳ νὰ δεικνύεται ὑπερτέρα χιλιάδων Ἑλλήνων ἐν Βουκουρεστίῳ).

⁷ Πατρίς, 1, 217, 5 17 sept. 1891.

⁸ Pas un seul de ces livres et périodiques n'a été édité à Jassy, à Craiova, ou dans les autres colonies grecques. Nous connaissons un manuel paru à Tulcea et un périodique à Sulina.

qui se développèrent après la paix d'Andrinople (1829), qui avait supprimé les raïas de la région du Danube et libéré le commerce danubien⁹. Les princes réglementaires leur accordèrent une attention spéciale. Ainsi, Alexandru Ghica visita Brăila (en 1836) et déclara « toute la ville ainsi que le port comme entrepôt ». On permit aux étrangers d'y bâtir des maisons¹⁰. Ces étrangers, qui étaient surtout des Grecs¹¹, demandent en 1838 à fonder un « corps marchand » ou une « délégation commerciale », de même qu'une « maison des commerçants »¹². Trois « catagraphies » reflètent l'importance de l'élément grec dans la ville de Brăila en 1837¹³. Après 1848 et surtout à l'époque de la formation de l'Etat national, l'activité économique de Brăila s'est encore amplifiée. Le nombre des habitants grecs qui ne remontait qu'à 435 en 1841, s'accrut d'une manière vertigineuse (4238 en 1891 et 4929 en 1899)¹⁴.

Galați suit la même évolution. Moins actif jusqu'en 1830, quand les propriétaires grecs de Galați étaient rares¹⁵, il devient en 1849 une « ville importante » dont « les nécessités du commerce » font l'objet d'une enquête économique confiée à Nicolae Șuțu¹⁶. L'importance de l'élément grec à Brăila et à Galați ressort tant à l'occasion des événements de 1841—42¹⁷, que des mesures prises par la police de ces villes lors des troubles de 1869. Ces mesures visaient « les marchands et les comités grecs » auxquels on interdisait toute manifestation publique, les principaux suspects étant le maire de Galați, Rodocanaki et l'habitant

⁹ *Tratatul de Istoria României* [Le traité de l'Histoire de la Roumanie], vol. III, Bucarest, 1964, p. 984. V. aussi l'ouvrage (sous presse) de Vladimir Dieulescu, Sava Iancovici, C. Papacoste-Danielopolu, Mirecea N. Popa, *Comerțul Țării Românești cu țările balcanice (1829—1859)* [Le commerce de la Valachie avec les pays balkaniques (1829—1859)], présenté au 1-er Congrès de Balkanologie de Sofia (1966).

¹⁰ « Analele parlamentare », VI, I, 159.

¹¹ N. Iorga, *Istoria Românilor* [Histoire des Roumains], Bucarest, vol. VIII, p. 386.

¹² N. Mocioiu, *Din istoria economică, politică și socială a orașului și județului Brăila în anii Unirii Principalelor* [De l'histoire économique, politique et sociale de la ville et du district de Brăila à l'époque de l'Union des Principautés], dans « Studii și articole de istorie », vol. V, Bucarest, 1963, p. 467—477. Voir aussi C. N. Velichi, *Mișcările revoluționare de la Brăila din 1811—1843* [Les mouvements révolutionnaires de Brăila de 1841—1843], Bucarest, 1958, p. 35—36.

¹³ I. Virtosu, *Trei catagrafii pentru Brăila anului 1837* [Trois « catagraphies » pour Brăila en 1837], dans « Analele Brăilei », XI, n^{os} 2—3, 1939, p. 17—18. « A partir de cette date — dit I. Virtosu — la colonie grecque deviendra une puissante corporation de marchands tout le long du XIX^e siècle, sous le nom de « la compagnie marchande », qui avait des rapports étroits avec deux autres centres commerciaux importants de Brașov et de Sibiu. »

¹⁴ Gh. Mihăilescu, *Populația Brăilei* [La population de Brăila], dans « Analele Brăilei », IV, n^{os} 2—3, 1932, p. 117. Selon d'autres statistiques, il y aurait eu à Brăila plus de 10.000 Grecs en 1889 (« Ελλην », 55/13 janv. 1889, p. 1) et 4000 à Galați en 1885 (« Ιστρος », I, n^o 3, 1887, p. 34).

¹⁵ N. Iorga, *Contribuții la istoria modernă a Galaților* [Contribution à l'histoire moderne de Galați], Bucarest, 1932, p. 238—39.

¹⁶ *Mémoires du prince N. Soutzo*, Vienne, 1899, p. 166.

¹⁷ C. N. Velichi, *op. cit.*, p. 72—73. V. aussi C. N. Velichi, *Bulgares, Serbes, Grecs et Roumains dans le mouvement révolutionnaire de 1841*, « Romanoslavica », I (1958), p. 237—261 ; Voir aussi Mihail A. Dendias, *op. cit.*, p. 4 : « Brăila et Galați, des villes plutôt grecques ».

Themistoclis Solomos. On les soupçonnait d'avoir envoyé « une correspondance tendancieuse à Rangabé et aux journaux de Paris, matériel qui a été intercepté par les Autrichiens et provoqua de nouvelles accusations contre les Roumains »¹⁸.

L'importance que prit la ville de Giurgiu pendant les règnes des princes réglementaires est démontrée par le fait qu'elle devint capitale du district de Vlaşca en 1835, « dès la première année du ministère de Mihalache Ghica, changement projeté depuis 1830 »¹⁹.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le commerce danubien étant stimulé par les dispositions du Traité de Paris de 1856²⁰, l'activité des ports du delta — Sulina et Tulcea — ainsi que celle du port maritime de Constanţa²¹ devint considérable. La principale occupation des Grecs étant le commerce, la population grecque des ports roumains s'accrut sensiblement. A Tulcea, en 1864, la plupart des habitants étaient grecs²², ainsi qu'à Sulina (2 500 des 6 000 habitants)²³. En 1866, quand on bâtit la première église roumaine de cette ville, les Roumains se séparent des Grecs, « auxquels ils abandonnent la vieille église »²⁴. Un historien grec de la diaspora a même cru pouvoir soutenir que « Venise, Trieste, Sulina et Odessa <étaient> des villes plutôt grecques qu'italiennes, roumaines ou russes »²⁵.

A Constanţa, la construction du chemin de fer Constanţa—Cernavoda en 1858—60 et la concession de la construction du pont à une société anglaise, déterminèrent également une massive affluence d'ouvriers grecs²⁶. En 1858, commença une vraie renaissance de la ville et de l'élément grec²⁷. Pendant la dernière décennie, l'élément grec était devenu

¹⁸ Augustin Z. N. Pop, *Catalogul corespondenţei lui Mihail Kogălniceanu* [Le catalogue de la correspondance de Mihail Kogălniceanu], Bucarest, 1959, p. 191.

¹⁹ I. C. Filitti, *Domniile române sub Regulamentul Organic* [Les règnes roumains sous le Règlement Organique], Bucarest, 1915, p. 25.

²⁰ M. B. Collas, *La Turquie en 1864*, Paris, 1864, p. 271.

²¹ Kustendjé (Constanţa) et Tchernavoda sont devenus la grande voie de passage des voyageurs à destination de Constantinople pendant l'été. *Ibidem*, p. 19.

²² Le Baron d'Hogguer, *Informaţiuni asupra Dobrogei* [Informations sur la Dobroudja], Bucarest, 1879, p. 19.

²³ Πατρίς, 1, 29/11 oct. 1891, p. 1—2.

²⁴ C. C. Giurescu, *Ştiri despre populaţia românească a Dobrogei* [Informations sur la population roumaine de la Dobroudja], Bucarest, 1966, p. 21.

²⁵ N. V. Tomadakis, 'Η συµβολή τῶν ἐλληνικῶν κοινότητων τοῦ ἑξωτερικοῦ εἰς τὸν ἀγὼνα τῆς ἐλευθερίας, Athènes, 1853, p. 8.

²⁶ Stavros Manesis, 'Η ἐλληνικὴ κοινότης Κωνσταντινῆς Ρουμανίας, dans «Mélanges Octave et Melpo Merlier», Athènes, 1956, vol. II, p. 75—116. Le nombre des Grecs de Constanţa était de 1 000 habitants en 1873 et 2 416 en 1895, surtout commerçants. La ville a eu des maires grecs pendant trois décennies. *Ibidem*, p. 97.

²⁷ *Ibidem*, p. 84. Avant 1858, Papadopoulos-Vretos décrivait Constanţa comme « une petite ville, capitale de la région de Dobroudja, où réside Aga Pacha, le gouverneur de Varna. La population ne dépasse pas 3 000 habitants, dont 500 sont Grecs, s'adonnant au commerce ». *Ibidem*.

très nécessaire à la construction du grand port de Cernavoda (1890—1895) et aux grands travaux portuaires (1895—1909).

Le lieu d'origine. La plupart des Grecs de Roumanie sont originaires de l'Épire, de la Macédoine, de la Céphalonie et de Iles. Les Épirotes — les plus nombreux — donnent le nom d' Ἑπειρος à l'un des principaux journaux de la communauté de Bucarest. Les poésies de N. G. Dosios sont souvent dédiées à l'Épire. Tout un volume de légendes du même Dosios — resté inédit — est intitulé « Matériel pour le folklore épirote » (Ἔλη πρὸς συγγραφήν Ἑπειρωτικῆς Λαογραφίας). Le discours d'Aristotelis Valaoritis, traduit par Th. A. Paschides, est vendu au profit « des Crétans et Epiro-thessaliens ». Le directeur du journal grec de Galați, Ἡ φωνὴ τῆς ἐλευθερίας, Dimitrios Frangopoulos, ajoute à son nom la mention « de Céphalonie ». Dans les journaux grecs on précise toujours le lieu d'origine de différents compatriotes de Roumanie. A Brăila, les Grecs immigrés provenaient des îles, le pourcentage majoritaire étant donné par les Iles Ioniennes²⁸. A Galați, de 3 433 Grecs — en 1885 — 553 étaient de Céphalonie, 378 des Cyclades, 133 de l'Ithaque et de Paxos, 84 de Spetia, Paros et Hydra et 59 de l'Attique et de la Béotie²⁹. E. Vizantios (pseudonyme de H. Sarafidis?), dans une étude sur les colonies grecques de Roumanie³⁰, établit à peu près les mêmes proportions. Selon lui, la plupart des Grecs de Roumanie étaient originaires des Iles Ioniennes (la Céphalonie et l'Ithaque), ainsi que d'Anhialos et Messembrie, le reste étant Épirotes. Ces derniers n'ont pas formé de colonies — explique Vizantios — car, malgré leur grand nombre, ils étaient répandus dans tous les coins du pays. La même majorité de Céphalonites paraît également dans les catalogues de prénumérants des journaux de Galați, où nous trouvons aussi la présence massive des Constantinopolitains et celle plus réduite des Hydriotes³¹. Le consul Ghionis est désigné comme « le noble enfant de l'héroïque Hydre »³². On pourrait établir d'une manière plus sûre le lieu d'origine de nombreux Grecs de Roumanie, en utilisant les requêtes de naturalisation de ces derniers, car elles mentionnent toujours cet élément³³.

Les relations avec la patrie. Les membres des communautés grecques gardent des rapports permanents et actifs avec la Grèce, qui se manifestent par des contributions matérielles, des voyages et des études en Grèce, les visites des Grecs de la patrie dans les villes roumaines, des

²⁸ Gh. Mihăilescu, *Populația Brăilei* [La population de Brăila], dans « Analele Brăilei », IV, n^{os} 2—3, 1932, p. 117.

²⁹ Ἴστρος, 1, 3, 1 mars 1887, p. 34.

³⁰ Ἐθνος, 11, 1295, 14 mars 1921, p. 1.

³¹ Ἡ φωνὴ τῆς ἐλευθερίας, 2, 15 sept. 1885, p. 4.

³² Σύλλογοι, 3297, 24 oct. 1886, p. 3.

³³ « Analele parlamentare ale României », VI, p. 175.

messes, des festivités, des articles et des poésies dédiés à la métropole, etc. Nous remarquons surtout le souci permanent des communautés pour leur programme scolaire, qui doit être équivalent à celui de Grèce, afin de permettre aux jeunes Hellènes de poursuivre leurs études dans le pays d'origine.

Un rôle essentiel pour le resserrement de ces liens avec le pays revenait certainement aux consuls grecs. Leur mission était de surveiller le développement de l'enseignement et de la vie culturelle des communautés, en collaborant avec leurs dirigeants³⁴. La presse fait souvent l'éloge des consuls tels que P. Matarangas, Leonardos, Sofoklis Rasti Petsalis, Koundouriotis, etc.³⁵. Mais il arrive aussi que l'attitude des consuls mécontente parfois les membres des communautés. L'un des consuls « discutés » par la presse locale fut St. Ghionis, qui fonda en 1858 l'« Institut hellène » de Galați. Quoique vulnérable au point de vue de l'administration, celui-ci eut le mérite d'avoir contribué au développement de l'enseignement de la ville et d'avoir dressé « un tableau des propriétés grecques de Moldavie ». En Grèce, où les critiques locales étaient ignorées, Ghionis passait pour « τὸ βέλτιον παντὸς ἄλλον τὰ τοῦ Ἑλληνισμοῦ συμφέροντα »³⁶.

De vrais échanges culturels ont lieu périodiquement entre les colonies grecques et la métropole. Le publiciste T. Filimonis, venu de Grèce en 1886, déplore le manque d'un centre de lecture à Galați, si nécessaire pour « les nombreux Grecs de cette ville »³⁷. L'arrivée en Roumanie de l'écrivain Alexandra Papadopoulou est signalée par la presse des communautés, qui publie des fragments de ses œuvres³⁸. Le poète Sinadinos visite Galați et récite des vers à l'école grecque. Les parents de Grèce des membres des colonies font de fréquents voyages en Roumanie, tandis que les professeurs des lycées des communautés sont envoyés à Athènes par leurs directeurs, pour admirer les vestiges de la Grèce antique. A l'occasion des fêtes nationales, les colonies envoyaient leurs représentants aux festivités d'Athènes et organisaient des messes et des spectacles. La presse publiait des articles³⁹ occasionnels ainsi que les échos de l'événement dans la presse roumaine⁴⁰.

³⁴ Ioannis Lampridis, *Αἱ ἑλληνικαὶ ἀποικίαι*, Athènes, 1895.

³⁵ *Σύλλογοι*, 2963, 14/26 sept. 1885, p. 2; 2960, 11/23 sept. 1885, p. 3; 2022, 19/1 déc. 1885, p. 3.

³⁶ G. G. Papadopoulos, *Λόγος περὶ τῶν προγενεστέρων ἐλληνικῶν σχολείων*, Athènes, 1857, p. 32.

³⁷ *Σύλλογοι*, 3281, 24/6 oct. 1886, p. 3.

³⁸ *Πατρίς*, 2541, 18/30 sept. 1899, p. 3.

³⁹ *Σύλλογοι*, 3334, 27/9 déc. 1886, p. 3; 4/16 déc. 1886, p. 3; 3351, 18/30 déc. 1886, p. 1-2.

⁴⁰ *Ibidem*, 3900, 18/30 nov. 1888, p. 1-2.

Il est intéressant à noter que le gouvernement grec accorde des décorations non seulement aux membres des communautés (Konstantinidis ⁴¹, Zervos, etc.), mais aussi aux Roumains, collaborateurs de ces derniers, comme par exemple, au dr Ștefănescu, directeur en chef de l'hôpital Xenocratis, qui reçoit en 1890 l'ordre du Sauveur ⁴².

À différentes reprises, lorsque la situation politique de leur pays est critique, les communautés se déclarent prêtes à faire « tous les sacrifices possibles pour la défense des intérêts de l'hellénisme » ⁴³. Lors du procès du ministre Tricoupis, les requêtes des communautés sont imprimées à Galați. Le petit volume contient les rapports de 14 colonies, signés par 3 010 partisans de Tricoupis (la plupart de Brăila) ⁴⁴.

Un chapitre intéressant des relations que la « diaspora » de Roumanie entretient avec la Métropole est formé par les importantes donations d'argent qu'elle offre à la Grèce pour l'entretien des écoles ou d'autres institutions culturelles. De telles donations ont contribué à la fondation d'institutions célèbres comme le « Zapeion » et l'« Arsakeion ». La Société Littéraire Grecque de Constantinople était entretenue par les contributions des Grecs de la diaspora, parmi lesquels nous retrouvons la Société des Philomuses et la Société Philanthropique de Brăila ⁴⁵. Les fonds offerts par Ménélaos Négropontes lui ont valu le titre de « Εὐεργέτης τῶν ἀπώρων σχολείων » (1872) ⁴⁶.

Signalons aussi le congrès des étudiants balkaniques (Grecs, Serbes et Bulgares) — organisé à Giurgiu en 1891 — dont le but était « de poser les fondements de la grande idée d'une confédération des peuples de la Péninsule Balkanique » ⁴⁷ et qui fut l'objet d'un accueil chaleureux de la communauté.

Les écoles de Brăila. En abordant ce chapitre, nous devons rappeler un fait qui expliquera l'épanouissement des écoles grecques à Brăila plus que dans tout autre centre, dans la seconde moitié du XIX^e siècle. C'est que la période précédente aussi (1830—1850) y avait été particulièrement favorable à l'enseignement grec. On peut même affirmer que toute

⁴¹ Σύλλογοι, 3923, 16/28 déc. 1888, p. 3. Konstantinidis était apparenté à l'ex-consul Koundouriotis.

⁴² *Ibidem*, 4276, 6/18 mars 1890; Πατρίς, I, 102, 9/21 avr. 1891, p. 3.

⁴³ Σύλλογοι, 2992, 17/29 oct. 1885, p. 2.

⁴⁴ Αναφοράι τῶν ἐν Ρουμανία καὶ Βασσαραβία Ἑλληνικῶν Κοινοτήτων τὴν Βουλῆν τῆς Ἑλλάδος κατὰ τοῦ ἐναντίου τοῦ ὑπουργείου Τρικοῦπη Καταγορητηρίου, Galați, 1891. Le livre commence par une vraie profession de foi : « Si, poussés par différentes circonstances et nécessités, nous nous sommes éloignés de notre chère patrie, nous n'avons pourtant jamais cessé d'être ses enfants aimants, aux jours heureux, comme aux malheureux. »

⁴⁵ Tatiana Stavrou, Ὁ ἐν Κωσταντινούπολει Ἑλληνικὸς Φιλολογικὸς Σύλλογος, Athènes, 1967, p. 91.

⁴⁶ *Ibidem*, p. 73.

⁴⁷ Πατρίς, I, 220, 8/20 sept. 1891, p. 2; 221, 10/22 sept. 1891, p. 1. On publie l'article de Vintilă Rosetti — le fils de C. A. Rosetti — dédié aux étudiants grecs, serbes et bulgares

cette période est marquée par la rivalité entre les écoles de l'Etat — dont la réorganisation avait commencé en 1830 — et les nombreuses écoles privées grecques de cette ville. Les difficultés financières de l'Etat — dans cette première étape — empêchaient une organisation efficace des écoles nationales. Or cette grande ville-port, habitée surtout par des étrangers, la plupart Grecs, dirigés vers l'activité commerciale, ne pouvait se passer d'assurer une étude sérieuse des langues. Le grec surtout apparaissait même à l'auteur roumain d'un projet de pensionnat — Ion Penescu ⁴⁸ — comme absolument nécessaire pour le commerce, beaucoup plus que le français « qui n'est qu'une langue politique et diplomatique ». La carence de l'Etat à cette époque eut pour conséquence l'apparition de toute une série d'écoles privées, grecques ou de langue grecque. Après les événements des années 1848—1849, les efforts pour la réorganisation des cours de langues sont faits surtout par la « délégation marchande »⁴⁹, qui emploie des professeurs privés pour l'enseignement des langues, jusqu'à l'ouverture officielle de ces cours.

En 1863, les écoles privées sont toujours nombreuses à Brăila, ayant en tout 595 élèves, tandis que l'école nationale n'était fréquentée que par 229 écoliers⁵⁰. La plupart de ces écoles fonctionnaient sans autorisation et l'on y enseignait en grec. Parmi les plus connues étaient l'école commerciale de Stavridis ⁵¹ et les pensionnats de Maria Atanasiu et Serianis ⁵² (un Grec de Constantinople). A l'école de Camburis-Psariano on apprenait le roumain comme une langue étrangère ⁵³.

Les rapports défavorables fréquents dus aux inspecteurs de l'Ephorie d'une part et le développement de l'école nationale, d'autre part, ont déterminé une baisse du nombre des écoles privées grecques, après 1863. En même temps, l'intervention de l'Etat devient décisive, tant pour la constitution du corps didactique, que pour la rédaction du programme d'études. Au concours ouvert pour la chaire de langue grecque du gymnase commercial de la ville — en 1863 — les concurrents eurent à présenter un vrai mémoire de titres et travaux. C'est ainsi que nous apprenons, par

⁴⁸ Radu Perianu, *Istoria școlilor din orasul și județul Brăila, 1832—1864* [L'Histoire des écoles de la ville et du district de Brăila, 1832—1864], Bucarest, 1941, p. 109. V. aussi Gh. T. Marinescu, *Note privitoare la activitatea culturală a lui Ion Penescu* [Notes relatives à l'activité culturelle de Ion Penescu], dans « Analele Brăilei », II, no. 4, 1930, p. 26—34.

⁴⁹ Les membres de la délégation du corps commercial de Brăila sont au nombre de 21, tous Grecs, v. Atanasiu Popescu, *Liceul „N. Bălcescu” din Brăila* [Le lycée « N. Bălcescu » de Brăila], 1937, p. 10.

⁵⁰ R. Perianu, *op. cit.*, p. 125.

⁵¹ *Ibidem.*

⁵² N. Iorga, *Cei dintii ani în noua Brăila românească, 1832—66* [Les premières années de la nouvelle Brăila roumaine, 1832—66], Bucarest, 1929, p. 26.

⁵³ R. Perianu, *op. cit.*, p. 126.

exemple, que l'un d'eux, Harilaos Dimopoulos, avait déjà publié des poésies et des comédies à Athènes et à Constantinople ⁵⁴.

Aux VII^e et VIII^e décennies, les écoles privées ⁵⁵ grecques commencent à être organisées selon des normes précises énoncées par la communauté, en accord avec le ministère de l'Instruction. En mai 1884, la communauté décide de constituer un conseil des écoles (Ἐφορευτικὴ καὶ Ἐκπαιδευτικὴ Ἐπιτροπὴ τῶν Σχολείων). Les professeurs sont souvent docteurs ès lettres ou philosophie ⁵⁶ et ont une activité de publicistes (Deimezis, Sfaelos, Hrisochoidis, Dimopoulos). Le contrôle des écoles ⁵⁷ est assuré par des inspecteurs, ainsi que par la participation des organes du ministère de l'Instruction aux examens. La presse grecque y assiste aussi et publie d'amples relations.

Le contenu des programmes et l'exigence des professeurs indiquent le niveau didactique élevé de ces écoles ⁵⁸. Non seulement on y apprendait le français, l'anglais et l'italien, mais on y suivait aussi des cours de latin et de grec ancien (destinés aux futurs classicistes). Certaines matières (l'histoire du commerce, la géographie de France) étaient enseignées en français. Pour la conversation française on prenait des « pédagogues spécialisés » ⁵⁹ (G. Laprise, Benjamin Jaquard, Lucien Gras). On insiste surtout sur les matières concernant le commerce et l'on accorde une attention spéciale aux travaux pratiques (ateliers, laboratoires, etc.).

Les écoles de Galați. Si la communauté de Brăila a eu le plus grand nombre d'écoles, c'est à Galați qu'a existé la plus célèbre, l'Institut hellène A. Venieris, fondé en 1857. Pendant près de 40 ans, il a été dirigé par Anastasios Venieris et fréquenté par des élèves de différentes nationalités, surtout balkaniques, et dont, évidemment, les Grecs formaient la majorité. Presque toutes les matières y étaient enseignées en grec par des professeurs éminents, tels que Ioannis A. Fumagallis — directeur après 1893 — Nicolas G. Dosios, M. Hrisovelonis, C. I. Dakopoulos,

⁵⁴ *Ibidem*, p. 84.

⁵⁵ Les principales écoles grecques de Brăila ont été : 1) *L'École de garçons* (1869—1886; 1886—1894; rouverte en 1898); 2) *L'Institut hellène de G. D. Hrissochoïdis*, mentionné à partir de 1882; 3) *L'école de filles*, dirigée entre 1882—1885 par Polixenia Lampadopoulou; 4) *L'Institut « Τὸ Φῶς »*, fondé en 1886 et dirigé par P. Spetieris et M. Sporidis; 5) *L'école de garçons de la Société Philanthropique Hermes*, réorganisée en 1887; 6) *L'école « Πρόδος »*, fondée par P. Dongas et K. Papazaharion en 1889; 7) *L'école de filles*, fondée en 1883 par Iulia Anarghios; 8) *L'école de filles de Pénélopi Dektéron*, fondée en 1897; 9) *L'Institut d'Elise H. Dimopoulou*, née Tritten (Institut Suisse), fonctionnait en 1892; 10) *L'Institut d'Evidiki K. Pandzidis* en 1897 et 1898. Nous trouvons une mention des examens de l'école de garçons dirigée par Harilaos Dimopoulos, en 1898.

⁵⁶ Πατρις, 21/1 sept. 1886, p. 3; Σύλλογοι, 3214, 9 21 juillet 1886, p. 3.

⁵⁷ Ἠπειρος, 26 juin 1886, p. 2.

⁵⁸ Parmi ces professeurs, certains avaient fini leurs études aux célèbres « Πιζαρεῖος », « Μεγάλης τοῦ Γένους Σχολῆς » ou avaient été « γυμνασιάρχες » en Grèce.

⁵⁹ Σύλλογοι, 3527, 30/11 août 1887, p. 3.

A. Venieris, Demosthène Russo, etc.⁶⁰. Le programme et le règlement de l'école sont régulièrement imprimés à partir de 1884. La réputation du lycée était excellente et il passait pour « le premier des instituts privés » selon la formule inscrite dans le registre de l'école par le savant roumain C. Tocilescu. Sa renommée y attire aussi des élèves venus d'autres localités, de Craiova, par exemple ⁶¹.

L'Institut Commercial Hellène fut fondé à Galați en 1858, avec le consentement du gouvernement de la Valachie. Son règlement était rédigé d'après les règlements des instituts de France et de Grèce. Il avait — ainsi que les autres écoles des communautés — trois sections, correspondant aux cours primaire, secondaire et gymnasial. Les professeurs étaient grecs, français, italiens et allemands ; il n'y avait aucun roumain ⁶². En 1860, le consul Stephanos Ghionis était directeur de l'institut. Les résultats satisfaisants des deux premières années d'études ont déterminé le gouvernement grec de décider que « son baccalauréat aurait à l'avenir la même valeur que celui des gymnases royaux de Grèce ».

Des quelques écoles grecques de Galați nous mentionnons celle de Aglaia Levidis, fondée en 1881, qui a été fréquentée par 345 élèves (1881—1890), dont 180 grecques, 95 roumaines, etc., originaires « de différentes régions de la Roumanie et de la Bulgarie »⁶³. L'école de H. P. Mitropoulos, mentionnée avant 1857, reparait en 1872, sous le nom de « Ἑλληνικὸν Λύκειον »⁶⁴. En 1877, la presse des communautés la trouve tout aussi remarquable que l'Institut Venieris, en les déclarant « également renommés » et « d'une grande utilité pour l'hellénisme de Roumanie »⁶⁵.

Constanța. Hector Sarafidis (le premier qui ait fait des recherches sur les écoles grecques ⁶⁶ de Constanța) et Stavros Manesis (l'auteur d'une monographie récente sur cette colonie grecque ⁶⁷) ont daté en 1867 les débuts de l'enseignement de ces communautés. La source qu'emploient

⁶⁰ N. G. Dosios, A. Venieris, A. Papadimitriu et M. Hrisovelonis étaient aussi membres de la société philhellène d'Amsterdam.

⁶¹ Σύλλογοι 3783, 22/4 juillet 1888, p. 3. V. aussi Stoian Maslev. *Die Rolle der griechischen Schulen und der griechischen Literatur für die Aufklärung des bulgarischen Volkes zur Zeit seiner Wiedergeburt*, dans *Über Beziehungen des Griechentums zum Ausland in der neueren Zeit*, Berlin 1968, p. 343, pour la contribution de la communauté de Galați à la fondation de l'école grecque de Varna (1860).

⁶² N. Iorga, *Alte note despre cultura și viața socială românească sub vechiul regim* [Nouvelles notes sur la culture et la vie sociale roumaine sous l'ancien régime], dans « *Analele Academiei Române* », S. II, t. XXXIX, Mem. sect. ist., Bucarest, 1916, p. 25.

⁶³ M. Pacu, *Cartea județului Covurlui* (Le livre du district de Covurlui), Bucarest, 1891, vol. I, p. 187—188.

⁶⁴ K. P. Mitropoulos, Ὁμιλία κατὰ τὴν ἑναρξιν τῶν ἐξετάσεων, Galați, 1872, 13 p.

⁶⁵ Ἡΐρις, 356, 15 août 1877, p. 3.

⁶⁶ E. Sarafidis, Ἰστορικὸν τῶν ἑλληνικῶν σχολῶν τῆς Κοινότητος Κωνσταντζης, dans :

Ἔθνος, 10 janv. 1937, p. 1.

⁶⁷ Stavros Manesis, *op. cit.*, p. 75—116. C'est de cet ouvrage que nous tenons tous les renseignements sur l'école et l'église de Constanța.

les deux chercheurs est le registre de dépenses de la communauté. En 1868, la nécessité d'agrandir l'école étant vivement ressentie, on constitue une « épitropie » (conseil) spéciale, formée de Konstantinos Papasaul⁶⁸, le médecin de la quarantaine M. Iliadis et N. Tsoukatos. En même temps que cette activité du conseil scolaire, il y avait — à Constanța aussi — de petites écoles fonctionnant sans autorisation spéciale (l'école élémentaire dirigée par la femme du consul Stekulis, l'école de l'institutrice bulgare Kalipsos, etc.). L'école fondée par la société anglaise Baker pour les enfants de ses salariés — la plupart Grecs — a été dirigée en 1871—1877 par Dionisios Kondogheorghis. Ses cours étaient suivis aussi par des élèves bulgares et d'autres nationalités⁶⁹. Kondogheorghis fonda une école privée où enseignait son père, Panos Kondogheorghis, ancien professeur à l'Académie Ionienne. C'est à ce dernier que dédie E. Serafidis son *Ἱστορικόν*... mentionné plus haut, en souvenir de ses cours que Sarafidis avait suivis en 1882—1885.

En 1875 on bâtit l'école de la communauté qui eut pour professeurs : Aristidis, Nicolaidis, Ghianulatos et Psihulis⁷⁰. Le dernier a dirigé aussi pendant quelque temps une école privée.

En parlant de la seconde phase qui commence après la guerre de 1877—1878 pour l'école grecque, S. Manesis souligne le fait que son niveau fut rehaussé par la réorganisation due à Antonios Economos, docteur en philologie. Celui-ci dirigea l'école entre 1881—1885, quand il fut nommé professeur à Salonique et remplacé à Constanța par Kolio-poulos.

Les églises. C'est pendant les VII^e et VIII^e décennies qu'on commence à édifier les églises des communautés grecques de Brăila (1863), Galați (1872), Constanța (1866) et Giurgiu (1866). Souvent, les travaux sont laborieux, comme pour Galați, où la pierre fondamentale est posée en 1866⁷¹, mais dont la construction ne fut finie qu'en 1872. L'église de Brăila « Ὁ Εὐαγγελισμὸς τῆς Θεοτόκης » est considérée la plus belle⁷² de ces églises et on y consacre beaucoup de temps et d'argent pour assurer un bon chœur et des chantres « connaissant la musique byzantine »⁷³. La visite prolongée à Brăila des prélats étrangers (l'archimandrite

⁶⁸ Le dr Papasaul, le premier médecin grec de Dobroudja, avait été envoyé par la Commission internationale de Turquie pour le contrôle du pèlerinage de la Mecque, afin d'empêcher les épidémies. V. E. Sarafidi, *Istoricul medico-farmaceutic al orașului Constanța* [Histoire médico-pharmaceutique de la ville de Constanța], dans « Analele Dobrogei », IX, 1928, p. 5.

⁶⁹ E. Sarafidis, *Ἱστορικόν*... , p. 1.

⁷⁰ S. Manesis, *op. cit.*, p. 92.

⁷¹ L'évêque d'Ismail, Melhisedec, et l'archimandrite Xiropotaminos y firent des discours.

⁷² Πατρις, 1521, 28/9 avr. 1896, p. 3.

⁷³ Kiriakos Mavridos, par exemple, était un bon connaisseur de la musique byzantine et avait eu une activité fort appréciée à Constantinople et à Patras. V. Πατρις, 1958, 3/15 juillet, 1896, p. 3.

Anthimos de Philipopoli) et celle de l'évêque Parthénios (avec tout son clergé) témoignent du prestige de cette église grecque.

A Constanța, les renseignements fournis par S. Manesis sont édifiants pour la solidarité internationale des Grecs, car selon son expression « on peut dire que l'église a été bâtie par la contribution de tous les Grecs d'Europe ». En effet, les sommes reçues par le conseil de la communauté de Constanța étaient données par les Grecs de Constanța (117,77 francs), Bucarest (168,64), Galați (152,87), Londres (355,55), Manchester (119,51), Liverpool, Marseille (103,4), Paris, Livourne, Rome, Naples, Castellamaris, Trieste, Venise, Messine, Corfou, Céphalonie, Siros, Athènes (pour ces dernières, nous n'avons pas de chiffres)⁷⁴.

L'imprimerie. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, parmi les premières typographies qui impriment des livres grecs il y a : *Monferrato*, à Brăila et Galați, *Till* à Galați et *Unirea* ('Ενωσις) à Brăila. A Monferrato de Galați paraissent les premiers livres grecs publiés dans cette ville, dont la traduction faite par Constant Lichiardopol à l'Histoire de Murat par Léonard Galloi (1866). La typographie Monferrato de Brăila fut fondée en 1848, comme succursale de la première. On y imprime, à la fin du régime réglementaire, une revue en roumain et en grec, « *Mercur* »⁷⁵. Le directeur du journal explique la nécessité du texte bilingue par le grand nombre de Grecs habitant la ville⁷⁶. La typographie « *Unirea* » [L'Union] publie la comédie de H. Dimopoulos Τῶν γερόντων τὸ μᾶθημα (1863) et son ouvrage sur l'histoire des peuples de l'Orient (1866)⁷⁷. Beaucoup de livres grecs paraissent à Brăila grâce à l'imprimerie « *Triangulu* » [Le Triangle] de Pericle Pestemalgioglu, fondée en 1858. C'est ici qu'on publie « *La vie militaire de la Grèce* » de Dimopoulos (1870–1871), les poésies de Cleanthos Papazoglis (1871), les discours des prélats, les comptes-rendus des sociétés, etc. Pendant la dernière décennie, cette typographie est presque la seule à imprimer des livres grecs. Parmi les exceptions, nous notons : le livre de Dimitrios Kokos ('Απαπλισμὸς τῆς Ἑλλάδος), qui paraît à la typographie D. Nicolaescu (1887), celui de Marinos Ghiannaki, Ὁ περιβόητος Ληστάρχος Βάσσος Τρεμοντάνας (1888), à la typo-litographie Bălășescu et Πολεμικαὶ Ἀναμνήσεις Ἐφέδρου δεκανέως à la Typographie générale Διεθνές (1898).

A *Galați*, les imprimeries éditant des livres grecs sont plus nombreuses (Otto Bielig, Διεθνές, Dacia, I. Senk, Cooperativa, Nebunelli,

⁷⁴ S. Manesis, *op. cit.*, p. 88–89.

⁷⁵ I. Canea, *Din istoria tipografiilor și a presei brăilene (1838–1866)* [Sur l'histoire des imprimeries et de la presse de Brăila (1838–1866)], dans « *Studii și articole de istorie* », 8 (1966), p. 262.

⁷⁶ *Ibidem*.

⁷⁷ Les titres exacts des livres mentionnés seront publiés dans notre « *Bibliographie des livres grecs parus en Roumanie (1830–1900)* », encore inédite.

Antoniady). Les livres sont surtout des dialogues grecs-roumains et des manuels. Nous trouvons pourtant l'introduction à Homère ⁷⁸ de Dosios (1884), les Chansons lyriques d'Anacréon traduites par Mihai Gregoriady Bonacchi (1889), de même que les poésies de Al. S. Theodoridis (1889).

Il est donc évident que l'imprimerie des communautés n'avait plus à surmonter les difficultés de 1860, quand leur presse de Bucarest demandait des ouvriers en Grèce. Tant les typographies appartenant aux Grecs, que celles des Roumains, assurent dans ces villes l'édition dans de bonnes conditions des livres et des périodiques grecs ⁷⁹.

L'accueil qu'on faisait à la presse des communautés en Grèce et à Constantinople était en général favorable. Même si nous trouvons des polémiques — comme celle de Σύλλογοι avec Νεολόγος de Constantinople ⁸⁰ — leurs objets ne sont jamais graves et les relations des journalistes grecs de Roumanie avec ceux de la Patrie restent amicales.

Le théâtre grec. A l'exception de quelques spectacles donnés par les étudiants ou les élèves grecs, les manifestations théâtrales de ces villes étaient dues seulement aux troupes dramatiques venues de la patrie (comme à Bucarest d'ailleurs). Toutes les troupes que nous avons rencontrées dans la capitale ne manquent pas de donner plusieurs spectacles en province. En 1886, pendant une seule semaine, Brăila est visitée par trois sociétés dramatiques grecques : Νέος Μένανδρος, G. Pandopoulos, Sfikas ⁸¹. La troupe de Sfikas représente *Lucrezia Borgia*, probablement la tragédie de Pichat ⁸². En 1888, le répertoire d'Alexiadis est considéré trop cosmopolite par la communauté de Galați qui, après deux représentations de drames français, demande à la troupe « une soirée grecque et nationale, car c'est ce qui nous manque le plus » ⁸³. La même troupe a eu un grand succès à Brăila, où « sur la petite scène du théâtre de la ville, on n'avait plus entendu depuis longtemps la langue grecque » ⁸⁴. Le théâtre Dareios commence ses spectacles à Brăila en juillet 1887 ⁸⁵.

⁷⁸ La traduction faite par Chr. Sulotis à l'Iliade de Homère, parue à Brăila en 1876, est considérée sans valeur par N. Iorga. Le traducteur avait d'ailleurs une formation juridique, V. C. Suliotis, *La réforme judiciaire en Roumanie*, Brăila, 1890, 43 p.

⁷⁹ Les périodiques grecs parus dans les villes de province ont été : 1) 'Ο'Ερμής, Brăila, 1848; 2) 'Ο'Ερμής, Brăila, 1880; 3) Κόσμος, Gimgiu, 1879; 4) 'Ιστρος, Brăila, 1887; 5) 'Ελλην, Brăila 1888—1889; 6) Μαμου, Brăila, 1895; 7) Τό Μέλλον, Brăila, 1898; 8) 'Η φωνή τῆς ἐλευθερίας, Brăila, 1884—1886; 9) Ποντικός, Galați, 1893; 10) 'Αποικος, Brăila, 1887, 11) Σύλλογοι, Brăila, Galați, 1873—1893; 12) Δούναδης, Sulina, 1896; 13) Κυκεών, Brăila, 1874; 14) 'Αποθήκη ποιμάτων ὀφελίμων γνώσεων, Brăila, 1864, (ces deux derniers m'ont été communiqués par M. C. Th. Dimaras). 15) 'Ελεύθερος Λόγος, Brăila, 1895.

⁸⁰ Σύλλογοι, 3232, 30/11 août 1886, p. 3.

⁸¹ *Ibidem*, 3193, 12/24 juin 1886, p. 3; Πατρεις, 1585, 16/28 juin 1886, p. 3; Σύλλογοι, 3196, p. 3.

⁸² Σύλλογοι, 3406, 27/11 mars 1887, p. 3.

⁸³ *Ibidem*, 3726, 8/20 avr. 1888, p. 3.

⁸⁴ *Ibidem*, 3724, 6/18 avr. 1888, p. 3.

⁸⁵ *Ibidem*, 4267, 23/7 mars 1890, p. 3.

En 1890, le directeur I. Karaghianis remercie les Grecs de Brăila et de Galați pour la sympathie montrée à sa troupe ⁸⁶. La société dramatique Isaïos annonce ses spectacles à Galați, en 1894 ⁸⁷. De 1891 à 1899, la troupe d'Evangelhie Paraskevopoulou a fait plusieurs tournées à Brăila et à Galați. La troupe Tavoularis a représenté en 1899 plusieurs pièces, françaises et anglaises et une seule comédie grecque, *Μαργαρώ ή Μενιδιάτισσα* ⁸⁸.

La troupe Veronis et surtout la tragédienne Ecatérini Veronis, remporte de grands succès à Galați. On dédie à l'actrice des chroniques enthousiastes ⁸⁹, dont l'une est signée par le directeur d'école G. D. Hrisochoidis ⁹⁰.

A Constanța, c'est la Société culturelle Elpis, fondée en 1890, qui a eu une précieuse contribution au développement du théâtre. Elle y a fait bâtir une salle de spectacles par l'architecte français Piver, en 1898. Le journal grec signale la présence aux représentations dramatiques, de spectateurs roumains « qui honorent la scène grecque » ⁹¹.

Les lectures. Les catalogues des librairies, les annonces publicitaires et les listes de prénumérants nous fournissent certains indices — assez insuffisants d'ailleurs — sur les préférences livresques des membres des communautés. Aussi apprenons-nous que l'Histoire de la Grèce de Spiridon Lambros ⁹² et l'Histoire du peuple grec de Paparrigopoulos ⁹³ sont imprimées à l'aide de prénumérants grecs de Roumanie, de même que les livres d'histoire grecque et universelle de Socratis Tsivanopoulos. L'éditeur du livre de Paparrigopoulos, Anestis Konstantinidis, est nommé par l'annonce « un Didot de la Grèce contemporaine », ce qui prouve que les Grecs danubiens n'ignoraient pas la profusion de livres grecs imprimés par ce grand ami de Coray.

Les livres étaient mis en vente — dès qu'ils paraissaient — dans les dépôts des librairies de Constanța, Brăila et Galați. A Galați, la librairie de Gheroghianis a approvisionné pendant de longues années les communautés grecques, étant en permanence au courant de la production éditoriale de Grèce, pour les secteurs les plus variés. La philologie grecque y était représentée par la grammaire de P. G. Petrachis, parue à Constantinople en 1886 ⁹⁴ et par le Dictionnaire abrégé de A. E. Smitidis,

⁸⁶ *Ibidem*, 3406, 27/11 mars 1887, p. 3.

⁸⁷ *Ἑλλάς*, 10, 4/16 déc. 1894, p. 3.

⁸⁸ *Πατρις*, 2437, 27/9 août 1899, p. 3.

⁸⁹ *Ibidem*, 1493, 21/4 mars 1896, p. 3.

⁹⁰ *Ibidem*, 2113, 12/24 mars 1898, p. 3.

⁹¹ *Ibidem*, 2416, 16/28 avr. 1899, p. 3.

⁹² *Σύλλογοι*, 2980, 3/15 oct. 1885, p. 2.

⁹³ *Ibidem*, 3017, 14/26 nov. 1885, p. 2.

⁹⁴ *Ibidem*, 3226, 23/4 août 1885, p. 3.

corrigé et complété par A. N. Ghiannaris⁹⁵. L'histoire, à part les livres mentionnés plus haut, est représentée par : 'Ελληνική μυθολογία de Harilaos P. Kalaisakis (Athènes)⁹⁶, la patrologie des écrivains byzantins⁹⁷, les ouvrages de C. Sathas⁹⁸ et la revue de Krumbacher⁹⁹. Pour les enfants, on recommandait Νεώτατον παιδικὸν πανόραμα¹⁰⁰. En matière de géographie historique, on annonçait la parution d'une carte de la péninsule grecque¹⁰¹, une nouvelle édition de l'Atlas de la guerre pour l'Indépendance grecque de Ivan Petrov de Moscou¹⁰². On recommande encore aux lecteurs le dictionnaire encyclopédique¹⁰³, rédigé par les soins de N. G. Politis (Athènes) ; *Photinos*¹⁰⁴, la dernière œuvre de A. Valaoritis, le Dictionnaire historique et géographique de St. Voutiras en 11 volumes¹⁰⁵ et la *Philologie grecque moderne* de Alex. K. Perdikidis (Athènes)¹⁰⁶. L'œuvre de Kleo Rangabé, l'agent politique de Grèce à Sofia, jouit également d'une grande publicité.

Les traductions en grec de la littérature occidentale sont régulièrement annoncées par la presse grecque de Roumanie. Le *Paradis Perdu* de Milton, traduit à Londres par Alexandros E. Kasdaglis est illustré par Gustave Doré¹⁰⁷. Le *Traité de Finances* de Joseph Garnier a été traduit par Hr. Zappas¹⁰⁸. Shakespeare, Milton, Dante, Goethe, Camoens, Calderon, Molière, Hugo, etc. sont édités par Wilhelm Bart et Aristotelis P. Kurtidios à Athènes dans une petite bibliothèque populaire¹⁰⁹. D'autre part on annonce des traductions du grec en roumain (Σέξτος καὶ Ἐνετός, de Dakopoulos, en 1886)¹¹⁰, du grec en français (Σύγγραμμα πολιτικὸν — κοινωνικόν). Ce dernier livre sera traduit aussi en roumain et hébreu¹¹¹.

La « Bibliothèque Marsalis » d'Odessa est une intéressante collection pour le grand public¹¹². Le livre de Iakob Falke a été traduit par

⁹⁵ *Ibidem*, 3583, 9/21 oct. 1887, p. 3.

⁹⁶ Σύλλογοι, 3160, 1/13 mai 1886, p. 3.

⁹⁷ ἩΊρις, 438, 8 juillet 1897, p. 3.

⁹⁸ *Ibidem*, 404, 15 oct. 1878, p. 2.

⁹⁹ Κλέϊω, 22, 19 févr. 1889, p. 3.

¹⁰⁰ Σύλλογοι, 3361, 1/13 janv. 1887, p. 4.

¹⁰¹ *Ibidem*, 3596, 25/6 nov. 1887, p. 3.

¹⁰² *Ibidem*, 4512, 20/2 mai 1890, p. 3.

¹⁰³ *Ibidem*, 3909, 29/11 déc. 1888, p. 3.

¹⁰⁴ Πατρ'ς, 116, 28/10 mai 1891, p. 3.

¹⁰⁵ Ἐλλάς, 10, 4/16 déc. 1894, p. 3.

¹⁰⁶ *Ibidem*, 11, 8/20 déc. 1894, p. 3.

¹⁰⁷ Σύλλογοι, 2934, 10/20 août 1885, p. 3.

¹⁰⁸ *Ibidem*, 3380, 25/6 févr. 1887, p. 3.

¹⁰⁹ *Ibidem*, 3582, 8/20 oct. 1887, p. 3.

¹¹⁰ Ἐλλήν, 23/16 sept. 1888, p. 2.

¹¹¹ Τὸ βῆμα, 7, 31/12 juin 1897, p. 3.

¹¹² Πατρ'ς, 2068, 15/27 févr. 1898, p. 3.

N. Politis (Ἑλλάς) « avec la collaboration d'excellents artistes, surtout celle du fils du philhellène Tiersch »¹¹³.

Les journaux des communautés renseignent les lecteurs sur l'activité en Occident de certaines personnalités grecques et son écho dans la presse française ou anglaise. En communiquant la participation de D. Bikélas à la revue de la Société d'Histoire de la Diplomatie de Paris, on reproduit la critique favorable que la revue anglaise « Academy » avait faite à son étude *Τὸ ἔργον καὶ οἱ πόθοι τῆς Ἑλλάδος ἐν τῷ ἀνατολικῷ ζητήματι*, ainsi qu'un passage de ce dernier¹¹⁴.

L'arrivée à Bucarest du président de la société « Ellinismos », Neoklis Kazazis, professeur à l'Université Nationale, est aussi enregistrée par la presse qui note avec satisfaction ses voyages à Paris, Vienne et Pest, dont le but est « d'étudier la situation des Grecs et d'affermir leur sentiment national »¹¹⁵.

CONCLUSIONS

Les communautés grecques de Roumanie ont été reconnues officiellement par le prince Cuza en 1860, date qui marque une étape importante de leur développement culturel. C'est après 1860 qu'on commence à fonder la plupart des écoles et des églises des communautés grecques de Roumanie. L'activité typographique grecque, qui jusqu'à cette date (1830—1860) reflète une « fin d'époque », s'est cristallisée après 1860 dans des formes nouvelles réduites, mais définies. Les livres et les périodiques écrits pour les communautés par leurs membres sont liés à la vie des colonies grecques de Roumanie.

A quelques différences près, le développement des institutions culturelles grecques de Bucarest, Brăila, Constanța, Galați et Giurgiu offrent un parallélisme surprenant. Les différences sont dues au niveau inégal de la situation économique des colonies, car à la base de ces institutions il y a surtout les donations privées et les contributions. La solidarité — en général puissante — des membres de ces communautés connaît pourtant des défaillances. On rappelle souvent à leurs devoirs des « connationaux » négligeants, en invoquant toujours le sentiment national, l'amour de la patrie et la compétition avec les autres colonies.

Quoique mêlés dans une nouvelle formule ethnique, les Grecs de Roumanie n'oublient pas leur lieu d'origine (l'Épire, l'« héroïque Hydre »

¹¹³ Σύλλογοι, 3000, 26/7 nov. 1885, p. 2—3

¹¹⁴ *Ibidem*, 3095, 18/2 mars 1886, p. 3. Pour la position qu'occupe Bikélas dans l'historiographie grecque, v. E. Stănescu, *Le XI^e siècle byzantin. Evolution d'une image historique aux XVI^e — XIX^e siècles*, dans « Revue des études sud-est européennes », 6 (1968), 1, p. 109.

¹¹⁵ Πάτρις, 2243, 18/30 sept. 1898.

la Céphalonie, etc.). La participation aux événements de la patrie est très vive et permanente. Elle se manifeste par la presse, par des poésies, des mémoires et des festivités. La solidarité dans le sens le plus large est représentée par la construction de l'église de Constanța, à laquelle ont pris part « les Grecs de toute l'Europe ».

La vie culturelle des Grecs de Roumanie a de nombreuses zones communes avec l'histoire et la culture sud-est européennes.

a) On lit ici des journaux et des livres de Turquie, Grèce, Bulgarie, Albanie et Russie (Odessa).

b) Les journaux grecs de Roumanie sont lus en Grèce, en Turquie (Constantinople) et en Bulgarie et les livres grecs imprimés dans ces pays, ainsi qu'en Roumanie, ont des prénumérants (« syndromites ») grecs, bulgares et roumains. Les librairies grecques de Roumanie font des abonnements « à tous les produits imprimés grecs pour toute la Roumanie, la Bulgarie, la Serbie ».

c) Les troupes dramatiques qui viennent de Grèce en Roumanie, en passant par la Bulgarie, font circuler le même répertoire grec à Varna, Brăila, Galați, Constanța et Bucarest.

d) Des professeurs, médecins, prêtres et chantres grecs exercent leur profession — au cours d'une même carrière — en Turquie, Grèce, Bulgarie et Roumanie. Souvent, après 15 ou 20 ans passés en Roumanie (tous n'étant pas nés en terre roumaine), certains membres des communautés rentrent en Grèce. Là-bas ils continuent à publier, écrivant aussi leurs souvenirs de Roumanie. D'autres, comme Frankudis ou Dimopoulos, après avoir édité un journal et des livres de littérature à Constantinople, s'établissent en Roumanie, où ils sont professeurs, fondent des écoles et écrivent des livres appréciés par la Métropole¹¹⁶. N. G. Dosios, l'un des premiers chercheurs de l'hellénisme de Roumanie, commence sa carrière éditoriale en Grèce, la continue en Roumanie (après des études en Allemagne) et la finit à Paris où, à part ses poésies imprimées dans la presse, il a laissé un riche matériel de folklore épirote, ainsi que des notes autobiographiques¹¹⁷ empreintes d'une certaine nostalgie pour notre pays.

e) Dans la presse grecque de Roumanie, il y a bon nombre d'études et d'articles portant sur des problèmes de philologie balkanique, sur l'origine du peuple albanais, l'histoire de la Bulgarie, la crise de l'église orthodoxe en 1860, la signification de l'Hétairie, etc. Sans parler des

¹¹⁶ *La vie militaire de la Grèce*, parue à Brăila en 1870–1871, est attribuée à Harilaos Dimopoulos par C. Th. Dimaras, qui y trouve « de nombreuses caractéristiques de la prose créatrice », ainsi que « une vivacité inaccoutumée qu'accroissent encore l'originalité des images et la transparence de la pensée, deux traits distinctifs du livre ». V. C. Th. Dimaras, *Histoire de la littérature néo-hellénique*, Athènes, 1965, p. 360.

¹¹⁷ Ms. gr. 1367, Bibliothèque Nationale Paris.

innombrables commentaires de politique balkanique qui remplissent les pages.

f) Les relations que ces communautés entretiennent avec la Société Littéraire Grecque de Constantinople explique, certainement, l'impulsion donnée aux éditions des classiques grecs par les professeurs grecs de Roumanie.

La vie des communautés grecques de Roumanie n'est pas sans avoir influencé les relations diplomatiques entre les États roumain et grec ¹¹⁸. Les nombreux liens qui s'étaient formés entre ces deux pays ont souvent contribué à améliorer leurs relations internationales. D'ailleurs, les communautés n'eurent jamais à souffrir des périodes de refroidissement diplomatique ¹¹⁹.

¹¹⁸ C. Velichi, *Relațiile dintre România și Grecia în perioada 1879—1911* [Les relations entre la Roumanie et la Grèce, 1879—1911], (ouvrage manuscrit).

¹¹⁹ *Ibidem*.

L'ORGANISATION «KNÉZIALE» AU BANAT DU MILIEU DU XVII^e SIÈCLE AU DÉBUT DU XIX^e

TH. N. TRĂPCEA

L'institution du *knéziat* dans les Pays roumains est généralement connue par l'historiographie roumaine¹ sous ses multiples aspects, tels son origine, son développement et ses fonctions ; quant à son passé, il est prouvé qu'elle est née avant l'organisation des Etats féodaux roumains et qu'elle a duré jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Sous ce dernier aspect, l'organisation knéziale du Banat a eu la vie plus longue que dans les autres provinces roumaines, continuant à vivre jusque vers le milieu du XIX^e siècle, tout en perdant de son caractère initial ; son nom a encore persisté jusqu'à nos jours, la dénomination de *K i n e z* étant synonyme de celle de maire.

Dans les lignes qui suivent, nous présenterons l'institution telle qu'elle a existé dans le Banat et les attributions qu'elle avait aux XVII^e — XIX^e siècles, et nous montrerons ensuite les causes qui l'ont fait durer si longtemps dans cette province.

¹ Voici les principales études consacrées à l'organisation *knéziale* chez les Roumains. Etudes de synthèse : A. D. Xenopol, *Istoria românilor* [Histoire des Roumains], II^e vol., Bucarest, 1893, p. 163—169 ; I. Mihaly a publié, sans commentaires, *Diplome maramureșene* [Diplômes du Maramurech], Sighet, 1900 ; K. Jireček, *Stadt und Gesellschaft im mittelalterlichen Serbien*, Wien, 1912, p. 72, où il est question des Roumains de Serbie et du Monténégro ; C. C. Giurescu, *Istoria Românilor*, 2^e éd., 1^{er} vol., Bucarest, 1938, p. 270—272 et II^e vol., 1937, p. 197. Etudes concernant spécialement l'organisation knéziale : Ion Bogdan, *Despre cneji* [Sur les knèzes], dans « Analele Acad. Rom. », Sect. Ist., S. II, t. XXV, 1904 ; Dinu C. Arion, *Cneji (chinezii) români. Contribuții la studiul lor* [Les knèzes roumains. Contribution à leur étude], Bucarest, 1938 ; Ștefan Pascu, *Cneji din Transilvania și Iancu de Hunedoara* [Les knèzes de Transylvanie et Jean Hunyadi], « Studii și cercetări de istorie », n^{os} 1—4, Cluj, 1957, p. 31—51 ; A. Cazacu, *Cneji* [Les knèzes], dans « Viața feudală în Țara Românească și Moldova (sec. XIV—XVII) », Bucarest, 1957, p. 173—177. Pour le knéziat dans le Banat, citons : G. Ciuhandu, *Românii din cîmpia Ardealului de acum două veacuri* [Les Roumains de la plaine transylvaine d'il y a deux siècles], Arad, 1940, voir annexe 8 ; Octavian Lupaș, *Voevozi și cnezii români în județul Arad* [Les voïvodes et les knèzes roumains dans le district d'Arad], Arad, 1941 ; Maria Holban, *Mărturie asupra rolului cnezilor de pe marile domenii din Banat în a doua jumătate a sec. al XIV-lea* [Témoignages sur le rôle des knèzes des grands domaines du Banat au cours de la seconde moitié du XIV^e siècle], « Studii și materiale de istorie medie », II^e vol., Bucarest, 1957, p. 407—421.

Il résulte d'un registre de la patriarchie de Petch (Yougoslavie)², daté de la seconde moitié du XVII^e siècle, que les villages du Banat étaient administrés par des *knèzes*. On garde de cette période de domination ottomane les noms de cinquante-trois villages dirigés par ces chefs. Certains villages comptaient deux ou même trois *knèzes*³, leur nombre variant en rapport avec les possibilités matérielles du village ; pour ce qui est de la situation matérielle des *knèzes*, on en possède quelques preuves. Au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle, quelques *knèzes* roumains arrivaient à la patriarchie serbe de Petch, pour apporter l'aumône du village qu'ils administraient ; à cette occasion ils remettaient également leur propre obole⁴. Cette aumône figure dans plusieurs cas, séparément de celle de la population du village, et elle était modeste mais dépassait d'habitude celle du paysan. Quelques chiffres paraîtront suggestifs à cet égard : entre 1660—1666, le *knèze* Petru de Ianova (distr. de Timich), fit don d'un bœuf ; celui de Mormintzi (distr. de Carach-Severin), donna un *groschen* (monnaie d'argent) ; Peïa de Nicolintzoul Mare (dans le même distr.) donna un *groschen* et souscrivit un bœuf ; le *knèze* Prodan de Ivanda (le même distr.), déposa cinq *groschen*. A côté de sa contribution individuelle, le *knèze* de Saravalé (distr. de Timich) apportait 1 500 *aspres* de la part du village tout entier, et celui de Variach (distr. de Timich), cinq mille *aspres* — toujours de la part de toute la communauté⁵.

La domination turque a maintenu l'institution du *knéziat* et a tiré parti des attributions des *knèzes*, lesquelles consistaient à répartir, à lever les impôts et à en livrer le produit aux autorités turques, à juger les conflits et les litiges portant sur la propriété, à protéger la population contre les attaques des bandits ou contre quelque incursion étrangère. Pour ainsi dire toute la vie du village, sous ses multiples aspects, fiscal, administratif, judiciaire, militaire et même religieux était soumise à l'autorité du *knèze*. On en trouve une expression éloquente dans différentes dispositions des « évêques » de Méhadia, données « aux ordres, aux *knèzes* et à la foule » entourant le monastère de Mraconia (distr. de Mehedintzi). A la fin du XVII^e siècle, le monastère a été terriblement dévasté par les « martologues » et les « curutz ». Il fallait absolument le reconstruire.

² Dr Rayko Veselinović, *Vojvodina, Srbija i Makedonija pod turskom vlašću u drugoj polovini XVII-og veka. Priroda, društvo i narodni pokreti* [La Voïvodine, la Serbie et la Macédoine sous la domination turque dans la seconde moitié du XVII^e siècle. L'économie, la société et les mouvements populaires], Novi Sad, 1960, p. 72 ; cf. Br. Djurdjev, *O knezovima pod turskom upravom* [Des *knèzes* sous l'administration turque], « Istoniski časopis », Beograd, 1949.

³ Dr Rajko Veselinović, *op. cit.*, p. 73. La multiplication du nombre des *knèzes* est considérée comme une diminution de leur rôle. Toutefois les documents prouvent que le fait doit être attribué aux possibilités de contribution des paysans, plus grandes que de coutume.

⁴ L'opinion de l'historien yougoslave R. Veselinović (*op. cit.*, p. 72), selon laquelle le rôle des *knèzes* aurait diminué, est contredite par les faits.

⁵ S. Matić, *Katastrg pečki iz 1600—1666 god.*, « Glasnik Srpskog Učenog Društva », n° 4, p. 207—233 ; 444—455 ; n° 5, p. 72—79 ; 418—422, Novi Sad, 1957.

C'est pourquoi l'évêque de Méhadia a fait appel aux *knèzes* des villages d'alentour, pour qu'ils procédassent à des quêtes. L'opération fiscale a été rapidement effectuée et s'est soldée par des chiffres appréciables, surtout à Orchova. Mais les *knèzes* ne se bornaient pas à lever les impôts ; ils devaient en plus trouver des maçons, des peintres en bâtiment et surveiller l'exécution des travaux. Les *knèzes* ont été à la hauteur de l'appel, en menant à bonne fin toutes les tâches. Mais bientôt ils se trouvèrent en présence d'une nouvelle situation : le monastère, à peine reconstruit, était menacé par une armée turco-tartare qui dévastait tous les villages d'alentour. Il réussit à s'en tirer, raconte un témoin oculaire, grâce aux *knèzes* qui soulevèrent les villages et veillèrent jour et nuit. Jusqu'à ce que le danger fût passé ⁶. Il en résulte qu'en cas de détresse, les *knèzes* n'hésitaient pas à prendre les armes et à lutter. Toutefois, la tâche principale des *knèzes* demeurait celle de lever les impôts de chez les paysans et d'en livrer le produit aux Turcs. L'exécution des obligations envers ceux-ci était reconnue par la confirmation dans leurs fonctions qui avait lieu par un acte nommé *berat* ou *buiurluc* (diplôme d'investiture)⁷. Le fait ne résulte, il est vrai, que de trois documents ; des recherches ultérieures n'excluent cependant pas la possibilité de trouver d'autres preuves. Le premier document fait mention d'un *berat* portant la confirmation d'un *knèze* dans la fonction qu'avait occupée aussi son père. Il résulte d'un autre document que les Turcs, arrivant à Carachova en 1788, furent accueillis par un certain Bocchane Milin, lequel invoqua son titre de *knèze* suprême en vertu de cinq diplômes qu'il possédait — l'un en langue turque, l'autre en roumain, le troisième en serbe et deux autres en arabe. Il les détenait d'un de ses ancêtres ⁸. Le troisième acte, daté de 1661 et émanant d'Ali pacha de Timișoara, demande aux autorités transylvaines de sanctionner Vamgi Torna Petre, accusé d'avoir assassiné le *knèze* timariote du village de Bucova ⁹.

A l'apogée de la puissance turque, l'autorité représentative des *knèzes* a augmenté, grâce à une circonstance favorable arrivée en 1690. A cette date, le sultan avait émis un *iradé* (ordre) par lequel il accordait aux paysans le droit de propriété sur les terres travaillées par eux et sur

⁶ Damaschin Udrea, *Arătare despre sfintele mănăstiri ale Timișoarei și ale Țării Banului* [Présentation des saints monastères de Timișoara et du Banat], Caransebeș, manuscrit daté de 1696. en possession de l'ancien métropolite V. Lăzărescu. Sur la sollicitude des *knèzes* pour les choses religieuses, voir N. Iorga, *Observații și probleme bănățene* [Observations et problèmes du Banat], Bucarest, 1940, p. 48. L'*oberknèze* N. Lucaciu aida à la construction et à la dotation de l'église Partoch.

⁷ Nicoară Beldiceanu, *Les actes des premiers sultans conservés dans les manuscrits turcs de la Bibliothèque Nationale à Paris*, La Haye, 1964, p. 422.

⁸ Pesty Frigyes, *Krásó vármegye története* [Histoire du comté de Carach], II^e vol., Budapest, 1884, p. 261.

⁹ Mihail Guboglu, *Catalogul documentelor turcești* [Catalogue des documents turcs], II^e vol., Bucarest, 1965, p. 371. Le texte intégral m'en a été lu par l'auteur.

lesquelles ils n'avaient eu jusqu'alors qu'un droit d'usufruit; ils recevaient en même temps le droit de transmission de la terre par succession et même entre vivants au besoin. Par cette réforme les Turcs voulaient attirer la population du Banat en la soustrayant à l'attraction du mirage de la « libération » par les Autrichiens¹⁰. C'était pour les *knèzes* une nouvelle occasion d'affirmer leur autorité en qualité d'arbitres.

Pour ce qui est du mode d'acquisition de leur fonction par les *knèzes* sous la domination turque, l'on sait que celle-ci n'a pas touché à l'ancienne coutume. Les *knèzes* l'hérिताient de père en fils, et leur autorité pouvait s'étendre d'un hameau à un village petit ou grand ou à plusieurs villages comprenant quelques milliers d'âmes¹¹. Il y avait aussi des cas où une personne capable s'imposait à la suite d'actes de courage. C'est ce qui est arrivé en 1788—89 pendant la guerre entre Turcs et Autrichiens dans le village d'Ezerich (distr. de Carach-Severin). Un document relate que le crime et le vol y sévissaient, ce qui détermina « Ianăch, fils de Gavrilă Neacchou à exercer les fonctions de *knèze*; il extirpa le vol, mit de l'ordre et construisit une église »¹².

L'institution du *knéziat* entra dans une nouvelle phase sous la domination autrichienne. L'administration des Habsbourg, instaurée dans le Banat et le nord de la Serbie, en prit connaissance après la paix de Passarowitz (1718). Contrairement à d'autres cas, où elle procéda brutalement en supprimant les institutions autochtones, elle fit preuve cette fois-ci de réalisme en tenant compte des réalités de l'histoire. Elle a maintenu l'autorité locale des *knèzes* et a établi une hiérarchie entre eux, en instituant les fonctions d'*oberknèze* et d'*oberknèze* « jubilé », c'est-à-dire confirmé par un acte.

Les informations à ce sujet se présentent successivement, dans l'ordre des conquêtes faites par les Autrichiens. Tout de suite après la paix de Karlowitz (1699), ils créèrent le *confinium militaire* Tisa-Mourech, avec des éléments recrutés parmi la population balkanique réfugiée et établie au nord du Mourech. Le *confinium* avait deux sièges, à Szeged et à Arad; le dernier comprenait 21 communes de la vallée du Mourech, avec une majorité écrasante de Roumains. Une partie de ceux-ci ne furent pas compris dans cette organisation militaire, et formèrent la catégorie à part des exemptés — *exempti*. La raison d'être de cette mesure est

¹⁰ Ion Negru, *Contribuții la cunoașterea Banatului (Jurnalul de călătorie al împăratului Iosif al II-lea* [Contribution à l'histoire du Banat. Le journal de voyage de l'empereur Joseph II], « Revista Inst. Soc. Banat-Crișana », Timișoara, 1943, juillet-août, p. 82.

¹¹ Dr Br. Djurdjev, *op. cit.*, p. 159; cf. Nicoară Beldiceanu, *Quatre actes de Mohamed II, concernant les Vlaques des Balkans slaves*, « Sudost-Forschungen », Band XXIV, Sonderdruck, Munchen, 1965, p. 114, note 61; Idem, *Sur les Valaques des Balkans slaves à l'époque ottomane* (1450—1550), Paris, 1967.

¹² Gh. Cotoșman, *Cronica de la Ezeriș* [La chronique d'Ezerich], « Mitropolia Banatului », Timișoara, 1965, 1—3, p. 108.

mentionnée et elle présente une importance particulière, car elle indique l'existence chez les Roumains d'une juridiction provinciale propre, représentée par les *knèzes* ou *juzi* (*judices*), voïvodes et assesseurs. Il était en outre prévu pour les villages militarisés que chacun se choisît un *knèze* parmi les hommes les plus capables ; ensuite plusieurs *knèzes* devaient désigner un juge suprême pour le district militaire. Ce juge avait le droit et l'obligation d'arrêter et de déférer à la justice les malfaiteurs ¹³.

On trouve d'autres informations concernant l'attitude de l'administration autrichienne à l'égard de l'organisation *knéziale* du Banat, après sa conquête par les impériaux, chez Stoica de Hatzeg ¹⁴, archiprêtre de Méhadia, dans ses « Notes de chroniques », comme il les intitule lui-même. Né probablement en 1745, il connaissait par ouï-dire, ou les avait même vécus, les événements et les états de choses les plus importants du Banat au cours de la période allant de la Paix de Karlowitz à 1827, date à laquelle il clôt sa chronique. Il écrit que les Autrichiens divisèrent le Banat en douze districts, divisés à leur tour en d'autres sous-unités administratives nommées cercles, la dernière étant le village. Ils placèrent à la tête des districts des préfets, ayant leur résidence au chef-lieu du district et plusieurs sous-préfets (*Unterwalter*), avec la résidence dans les grandes communes ; dans les villages et les petites communes, ils installèrent des *knèzes*, subordonnés à leur tour à des *oberknèzes*. Tous les fonctionnaires des districts étaient obligés de se rassembler périodiquement, un certain jour (*Amtstag*), au chef-lieu du district, pour présenter leur rapport sur les événements politiques, économiques et juridiques arrivés dans leur secteur et prendre connaissance des nouvelles dispositions. A cette occasion, les *knèzes* apportaient les sommes perçues à titre d'impôt, mettaient en discussion les plaintes des serfs — ils déféraient les plus graves au tribunal provincial (*Landesgericht*) — et recevaient de nouvelles instructions ¹⁵.

La nécessité de maintenir l'organisation *knéziale* dans le Banat a été imposée à l'administration autrichienne par des réalités économiques et sociales qu'elle ne connaissait pas ; ou bien elle n'était pas en mesure de résoudre des conflits du milieu rural. A ce point de vue, nous devons citer le cas de certains délits forestiers. Le territoire du Banat comprenait quelques *zăbrane*. Ce mot signifiait en serbe forêt interdite à la chasse

¹³ J. Vaniček, *Special Geschichte der Militar Grantze*, Wien, 1875, p. 110. Cf. Dr J. Szentkláray, *Száz év Dél-Magyarország újabb történelméről*, Timișoara, 1885, p. 103.

¹⁴ *Cronica în manuscris a lui Stoica din Hațeg* [La chronique en manuscrit de Stoica de Hatzeg] (copie), propriété personnelle de I. Moga, directeur du Musée de la région de Banat. Je le remercie par cette voie de m'avoir prêté le manuscrit.

¹⁵ Patriciu Dragalina, *Din istoria Banatului de Severin* [De l'histoire du Banat de Severin], II^e vol., Caransebeș, 1902, p. 132—133 et Fr. Griselnî, *Descrierea Banatului* [Description du Banat], trad. par Meletie Drăghici, Timișoara, 1883, p. 80.

ou à la coupe du bois, droit exclusivement réservé au féodal, peut-être même à la communauté du village¹⁶, et il est à supposer qu'il avait ici la même signification. Après l'instauration de la domination autrichienne, cette coutume fut fréquemment violée. Les infractions étant portées à la connaissance de la justice autrichienne, celle-ci déclina sa compétence et renvoya les cas aux *knèzes* et *oberknèzes*, seuls compétents pour en connaître¹⁷.

L'institution du *knéziat*, au début une forme primaire d'organisation administrative, deviendra avec le temps une fonction aux multiples attributions. En dehors de ce qui a été dit, le *knèze* était chargé à l'époque de la domination autrichienne d'établir et de lever toutes sortes de nouvelles contributions pécuniaires ou en nature, ou bien d'imposer des prestations ; il devait faire vendre aux enchères les terres cultivables que les paysans roumains prenaient à ferme¹⁸, étant donné qu'après la conquête du Banat par les Autrichiens, ces derniers le considéraient comme une province autrichienne, la terre en était donnée à ferme, les paysans en étant dépossédés. A l'occasion de ces affermage, les *knèzes* se livraient à de grands abus. Après la division du Banat en districts, la capitation (*Kopfsteuer*) y fut introduite, laquelle pouvait être perçue en argent ou en nature ; les *knèzes* et les *oberknèzes* ne la payaient qu'en argent. Cette mesure étaient due à la situation privilégiée de ces derniers ; c'est pourquoi l'Eglise exigeait de leur part un impôt d'un ducat¹⁹. Quant à la capitation, elle s'est révélée trop élevée dès le début, et a provoqué des mécontentements. Nous citerons comme particulièrement éloquente la demande de l'*oberknèze* de Palanca Nouă qu'elle soit réduite, la population n'étant pas en mesure de la payer²⁰.

Les *knèzes* avaient la tâche difficile de recruter des hommes pour différents travaux exigés par la nouvelle administration. Souvent les paysans s'enfuyaient, refusaient de travailler ou n'exécutaient pas le travail qui leur était assigné. Dans ces circonstances, c'étaient les *knèzes* et les *oberknèzes* qui étaient rendus responsables et étaient passibles de peines : le plus souvent ils étaient privés de liberté, battus ou, au meilleur des cas, ils devaient s'obliger de recruter un nombre double de travailleurs²¹.

¹⁶ Pour la signification du mot, voir Radu Flora, *Dicționar serbo-român* [Dictionnaire serbo-roumain], Virșeț, 1957, p. 125.

¹⁷ *Archives de l'Etat de Timișoara*, fonds A.M., XVIII^e siècle, en cours de mise en fiches.

¹⁸ P. Dragalina, *op. cit.*, p. 134.

¹⁹ I. D. Suciș, *Un document în legăt. cu mitropolitul Moise Petrovici...* [Un document concernant le métropolitain Moïse Petrovitch...], « Mitropolia Banatului », Timișoara, 1966, n^{os} 1-3, p. 117-121.

²⁰ Barotı Lajos, *Adattár Délmagyarország századi történetéhez*, I^{er} vol., Budapest, 1888, p. 290 et II^e vol., 1889, p. 314.

²¹ Idem, *op. cit.*, II^e vol., p. 4, reg. 154.

Une autre attribution importante des *knèzes* était celle de lever la dîme (Zehend) qui frappait tous les produits : céréales, foin, miel, cire, etc. Ils recevaient pour ce service une cote personnelle, laquelle dépassait parfois la mesure légale, ce qui engendrait des mécontentements ²². C'est ce qui arriva en 1752, à Lugoï ; les habitants demandèrent tumultueusement la destitution du *knèze* Martin Olah, qui s'était rendu coupable de nombreux abus dans de telles circonstances. La protestation avait dégénéré en véritable révolte ²³.

L'instauration de l'administration autrichienne au Banat avait provoqué des réactions différentes de la part des *knèzes*. On constate chez les uns des actes de désobéissance vis-à-vis de l'administration, et chez d'autres une collaboration et une obéissance totale. Dans le premier cas, les documents montrent les *knèzes* dans la situation de résoudre des litiges entre l'administration et la population, l'administration faisant preuve de trop d'exigence dans l'accomplissement des tâches qu'elle imposait à la population, qui s'opposait à ces demandes exorbitantes. Dans ces cas, les *knèzes* prenaient le parti de la population opprimée. C'est dans ce sens que l'on doit interpréter le geste des habitants du village de Gelu dans le district de Timich, lesquels protestaient contre l'*Unterwalter* Martini, qui avait battu le *knèze* du village ; celui-ci avait refusé de lever la capitation. Cet impôt avait sensiblement augmenté depuis 1728 ²⁴. Un autre cas semblable s'était passé dans le district de Tchénad : les *knèzes* avaient refusé de lever l'impôt qu'ils considéraient comme trop élevé et la population s'était solidarisée avec eux ²⁵. Cette attitude de solidarité se manifestait parfois sous d'autres formes. C'est ainsi que les *oberknèzes* et les *knèzes*, de connivence avec les paysans, toléraient de la part de ceux-ci des actes d'évasion fiscale, en leur permettant de cacher leur bétail dans des endroits secrets, pour les soustraire à l'impôt ²⁶. Ou bien, lorsque les paysans étaient envoyés en Serbie pour des charrois ou autres corvées, les *knèzes* leur facilitaient la fuite ou les cachaient. Dans le cas du village de Satou-Noou ou de celui de Fenlac, le *knèze* n'a pas hésité à prendre le chemin de la fuite avec tous les habitants ²⁷. Ce qui s'est passé en 1739 dans le village de Slatina (distr. de Caransébech) est encore plus impressionnant. Une troupe d'Autrichiens s'est présentée à l'entrée du village et a invité les rebelles à se rendre. Les habitants, ayant à leur tête le *knèze*, sont morts héroïque-

²² *Ibidem*, p. 143—144, 150.

²³ *Ibidem*, p. 136—145 et 161.

²⁴ *Ibidem*, p. 14 et I^{er} vol., p. 329.

²⁵ *Ibidem*, I^{er} vol., p. 244.

²⁶ *Ibidem*, p. 402 ; cf. Jenő Szentkláray, *op. cit.*, p. 106. Pour échapper aux impôts et corvées, les gens fuyaient de village en village. Dans de pareils cas, les *knèzes* cachaient les fuyards ou leur facilitaient l'évasion.

²⁷ Baroti Lajos, *op. cit.*, II^e vol., p. 337.

ment, refusant de capituler²⁸. Pour les actes d'insoumission, les *knèzes* étaient menacés de sanctions, telles que le travail aux fortifications, ou bien de remontrances²⁹. Les mesures prises par l'administration autrichienne pour leur imposer la discipline n'ont pas donné les résultats escomptés, les *knèzes* préférant parfois se joindre à la population rurale ou même aux *lotri* (résistants). En 1742, un ordre de l'administration enjoignait aux organes de sûreté du district de Caransébech, d'arrêter le *knèze* du village de Măroul, lequel avait caché des résistants³⁰. Le *knèze* de Tihacova, Mihai, s'était rendu encore plus coupable en recelant dans le grenier de sa maison plusieurs résistants et des meurtriers d'un *oberknèze* dévoué aux Autrichiens³¹.

Un nombre important de documents montrent les *knèzes* remplissant consciencieusement leur devoir envers le nouvel ordre instauré, mais en conflit avec la population roumaine et les représentants de la résistance, — les *lotri*. Ils faisaient souvent preuve d'un zèle excessif dans l'exercice de la mission d'empêcher les fuyards de passer le Danube en Serbie. Dans de telles circonstances, ils provoquaient les fuyards qui n'hésitaient pas à les supprimer. Dans des cas semblables, les paysans ne reculaient même pas devant des représailles exercées en cas d'abus ; en 1728 le *knèze* d'Opova a été attaqué et ses magasins mis à feu³² ; en 1752, une rébellion éclata à Coutchitza et le *knèze* fut blessé³³ ; en 1753, le *knèze* de Caransébech a été attaqué pendant qu'il se rendait à Timichoara pour y déposer la contribution des tziganes (*Zigeunerharacs*)³⁴ ; à la même époque, les résistants exécutaient une action de capture du *knèze* du village de Goletz (distr. de Caransébech), tandis que d'autres s'emparaient des sommes touchées par celui de Căvâran³⁵.

Un document de 1741 nous fournit une information suggestive sur la situation précaire et très difficile dans laquelle se trouvaient les *knèzes* à cette époque : l'*oberknèze* Vouc de Betchkérek démissionne de la fonction qu'il détenait ; il avait été capturé par les résistants et s'était racheté en payant une somme considérable ; il renonçait à sa fonction pour éviter d'autres désagréments à l'avenir³⁶.

La continuité de l'institution *knéziale* a été imposée par des circonstances favorables, telle la guerre austro-turque de 1736—1739, quand

²⁸ P. Dragalina, *op. cit.*, III^e vol., p. 24.

²⁹ Baroti Lajos, *op. cit.*, II^e vol., p. 336—337.

³⁰ *Ibidem*, I^{er} vol., p. 322 et 328 ; II^e vol., p. 190.

³¹ *Archives de l'Etat de Timișoara*, fonds A. M., XVIII^e siècle, dos. 3/17, fol. 61—63.

³² Baroti Lajos, *op. cit.*, II^e vol., p. 6 ; I^{er} vol., p. 404.

³³ *Ibidem*, I^{er} vol., p. 351 et 425.

³⁴ *Ibidem*, II^e vol., p. 193 et 257.

³⁵ *Ibidem*, p. 141, 194 et 257.

³⁶ *Ibidem*, p. 59 et 99.

il semblait que les Turcs allaient reconquérir le Banat. Pénétrant dans le sud de cette province, entre 1738—1739, l'une des premières mesures qu'ils prirent fut de nommer quelques *knèzes* et *oberknèzes*. C'est ainsi qu'ils nommèrent dans le district de Carach un *oberknèze*, qu'ils revêtirent de grands pouvoirs, ce qui résulte du fait qu'il avait sous ses ordres un employé turc et encore sept subalternes³⁷. Dans une autre circonstance, lors de la conquête du village de Djourdjova (distr. de Carach-Severin), ils nommèrent un *knèze* et lui conférèrent des pouvoirs administratifs sur d'autres villages d'alentour³⁸. Il nous faut mentionner le fait que le grand vizir avertissait la population du Banat par l'intermédiaire de ses dirigeants autorisés, les *knèzes* et les *oberknèzes*, que la guerre était dirigée contre les Autrichiens et qu'elle n'avait rien à craindre de la part des Turcs³⁹.

A leur tour, les Autrichiens se sont servis de l'autorité des *knèzes* chaque fois que le besoin s'en faisait sentir. Deux ans après la paix de Belgrade (1739), le commandement militaire de Timichoara envoyait le capitaine Papilla à Cornereva pour s'enquérir de la raison principale de l'attitude hostile des paysans roumains à l'égard des troupes autrichiennes au cours de la guerre. Il a parlé avec les *knèzes* et les *oberknèzes* et a appris d'eux que les réquisitions effectuées par l'armée et l'administration autrichiennes ont réduit la population à la misère et à la famine⁴⁰.

Moins de dix ans plus tard, avait lieu à Caransébech l'intronisation de l'évêque Ion Gheorghévitch. A la cérémonie, à laquelle participaient les personnalités de la hiérarchie ecclésiastique et laïque supérieure du Banat, prenaient également part deux *oberknèzes*, celui de Méhadia et celui de Bistra⁴¹. A un événement solennel du même genre, cette fois-ci l'élection du métropolitain de Karlowitz lui-même, était présent l'*oberknèze* de Caransébech⁴², Iancou Boumbatchila.

En 1773, la présence de l'*oberknèze* de Méhadia est attestée dans l'escorte du corégent Joseph II, au cours de l'inspection qu'il faisait en sa qualité de commandant de l'armée autrichienne le long de la frontière avec la Turquie, en regard de Méhadia, jusqu'à Orchova. Ensuite, lui et d'autres furent convoqués à Timichoara (10—12 mai) où Joseph II entendit une requête des paysans roumains qui se plaignaient d'être « punis et obérés lourdement » par les *oberknèzes* à la levée de l'impôt.

³⁷ Pesty Fiigycs, *op. cit.*, I^{er} vol., p. 115.

³⁸ *Ibidem*, p. 125.

³⁹ *Ibidem*, p. 154.

⁴⁰ *Cronica lui Stoica din Hafeq*, ouvrage cité plus haut ; cf. N. Iorga, *op. cit.*, p. 99

⁴¹ Andrei Ghidiu et Iosif Bălan, *Monografia oraşului Caransebeş* [Monographie de la ville de Caransébech], Caransebeş, 1909, p. 109.

⁴² *Ibidem*, p. 256.

Stoica de Hatzeg parle encore d'autres abus ; il cite le cas du *knèze* Nédelcou de Méhadia, lequel, avec son secrétaire et un caporal, commença à procéder à des enrôlements forcés dans l'armée.

L'organisation des régiments de gardes-frontières avec des éléments roumains après la conquête du Banat par les Autrichiens, constitua l'une des grandes préoccupations de la Cour de Vienne. Dans ces circonstances, le rôle des *knèzes* a été considéré comme décisif. C'est pourquoi le général Papilla convoqua à Méhadia en 1768 plusieurs d'entre eux, des villages s'étendant d'Orchova jusqu'à Bogiltin, en vue de conférer avec eux sur les meilleurs moyens d'attirer les paysans roumains dans ces régiments ⁴³.

Une autre fois, les *knèzes* des villages de Joupalnic et d'Arménich ont été sollicités par les autorités militaires autrichiennes, dans une circonstance décrite par Stoica de Hatzeg et qui s'est passée en 1772. Un détachement de soldats russes était arrivé au cours de la guerre avec les Turcs jusqu'à la colline d'Alion qui domine Orchard. Il s'engagea dans un combat avec les Turcs d'Ada-Kaleh, provoquant la panique à Orchard et à Méhadia, ainsi que dans les villages voisins jusqu'à Arménich. Plusieurs de ces villages se vidèrent, les habitants fuyant dans les forêts. Le commandement autrichien s'adressa alors aux *knèzes* en leur demandant d'user de leur autorité pour convaincre la population de rentrer dans ses foyers, les Russes étant les alliés de l'Empire des Habsbourg.

Le 17 mai, l'empereur Joseph II se trouvait à Bozovitch. Il y convoqua une assemblée de paysans de 13 villages qui s'y rendirent avec leur *knèze*, l'*oberknèze* d'Alma, Dobromir Hirtilă et celui de Méhadia, Iancou Hirtilă. Le but de la convocation de cette assemblée était de convaincre les paysans roumains de s'enrôler dans le bataillon roumain nouvellement créé, en garnison à Joupalnic. L'empereur fit appel aux *knèzes* et aux *oberknèzes* des villages pour qu'ils usassent de l'influence qu'ils avaient sur la population, mais sans résultat.

Après ce premier insuccès, Joseph II passa à Méhadia, où il fit la même tentative. Cette fois-ci, il employa une autre méthode en demandant aux paysans quelles étaient leurs doléances. Les réponses vinrent de plusieurs *knèzes*, tels ceux de Domachnea, Canitchea, Valea Bolvachnitzei, etc. L'empereur apprit ainsi par la bouche de leurs représentants que les paysans se plaignaient du manque de terre et de sa pauvreté, ce qui n'empêchait pas qu'ils payassent de grands impôts.

Au cours de la guerre austro-turque de 1787—1791, on parle de nouveau des *knèzes* et des *oberknèzes* de Méhadia. Ils furent sollicités de recruter des hommes pour faire des réparations aux ponts, aux chaus-

⁴³ *Cronica lui Stoica din Hațeg.*

sées et aux fortifications militaires. Kiosa Moustapha, dépassant la Clisoura du Danube, nomme plusieurs *oberknèzes* roumains entre Vărădia et Vrchetz⁴⁴. Le pacha Mehmed Mémich, à son tour, avançant vers Oravitza, confirma par un diplôme le knèze de Vrani dans la fonction avec tous les pouvoirs qui en dérivait⁴⁵.

A la même époque, le commandant autrichien décidait que la correspondance secrète ne serait transmise que par des courriers militaires ou, au besoin, par des *knèzes*, ceux-ci lui inspirant confiance⁴⁶.

Le rôle social des *knèzes* résulte également du rapport de T. Iancovitch, l'organisateur des écoles serbes et roumaines du Banat. Dans un rapport de 1781, il demandait aux autorités de ne plus admettre à la direction des communes que des *knèzes* sachant lire⁴⁷.

En 1780, le Banat fut incorporé à la Hongrie, et son administration subit certaines modifications. Dans ces circonstances, l'autorité des *knèzes* subit les injonctions des employés de la nouvelle administration. On peut le déduire d'une réclamation adressée à l'empereur en 1804, dans laquelle son auteur formule plusieurs revendications pour l'amélioration de la situation des paysans roumains. On demandé, entre autres, que les *knèzes* soient élus par la communauté du village afin d'empêcher les ingérences des *chpans* (préfets); c'est toujours la communauté qui le fera connaître aux autorités administratives supérieures; pour ce qui est de la « fatigue découlant de ses fonctions », l'auteur de la pétition demandait que le *knèze* fut exempté de la corvée et de l'impôt en laissant entendre que telle était la situation auparavant. Suivent d'autres revendications, après quoi le pétitionnaire réclame que l'on revienne aux anciennes attributions des *knèzes*⁴⁸.

On trouve encore des informations sur les *knèzes* au début du XIX^e siècle jusque vers le milieu du siècle, mais en plus petit nombre et très brèves; c'est pourquoi en dehors du fait que ce ne sont là que de simples mentions, on ne peut en dégager le caractère des fonctions remplies par les *knèzes*.

Dans la plupart des circulaires des évêques de Vrchetz adressées en langue roumaine à la population roumaine de cette région du Banat, les *knèzes* figurent parmi les premiers à côté des autorités ecclésiastiques ou laïques. La formule n'est pas stéréotype, car parfois leur nom est

⁴⁴ *Ibidem*.

⁴⁵ Pesty Frigycs, *op. cit.*, II^e partie, p. 275.

⁴⁶ *Archives de l'Etat de Timișoara*, fonds A. M. 551/23, f. 129—132.

⁴⁷ Johann Wolf, *Organizarea școlilor bănățene în anii 1770—1780 și activitatea pedagogului T. I. Iancovici* [L'organisation des écoles du Banat au cours des années 1770—1780 et l'activité du pédagogue T. I. Iancovitch], Timișoara, 1957, p. 76.

⁴⁸ Vicențiu Bugariu, *Despre lăcutorii Banatului. Un manuscris anonim din 1804* [Sur les habitants du Banat. Un manuscrit anonyme de 1804], « *Analele Banatului* », 1935, p. 22—25.

absent ou bien, lorsqu'ils sont mentionnés, il est fait mention des charges qu'ils ont à remplir. C'est ainsi que l'évêque Rayatchitch étant informé de l'assiduité de plus en plus réduite des jeunes aux messes, recommande aux autorités ecclésiastiques de faire appel « au *knèze* de l'endroit », et si celui-ci ne réussit pas, de s'adresser au « sieur du comté ». Vers le milieu du XIX^e siècle, on trouve encore quelques mentions des *knèzes*, que l'évêque appelle : les chers *knèzes* ⁴⁹. Mais, peu à peu leur place sera prise par les fonctionnaires hongrois.



Nous avons indiqué dès le début de notre étude, l'intention d'expliquer la cause de la persistance du *knéziat* dans le Banat à une époque où il avait disparu dans les autres provinces roumaines.

L'institution du *knéziat* a pris naissance au cours de la période préféodale de l'histoire de la Roumanie. Les *knèzes* constituaient une noblesse, antérieure à l'Etat, des maîtres féodaux des villages, sans privilèges particuliers, mais jouissant de certains avantages matériels ⁵⁰. Après la fondation des Etats féodaux roumains, certains *knèzes* sont entrés dans les rangs des boyards ou nobles, d'autres, la grande majorité, sont demeurés paysans libres, le terme *knèze* devenant synonyme de celui de paysan libre. Quoique identiques au départ, les *knèzes* ont connu des destinées différentes dans les quatre provinces roumaines, à savoir : en Transylvanie, ils devinrent intendants des domaines nobiliaires ; en Moldavie ils disparurent au XV^e siècle de la structure de l'Etat féodal ; en Valachie ils passèrent de l'état de maîtres des villages à celui de petits propriétaires en indivision, c'est-à-dire de paysans libres ; c'est seulement dans le Banat qu'ils eurent une existence de quelques siècles plus longue que les autres.

Ce phénomène est dû aux conditions spécifiques de développement de cette province au cours de la période allant du XVI^e au XIX^e siècle.

L'une de celles-ci était la quasi-autonomie dont bénéficiait la population roumaine du Banat. Dans 16 districts, nommés valaques, mais surtout dans huit d'entre eux et qui faisaient partie du Banat de Severin, la population roumaine était constituée en une communauté connue comme « *universitas kneziorum et aliorum olahorum* », — une véritable

⁴⁹ *Protocolul fircurarelor aghuarohisatului militar Mehadica Oficiul parohial ortodox român Mehadica* [Protocole des circulaires de l'éparchie militaire Méhadica. Office paroissial orthodoxe roumain Méhadica], Bibliothèque de l'Université de Timișoara, cotc 110 249, p. 4 et 61.

⁵⁰ P. Dragalina, *op. cit.*, I^{er} vol., p. 143. « Pour les serfs ces se rattachant à cet office, les *knèzes* recevaient des terrains soumis à des impôts. »

Terra Valahorum sous la suzeraineté du royaume féodal de Hongrie⁵¹, laquelle dura jusqu'en 1658. Dans de telles conditions, le *knéziat* n'a pas cessé de se développer.

Le second facteur qui a contribué à sa longévité a été la succession des dominations étrangères dans le Banat : hongroise, turque, autrichienne et de nouveau hongroise.

En comparant la domination turque dans le Banat avec celle que les Turcs exercèrent en Serbie, on constate que dans ce dernier pays ils reconnurent l'organisation *knéziale* roumaine, en tant que forme rurale d'administration autonome, qu'ils maintinrent en renforçant ses attributions ; en plus, sur cette organisation se superposa l'organisation féodale de la nation turque⁵². C'est ainsi que le *knèze* Maluga de Smederevo, de la fin du XV^e siècle, exerçait sa juridiction sur environ 10.000 Roumains, et dans la seconde moitié du XV^e siècle, autour de la même ville se trouvaient 107 *knèzes* roumains⁵³.

Les Turcs, s'emparant du Banat à la même époque, firent de Timișoara le siège d'un gouvernement turc (1552) dont la frontière s'étendait le long d'une ligne allant de Lipova vers le Sud et longeait, en passant par Lugoj, les montagnes jusqu'au Danube. L'administration turque trouva ici la même organisation autonome *knéziale* qu'elle avait incorporée dans son organisme sur le territoire de la Serbie. Il était naturel qu'elle adoptât dans le Banat la même mesure, en lui attribuant le rôle qu'elle avait d'institution intermédiaire entre conquérants et sujets, c'est-à-dire autochtones. Dans de telles conditions, le *knéziat* s'est développé librement. En 1658, les Turcs incorporèrent également la partie orientale du Banat, ce qui facilita le développement uniforme de l'organisation *knéziale* sur tout le territoire du Banat.

Une autre conjoncture devait lui assurer la persistance au cours des siècles suivants. En 1718 les Turcs et les Autrichiens concluaient la paix de Passarowitz, aux termes de laquelle les derniers annexaient le Banat et la Serbie du Nord. Le Banat était déclaré propriété de la couronne, tandis que les paysans devenaient « sujets » (Unterthanen). A la suite de quoi, les paysans perdaient le droit de propriété sur la terre que leur avait conféré l'*iradé* turc de 1690. Dorénavant, les paysans étaient non seulement privés du droit de vendre ou de transmettre la terre par succession, mais ils ne pouvaient en jouir que durant une année. En conséquence,

⁵¹ V. Motogna, *Contribuții la istoria românilor bănățeni în evul mediu. Districtele românești* [Contribution à l'histoire des Roumains du Banat au Moyen Age. Les districts roumains], Timișoara, 1944, p. 7-9.

⁵² *Historija naroda Jugoslavije*, Zagreb, 1959, p. 91. Cf. I. Totoiu, *Contribuții la problema stăpînirii turcești în Banat și Crișana* [Contribution au problème de la domination turque dans le Banat et la Crișana], « Studii », 1960, 1, p. 10.

⁵³ Nicoară Beldiceanu, *Quatre actes...*, p. 114; cf. Djurdjev, *op. cit.*

chaque année les organes de l'administration procédaient à une nouvelle répartition des lots, qui leur étaient affermés par l'intermédiaire des *knèzes*, représentants de droit de la paysannerie roumaine⁵⁴. L'administration autrichienne a trouvé l'organisation *knéziiale* s'étendant comme un réseau sur tout le Banat. Des intérêts d'Etat lui dictaient de la maintenir et de s'en servir, surtout pour la réception et la levée des impôts, ainsi que pour d'autres charges administratives. Dans de telles circonstances, l'organisation *knéziiale* jouissait de conditions d'existence, de stabilité et de développement.

Née sous la haute féodalité et consolidée dans des circonstances qui exigeaient un intermédiaire entre la population roumaine autochtone et les peuples migrateurs, l'organisation *knéziiale* s'est maintenue dans le Banat comme un vestige anachronique, grâce aux conditions spéciales de développement de cette province, conditions semblables, dans une certaine mesure, à celles du nord de la Serbie, où la population roumaine conserva cette institution jusqu'au XIX^e siècle.

⁵⁴ Surdu Bujor, *Răscoala populară antihabsburgică din Banat (1737–1739)* [L'insurrection populaire contre les Habsbourg dans le Banat], « Studii și materiale de istorie medie », Bucarest, 1957, p. 295–296.

LES RELATIONS ROUMANO-GRECQUES PENDANT LA PÉRIODE 1879 — 1911

CONSTANTIN N. VELICHÎ

L'une des premières initiatives que le gouvernement grec prit sur le plan extérieur au lendemain de la proclamation de l'indépendance du pays fut la création d'offices diplomatiques chargés de le représenter dans les différents pays avec lesquels il entretenait des relations économiques, politiques et culturelles. Comme depuis 1830 la Valachie et la Moldavie jouissaient d'une très large autonomie, la Grèce y créa aussi une série d'agences diplomatiques. En février 1835 l'Etat grec était représenté par un consul général à Jassy et un vice-consul à Galatz. On trouve au cours des années suivantes des agents consulaires, des prévôts (*staroști*) et des « protecteurs » des sujets grecs dans maintes villes et maints bourgs de Moldavie : à Focșani, Bîrlad, Bacău, Roman, Tecuci, etc. De même, en Valachie, il existait avant 1840 un consul général à Bucarest et un vice-consul à Brăila. Il y avait des offices diplomatiques dirigés par des vice-consuls en 1832 à Ploiești et à Craiova, et, à partir de 1848, à Giurgiu également. Leur nombre augmenta avec le temps, surtout à la suite de la guerre de Crimée. En 1855, la Grèce avait des agences consulaires à Turnu-Măgurele, à Slatina et à Tirgoviște ; en 1856 à Călărași ; en 1859 à Oltenița ; en 1869 à Rîmnicu-Sărat ; en 1872 à Turnu-Severin et en 1876 à Alexandria¹. On peut affirmer qu'aucun autre Etat n'était représenté chez nous par un aussi grand nombre d'offices diplomatiques.

Les causes qui engendrèrent cette situation sont principalement deux. En premier lieu, il s'agit du nombre assez important des sujets grecs : négociants, artisans, personnel navigant, métayers, établis non

¹ Constantin Velichî, *Relațiile dintre România și Grecia de la înființarea oficiilor diplomatice și pînă la transformarea lor în legați* [Les relations de la Roumanie et de la Grèce depuis la création de leurs offices diplomatiques et jusqu'à leur transformation en légations], dans *Reprezentanțele diplomatice ale României* [Les représentances diplomatiques de la Roumanie], Bucarest, Ed. Politică, 1967, p. 326.

seulement dans les ports du Danube, mais encore dans les villes et les bourgs de l'intérieur du pays. Les sujets grecs n'étaient pas uniquement des Grecs à proprement parler, mais aussi un certain nombre de Bulgares, Serbes, etc., qui tenaient à bénéficier du régime des capitulations, fût-ce sous la forme de plus en plus limitée où on l'appliquait chez nous. Les agents diplomatiques avaient pour mission de protéger les intérêts matériels des sujets en question.

En deuxième lieu, il faut souligner le fait que, lors de sa création, l'Etat grec indépendant ne renfermait pas entre ses frontières tous les territoires habités par les Grecs. Nombre d'entre eux étaient encore restés sous la domination ottomane, comme ceux de l'Épire, de la Thessalie, de la Crète, etc. Conséquemment, à côté du mouvement de libération de la Grèce proprement dite continua de se développer celui qui avait de vieilles traditions en Valachie et en Moldavie. Il suffit de rappeler qu'il avait trouvé son expression dans la participation des volontaires grecs (à côté des volontaires roumains et balkaniques) aux guerres russo-turques de la première moitié du XIX^e siècle², ou que le mouvement grec de 1821 se déroula en partie sur notre sol également. De même, les organisations grecques de Thessalie et d'Épire envoyèrent leurs représentants à Brăila prendre part, aux côtés des autres émigrants balkaniques, aux mouvements révolutionnaires de 1842—1843³. On connaît ensuite la participation de certains Grecs en Valachie à la révolution démocratique bourgeoise de 1848⁴ — bien entendu dans les limites et surtout dans le cadre des intérêts de classe, les Grecs des Principautés ne formant pas un tout homogène. Pendant la guerre de Crimée aussi et, plus tard, en 1886, le mouvement de libération comptait bien des adeptes parmi les Grecs de Roumanie. Ce qui est le plus important, c'est qu'en 1842—1843 et en 1848 aussi certains agents consulaires de Grèce, comme par exemple ceux de Craiova ou de Brăila, prirent une part active à ces mouvements. De même, en 1866 et ensuite en 1869 des pourparlers eurent lieu aux fins de conclure une alliance entre les deux pays, mais sans qu'on aboutît à la signature d'un accord⁵.

Quant à la Roumanie, la première tentative faite pour créer une agence diplomatique à Athènes est due à Vasile Boerescu. Au printemps

² E. Virlosu, *Despre corpul de voluntari eleni creat la București în 1807* [Sur le corps de volontaires hellènes créé à Bucarest en 1807], dans « Studii și materiale de istorie medie », V (1962), Bucarest, p. 629.

³ Constantin N. Velichi, *Mișcările revoluționare de la Brăila (1841—1843)* [Les mouvements révolutionnaires de Brăila (1841—1843)], Bucarest, 1958, p. 42—43, 48, 72, 117 et suiv.

⁴ Constantin N. Velichi, *Учението на българите в буржуазно-демократичната революция от 1848 г. във Вашико*, in *Българо-румънски връзки и отношения през вековете*, I, Sofia, 1965, p. 253—283.

⁵ *Archives de l'Etat*, Bucarest. Fonds *Casa Regală* [Maison du Roi], dossier 25/1867, f. 3—12; *Istoria României* [Histoire de Roumanie], IV, Bucarest, 1966, p. 540, 550—551.

de 1873, il chargea, en sa qualité de ministre des Affaires étrangères, le général Ghica, alors notre ministre à Constantinople, de sonder à cette fin le représentant diplomatique de la Grèce auprès de la Porte. La tentative de Ghica échoua, car à l'époque la politique étrangère de la Grèce poursuivait un rapprochement avec la Turquie. Une seconde tentative de Ghica, à l'automne 1875, ne fut pas davantage couronnée de succès. Bien qu'à cette époque le gouvernement grec eût changé d'orientation et désirât la chose, — il avait même exposé au gouvernement roumain la voie et les étapes destinées à mener à l'ouverture d'un office diplomatique de Roumanie à Athènes ⁶ — la chute du cabinet Lascar Catargiu et le « manque de fonds » empêchèrent la réalisation du projet. Le nouveau changement de gouvernement qui porta à la tête du ministère des Affaires étrangères Mihail Kogălniceanu ne traduisit pas en fait le désir de Boerescu. Kogălniceanu demeura trop peu de temps à ce poste et son successeur, Nicolae Ionescu, estimant que pareille action porterait atteinte à la politique de neutralité dont il était l'adepte, stoppa cette action. La guerre de 1877—1878 ne tarda pas à ajourner la solution de cette question ⁷.

La paix conclue, la réorganisation de notre ministère des Affaires étrangères entraîna la création de plusieurs offices diplomatiques, dont un à Athènes ayant rang de légation. Le 28 décembre 1879, le ministre des Affaires étrangères du pays — le même Boerescu — nomma Constantin Esarcu « ministre résidant » à Athènes ⁸ et, en janvier 1880, C. Sordony fut rappelé de Paris et envoyé comme secrétaire de la légation de Roumanie en Grèce ⁹. Cela eut pour résultat la nomination de deux vice-consuls grecs — l'un à Constantza et l'autre à Sinaia ¹⁰ — et le 20 juillet 1880 Marcos Dragoumis fut nommé ministre résidant de Grèce à Bucarest ¹¹.

Les résultats de l'ouverture de la légation de Roumanie à Athènes ne tardèrent pas à se manifester. Dès le printemps de l'année 1877 la Roumanie avait signé une « Déclaration pour la réglementation provisoire des relations commerciales avec la Grèce »¹², qui expira le 6/18 avril 1878. A cette date Michel Kogălniceanu, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, et Rangabé, consul général de Grèce à Bucarest, avaient

⁶ *Archives du Ministère des Affaires Etrangères de Roumanie* (sera cité dorénavant *Arch. M.A.E.*), vol. 124 (Relations avec la Grèce), dos. 70, f. 75.

⁷ Constantin N. Velichi, *Relațiile...*, p. 332.

⁸ « *Monitorul Oficial* », n° 292 du 30 déc./11 janv. 1880, p. 8195.

⁹ *Ibidem*, p. 8196.

¹⁰ *Relațiile...*, p. 326.

¹¹ « *Monitorul Oficial* », n° 163 du 21 juillet 1880.

¹² F. C. Nanu, *Condiția tratatelor și altor legăminte ale României (1354—1437)* [Registre des traités et autres engagements de la Roumanie], I, Bucarest, 1938, p. 193.

signé une « Convention de commerce et de navigation ». Pour qu'elle entrât en vigueur, il fallait toutefois qu'elle fût votée par la chambre et le Sénat. Bien qu'il se fût écoulé près de deux ans depuis sa signature, ladite Convention n'avait pas été ratifiée par les corps législatifs de Roumanie, son application ne rapportant aucun avantage à l'Etat roumain. Les exportations roumaines en Grèce dépassaient déjà les importations et cette convention n'était pas de nature à les augmenter encore. En revanche, le gouvernement grec y était très intéressé, car il était le principal bénéficiaire des conditions de réciprocité prévues par cette Convention de commerce et de navigation. Moins de deux mois après la nomination d'Esarcu, le 18 février 1880, la Chambre vota la Convention ; le vote du Sénat suivit le 3 mai. Le nouvel accord entra en vigueur le 15/27 avril 1870 pour une période de sept ans. Il prévoyait la réciprocité pleine et entière pour les deux pays en matière de commerce et de navigation (chargements, rechargements, refuges dans les ports, certaines dispenses de taxes, etc.). Les importations et les exportations n'étaient astreintes à aucune prohibition — à l'exception du matériel de guerre. Les taxes d'importation-exportation étaient acquittées conformément à la clause de la nation la plus favorisée. Les sujets des deux pouvaient voyager, commercer, ouvrir des entreprises industrielles dans les mêmes conditions que les indigènes. A l'instar des autres étrangers, ils ne pouvaient acheter ni posséder des biens immobiliers ruraux. Ils pouvaient vendre, acheter ou donner la propriété que la loi leur accordait le droit de posséder et pouvaient également en exporter le produit. Les citoyens grecs en Roumanie et les citoyens roumains en Grèce étaient dispensés du service militaire, de différentes taxes, des emprunts, des réquisitions, etc.¹³

Comme nous l'avons montré plus haut, cette Convention de commerce et de navigation créait de grands avantages aux importations grecques en Roumanie. Bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée, les marchandises grecques purent entrer beaucoup plus facilement en Roumanie, en acquittant une taxe minime d'importation. Ce fut un avantage créé à la Grèce et il entraîna une croissance sensible des importations grecques en Roumanie. Si, en effet, jusqu'à la conclusion de la Convention la balance commerciale de la Roumanie avec la Grèce était active pour la première, elle devint passive aussitôt après. Les chiffres que voici le montrent clairement :

¹³ *Ibidem.*

Commercé de la Roumanie avec la Grèce (valeurs en lei)¹⁴

1880	1881	1882	1883	1884	1885
		<u>Importations</u>			
3.607.046	4.525.719	4.721.549	6.316.164	2.426.268	2.836.499
		<u>Exportations</u>			
4.145.198	2.416.638	1.913.817	2.099.988	1.099.847	1.442.432

Il est vrai que dans le commerce extérieur de la Roumanie la Grèce se situait aux dernières places. Ainsi, les importations de marchandises grecques représentaient en 1883 à peine 1,76 % des importations générales de la Roumanie et à peine 0,82 % en 1884. De même, les exportations de la Roumanie en Grèce qui s'élevaient à 2.426.268 lei en 1884, représentaient à peine 0,60 % du total et celles de 1885 seulement 0,58 %, etc.

Animée du désir d'accroître ses exportations, la Roumanie créa des consulats honorifiques dans quelques ports de Grèce. C'est ainsi que le 25 octobre 1880 Boerescu présenta au prince régnant le projet d'un consulat de seconde catégorie (honorifique) à Patras. Georges Zinis, chaleureusement recommandé par Esarcu, fut proposé pour ce poste. Charles I^{er} signa le décret le 30 octobre 1880¹⁵. Bientôt après, le 13 novembre 1880, Boerescu montra au prince la nécessité d'avoir un consulat à Corfou et proposa de nommer à cet office Nicolas Daïmiris, un marchand local réputé, recommandé par Esarcu. Le décret de nomination fut signé le 19 novembre¹⁶. Les nouveaux consuls envoyaient chaque trimestre des données concernant le commerce des villes où ils étaient accrédités. Leurs rapports permettent de constater la place qu'occupaient les exportations de la Roumanie dans le port respectif. C'est ainsi qu'il ressort des informations communiquées par le consul Zinis qu'en 1871 la Roumanie occupait dans les exportations effectuées par le port de Patras, la troisième place comme valeur, aussitôt après l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie et avant la Russie, la France, l'Italie, les Etats-Unis, etc. A Corfou également, le blé et le maïs roumains occupaient la première place parmi les produits importés par ce port.

Désireux de resserrer encore davantage les relations avec la Roumanie, le gouvernement grec nomma, en décembre 1880, Démètre Rhazis ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire du roi de Grèce à

¹⁴ *Tablou general indicind comerziului României cu țările străine în anul 1883* [Tableau général indiquant le commerce de la Roumanie avec les pays étrangers en 1883], Bucarest, 1884, p. 8—9 ; *Tablou general... în anul 1885*, Bucarest, 1886, p. 8—9.

¹⁵ *Arch. M.A.E.*, vol. 23, dos. 82/80 Patras.

¹⁶ *Ibidem*, dos. 82/80 Corfou.

Bucarest. En réponse à cette décision, le 31 décembre de la même année Esarcu fut élevé à la même dignité.

En qualité de ministre de Roumanie à Athènes, Esarcu avait aussi la mission d'informer le gouvernement roumain de la situation politique, économique, militaire et culturelle de la Grèce. Ses rapports prouvent à cet égard une très juste orientation, un esprit critique particulier et une profonde connaissance des réalités.

Comme le remarquait Esarcu, la situation économique de l'Etat grec fut particulièrement difficile à partir de sa création même. Il est indubitable que le but de la politique étrangère de tous les partis politiques grecs fut dès le début la réalisation de la « grande idée », comme on appelait en Grèce le désir de réunir en un seul Etat le peuple hellène tout entier. Depuis 1830, tous les regards étaient braqués sur la Crète, la Thessalie, etc. Mais les hommes politiques grecs ne comprirent pas, comme le montrait Esarcu, que les prémisses du parachèvement de l'Etat national grec résidaient dans le renforcement économique et politique de leur pays. Bien au contraire, il créèrent et soutinrent à gros frais le mouvement de libération dans ces territoires et provoquèrent, avec beaucoup de légèreté, des mouvements insuffisamment préparés et voués par conséquent à l'échec. Bien que le peuple eût toujours répondu avec élan à toutes les actions liées à ce mouvement de libération, les résultats ne furent guère que d'immenses pertes en vies humaines et en moyens financiers. L'insurrection de Crète, laquelle avait duré près de deux ans, avait coûté à elle seule plus de 60 millions de drachmes, sans parler des pertes humaines.

Faute de prêter la moindre attention à sa consolidation économique et politique interne, la Grèce ne put participer à la guerre de 1877 au moment où elle éclata. C'est à peine au dernier instant, à la veille de la conclusion de la paix qu'elle réunit une armée constituée principalement de volontaires et qu'elle fut heureuse de démobiliser au plus tôt, car elle était quasiment non équipée. Si elle s'y était préparée à l'avance — montre Esarcu — et si elle avait possédé une armée bien instruite, il lui aurait été facile d'obtenir la Thessalie et l'Epire. Cependant le Congrès de Berlin lui promit une rectification de frontière et c'était là maintenant le problème essentiel qui préoccupait le gouvernement grec. Comme la Grèce n'était pas représentée à la Commission internationale créée à cette fin, en dépit de ses demandes répétées, le gouvernement grec procéda à la mobilisation. Or, l'entretien de l'armée sur pied de guerre coûtait extrêmement cher¹⁷.

¹⁷ Le budget de la Grèce en 1880 se solda, du fait de la mobilisation, par un déficit de 60 millions de drachmes, rapportait Esarcu. Si l'on avait prévu pour l'armée, avant la mobilisation, 13 millions environ, à la suite du décret le budget pour 1881 en prévoyait 68. *Arch. M.A.E.*, vol. 247, p. 170.

Lors de l'ouverture du Parlement, le roi Georges tint un discours où il montra que la mobilisation de l'armée était un devoir envers l'hellénisme et envers les puissances qui avaient décidé l'annexion de l'Épire et de la Thessalie à la Grèce. Les hommes politiques grecs étaient convaincus que le peuple perdrait la confiance dans ses chefs si, après les sacrifices qu'on lui imposait le gouvernement ne réussissait pas à obtenir ce que l'Europe lui avait donné. Comme Esarcu le pensait en octobre 1880, la Russie et même Gladstone poussèrent la Grèce dans cette voie. En novembre, Radovitz, le nouveau ministre d'Allemagne à Constantinople, fit un crochet par Athènes avant d'aller occuper son poste, pour y conseiller la modération¹⁸. En novembre, semble-t-il, Gladstone donnait lui aussi des conseils pacifiques tant à Komondouros, président du Conseil des ministres, qu'à Tricoupis, le chef de l'opposition. L'un des membres influents du Parlement britannique, M. Pender, l'envoyé de Gladstone, leur montra que l'Angleterre ne pouvait pour le moment aider la Grèce et suggérait l'idée d'un compromis. Mais Komondouros déclarait que la Grèce ne pouvait reculer. Il se rendait bien compte d'ailleurs que si la première faute de la Grèce avait été d'être prise au dépourvu du point de vue militaire au début des hostilités de 1877, la seconde avait été de n'avoir pas procédé immédiatement à l'occupation de la Thessalie et de l'Épire, alors que la Turquie ne pouvait riposter¹⁹.

Heureusement, en février 1881 les délégués des six grandes puissances annoncèrent au gouvernement grec que l'on avait entamé à Constantinople les négociations en vue de la rectification de frontière promise. La Porte ayant déclaré qu'elle s'abstiendrait de toute action agressive envers la Grèce, les ambassadeurs invitèrent le gouvernement grec à adopter la même attitude. Il obtempéra. Finalement, la Grèce obtint aux termes de la Convention de Constantinople les provinces d'Arta et de Thessalie, au total 13.800 km² et 293.000 habitants²⁰. N'étant pas prête à faire la guerre, rapporta Esarcu, elle ne put agir en même temps que la Roumanie en 1877. Mais en 1881, pendant les négociations de Constantinople, la Grèce n'était pas mieux préparée et c'est pour cette raison qu'elle ne put traduire en pratique le conseil de Gladstone de bloquer Smyrne et Salonique. En 1882 le budget de la Grèce s'était soldé par un déficit de 11.013.226 drachmes et, en 1883—1884, bien qu'il marquât un excédent de 1.041.602 francs, cela était dû à la parité de la drachme et du franc et à l'augmentation des impôts de 10,5%²¹.

¹⁸ *Ibidem*, p. 159.

¹⁹ *Ibidem*, p. 161, 168—169.

²⁰ *Ibidem*, p. 263, 264, 360, 375.

²¹ *Arch. M.A.E*, vol. 247, f. 416, 427 et suiv.

Diplomate habile et toujours excellemment informé, Esarcu fut particulièrement apprécié par le roi Georges de Grèce, qui l'appelait souvent en audience pour discuter la situation extérieure en général et surtout l'attitude des grandes puissances à l'égard des problèmes des Balkans. Le souverain trouvait généralement utile de discuter avec Esarcu notamment des questions politiques, vu que la Grèce n'avait pas encore réalisé la formation de son Etat national. Aussi s'intéressait-il de près aussi bien au jeu des influences exercées par les grandes puissances, qu'à tout mouvement et attitude des autres Etats des Balkans qui se trouvaient, à ce point de vue, dans la même situation que la Grèce. Dans toutes ces circonstances, les opinions et les conseils du ministre roumain étaient recherchés. Esarcu de son côté tenait à ces conversations d'où il apprenait une foule de renseignements intéressants pour notre ministère des Affaires étrangères. Le roi Georges ne cachait pas l'attention particulière qu'il accordait au diplomate roumain. Le cadre particulièrement solennel où, en présence du roi et de la reine, fut célébré à Athènes le premier anniversaire de la proclamation du royaume de Roumanie, les audiences fréquentes, les visites que le grand duc Constantin faisait à la légation de Roumanie furent tout autant de preuves d'appréciation de la personne du ministre de Roumanie ²². Certains différends de petite importance, exagérés par la presse d'opposition, furent tranchés rapidement, grâce à l'habileté d'Esarcu ²³.

Dans les premiers jours du mois de novembre 1882 Esarcu quittait Athènes. Georges M. Ghica fut nommé à sa place. Quand il arriva dans la capitale de la Grèce, le roi Georges se trouvait en Danemark. Aussitôt après son retour, le souverain reçut Ghica en audience privée, puis donna un dîner en son honneur. Le roi Georges accorda aussi au nouveau ministre de Roumanie la même attention qu'à Esarcu, fait qui impressionna notre représentant. En fait, il avait été reçu seul, alors que les autres ministres plénipotentiaires étaient venus par deux au palais (celui d'Italie avec celui d'Angleterre, celui d'Autriche-Hongrie avec celui d'Espagne). La conversation débuta par le voyage que le roi avait fait à Copenhague ; puis l'on discuta la question du Danube. Ghica fit savoir au roi Georges que le roi Charles I^{er} serait heureux de le recevoir à Sinaia, ce qui déterminina le souverain hellène à s'intéresser de l'itinéraire ²⁴.

Bien au courant de l'importance que notre ministère des Affaires étrangères accordait à ces visites entre les souverains des pays balkaniques, Ghica rapportait à Bucarest, le 4/16 février 1883, des informations au

²² *Ibidem*, p. 431, 433—434.

²³ *Ibidem*, p. 410.

²⁴ *Ibidem*, f. 456—457.

sujet de la visite que le prince de Bulgarie, Alexandre de Battemberg, voulait faire au roi Georges et au gouvernement grec. Il est clair que Battemberg, qui avait l'intention de rattacher à la Bulgarie la Roumélie orientale, ce qui eut lieu deux ans plus tard, voulait s'assurer de la bonne volonté de la Grèce. Une réception cordiale fut préparée à Battemberg, vu surtout que le prince était parent de la reine.

Le prince de Bulgarie visita Athènes en avril 1883 et, de l'avis unanime, cette visite ne fut pas un simple acte de courtoisie, mais revêtit également un caractère politique. Pour éviter à notre ministère des Affaires étrangères de prêter foi à la presse étrangère, viennoise et occidentale, qui se trompait en voyant dans cette visite un premier pas vers une confédération des petits Etats chrétiens des Balkans, Ghica montra les causes pour lesquelles la chose était, du moins pour le moment, impossible. Chacun de ces petits pays gravitait autour d'une puissance sous la protection de laquelle il avait l'intention de placer son alliance avec un ou deux partenaires balkaniques. Dès le départ, une alliance bulgare-grecque sous les auspices de la Russie — seule grande puissance ayant pour le moment une influence totalement dominante en Bulgarie — était exclue. La Grèce était encore trop faible pour intervenir dans un proche conflit. Elle était intéressée au maintien du statu quo et croyait que c'était aussi l'intérêt de la Bulgarie de s'abstenir de toute action qui aurait pu provoquer de nouvelles complications. Du reste, la Bulgarie non plus n'était préparée pour une action armée et voulait temporiser. La Turquie comprit cette situation, d'où son désir d'entretenir les meilleures relations possibles avec ces voisins. Néanmoins, Alexandre de Battemberg voulait se rendre compte de la situation de la Grèce, de sa préparation et de son potentiel de guerre. Aussi promit-il de répéter sa visite afin de faire un plus long séjour.

Ghica avait raison de soutenir l'impossibilité d'une alliance bulgare-grecque, pour le moment du moins. Certes, la Bulgarie la voulait et c'est ce que l'on vit en août 1883 quand le journal « *Novoe Vremia* » de Saint-Petersbourg publia un article plaidant pour des relations bulgare-grecques plus étroites.

La très large liberté dont la presse jouissait en Grèce comme en Roumanie avait pour résultat que les journaux se permettaient parfois des attaques qui ne signifiaient pas toujours un refroidissement entre les gouvernements considérés. C'est ainsi que, s'attachant à un télégramme de l'agence Havas qui annonçait une entrevue Bismarck-Brătianu, le journal grec « *Eou* » du 17 août publia un article intitulé *L'heureuse Roumanie*. Il y faisait une comparaison entre la situation que la Roumanie et le roi Charles, d'une part, et la Grèce et le roi Georges, de

l'autre, occupaient en Europe, comparaison entièrement défavorable à ces derniers. Deux jours plus tard, le journal « Palingenesia » fit paraître un article peu flatteur pour la Roumanie. Comme ce journal avait certains rapports avec le chef du gouvernement, Georges Ghica demanda audience à Koutostavlos, ministre des Affaires étrangères de Grèce. Celui-ci expliqua au diplomate roumain que « Palingenesia » n'était pas un officieux du gouvernement et ne représentait pas le point de vue de ce dernier. Qu'il déplorait personnellement de pareilles manifestations contre lesquelles il n'avait aucun pouvoir en raison de la loi de la liberté de la presse. Est-ce que les ministres ou même le roi, répliqua Koutostavlos, ont été épargnés? Le tout est de ne pas prêter attention à de pareils articles qui passent sans laisser de trace, surtout qu'aucun organe de la presse ne s'est laissé entraîner dans cette campagne. Effectivement, l'officieux « Chora » resta sur la réserve et les autres journaux grecs qui commentaient la polémique — du reste tout à fait éphémère — parlèrent de la Roumanie, sinon en termes courtois, du moins sur un ton réservé ²⁵.

Cette liberté de la presse, mal comprise, avait du reste donné naissance à d'autres situations encore. Ainsi, le journal grec « Syllogoi », paraissant à Bucarest, avait publié des informations de mauvaise foi qui donnaient l'impression que les autorités roumaines persécutaient les Grecs habitant en Roumanie. Ghica attira l'attention de D. Sturza qui dirigeait alors notre ministère des Affaires étrangères, et ajouta que les journaux athéniens eux-mêmes reproduisaient les informations de *Syllogoi* en rectifiant son affirmation et en rétablissant la vérité, cela sans la moindre intervention de la part de notre légation à Athènes, ce qui constituait une preuve supplémentaire de la sympathie dont la Roumanie jouissait aux yeux de l'opinion publique grecque ²⁶. En général, comme le montre Ghica dans son rapport du 22 sept./4 octobre 1884, la presse grecque nous a parfois attaqués, mais, sur le conseil des ministres grecs qui — écrit-il — furent toujours bienveillants et pleins de compréhension pour la Roumanie, lui, il n'était intervenu que dans des cas isolés.

Vu que les pays balkaniques, de même que la Roumanie, n'avaient pas achevé la formation de leurs Etats nationaux, notre légation d'Athènes, tout comme nos représentants diplomatiques à Belgrade et à Sofia, avait mission de se documenter et d'informer notre ministère des Affaires étrangères sur la politique intérieure et extérieure du pays respectif, sur les intentions politiques, le potentiel économique, la façon dont découlaient les relations de ces pays avec les grandes puissances susceptibles de les aider ou non au moment opportun, c'est-à-dire en cas de conflit. Esaiçu,

²⁵ Voir la lettre de G. M. Ghica du 2/14 sept. dans le même dossier, f. 504—507.

²⁶ Rapport du même du 21 mars/2 avril 1884 dans le dossier cité, f. 539.

de même que Ghica, comprirent la situation. En 1885, par exemple, à la veille de l'union à la Bulgarie de la Roumélie orientale et à la veille de la guerre serbo-bulgare, notre ministère des Affaires étrangères était parfaitement au courant de la situation en Grèce et se rendait compte des actions politiques et notamment militaires qu'il aurait pu entreprendre et surtout avec quelles chances de succès.

L'union de la Bulgarie et de la Roumélie orientale surprit la Grèce à un moment où elle n'était pas préparée.

Le gouvernement Deliianis et le roi Georges cherchèrent à profiter de l'union de la Roumélie à la Bulgarie, tout comme les Serbes. Des préparatifs militaires se font à la hâte, on concentre des troupes à la frontière de la Thessalie ; on contracte un emprunt. En vain les ministres des grandes puissances invitent le gouvernement grec à la modération. On achète 1.000 chevaux en Hongrie, on encourage les enrôlements volontaires et l'on annonce l'intention du gouvernement de mobiliser toute l'armée. Telles sont les nouvelles que le chargé d'affaires de Roumanie à Athènes mandait en septembre à Bucarest. Au cours de son entrevue avec Deliianis, celui-ci lui montra qu'il « mènerait les choses jusqu'au bout ». Le diplomate roumain, qui connaissait la situation réelle de la Grèce, était convaincu que le Premier grec exagérait. En Turquie aussi la situation était grave. Des forces ottomanes étaient envoyées à la frontière de la Roumélie, afin de prévenir une révolte dans la région de Nevrokop. A Kavalla on avait dû déclarer l'état d'exception ²⁷. A la fin du mois de septembre l'agitation belliqueuse croissait en Grèce. Le Premier Deliianis demanda directement à Ghica si la Grèce « pouvait compter sur les Roumains et sur le concours de l'armée roumaine ». Prudent, Ghica répondit qu'il ne le croyait pas — du moins si les choses s'en tenaient là, c'est-à-dire par la reconnaissance de l'union de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Tout le monde voulait la guerre — affirma Ghica — mais si c'était contre la Turquie ou en alliance avec elle, voilà une chose que « Deliianis non plus ne savait pas très bien ».

Afin de pouvoir informer aussi exactement et complètement que possible le gouvernement roumain, Ghica eut une entrevue avec Trikoupis, homme politique bien informé et nettement supérieur à Deliianis. A son avis, il était difficile à la Grèce d'entreprendre la moindre action armée. Le gouvernement savait bien que sans la bienveillance de l'Autriche-Hongrie il ne pouvait élargir les frontières du pays.

Ces informations — montra Ghica — sont confirmées par les faits. En effet, les Turcs procédaient alors, et procédèrent encore plus tard, à

²⁷ Voir dans le même dossier le rapport du consul Popovici de Salonique.

le grandes concentrations de troupes mais pas à la frontière de la Grèce, bien que celle-ci réclamât l'Épire, mais à la frontière serbe.

Les préparatifs de guerre continuèrent en Grèce. Le gouvernement fit un emprunt de 24 millions de drachmes à la Banque Nationale (12 millions or et 12 millions en papier-monnaie). En octobre la chambre fut convoquée : Deliianis y tint un discours enflammé. Le roi même affirmait que dans l'intérêt de la paix, les grandes puissances maintiendraient l'équilibre dans les Balkans, grâce à des mesures efficaces. Comme les grandes puissances avaient fait appel à la modération, Deliianis montra qu'il avait défendu la paix, bien qu'il n'ait plus été en mesure d'assurer la situation d'avant 1885. Aussi les grandes puissances devaient-elles établir un état de choses à même de « mieux assurer l'avenir, ainsi que les intérêts nationaux de la Grèce »²⁸.

Le déroulement des événements montra que Ghica avait informé exactement le gouvernement roumain. Deliianis, encore qu'il prit les armes et laissât croire qu'il allait entreprendre certaines actions, n'entreprit aucune initiative de ce genre, même lorsque la guerre éclata entre la Serbie et la Bulgarie ; il estimait qu'il obtiendrait quelques territoires de la bienveillance des grandes puissances.

En octobre 1885, Deliianis affirmait à Ghica que le roi et Trikoupis auraient été partisans d'une action offensive. Le procédé — affirmait le Premier — réussirait « mais ne me semble pas correct ».

En janvier 1886 il mène la même politique en précisant, à la demande de désarmement présentée par les grandes puissances, qu'il n'agira de la sorte que si, lors de la conclusion de la paix entre la Serbie et la Bulgarie, « on assure aussi l'entière protection des intérêts helléniques à l'avenir ». Entre temps il se produit en Crète des mouvements et, quoique les grandes puissances protestent et signifient à Deliianis qu'elles ne toléreront pas une attaque navale contre la Turquie, ce dernier poursuit les armements et concentre encore deux classes de réservistes au début de février.

Ces informations que Ghica adressait à Bucarest étaient importantes pour notre politique étrangère ; aussi étaient-elles attendues. Quand elles tardaient, le ministre des Affaires étrangères les demandait télégraphiquement. C'est ainsi que le 10/22 février 1887 Ferekide télégraphiait à Ghica à Athènes : « Informez-vous de l'état d'esprit en Grèce et montrez comment vous croyez que la crise actuelle va se résoudre ».

La réponse de Ghica montrait que la solution ne pouvait venir que de la part des grandes puissances : Deliianis se contentait de spéculer

²⁸ Voir les rapports de Ghica du 27 sept./8 oct., 5/17 oct. et 19/31 oct. 1885 dans le même dossier.

la situation, en comptant tantôt sur la France, tantôt sur l'Angleterre et de même sur la Russie pour obtenir la Crète ou la ligne prévue par le traité de Berlin.

Le 1/13 avril les grandes puissances communiquèrent au gouvernement grec l'entente à laquelle on avait abouti dans le problème de la Roumélie et lui demandèrent de désarmer. Delianis ayant répondu d'une façon vague, on envoya à la Grèce un ultimatum le 14/26 avril. La note collective des grandes puissances faisait savoir que si la Grèce ne désarmait pas dans les huit jours, leur flotte bloquerait ses ports. Le résultat fut que le ministre de la guerre donna sa démission, les ministres des grandes puissances quittèrent Athènes en laissant à leur place leurs chargés d'affaires et le roi accepta la démission du gouvernement Delianis. Le 13/25 mai le souverain signa le décret de désarmement ²⁹. Le seul incident qui se produisit fut un choc à la frontière turco-grecque provoqué par une confusion, comme le relata à Bucarest Popovici, consul de Roumanie à Salonique ³⁰.

La politique étrangère de la Grèce et ses relations avec la Serbie et la Bulgarie (et dans une moindre mesure avec la Turquie) ont constitué le problème de base qui intéressa notre ministère des Affaires étrangères. C'est pourquoi, à l'exception de quelques courtes interruptions provoquées par des incidents plus ou moins importants, elle occupa, à côté des données concernant la politique intérieure du pays, la majeure partie des rapports des ministres des Affaires étrangères en Roumanie.

Un incident de ce genre qui faillit amener la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays fut celui de 1887—1888, provoqué par la succession du Dr St. Sarros. Ce dernier, sujet ottoman, puis hellène, décéda à Bucarest, laissant après lui une importante fortune. Les scellés ayant été apposés à son domicile et les fonctionnaires de la légation de Grèce les ayant brisés sur l'ordre du chargé d'affaires grec Douroutti, ce dernier adressa à notre ministère des Affaires étrangères une note rédigée en des termes qui déterminèrent M. Ferekide à la repousser. Le gouvernement grec considéra la chose comme une offense et rappela Douroutti. Il s'ensuivit une série de discussions qui furent sur le point d'entraîner la rupture des relations diplomatiques. Finalement l'incident reçut une solution ³¹.

²⁹ Pour les détails voir les rapports de Ghica d'avril et mai 1886, dans le même dossier.

³¹ Le 6/18 mai des salves d'artillerie tirées à l'occasion de l'intronisation du sultan firent croire à une unité grecque que les Turcs avaient entamé les hostilités. Ayant passé la frontière, elle fut repoussée par les Ottomans, après avoir subi de lourdes pertes : 200 morts et blessés.

³¹ Au sujet de la succession Sarros voir les *Arch. M.A.E.*, vol. 251, dos. 102, S. 17 de 1887. Sur l'incident Dourouttis et la tension survenue dans les relations gréco-roumaines voir le même volume, dos. 41.87. G.5.

L'héritage du ressortissant hellène Dr Sarros ne fut, après tout, que l'une des nombreuses successions qui engendrèrent des discussions contradictoires avec le gouvernement grec. Au nombre de celles qui ont été liquidées plus facilement, citons pour exemple celles de Sotir Caliadis, C. Christou, V. Christodoulos, H. Ioannidès, C. Logotetis, S. Metaxa, G. Tomaïdis, A. Veloudas, N. Papas et maintes autres. Comme le gouvernement grec invoquait dans la plupart des cas les capitulations avec la Porte, le gouvernement roumain mit un terme à ces procédés par sa note du 20 janvier 1889, mais surtout par la conclusion d'une convention ratifiée le 15/27 avril 1888. Cet acte établissait, en vertu d'une absolue réciprocité, l'égalité de traitement pour les ressortissants des deux pays. On éliminait de la sorte toute référence, de droit et de fait, au régime des capitulations : ce qui n'empêcha pas le gouvernement grec de l'invoquer à l'occasion du plus important cas de succession, celui de Vanghelis et de Constantin Zappa, une affaire que nous allons exposer en quelques mots.

Le 25 sept./7 oct. 1888, Emil I. Ghica, le nouveau ministre plénipotentiaire de Roumanie quittait Bucarest pour aller occuper son poste. Le 29 sept./11 oct. il fut reçu par le ministre des Affaires étrangères de Grèce, Dragoumis, auquel il remit ses lettres de créance. Le roi Georges étant absent d'Athènes, l'audience de présentation fut fixée au 3/15 octobre. Emil Ghica devait féliciter le roi à l'occasion du 25^e anniversaire de son règne. Il ne demeura pas longtemps à Athènes. Le 31 janvier 1889 il fut nommé envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg ³². Dimitrie Olănescu le remplaça à Athènes le 17 février de la même année.

Les relations continuèrent d'être bonnes : en octobre 1889, pour le mariage du prince héritier Constantin avec une princesse allemande, — mariage auquel assista l'empereur Guillaume, — Charles I^{er} envoya une délégation spéciale composée de Gr. C. Suțu et du lieutenant-colonel Somănescu, son aide-de-camp.

Bien qu'il semblât que les relations gréco-roumaines s'améliorassent constamment, le fait que le ministre de Grèce à Bucarest, Papanigopoulos, qui avait mission de négocier une convention spéciale et une convention consulaire, ajournait continuellement son départ pour occuper son poste, soulevait un point d'interrogation, dont la réponse ne tarda pas de venir. Il s'agissait d'une nouvelle question de succession — l'affaire dite Zappa — qui détériora les rapports des deux pays et se solda finalement par la rupture des relations diplomatiques le 9 octobre 1892. Mais jusqu'alors on répondit à une interpellation à la chambre grecque que l'on avait,

³² Il y resta jusqu'au printemps de l'année 1891, quand il fut transféré à Vienne, où il demeura jusqu'en 1906, lorsqu'il démissionna à la suite d'un banal conflit avec le ministre des Affaires étrangères, Al. Lahovari.

dans l'affaire Zappa, envoyé à Bucarest un représentant du gouvernement grec muni de pleins pouvoirs ³³.

Vanghelis Zappa, grec d'Épire, était venu pauvre en Roumanie où il s'occupa notamment d'affermage, occupation qui lui fit faire fortune et lui permit de se porter acquéreur d'une série de domaines. Afin de pouvoir entrer en leur possession, Zappa renonça, en décembre 1844, « à toute nationalité étrangère » et obtint par « la petite naturalisation » la nationalité roumaine, ce qui lui donna la possibilité d'acheter encore d'autres vastes terres. Il mourut — placé sous interdiction — le 20 juin 1865, laissant un testament daté du 20 novembre 1860, où il désignait comme exécuteur testamentaire un parent éloigné, Constantin Zappa. Ce dernier, après avoir acquitté une série de legs, devait bâtir à Athènes un grand palais qui porterait le nom de Vanghelis Zappa (ce qui fut fait : il s'agit du Zappeïon, palais qui existe encore dans la capitale de la Grèce) et où devait avoir lieu tous les quatre ans une série de concours et d'expositions littéraires, scientifiques et industrielles en souvenir des antiques jeux olympiques. L'usufruitier, Constantin Zappa, décéda à Menton à la fin de 1891. Un problème se posait alors, celui de savoir à qui revenait le droit de nue propriété de la fortune et partant si le testament de Vanghelis Zappa devait ou non être reconnu valable. Les parentés de V. Zappa demandèrent son annulation et leur mise en possession — par les instances judiciaires — de la fortune, vu que, conformément à la législation roumaine, nul ne pouvait laisser de biens immobiliers à une personne morale n'ayant pas son siège en Roumanie (c'est-à-dire la Société olympique, ou le gouvernement grec qui tentait de s'y substituer). Sans entrer dans les détails, mais pour résumer l'affaire au maximum, nous rappellerons que le gouvernement grec envoya d'abord un délégué (Stephanos) accompagné de l'un des meilleurs avocats grecs (Damasminos). En outre, l'ancien ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire grec à Bucarest, Paparigopoulos, fut investi de droits illimités pour pouvoir représenter les intérêts de l'État grec. Comme il était manifeste que ce dernier ne pouvait que perdre le procès, Paparigopoulos demanda que l'affaire Zappa fût traitée de gouvernement à gouvernement, étant une question politique et non judiciaire. Il se rendait compte que la perte de ce procès, matière à de très amples commentaires de la presse grecque, terminerait par un désastre une brillante carrière politique et diplomatique. Désireux de ne pas perdre le poste de ministre plénipotentiaire de Grèce à Saint-Pétersbourg où il avait d'autres intérêts, il détermina le gouvernement grec de ne renoncer à aucun prix à sa prétention de voir la question

³³ Voir le rapport d'Olănescu, du 2/14 février dans les *Arch. M.A.E.*, volume indiqué.

discutée entre les gouvernements. Il s'ensuivit une abondante correspondance entre les deux gouvernements, Olănescu informant notre ministère des Affaires étrangères et ayant de fréquents entretiens avec Deligeorgis, le ministre des Affaires étrangères de Grèce. Les discussions durèrent depuis la fin de l'année 1891 jusqu'au début d'octobre 1892 quand, sous la pression de Paparigopoulos, le gouvernement grec notifia à celui de Bucarest qu'il était décidé à soumettre la question à l'arbitrage des puissances signataires du traité de Berlin ³⁴. Comme le gouvernement roumain ne céda pas non plus devant cette nouvelle situation, Paparigopoulos présenta le 3 octobre 1892 au ministère roumain des Affaires étrangères une note l'informant que, sur ordre de son gouvernement, sa mission prenait fin et que les intérêts des ressortissants hellènes en Roumanie seraient confiés au ministre plénipotentiaire de Russie à Bucarest, Monsieur Fonton. Le ministre roumain à Athènes ne se trouvant pas alors en poste, Al. Lahovari, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, donna des dispositions à Duiliu Zamfirescu, chargé d'affaires de la légation, d'avoir à quitter Athènes ³⁵. Le 6/18 octobre ce dernier proposait que la défense des intérêts roumains en Grèce fût assumée par le ministre d'Italie ³⁶. On télégraphia également à tous les consuls de Roumanie en Grèce de cesser leur activité et de remettre leurs archives et les affaires courantes à leurs collègues italiens. En octobre 1892 les relations diplomatiques entre la Roumanie et la Grèce furent de la sorte rompues ³⁷ et le chargé d'affaires de Roumanie quitta Athènes le 10/22 octobre ³⁸. La rupture des relations diplomatiques avait été provoquée par le gouvernement hellénique qui d'une question d'ordre judiciaire en avait fait une de caractère diplomatique.

Le gouvernement roumain accepta cette rupture avec regret. Il publia en 1892 le *Livre Vert (Documents diplomatiques. L'affaire de la succession Zappa)*, où furent reproduits aussi les points de vue de juristes étrangers, autorités reconnues sur le plan mondial en matière de droit international et de droit civil (L. Renault, professeur de droit international à la Faculté de droit de Paris, membre de l'Institut de droit international, Charles Woeste, ex-ministre de la justice de Belgique, le Dr Gneist et le collègue de la Faculté de droit de Berlin, etc.)³⁹. D'ailleurs, conformé-

³⁴ Pour l'affaire Zappa voir *Arch. M.A.E.*, vol. 254 et suiv. Voir notamment le Mémoire publié par le M.A.E. pour informer l'étranger, dans le vol. cité, dos. 41.G./, f. 187—191.

³⁵ *Arch. M.A.E.*, vol. 254, f. 196—201.

³⁶ *Ibidem*, dos. 49. G./, f. 223, 238, 240, 253, 255, 285.

³⁷ *Ibidem*, f. 243.

³⁸ Il se rendit à Patras et de là à Brindisi. *Ibidem*, f. 273.

³⁹ Pour l'information de l'étranger on publia également les deux articles de « L'indépendance roumaine » du 11/23 et 13/25 oct. 1892.

ment à la législation de l'immense majorité des Etats européens — y compris la Grèce ⁴⁰ — pareil procès était de la compétence des tribunaux internes. En ce sens L. Renault soulignait que le seul point de vue légal était celui sur lequel s'était située la Roumanie ⁴¹.

L'affaire Zappa fut, bien entendu, largement débattue non seulement dans les colonnes de journaux grecs et roumains, dont le ton faisait parfois preuve d'énervement, mais aussi par la presse étrangère. Cette dernière, dans sa grande majorité, donnait raison à la Roumanie, d'autres journaux soulignant également le fait que le gouvernement grec avait commis la faute de rompre les relations diplomatiques avec la Roumanie. Pareille appréciation se fit entendre aussi lors de certaines discussions qui eurent lieu à la chambre grecque ⁴².

Effectivement, aussi bien du point de vue économique que sous l'aspect politique, la Grèce était celle qui perdait le plus par suite de sa rupture avec la Roumanie. Pour les produits de base de la Grèce (huiles, agrumes, produits coloniaux, etc.), la Roumanie constituait un marché avantageux et la balance commerciale lui avait été presque toujours favorable. C'est pourquoi, après la chute du gouvernement Trikoupis, et aussitôt après la démission du gouvernement conservateur et la formation du cabinet libéral à Bucarest, la Grèce chercha à renouer les relations diplomatiques avec la Roumanie en faisant elle-même, comme il était naturel, le premier pas.

Duiliu Zamfirescu, le dernier chargé d'affaires de Roumanie à Athènes, après avoir confié les archives de la légation et la défense des intérêts roumains au ministre d'Italie, avait quitté la Grèce et avait été ensuite nommé à Rome. Compte tenu du poste qu'il avait occupé en Grèce, il fut la personne par l'intermédiaire de laquelle le gouvernement grec entama des démarches en ce sens. En novembre 1895, Koundouriotis, chargé d'affaires de Grèce à Rome, s'adressa à Duiliu Zamfirescu, lui manifestant, en des termes catégoriques, la nécessité et le désir du gouvernement grec de reprendre les relations diplomatiques avec la Roumanie. Dans les premiers jours de décembre 1895, Koundouriotis fit voir à Zamfirescu qu'il avait écrit au ministre des Affaires étrangères de Grèce, Skouzès, lequel avait été sollicité en ce sens par Maurocordatos, ministre de Grèce à Constantinople.

Comme Zamfirescu le communiquait de Grèce le 23 déc./4 janvier 1896, Koundouriotis, qui parlait en fait au nom du gouvernement grec, considérait que les deux gouvernements — celui conservateur en Roumanie-

⁴⁰ *Arch. M.A.E.*, vol. 255, dos. 102. Z.3.d.

⁴¹ *Ibidem*, la lettre de C. Naum, chargé d'affaires de la Légation de Roumanie à Paris.

⁴² Pour les nombreux commentaires des journaux et pour l'interpellation à la Chambre grecque, voir *Arch. M.A.E.*, vol. 256, dos. 102.93.Z.3.

et celui de Trikoupis en Grèce — une fois tombés, il n'existait plus aucun motif justifiant la situation d'alors. Le chargé d'affaires grec affirmait même que ce n'était pas l'affaire Zappa qui avait entraîné la rupture des relations entre les deux pays. La faute incombait seulement au ministre grec des Affaires étrangères, Dragoumis, mécontent du fait que son frère, qui, il y avait longtemps de cela, avait été ministre plénipotentiaire de Grèce à Bucarest, avait éprouvé certains mécontentements en Roumanie. Mais c'était là des questions sans importance : le tout était que Zamfirescu écrivit à Dimitrie Sturza, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, pour médier la reprise des relations. Le diplomate roumain voulait toutefois se rendre compte le mieux possible de l'intensité du désir manifesté par le gouvernement grec de rétablir les relations diplomatiques et de se rapprocher de la Roumanie. Aussi répondit-il évasivement, montrant à Koundouriotis que l'optimisme de ce dernier lui semblait un peu exagéré et qu'à son avis, le jour où la Roumanie serait disposée à traiter avec la Grèce, la première condition qu'elle poserait serait la conclusion d'une convention consulaire précisant et même « restreignant les droits des nombreux agents et ressortissants hellènes ». Koundouriotis qui, on le voit, avait reçu des instructions en ce sens, répondit immédiatement que son gouvernement était disposé à accepter aussi cette condition.

Le 5/17 janvier 1896, D. Sturza écrivait à Duiliu Zamfirescu, l'autorisant à donner une réponse affirmative à Koundouriotis. Le nouveau gouvernement roumain partageait les convictions du diplomate grec et était prêt à reprendre les relations diplomatiques avec la Grèce. Il restait que le roi Georges proposât la modalité à suivre pour la reprise de ces relations⁴³. Le gouvernement grec recourut probablement aussi aux bons offices de l'Autriche-Hongrie, car le baron Aehrenthal, son ministre plénipotentiaire, faisait savoir à notre ministère des Affaires étrangères que Skouzès, le ministre grec des Affaires étrangères, avait télégraphié à Monsieur Rangabé, le nouveau ministre plénipotentiaire de Grèce, d'être à Bucarest le 28 juillet (nouveau style) et que c'était bien que Bengescu, le nouveau ministre de Roumanie en Grèce, se trouvait lui aussi alors à Athènes, car il était à désirer que les lettres de créance fussent déposées simultanément⁴⁴. Du reste, depuis le 28 juin, Bengescu, ministre de Roumanie à Bruxelles, avait déjà reçu des dispositions d'y laisser un chargé d'affaires et de venir immédiatement à Bucarest⁴⁵. Le nouveau ministre de Roumanie à Athènes avait débarqué au Pirée le 18/30 juillet et avait eu le même jour sa première entrevue avec Skouzès,

⁴³ *Ibidem*, f. 118.

⁴⁴ *Ibidem*, f. 126.

⁴⁵ *Ibidem*, f. 108.

auquel il avait remis la copie de ses lettres de créance. Le lendemain même, le 19/31 juillet 1896, il fut reçu en audience solennelle par le roi Georges ⁴⁶, qui lui exprima la joie que lui causait la reprise des relations diplomatiques entre les deux Etats. Aussitôt après, Bengescu fit les visites officielles de rigueur ⁴⁷ aux dignitaires de la cour, aux ministres grecs et au corps diplomatique. Le 22 juillet/3 août 1896, le ministre d'Italie lui remit les archives de la légation, dont la chancellerie fut provisoirement installée dans l'une des chambres de l'hôtel « Grande-Bretagne »⁴⁸. Bengescu discuta ensuite avec Skouzès la modalité à adopter pour la reprise de l'activité des anciens consuls de Roumanie en Grèce. Selon les affirmations du dernier, bien qu'ils eussent confié à leurs collègues italiens la défense des intérêts roumains ainsi que leurs archives, le gouvernement grec ne leur avait pas retiré en 1872 l'*exequatur*. De sorte qu'il n'était pas nécessaire de leur expédier la moindre lettre de provision. Entre temps, le consul Zinnis de Patras était mort en 1893 et Verikios, consul honorifique à Corfou, avait quitté l'île. G. Karandinos, consul honorifique à Képhalonie, fut réinstallé dans ses fonctions et Antoine Kalergis, notre consul honorifique au Pirée, fut déplacé à Athènes dans la même qualité. Ils furent immédiatement reconnus par le gouvernement grec. A Patras, le ministre décida de nommer en qualité de consul honorifique Spiros Laxaris, docteur en droit, avocat, ancien député, qui était marié à une Roumaine. Bengescu devait remplir les formalités de rigueur et proposer une personne de confiance pour occuper le poste que Verikios avait détenu à Corfou ⁴⁹. En octobre et novembre 1896 les autres membres de la légation de Roumanie se trouvaient eux aussi à Athènes ⁵⁰.

La guerre gréco-turque de 1897 obligea de nombreux Grecs et Arméniens sans fortune à émigrer en Roumanie. En présence de cette vague, D. Sturza demanda à nos légations et à nos consulats de Grèce et de Turquie de n'accorder des visas d'entrée qu'aux personnes faisant la preuve qu'elles avaient déjà habité en Roumanie et continuaient d'y avoir suffisamment de moyens d'existence ⁵¹.

La situation financière de la Grèce était devenue désastreuse des suites de la guerre, les grandes puissances étaient prêtes de lui demander d'accepter un contrôle étranger sur ses finances. Le roi Georges et la

⁴⁶ *Ibidem*, f. 131. Relation en détail de la présentation des lettres de créance dans le rapport du 20 juil./1 août 1896, figurant dans le même dossier, f. 132—135.

⁴⁷ *Ibidem*, f. 131.

⁴⁸ *Ibidem*, f. 133.

⁴⁹ *Ibidem*, f. 139—142.

⁵⁰ *Ibidem*, f. 147—148.

⁵¹ *Arch. M.A.E.*, Fonds 21/1878—1913, vol. I, rapports politiques d'Athènes, f. 46—58.

presse hellénique protestèrent avec énergie contre pareille intention qui enfreignait l'indépendance du pays. Finalement, la Grèce fut contrainte d'admettre ce contrôle temporaire ⁵².

Le 31 juin 1898 fut nommé un nouvel envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie en Grèce, en la personne de Dimitrie I. Ghica. Arrivé à Athènes le 27 juillet/8 août 1898, il fut reçu le lendemain même par Alexandre Zaimis, président du conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères. Comme le roi Georges ne se trouvait pas à Athènes et n'allait rentrer qu'en octobre et que les lettres de créance ne pouvaient être présentées que dans les premiers jours de novembre, Ghica prit un congé et revint en Roumanie, mais pas avant d'avoir présenté au ministère un rapport documenté sur les partis politiques de Grèce ⁵³.

A son retour à Athènes, Ghica eut une nouvelle entrevue avec Zaimis pour établir la date à laquelle il devrait présenter au roi Georges ses lettres de créance. Au cours de la conversation, Zaimis exprima son regret que l'interruption des relations diplomatiques entre les deux pays ait duré près de quatre ans et il en rejeta toute la responsabilité sur le gouvernement grec d'alors. On avait accordé une importance démesurée aux disputes et mésententes avec les ressortissants grecs de Roumanie. La presse grecque les avait exagérées et elles avaient constitué un péril réel pour les bonnes relations entre les deux Etats. Aussi le gouvernement grec avait-il décidé de ne plus en tenir compte. Il y avait des intérêts autrement grands et surtout communs à propos des troubles dans les Balkans. Les hommes politiques grecs se rendaient compte des fautes qu'ils avaient commises et comptaient sur un rapprochement avec la Roumanie. Aussi Zaimis regrettait-il que l'entrevue qu'on avait prévue pour l'automne entre les deux souverains devait être ajournée à cause du décès de la mère du roi Georges. Mais elle aurait lieu à l'occasion du prochain voyage du souverain à l'étranger. Ladite entrevue devait toutefois être entourée du plus grand secret, car il y avait pas mal de personnes qui ne voulaient pas la voir réaliser. Il se plaint ensuite du fait que « L'Indépendance roumaine », qu'il croyait être le journal officieux de notre ministère des Affaires étrangères, s'était déclaré contre la candidature du prince Georges de Grèce aux fonctions de gouverneur de la Crète. Mais Ghica lui donna toute assurance que ce journal était un organe indépendant, et même hostile bien des fois au parti au pouvoir ⁵⁴.

⁵² Pour la situation financière de la Grèce, pour la loi concernant le contrôle étranger, voir le même dossier, f. 61—82 et suiv.

⁵³ *Ibidem*, f. 92, 93—96.

⁵⁴ *Ibidem*, f. 121—128.

Le 23 novembre 1898 Dimitrie Ghica présenta au roi Georges ses lettres de créance et, jusqu'en avril 1900, quand il quitta Athènes, il informa à temps et avec beaucoup d'exactitude notre ministère des Affaires étrangères des événements les plus importants de Grèce. Il rapporta en détail la question de la Crète évacuée au début du mois de novembre 1898 par les troupes du sultan et placée sous le contrôle des grandes puissances, le prince Georges de Grèce étant nommé par celles-ci haut commissaire pour une période de 3 ans ⁵⁵.

Aussitôt après la reprise des relations diplomatiques, la Roumanie jouissait aux yeux de l'opinion publique grecque d'un prestige que n'avaient pas d'autres Etats balkaniques — la Bulgarie ou la Serbie. Le journal athénien « Neologos » publia une série de « lettres » sur la situation et le progrès de ces Etats, comparativement à la Roumanie. Dans la lettre parue le 20 juillet/1 août 1899, la comparaison entre la Roumanie et la Grèce est entièrement défavorable à cette dernière. La Roumanie — montre le journal — ne peut être comparée à la Grèce, mais aux pays d'Occident, à la France par exemple. L'armée roumaine est parfaite et admirée par toute l'Europe. On souligne le fait qu'« en 1878 (errcur pour 1877), quand la Russie appela les Roumains à son aide contre les Turcs », l'armée roumaine, qui ne comptait pas 300.000 hommes mais seulement 35.000 véritables soldats, passa le Danube et remporta les victoires de Grivița et de Plevna ⁵⁶. La lettre exagère les mérites de Charles I^{er} pour le donner en exemple à Georges de Grèce et pour pouvoir frapper certains des ministres grecs. Que le prestige dont la Roumanie jouissait en Grèce était une chose absolument réelle, c'est ce que prouve la visite que la famille royale de Grèce fit à la légation de Roumanie le 7/20 mars 1900. Le succès fut toutefois diminué par le fait que le roi Georges, tombé (réellement) malade, ne put y aller en personne. Le souverain n'avait participé au cours des dernières années qu'à une seule réception, celle du corps diplomatique. Mais le prince héritier Constantin, le prince Nicolas et la princesse, accompagnés d'aides-de-camp, se rendirent à un déjeuner et à une soirée. Ghica invita pour la même occasion Onu, ministre de Russie et doyen du corps diplomatique. E. Egerton, ministre d'Angleterre et le comte de Plessen, ministre d'Allemagne qui, après le doyen du corps diplomatique, étaient les plus anciens dans l'ordre du protocole ⁵⁷.

Après le départ de D. Ghica, c'est Constantin Nanu, ancien chargé d'affaires de Roumanie à Paris, qui fut nommé à Athènes le 1^{er} avril 1900 dans la même qualité. Il demeura peu de temps dans la capitale

⁵⁵ *Ibidem*, f. 130—132.

⁵⁶ Voir le journal athénien « Neologos », n° 691 du 20 juillet 1899.

⁵⁷ Voir le rapport de D. Ghica du 8/21 mars 1900 aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 201.

grecque, car le 16 mai 1901 Dimitrie Ghica revenait à son ancien poste et déposait ses lettres de créance le 2 juin 1901.

Autour de l'an 1900 et aussitôt après, les agitations en Macédoine gagnèrent en intensité. Par le truchement de la presse athénienne, le gouvernement grec voulait un rapprochement avec la Roumanie. Finalement, ce fut le roi Georges qui tenta ce rapprochement. Au cours de l'audience accordée à Nanu le 4 décembre 1900, il loua l'attitude pleine de dignité du gouvernement roumain dans les questions de politique étrangère. Le roi souligna le fait que lors de son passage par Vienne il avait vu le comte Goluchowski, chancelier d'Autriche-Hongrie, qui lui affirma qu'il aurait désiré une entente entre la Grèce et la Roumanie, en vue d'une collaboration. Le souverain ajouta qu'il avait répondu à Goluchowski que, pour sa part, « il désirait sincèrement arriver à une entente politique avec la Roumanie et qu'il ferait tout ce qui lui serait possible pour la réaliser »⁵⁸.

En réalité, un rapprochement entre la Grèce et la Roumanie s'était fait à l'occasion des discussions qui venaient d'avoir lieu pour la conclusion d'une convention commerciale entre Al. Marghiloman, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, et G. Argyropoulos, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Grèce à Bucarest⁵⁹ pendant l'automne et l'hiver 1900. Dans le cadre de ces discussions, la Roumanie se montra prête à reconnaître, par un protocole annexé à la convention, la qualité de personnes juridiques à certaines communautés grecques de Roumanie. Désireux de hâter la signature de ladite convention, le roi Georges exprima, en présence de Nanu, durant l'audience en question, la satisfaction qu'il ressentait pour la reconnaissance accordée auxdites communautés de Roumanie, fait qui allait rendre possible la signature d'une convention commerciale, après laquelle, affirmait-il, « ce sera le tour d'établir aussi une entente politique entre ces deux pays qui ont tant d'intérêts communs »⁶⁰.

Et, en effet, le 15/31 décembre 1900 fut signée à Bucarest la convention commerciale entre la Roumanie et la Grèce. Il y fut annexé un protocole et une liste des communautés grecques de Roumanie reconnues personnes juridiques. Il s'agit des communautés de Brăila, Galatz, Calafat, Mangalia, Constantza, Tulcea, Sulina et Giurgiu. Elles possédaient toutes leurs propres églises, des écoles (excepté celle de Mangalia) ainsi que des immeubles dans les villes en question. Pour prévenir toute nouvelle affaire Zappa, le protocole énumérait tous ces immeubles, spécifiant que d'autres

⁵⁸ *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 235, rapport de Manu du 5 déc. 1900.

⁵⁹ *Arch. M.A.E.*, Fonds 71/1878-1919, vol. 77, dos. R. 10, f. 256.

⁶⁰ Voir le même rapport de C. Nanu, *Arch. M.A.E.*, Fonds 21/1878, 1913, vol. I, dos. cit., f. 236.

pourront être acquis au cas où les communautés se conformeraient aux lois et règlements roumains. Il précisait aussi que lesdites communautés ne pouvaient acquérir des biens ruraux.

La loi, comportant un article unique, la convention de commerce et le protocole-annexe furent votés à Bucarest par la Chambre le 20 décembre et par le Sénat le 21 décembre 1900. La ratification eut lieu le 5 janvier 1901 et l'échange des instruments de ratification le 22 janvier 1901, leur entrée en vigueur à la même date et l'on tomba d'accord qu'ils ne seraient pas dénoncés avant le 1/14 avril 1903.

L'accord commercial entre la Roumanie et la Grèce prévoyait l'application, pour les ressortissants et les vaisseaux de commerce des deux Etats de la clause de la nation la plus favorisée. En Roumanie les dernières dispositions ne pouvaient toutefois se rapporter aux conventions spéciales conclues avec les Etats voisins. Les résultats de cette convention se laissèrent constater au bout de quelques années, en comparant par exemple, la période 1901—1904 avec celle d'avant⁶¹.

En l'espace de 20 ans, entre 1885 et 1904, la valeur des marchandises importées de Grèce par la Roumanie s'éleva à 42.859,753 lei et celle des exportations à seulement 20.485,585 lei, d'où une balance défavorable à la Roumanie de 22.364,158 lei. Il faut encore préciser que cette balance défavorable ne représente pas en même temps une sortie correspondante de numéraire, étant donné que pour certains produits grecs, à savoir pour les plus importants, l'on fit des évaluations supérieures au cours réel. Seulement par l'évaluation correcte de quelques articles d'importation comme les huiles, les citriques, etc., on obtient une différence de plus 5 millions de lei. Quoiqu'il en fût, notre commerce avec la Grèce enregistrait un passif, non de plus de 12 millions, mais de 17 millions de lei environ. Nous importâmes de Grèce durant cette période cinq catégories notamment de marchandises, à savoir : 1) huiles, graisses, de la cire et leurs dérivés ; 2) produits coloniaux et fruits méridionaux ; 3) conserves alimentaires et produits de pâtisserie ; 4) peaux et objets en peau et 5) minerais, de la céramique et de la vitrerie. Ces cinq catégories de produits représentèrent en 20 ans 90,84% du total des quantités importées et 90,35% de la valeur des produits importés de Grèce.

Si jusqu'à la signature de la convention commerciale avec la Grèce (par exemple en 1898, 1899, 1900) la Turquie et la France occupaient les deux premières places pour l'importation de l'huile d'olive, à partir de 1901 la Grèce passa à la première place. Elle bénéficia non seulement

⁶¹ Texte de la convention et du protocole aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 239—244 et dans le « Monitorul Oficial », n° 263 du 23 janv./5 févr. 1901.

de la convention passée le 19 décembre 1900, mais encore de celle conclue par nous avec la Turquie en 1897 et surtout avec l'Italie en 1901, jouissant du traitement réservé à la nation la plus favorisée. A partir de 1901 les taxes de douane sur l'huile baissèrent de moitié, de même pour les olives et 11 autres produits. Pour d'autres marchandises les taxes diminuèrent de 12 % à 4 %. La conclusion est que les exportations grecques en Roumanie furent fortement favorisées et stimulées par la convention commerciale de 1901.

Certes, la Roumanie elle aussi tira profit de cette convention. A la même époque, trois catégories de produits : 1) farineux et dérivés ; 2) bois et dérivés et 3) produits animaux et alimentaires — représentaient quantitativement 98,05 % et en volume 86,50 % de nos exportations en Grèce. C'est ainsi que, si au cours des cinq dernières années, avant 1900, nos exportations passèrent rien qu'en deux ans 500.000 lei (282.850 lei en 1897 et 188.773 lei en 1900), durant les cinq années qui suivirent (1901—1905) elles dépassèrent toujours 1.300.000 lei et l'an 1905 en marqua le plafond (2.411.173 lei), qui dépassait cette année-là même le chiffre des importations qui s'élevaient à 1.653.997 lei. Le passif de notre balance commerciale avec la Grèce s'explique aussi par le fait que jusqu'en 1912 nous ne pûmes exporter de pétrole en Grèce, le commerce de cet article y étant monopolisé par les Américains. L'essence commence à être exportée à partir de 1901 mais, tout comme les dérivés du pétrole, elle s'élève à la période considérée à des valeurs négligeables, à la seule exception de l'année 1904. Pour parler d'une façon générale, dans notre commerce avec les quelque 16 Etats avec lesquels nous avons des relations de ce genre, la Grèce occupait l'une des trois dernières places. Pendant la période 1888—1900 les importations de Grèce s'élevèrent jusqu'à 0,75 % du total des importations (chiffre rarement atteint) et pendant la période 1901—1904 elles furent presque toujours de plus de 1 %. De même, les exportations furent comprises pour la même première période entre 0,07 % et 0,37 %, alors que pendant l'intervalle 1901—1904 elles se placèrent entre 0,32 % et 0,55 %⁶².

La convention commerciale ne fut toutefois pas suivie comme le désirait le gouvernement grec d'une convention politique, bien que le gouvernement roumain tint à une rencontre entre les souverains des deux pays. Le roi Georges se trouvait dans une situation délicate, du fait qu'il n'avait pas retourné sa visite au roi Alexandre de Serbie. Aussi ne put-il passer par Bucarest quand il se rendit à Londres, ainsi qu'en fut informé

⁶² Voir les données concernant les échanges commerciaux dans les publications du ministère des Finances de Roumanie, *Tablou general indicind comerziului Românesc cu țările străine în anul...* (publication annuelle) et *Comerziul exterior al României cu Grecia de la 1885—1904*, publication du même ministère, parue à Bucarest en 1906, p. VI—XXVIII.

Nanu en janvier 1901, Romanos, le ministre des Affaires étrangères de Grèce proposant que la rencontre eût lieu, au printemps de la même année, à l'étranger où les deux rois avaient déjà formé le projet de se rendre. Nanu expliqua à Romanos que le roi Charles serait heureux de recevoir Georges à Sinaia, si cela n'impliquait pas de rendre la visite à Athènes, visite impossible pour le roi Charles, auquel sa santé ne permettait pas un voyage par mer⁶³. D'ailleurs dans la presse des deux pays apparaissaient des articles soulignant les vieilles et bonnes relations existant entre la Grèce et la Roumanie⁶⁴. Ce rapprochement était recherché par le gouvernement grec pour faire suite aussi à l'insuccès qu'il avait essayé sur le plan extérieur dans l'affaire de Crète⁶⁵. C'est pourquoi il continua d'avoir une attitude courtoise envers la Roumanie et décora en avril 1901 les hauts fonctionnaires et diplomates roumains à l'occasion de la conclusion de l'accord commercial⁶⁶. La même année, le vice-consulat de Constantza fut transformé en consulat. Le nouveau consul était G. Antoniadis⁶⁷. Dans la dernière décade du mois d'avril, toute la presse grecque s'occupait de l'entrevue des deux souverains à Abazzia. L'« Embros » du 21 avril parlait en termes élogieux de l'armée roumaine, « l'une des meilleures du monde », et du roi Charles I^{er}, « notre puissant allié d'aujourd'hui ». Le « Keri », tout en se montrant élogieux pour la Roumanie, exagérait par trop les mérites des Phanariotes⁶⁸.

Dès le 19 avril Nanu faisait savoir à Sturza que le roi Georges partirait le 25 avril directement à Abazzia⁶⁹. Charles s'était mis en route un jour plus tôt⁷⁰. Le 1/13 mai, à 14 heures, il fit une visite au roi Georges sur le cuirassé Psara. L'entrevue dura plus d'une heure. A 16 h.30, le souverain grec alla visiter Charles à la villa Angiolina d'Abazzia⁷¹.

La rencontre fut largement commentée par la presse européenne. Bien que les deux chefs d'Etat ne fussent accompagnés d'aucun de leurs

⁶³ Voir les rapports de C. Nanu des 18/31 et 26 janv./7 févr. 1901 dans les *Arch. M.A.E.*, Fonds 21, dos. cit., f. 245—248.

⁶⁴ Voir le « *Messenger d'Athènes* » du 8/21 févr. 1901 qui cite aussi un passage paru quelques jours plus tôt dans un article du journal roumain « *Apărarea Națională* ».

⁶⁵ Voir le rapport de C. Nanu du 22 févr./7 mars dans le dos. cit., f. 253—257.

⁶⁶ *Ibidem*, f. 258.

⁶⁷ *Arch. M.A.E.*, dos. représentants cité plus haut. En 1898 fut créée une agence consulaire grecque à Drinceni aussi, dont le titulaire fut D. Cavadia.

⁶⁸ Voir les journaux « *Toasti* » du 20 avril, « *Estia* » des 20 et 30 avril, « *Embros* » des 21 et 26 avril, « *Neologos* » du 21 avril, « *Keri* » des 21 et 27 avril et du 1^{er} mai, « *Scrip* » du 27 avril, « *Acropoleos* » du 30 avril, tous en original et traduction roumaine aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 261 et suiv.

⁶⁹ *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 259.

⁷⁰ *Arch. M.A.E.*, Fonds 71/1900—1919, vol. 77, dos. R. 10, f. 276.

⁷¹ Voir les articles de la presse russe (« *Novosti* », « *Peterburgskaia Gazeta* », « *Novoie Vremia* », « *Birjeviia Viedomosti* », « *Svet* » et « *Moskovskii Viedomosti* », autrichienne (« *Neue Freie Presse* ») et anglaise (« *Times* ») aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 260—273, 280—281 et 285—289.

ministres, et que les discours prononcés aient souligné qu'il ne s'agissait que d'une visite de caractère intime et non politique, les journaux austro-hongrois et allemands firent ressortir précisément ce dernier aspect. Les journaux russes, qui avaient commenté favorablement la rencontre, en soulignèrent le caractère intime, les deux souverains voulant le maintien de la paix et d'un statu quo dans les Balkans ⁷². En fait, la visite eut aussi un aspect politique car elle marqua un rapprochement entre les deux pays, sans mener cependant à la conclusion probable d'un accord politique. Ce rapprochement se fit voir aussi dans l'accueil particulièrement cordial réservé aux 250 étudiants roumains qui visitèrent la Grèce sous la conduite du professeur Gr. Tocilescu dans les premiers jours du mois de septembre. Une fois de retour à son poste à Athènes, Dimitrie Ghica visita le ministre grec des Affaires étrangères, Romanos, pour lui remettre la copie de ses lettres de créance. (Il se présenta en audience chez le roi Georges le 2/14 juin 1901). Le ministre grec, après avoir exprimé la joie qu'il éprouvait de revoir Ghica à Athènes, souligna que l'entrevue d'Abazzia avait été considérée par l'opinion grecque toute entière comme une nouvelle preuve de l'affermissement des bonnes relations entre les deux Etats. Lors de sa seconde entrevue avec Romanos, ce dernier donna à Ghica les assurances les plus catégoriques qu'à la suite du retour du roi Georges d'Abazzia et conformément aux désirs exprimés par Sa Majesté, le gouverneur hellénique avait donné des instructions à ses agents consulaires en Turquie européenne de ne pas susciter des difficultés aux écoles et églises roumaines. De même, le roi Georges eut une attitude très amicale à l'égard de Dimitrie Ghica, attitude qu'il tenait absolument à souligner ⁷³. Dimitrie Ghica put de la sorte être toujours parfaitement orienté et dans les rapports formels qu'il adressa à son tour à notre ministère des Affaires étrangères il eut soin de le tenir au courant des nouvelles ⁷⁴.

Dès les premières années du XX^e siècle, l'une des questions aiguës qui se posaient à l'Empire ottoman fut celle de la lutte de libération de ses sujets chrétiens de la Péninsule Balkanique. Tous ces troubles finirent par engendrer la première guerre balkanique qui permit aux Grecs, aux Serbes et aux Bulgares d'obtenir des territoires habités par leurs congénères. Mais jusqu'alors les troubles furent grands et culminèrent avec les révoltes bien connues de 1903.

⁷² Des détails sur cette visite aux *Arch. M.A.E.*, Fonds 71/1909—1919, vol. 36, dos-71/1901, 6.7, f. 140 et suiv.

⁷³ C'est ainsi qu'après l'audience habituelle qu'il lui accorda le 7/20 juin, le roi Georges retint Ghica à déjeuner dans la plus stricte intimité. Voir le rapport de cette date aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 298—300.

⁷⁴ Voir les rapports sur la situation de Crète dans le dos. cit., f. 301—305, ainsi que ceux du même fonds des *Arch. M.A.E.*, vol. 2, f. 3 et suiv., et ceux présentés par les membres de la légation d'Athènes, qui figurent dans ce dernier dossier, f. 15 et suiv.

La Roumanie, qui n'élevait aucune sorte de prétentions territoriales à l'égard de quelque Etat du sud-est européen, réussit à obtenir un *iradé* du sultan Abdul Hamid II du mois de mai 1905, qui reconnaissait aux Aroumains de Turquie une nationalité égale en droits à celle des autres sujets non musulmans de l'Empire ottoman, Bulgares, Grecs, Serbes, Albanais. Ce succès diplomatique de la Roumanie fut souligné de diverses façons par les gouvernements des Etats balkaniques et des articles défavorables au gouvernement roumain commencèrent à paraître dans la presse grecque. Dès 1903—1904 Ghica reçut des instructions : il était chargé de déclarer que la Roumanie désirait entretenir des relations d'amitié avec la Grèce, et que l'*iradé* de 1905 ne contrevenait en rien aux véritables intérêts de l'Etat grec⁷⁵. A la suite de quoi il exposa le point de vue du gouvernement roumain au Président du conseil des ministres, Theotokis, auquel il demanda une audience spéciale. Le premier ministre grec lui répondit que s'il avait la garantie qu'au moment où l'Europe donnera une solution définitive à la question macédonienne, les Aroumains appuieront la politique de la Grèce et ses aspirations et ne feront pas cause séparée, le gouvernement grec s'engageait à nous donner tout son concours.

A la fin du mois de juillet 1905, le gouvernement roumain prit des mesures en vue d'interdire l'entrée en Roumanie des journaux grecs qui attaquaient notre pays⁷⁶. Comme le différend roumano-grec avait commencé à être relaté par la presse étrangère, le journal français « Le Temps » affirma, d'après une correspondance d'Athènes, que le gouvernement grec menaçait la Roumanie de la rupture des relations diplomatiques⁷⁷. Quelques jours après, le 13 août 1905, le général Lahovari, ministre des Affaires étrangères de Roumanie, qui ne désirait pas cette mesure, prévenait le ministre de Grèce à Bucarest et communiquait aussi à d'autres membres du corps diplomatique qu'une rupture mènerait à la dénonciation de l'accord commercial existant entre les deux pays, ce qui pouvait entraîner également le retrait des autorisations de fonctionnement des communautés grecques de Roumanie (reconnues, comme il a été montré plus haut par un protocole annexé à cet accord)⁷⁸. Le même jour, Papiniu communiquait à Bucarest que Rhallis, qui avait adressé certains mémoires aux grandes puissances, leur avait déclaré que si elles n'intervenaient pas de façon énergique en faveur de la Grèce, la rupture des relations diplomatiques serait inévitable⁷⁹. Quatre jours

⁷⁵ Voir le rapport de D. I. Ghica du 10 23 janv. 1904 aux *Arch. M.A.E., l.c.*, f. 146—148.

⁷⁶ *Arch. M.A.E.*, Fonds 71 1900—1919, dos. 71/1905 M. 2, f. 3.

⁷⁷ *Ibidem*, f. 29.

⁷⁸ *Ibidem*, f. 30.

⁷⁹ *Ibidem*, f. 32.

plus tard, Papiniu communiquait la nouvelle que Tombazis, ministre de Grèce à Bucarest, avait reçu l'ordre de partir en congé illimité⁸⁰. Le gouvernement grec, montrait Papiniu, n'est pas allé jusqu'aux mesures extrêmes, étant donné que, d'une part, les mémoires qu'il a adressés aux grandes puissances n'ont pas trouvé d'accueil favorable et que, d'autre part, les intérêts des ressortissants grecs en Roumanie et les intérêts économiques de la Grèce en général trop importants pour pouvoir être négligés avec légèreté⁸¹.

Bien qu'il attaquât la Roumanie, le journal athénien « Astrapi », désapprouvant l'attitude de Rhallis, écrivait qu'au lieu de rompre les relations avec la Roumanie, ligne de conduite qu'il avait adoptée, il avait obligé Tombazis à demeurer à Bucarest avec un ordre de congé dans sa poche. On en était arrivé à une demi-rupture des relations avec la Roumanie, sans que les intérêts des Grecs établis dans ce pays fussent défendus par le représentant d'une tierce puissance⁸².

D'une façon générale, ainsi que Papiniu en donnait la nouvelle le 3/16 sept. 1905, la presse grecque toute entière, excepté « Astrapi », dont on vient de montrer l'attitude et « Athèna », qui était réservé, plaidait pour la rupture des relations avec la Roumanie, allant jusqu'au retrait total des représentants diplomatiques et consulaires, attitude qui ne semblait pas convenir à Rhallis⁸³. Le même jour (le 3/16 sept. 1905), comme l'affirmait plus tard le ministre de Grèce à Paris, Tombazis aurait présenté au ministère roumain des Affaires étrangères la notification de son départ en congé, mais le ministère ne reconnaissait pas avoir reçu cette note. Tombazis quitta Bucarest sans faire la visite de rigueur, sans désigner un chargé d'affaires et laissant la légation entre les mains d'un simple chancelier. Papiniu reçut conséquemment l'ordre de s'en retourner lui aussi⁸⁴. En réalité, le ministre de Roumanie se rendit à Constantinople.

A la fin du mois de septembre, le gouvernement roumain fit savoir au gouvernement grec qu'il dénonçait la convention commerciale conclue entre les deux États⁸⁵, y compris le protocole qui reconnaissait aux communautés grecques de Roumanie, avec leurs écoles et leurs églises, la qualité de personne juridique. Comme l'avait du reste déclaré C. Popovici, chargé d'affaires de Roumanie à Paris, dans une interview accordée au journal français « Le Temps » du 13 octobre (après que, la veille, ce journal en eût publié une, similaire, de Deliianis, ministre de

⁸⁰ *Ibidem*, f. 55.

⁸¹ *Ibidem*, f. 60—62.

⁸² *Ibidem*, f. 129.

⁸³ *Ibidem*, f. 141—142.

⁸⁴ « Le Temps » du 13 oct. 1905.

⁸⁵ *Arch. M.A.E.*, Fonds 21, vol. 3, dos. cit., f. 143.

Grèce à Paris), la Roumanie allait imposer des surtaxes à tous les bateaux grecs qui entreraient dans les ports roumains.

Bien entendu, ces déclarations furent faites à Paris pour servir de réponse à Delianis mais surtout pour faire voir ce que la Grèce avait à perdre de la rupture des relations avec la Roumanie. (En réalité, les communautés grecques de Roumanie n'eurent rien à souffrir). Quoique l'on fit certaines tentatives pour redresser la situation, on n'arriva pas à améliorer les rapports.

En fait, à cette date — début 1906 — les relations gréco-roumaines n'étaient pas complètement rompues. Les deux ministres se trouvaient encore « en congé illimité ». Les relations existaient encore et les consuls non plus n'avaient quitté leurs postes. Comme toute l'opinion publique européenne donnait effectivement raison à l'attitude de la Roumanie⁸⁶, le gouvernement grec décida la rupture totale de ces relations.

C. Disescu interpella à la Chambre le gouvernement conservateur et celui-ci fit voter une loi spéciale qui devait entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1906. Conformément à cette loi, le ministère des Finances pouvait appliquer des taxes très fortes aux ressortissants et aux vaisseaux des pays avec lesquels la Roumanie n'avait pas de convention commerciale et les étrangers considérés dangereux pour la sûreté de l'Etat pouvaient être expulsés. Le résultat fut que les importations des marchandises de Grèce baissèrent de 1.653.997 millions de lei en 1905, à 944.788 lei en 1906 et à 612.622 lei en 1907. De même, nos exportations en Grèce passèrent de 2.411.173 lei en 1906 à 1.056.511 en 1906 et à 497.706 en 1907⁸⁷. La venue au pouvoir du gouvernement libéral en 1907 entraîna la révocation de ces mesures⁸⁸ et, en 1908, les importations de marchandises de Grèce revinrent à 1.469.426 lei (par rapport à 612.622 en 1907), les exportations augmentant à leur tour, mais dans une moindre proportion⁸⁹. Néanmoins, celui qui en vint à la rupture définitive des relations diplomatiques en 1906 fut le gouvernement hellénique. Les motifs invoqués furent l'expulsion de Roumanie de certains Grecs et les menaces proférées par des Macédoniens de la capitale à l'égard du consul grec de Philippopolis (Plovdiv) venu à Bucarest sans mission officielle⁹⁰. En effet, le 31 mai 1906 (ancien style) Lermontov, chargé d'affaires de Russie, porta à la connaissance de G. Gr. Cantacuzène,

⁸⁶ *Arch. M.A.E.*, Fonds 51, vol. 62, dos. 71/1906 M. 2, f. 64, 88—91, 100, 197—201.

⁸⁷ *Comerțul extern al României și mișcarea porturilor în 1910* [Le commerce extérieur de la Roumanie et le mouvement des ports en 1910], Bucarest, 1912 (publication du ministère des Finances), p. 6—7.

⁸⁸ « Adevărul » du 5 juin 1910, « Seara » du 9 juin 1910.

⁸⁹ *Comerțul extern al României...*, l.c.

⁹⁰ Voir la communication faite par le ministre des Affaires étrangères à tous nos offices diplomatiques à l'étranger le 10 juin 1906 aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 72—74.

président de conseil et ministre des Affaires étrangères de Roumanie, que le gouvernement grec avait pris la décision de rappeler de chez nous ses représentants diplomatiques et consulaires. Les intérêts grecs en Roumanie étaient gérés par la Russie⁹¹ et, dans les villes où celle-ci n'avait pas d'agents consulaires, par la France⁹². Mais le gouvernement russe déclara en même temps à notre envoyé à Saint-Pétersbourg que la chose n'impliquait aucune modification de son point de vue quant au conflit roumano-grec⁹³. Le gouvernement roumain confia la défense des intérêts de ses ressortissants en Grèce à la légation et aux consulats italiens⁹⁴. Le départ des représentants diplomatiques et consulaires signifiait que les relations entre les deux gouvernements étaient définitivement interrompues⁹⁵.

La rupture des relations provoqua de vifs débats à la chambre grecque. Un résumé des débats fut communiqué à la presse et aux gouvernements étrangers. Le gouvernement roumain donna à son tour, le 18 juin, par l'Agence télégraphique roumaine, un communiqué à propos de cet événement⁹⁶. Ainsi que notre envoyé à Saint-Pétersbourg le rapportait, la Russie et les autres puissances profitèrent de la communication de la rupture des relations faite par le gouvernement grec pour intervenir énergiquement à Athènes⁹⁷.

Durant la période de rupture des relations diplomatiques avec la Grèce, la Roumanie, bien que le protocole-annexe de la convention rappelé ci-dessus eût été dénoncé, n'en continua pas moins à l'appliquer tacitement, en reconnaissant aux communautés grecques la qualité de personnes morales. En fait, quoique les relations officielles fussent rompues, les relations non officielles étaient assez bonnes. C'est ce qu'affirmait en plein Parlement grec le ministre même des Affaires étrangères, Griparis⁹⁸, qui ajoutait que le gouvernement roumain avait déclaré aux puissances désireuses de contribuer au rétablissement des relations entre les deux pays, qu'à l'avenir également, au cas où surgirait la moindre contestation, il était disposé à renforcer cette reconnaissance par un acte administratif interne. Le gouvernement roumain, voyant aussi les interventions de la Russie, de l'Italie de l'Autriche-Hongrie, etc., à Athènes

⁹¹ *Ibidem*, f. 4—5, 9—10.

⁹² *Ibidem*, f. 34—37.

⁹³ *Ibidem*, f. 73.

⁹⁴ *Ibidem*, f. 3, 16, 22. Pour l'acceptation du gouvernement italien, voir f. 31, 32, 65—72.

⁹⁵ Pour le départ des consuls grecs de chez nous le 1^{er} juin 1906 voir *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 12 (consulat de Galați) 19, 38 (de Calafat), 40 (de Sulina), etc. Pour le départ du consul roumain d'Athènes voir f. 123, pour la remise des archives par les consuls honorifiques, voir f. 164 (Patras).

⁹⁶ *Ibidem*, f. 30. Voir aussi la brochure Verax, *Grèce et Roumanie*, Bucarest, 1906.

⁹⁷ *Ibidem*, f. 124.

⁹⁸ *Arch. M.A.E.*, Fonds 71/1900—1919, R. 100, dos. 71/1911, R. 22, f. 62, 67.

comme à Bucarest, donna des preuves de son désir de renouer les relations avec la Grèce. C'est ainsi qu'en 1908 il permit aux Grecs expulsés en 1906 de revenir en Roumanie. De retour en Roumanie pendant l'été 1908, Antoine Valsamakis, l'un des notables de la colonie hellénique de Bucarest expulsé en 1906, déclarait au journal roumain « Adevărul », le 10 septembre 1908, que l'opinion publique grecque désirait une « réconciliation urgente et honorable avec la Roumanie ». C'était là aussi le désir des hommes politiques grecs et du roi Georges « qui regrettaient sincèrement la rupture avec la Roumanie ». Le premier ministre Theotokis lui avait même déclaré que s'il avait été à la tête du gouvernement en 1905, le conflit n'aurait pas eu lieu, celui-ci étant dû pour beaucoup au caractère emporté de Rhallis, alors premier ministre⁹⁹. Certes Valsamakis qui avait été reçu aussi par le roi Georges (Madame Valsamakis l'avait été par la reine Elisabeth de Roumanie) avait reçu des instructions d'Athènes quand il faisait de telles déclarations.

Une nouvelle preuve des bonnes intentions des gouvernements roumain et grec fut la conclusion d'une convention maritime, les vaisseaux du Service Maritime Roumain reprenant leurs courses en Grèce¹⁰⁰. Mais juste au moment où tout menait à la reprise des relations diplomatiques, un nouvel incident contribua à en ajourner le rétablissement. Le 30 mai/12 juin 1910, le bateau roumain « Împăratul Traian » qui venait d'Alexandrie en course régulière entra dans le port du Pirée. A son bord il y avait le prince Nicolas et la princesse Marie de Roumanie, quelques princes égyptiens, des officiers turcs, de nombreux passagers et, en outre, quelques millions de francs-or emballés dans des caissettes de bois, transportés d'Alexandrie à la Banque ottomane de Constantinople. Après que le bateau eût accosté et qu'une partie des passagers y compris le capitaine eurent débarqué, une multitude de quelque 2.000 matelots, débardeurs et passeurs attaquèrent le navire. Sous prétexte de vouloir délivrer deux Grecs qui auraient été emmenés d'Alexandrie dans les fers pour être remis aux Turcs, les Grecs « perquisitionnèrent » le vaisseau, recherchant les deux captifs et inspectant les valises des voyageurs, dépossédés de leur argent, de leurs bijoux, etc. Le capitaine du bateau, le lieutenant-commandeur Periețeanu, fut molesté quand il retourna à son bord et on lui demanda de relâcher les « prisonniers ». Mais l'on constata que le « Împăratul Traian » ne transportait aucun captif de ce genre

⁹⁹ « Adevărul » du 10 sept. 1908.

¹⁰⁰ Arch. M.A.E., dos. cit., f. 23, 67.

et que tout n'avait été qu'une simple méprise¹⁰¹. Par bonheur, au bout de deux ou trois heures, les autorités du port apparurent à leur tour¹⁰². Elles demandèrent l'évacuation du bâtiment qui quitta ensuite le port en direction de Constantinople et de Constantza.

Cet acte de piraterie, comme le qualifièrent les diplomates et les journalistes étrangers, souleva l'indignation générale. Toute la presse européenne condamna l'attitude passive des autorités grecques. Bucarest et autres villes de Roumanie virent de grands meetings de protestation où prirent la parole Gr. G. Cantacuzène, le Dr C. Istrati, Nicolas Iorga, etc. La plupart des communautés grecques de Roumanie et certains journaux de Grèce flétrirent cet acte réprobable. Le gouvernement roumain exigea des excuses formelles pour l'incident de Pirée, la punition des coupables et 20.000 lei de dédommagements matériels. S'il ne recevait pas la réponse du gouvernement grec jusqu'au 10/23 juin, il se réservait le droit de prendre les mesures que la situation imposait.

Certains journaux grecs essayèrent de motiver que les auteurs moraux de l'incident auraient été la Roumanie elle-même et la Turquie. Ces deux pays auraient eu intérêt à répandre le bruit mensonger qui avait déterminé l'attaque du navire. D'autres journaux grecs soutenaient que tout aurait été machiné par les sociétés étrangères de navigation qui subissaient du tort du fait des courses que faisaient les bateaux du S.M.R. (Service maritime roumain). Ceux-ci étant neufs étaient les plus confortables, luxueux et rapides. D'autres journaux grecs encore montraient que l'attaque du bateau roumain n'était pas un acte isolé. Il en avait été de même dans d'autres ports grecs, pour un bateau bulgare et un bateau turc.

Le gouvernement grec tarda à répondre. L'incident fut largement commenté dans la presse européenne. Il fut discuté à la chambre roumaine et à la chambre grecque, au sénat ottoman, etc.¹⁰³. Finalement

¹⁰¹ A Alexandria ne s'était embarqué qu'un seul Grec, du nom de Ziziadis, citoyen roumain, né en Roumanie et qui, pour se soustraire au service militaire, s'était enfui à l'étranger. Ayant entendu parler de l'amnistie accordée en Roumanie, il se présenta pour être rapatrié et s'embarqua sur l'« Împăratul Ţaian », laissé en état de liberté. Il avait débarqué lui aussi au Pirée, mais quand il vit ce qui se passait sur le navire, il resta caché dans le port un certain temps.

¹⁰² Comme l'affirme le « Berliner Tageblatt » du 14 juin, la politique grecque, en dépit des demandes adressées par le Service Maritime Roumain, n'intervint qu'au bout de quatre heures environ. Le journal allemand considérait que les autorités avaient prêté leur appui aux Grecs qui avaient attaqué le bateau.

¹⁰³ Pour plus de détails voir l'ensemble de la presse de Roumanie et de Grèce entre le 5 juin et le 14 juillet 1910, ainsi que les journaux étrangers. Pour la presse française, surtout « Journal des Débats », « Le Figaro » et l'« Eclair » du 18 juin, l'officieux « Les nouvelles » du 26 juin, les journaux italiens « La Stampa », « Corriere della Serra », « Tribuna », etc., les journaux allemands « Berliner Tageblatt » du 14 juin, « Kolnische Zeitung » du 18 juin, « Frankfurter Zeitung » du 14 juin. Voir aussi les journaux anglais, hollandais, tures, bulgares, serbes, grecs, tous dans l'original et en traduction aux *Archives M.A.E.*, dossier cité à la note suivante.

le gouvernement grec se déclara d'accord avec toutes les prétentions du gouvernement roumain, sauf sur le payement des 20.000 lei, sollicitant là-dessus l'appréciation du Tribunal de La Haye. Après d'autres discussions et notamment sous la pression de l'opinion publique grecque, ce dernier point fut tranché à son tour. Au début du mois de juillet l'incident fut clos ¹⁰⁴. En effet, le fait de repousser les prétentions de la Roumanie et celui de dénoncer la convention de navigation apportaient de grands préjudices aussi bien au commerce extérieur de la Grèce qu'aux Grecs de Roumanie. Comme le montrait le journal « Akropolis », les quelques bateaux roumains encaissaient au Pirée de 2 à 10.000 lei environ, tandis que les 800 bateaux grecs et plus, d'un tonnage de 3 millions de tonnes, qui entraient annuellement dans les ports roumains, réalisaient un chiffre d'affaires d'environ 20 à 30 millions de lei. Quant aux Grecs de Roumanie, plus de 7.000 d'entre eux gagnaient leur vie en travaillant sur les remorqueurs et les chalands qu'ils possédaient sur le Danube, de même qu'ils avaient plus de 200 millions de lei placés dans des propriétés et des affermage de terres ¹⁰⁵. Ce regrettable incident une fois clos, la Roumanie donna suite aux instances de quelques puissances, notamment de la Russie, qui désiraient l'existence de relations normales entre les deux pays.

En février 1911, le journal « L'Indépendance Belge » relatait la reprise prochaine de relations et soulignait que la question avait été discutée à la chambre grecque. Répondant à une interpellation en ce sens, le ministre des Affaires étrangères déclara que l'on faisait des efforts en ce sens, mais que l'on n'en était pas encore arrivé au stade de propositions concrètes ¹⁰⁶. De son côté, le journal grec « Politika Nea » affirmait en mars que le roi Charles de Roumanie le désirait ¹⁰⁷. La question, comme l'affirmait « Fremdenblatt » d'après l'officieux roumain « Epoca », avait été discutée aussi au Conseil des Ministres ¹⁰⁸. Effectivement, sur les interventions de l'Italie et de la Russie, le 2/15 avril 1911, Titu Maiorescu communiquait au marquis Carloti di Riparbella, ministre d'Italie à Athènes, qu'à la suite de la nomination d'Al. G. Florescu, ancien secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès du roi Georges ¹⁰⁹, sa

¹⁰⁴ Pour l'ensemble de la question et pour la presse roumaine et étrangère, voir *Arch. M.A.E.*, Fonds 71/1900—1919, R. 95, dos. 71/1910 R. 9, f. 104—276 et vol. 96, dos. 71/1910, R. 10, p. 1—439. De même, certains documents diplomatiques publiés par le gouvernement grec sous le titre de *Livre blanc*, ainsi que le *Livre vert* publié par le ministère roumain des Affaires étrangères (*Documents diplomatiques*, Incident du Pirée, 30 mai/12 juin 1910), Bucarest, 1910.

¹⁰⁵ Voir le journal « Akropolis » cité par l'« Universul » du 15 juin 1910.

¹⁰⁶ « L'indépendance belge » du 19 févr. 1911.

¹⁰⁷ *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 29.

¹⁰⁸ *Ibidem*, f. 31.

¹⁰⁹ Décret du 2 avril publié dans le « Monitorul Oficial » du 5/18 avril 1911.

mission prenait fin et que le gouvernement roumain lui exprimait ses vifs remerciements pour la façon dont il avait défendu nos intérêts ¹¹⁰.

Le nouveau ministre de Roumanie, Al. G. Florescu, arriva à Athènes le 28 mai. Il déposa le jour même les copies de ses lettres de créance à Griparis, ministre des Affaires étrangères, qui le reçut avec la plus grande amabilité. Il fit ensuite une visite au premier ministre, E. Vénizélos et, le 3 juin, il fut reçu en audience par le roi Georges auquel il remit ses lettres de créance. Le même jour, le roi Charles I^{er} recevait en audience le nouveau ministre de Grèce à Bucarest, D. Carusso ¹¹¹.

Aussitôt après son arrivée à Athènes, Florescu reprit les archives de la légation qui avaient été déposées chez le ministre d'Italie et il rétablit dans leurs fonctions les consuls roumains, avec les marques les plus aimables du gouvernement grec.

La reprise des relations entre les deux pays était due non seulement aux intérêts économiques communs, mais encore à la Constitution accordée par le gouvernement des Jeunes Turcs ¹¹². La conjoncture internationale et politique étrangère de la Grèce également, comme aussi celle de la Roumanie, exigeait la reprise de ces relations. C'est ainsi qu'à la veille des guerres balkaniques les rapports entre la Grèce et la Roumanie entraient dans une phase nouvelle.

¹¹⁰ *Ibidem*, f. 35.

¹¹¹ Voir le rapport de A. G. Florescu et le discours prononcé en présence du souverain grec aux *Arch. M.A.E.*, dos. cit., f. 74—76.

¹¹² Col. Lamouche, *Histoire de la Turquie*, Paris, 1953, p. 230 ; *История на България*, II, Sofia, 1962, p. 232 et suiv. *История стран зарубежного востока*, II, Moscou, 1962, p. 386 et suiv.

RÉUNION STATUTAIRE DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES ÉTUDES BYZANTINES
(VENISE, 9—13 SEPTEMBRE 1968)

(Préparation du XIV^e Congrès International—Roumanie 1971)

A Venise, dans les locaux de l'Institut Hellénique des Etudes byzantines et post-byzantines, a eu lieu du 9 au 13 septembre 1968 la réunion statutaire de l'Association Internationale des Etudes Byzantines.

L'Association Internationale des Etudes Byzantines, créée par les VI^e et VII^e Congrès Internationaux d'Etudes Byzantines de Paris — Bruxelles en juillet — août 1948, et le Comité International, réorganisé au XII^e Congrès d'Ochride en septembre 1961, ont pour but, selon le statut, « de promouvoir par tous les moyens en leur pouvoir les études byzantines et notamment d'organiser les tâches communes et de faciliter la publication des travaux d'intérêt international »¹.

Président de l'Association est le professeur Paul Lemerle, membre de l'Institut de France, et secrétaire général le professeur D. A. Zakythnios, membre de l'Académie d'Athènes². Sous leur direction, l'Association est devenue une organisation internationale des plus vigoureuses et des plus actives.

L'Association a son siège à Athènes. Elle est composée des Comités Nationaux, dont le nombre est actuellement porté à vingt-trois, à savoir : Allemagne (D.B.R., D.D.R.), Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chypre, Danemark, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Israël, Italie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.

Les statuts de l'Association rendent obligatoire une réunion au moins du Comité International entre deux Congrès. C'est cette réunion inter-congrès (entre le dernier — XIII^e Congrès, Oxford 1966, et le futur — XIV^e Congrès, Roumanie 1971) qui fut réalisée du 9 au 13 septembre 1968 à l'Institut Hellénique de Venise.

Le programme de cette réunion inter-congrès, tel qu'il avait été fixé lors du Congrès d'Oxford, était triple :

1. Réunion statutaire du Comité International.

¹ Voir *Bulletin d'Information et de Coordination* de l'Association Internationale des Etudes Byzantines, I, Athènes-Paris, 1964, p. 9.

² Sur la composition du Bureau du Comité International, voir *ibid.*, p. 11 ; cf., également, *Bulletin...*, III, 1966, p. 17, le renouvellement du Bureau.

2. Réunion de la Commission du Corpus des Sources.

3. Tenue d'un colloque restreint, avec l'invitation d'un petit nombre de spécialistes, sur deux thèmes :

a) « problèmes scientifiques et pratiques en relation avec l'édition du Corpus des Sources » ;

b) « Société et art à Byzance sous les Paléologues ».

A la réunion du Comité et aux deux Colloques ont participé : 1) les membres du Bureau : P. Lemerle (président), D. Zakythinos (secrétaire général), N. Oikonomidès (trésorier), Hélène Ahrweiler (responsable du « Bulletin d'Information et de Coordination »).

2) les vingt-deux délégués de quatorze comités nationaux : H.-G. Beck (Allemagne Fédérale), H. Hunger (Autriche), D. Angelov (Bulgarie), C. Chatzipsaltis (Chypre), I. Ševčenko et J. Meyendorf (Etats-Unis), J. M. Hussey et D. Obolensky (Grande-Bretagne), A. Xyngopoulos et M. Manoussačas (Grèce), G. Moravesik (Hongrie), B. Lavagnini et G. Schirò (Italie), H. Hennepf (Pays-Bas), M. Berza et E. Stănescu (Roumanie), V. Lazarev et Z. Udalcova (U.R.S.S.), G. Ostrogorsky et J. Ferluga (Yougoslavie).

3) Au titre des Colloques : A. Grabar (président du Colloque « Société et Art » et président d'honneur de l'Association), A. Pertusi (membre de la Commission des Sources), H. Belting, V. Djurić, T. Velmans (voir plus bas), p. 546).

I. RÉUNION STATUTAIRE DU COMITÉ INTERNATIONAL

Le Comité avait à examiner toutes les affaires de l'Association depuis le Congrès d'Oxford (septembre 1966) : activité du Comité International, situation financière, activité des Comités Nationaux, points essentiels concernant la rédaction et la diffusion du « Bulletin d'Information et de Coordination ».

Il a également examiné la question de la participation de l'Association au XIII^e Congrès des Sciences Historiques (Moscou, 9—15 septembre 1970), au I^{er} Congrès d'Etudes Chypriotes (Nicosie, 14—19 avril 1969), au II^e Congrès d'Etudes du Sud-Est Européen (Athènes, 7—13 mai 1970). Pour le Congrès de Moscou, il est prévu qu'un rapport général intitulé *Byzance et la Russie aux IX^e—XV^e siècles* sera présenté devant la section médiévale et qu'une journée entière sera consacrée aux études byzantines, communications et discussions. Pour le Congrès d'Etudes Chypriotes, il a été suggéré qu'un des sujets à traiter concerne la question de l'administration de Chypre à l'époque byzantine. En vue du Congrès des Etudes du Sud-Est Européen, le Comité exprime le vœu que des relations scientifiques plus étroites s'établissent entre les deux Associations.

Mais le principal sujet des délibérations du Comité International a été la question de la préparation du XIV^e Congrès International d'Etudes Byzantines qui se tiendra en Roumanie en 1971. Le professeur M. Berza, au nom du Comité Roumain — organisateur du futur Congrès — a fait un exposé détaillé sur les préparatifs déjà faits et les problèmes envisagés et a consulté le Comité sur la date et sur le lieu du futur Congrès. Le Comité a fixé comme date la semaine du 6 au 12 septembre 1971 ; quant au lieu, entre les deux possibilités proposées par le Comité organisateur, à savoir Bucarest d'une part et Constantza-Mamaia d'autre part, le Comité international exprime sa préférence pour Bucarest. Le Comité a également examiné en détail la question de l'organisation scientifique et du programme du futur Congrès qu'il a soumis à l'appréciation du Comité organisateur. Ainsi, il a été décidé que le Congrès comprendra d'une part des thèmes généraux et d'autre part des communications libres, mais dont le sujet se rattache directement aux thèmes mis au programme. Ces thèmes sont les suivants :

a) Premier thème majeur :

« Société et vie intellectuelle au XIV^e siècle ».

Il comprendra un rapport général et quatre rapports spéciaux qui traiteront des aspects suivants : 1) *problèmes socio-économiques* ; 2) *problèmes religieux* ; 3) *classicisme et tendances populaires dans l'expression littéraire* ; 4) *classicisme et tendances populaires dans l'art*.

b) Second thème majeur :

« Problèmes de géographie historique à Byzance : les frontières et les régions frontières du VII^e au XII^e siècle ».

La question de savoir s'il n'est pas préférable de limiter le sujet aux frontières asiatiques de l'empire byzantin reste en suspens.

Ce thème comprendra un rapport général, traitant les aspects théoriques du problème, et un certain nombre d'exposés qui traiteront des points particuliers ou des problèmes régionaux.

c) Premier thème simple :

« L'art profane ».

d) Second thème simple :

« Byzance et la Roumanie ».

Avec un rapport général confié à un savant roumain et des rapports spéciaux concernant les sujets suivants : 1) *Histoire politique et institutionnelle*. 2) *Relations ecclésiastiques*. 3) *La Roumanie et le Mont-Athos*. 4) *La littérature*. 5) *L'art roumain aux XV^e—XVI^e siècles*.

Le programme comprendra aussi des sections d'informations, organisées par disciplines, avec des exposés généraux et des communications portant sur des découvertes récentes. La répartition par disciplines, telle qu'elle a été proposée par le Comité International est la suivante : *Paléographie et Codicologie* ; *Papyrologie, Epigraphie, Diplomatique* ; *Numismatique, Sigillographie* ; *Archéologie* ; *Musicologie* ; *Histoire des Sciences*.

2. RÉUNION DE LA COMMISSION DU CORPUS DES SOURCES POUR L'HISTOIRE BYZANTINE

Le Comité International des Etudes Byzantines, dans sa session tenue à Athènes en avril 1963, avait décidé de mettre au premier rang de ses préoccupations le problème de l'édition ou de la réédition des sources de l'histoire de Byzance, pour remplacer, renouveler et élargir l'ancien Corpus de Bonn. Une Commission *ad hoc* de trois membres (R. Jenkins, P. Lemerle, D. Zakythinos) a fait une enquête préliminaire et soumis un rapport circonstancié au XIII^e Congrès d'Oxford. La Commission a également établi, au moyen d'une large enquête internationale, la *liste des éditions actuellement en préparation*³. Il a été décidé que celle-ci doit être chaque année mise à jour par la publication dans le « Bulletin » d'un supplément aux listes antérieures, qui comprendra les nouvelles éditions en préparation et les éventuels changements. Une Commission permanente du « Corpus des Sources » a été créée lors du Congrès d'Oxford, qui a pour tâche, au nom de l'Association Internationale, d'établir un programme et d'en contrôler à tous les points de vue l'exécution. L'Association a élu comme membres de cette Commission MM. Dujčev, Hunger, Manoussacas, Pertusi, Ševčenko ; la présidence a été confiée à M. Hunger⁴.

³ La liste est publiée dans le *Bulletin d'Information et de Coordination*, II, 1965, p. 14—22. Voir également la liste supplémentaire, *Bulletin...*, III, 1966, p. 21—23.

⁴ Voir en détail *Bulletin...*, I, p. 33—35 ; II, p. 5 sq. ; III, p. 10—13, 15—16, 18—21.

Lors de la réunion de Venise, la Commission a présenté un rapport avec les premiers résultats de son activité et ses propositions sur les principes généraux de l'édition (*Richtlinien*). Le Comité a discuté et examiné en détail les conditions dans lesquelles ont été réalisées ou sont prévues les premières publications de ce Corpus. On a insisté sur le fait qu'une seule maison d'édition n'aura pas l'exclusivité des éditions paraissant sous la firme de l'Association et que le titre *Corpus Fontium Historiae Byzantinae consilio societatis internationalis studiis byzantinis provehendis destinatae editum* est la propriété de l'Association, dont il engage d'ailleurs la responsabilité scientifique.

3. LES COLLOQUES

Les deux Colloques ont été tenus tous les après-midi du 9 au 12 septembre dans l'*aula* de l'Institut Hellénique et en présence des membres du Comité International, d'un petit nombre de spécialistes et des personnalités, italiennes et grecques, de Venise.

Aux Colloques ont été présentés les thèmes suivants :

a) « Problèmes scientifiques et pratiques en relation avec l'édition du Corpus des sources d'histoire byzantine », sous la présidence du professeur H. Hunger.

MM. A. Pertusi et I. Ševčenko ont présenté réciproquement un rapport et un co-rapport sur cette question fondamentale, qui a suscité une intéressante et fructueuse discussion.

b) « Art et Société à Byzance sous les Paléologues », pour manifester la liaison nécessaire entre les disciplines historiques et artistiques.

Au cours de ce colloque, qui fut présidé par M. A. Grabar, ont été présentées les dix conférences suivantes, d'un intérêt tout particulier :

D. ZAKYTHINOS : *Etats-Sociétés-Cultures. En guise d'introduction.*

H.-G. BECK, *Einige Besonderheiten der Palaologischen Literatur,*

J. MEYENDORF, *Notes sur l'histoire religieuse à l'époque des Paléologues.*

H. BELTING, *Bemerkungen zur Buchmalerei der Palaologenzeit.*

V. DJURIČ, *Rôle de la Cour et de l'Eglise serbes dans la première moitié du XIV^e siècle.*

I. ŠEVČENKO, *Métrochites et le mécénat à Byzance.*

T. VELMANS, *Le portrait byzantin sous les Paléologues.*

V. LAZAREV, *Influenza dell'arte dei Paleologi sulla pittura italiana dei secoli XIII e XIV.*

A. XYNAGOPOULOS, *Les fresques de l'église des Saints-Apôtres de Thessalonique.*

A. GRABAR, *Le livre de Codinos et les cérémonies byzantines.*

Les discussions qui suivirent chaque communication s'avèrent du plus haut intérêt. Le professeur A. Grabar a tiré des conclusions de ce fructueux débat scientifique ⁵.

Dans le cadre de cette réunion scientifique, ont eu lieu des manifestations organisées par le Comité d'Organisation : réceptions ; excursion à Murano et à Torcello et visite des églises byzantines de ces deux îlots ; visite du musée de l'Institut Hellénique, où les byzantinistes ont eu l'occasion d'admirer l'excellente exposition d'icônes d'art byzantin et post-byzantin, et de connaître de près les très riches et très importantes Archives de l'Institut.

Le Comité d'Organisation, sous la présidence du Professeur M. Manoussakas, directeur de l'Institut Hellénique des Etudes byzantines et post-byzantines de Venise, a assumé la tâche de l'organisation de cette réunion. On doit souligner l'organisation parfaite, l'accueil chaleureux et l'hospitalité généreuse que l'Institut Hellénique et le Comité d'Organisation ont offerts aux éminents byzantinistes qui ont participé à cette réunion scientifique.

Marie Nystazopoulou (Athènes)

⁵ Le procès-verbal de la réunion statutaire paraîtra dans le fascicule n° IV du *Bulletin d'Information et de Coordination*. Les Actes des Colloques seront publiés prochainement dans la série des publications de l'Institut Hellénique de Venise.

VII^e RÉUNION DE TRAVAIL DU BUREAU INTERNATIONAL DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES (AIESEE), MOSCOU-KIEV, 28 MARS—4 AVRIL 1969

Cette rencontre, convoquée conformément aux décisions de la VI^e réunion du Bureau (Paris, avril 1968)*, fut organisée par un comité soviétique présidé par le professeur Anatoli F. Miller, vice-président de l'AIESEE, bénéficiant de l'aide précieuse de l'UNESCO, dont le directeur général, M. René Maheu, y fut représenté par M. D^r Amadou Seydu, directeur du département de la culture. En choisissant Moscou et Kiev comme lieu de rencontre, le Bureau de l'AIESEE a déféré à l'invitation adressée par son vice-président, A. F. Miller, au nom de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S. et du Comité national des historiens de l'U.R.S.S., qui ont assuré l'organisation de la réunion.

Aux séances qui se sont déroulées au siège de l'Institut d'études slaves et sud-est européennes à Moscou et au siège de l'Académie des sciences de la RSS d'Ukraine, ont participé :

I. *Les membres du bureau* : MM VI. Georgiev (Bulg.) et Fr. Barišić (Youg.), président d'honneur et président de l'AIESEE ; André Mirambel (Fr.), A. F. Miller (U.R.S.S.), N. Todorov (Bulg.), vice-présidents ; Em. Condurachi (Roum.), secrétaire général et trésorier. M. Ap. Daskalakis (Gr.), vice-président, étant souffrant, s'est fait remplacer par M. J. Karayannopoulos (voir ci-dessous). Les autres membres du Bureau se sont fait excuser.

II. De la part de l'UNESCO : M. Amadou Seydu, qui n'a pu participer qu'à la dernière séance, organisée à Kiev.

III. De la part du Comité national hellénique d'organisation du II^e Congrès international, Athènes, 1970 ; MM. Ch. Fragistas, président du Comité national hellénique des études sud-est européennes et président du futur congrès ; J. Karayannopoulos, secrétaire général du Comité hellénique ; M^{lle} Marie Nystazopoulou, secrétaire du Comité.

IV. Observateurs : M^{me} Vassilka Tapkova-Zaimova, secrétaire de l'Institut d'Etudes Balkaniques à Sofia. Ont répondu à l'invitation du Bureau : MM. Werner Bahner (Berlin), Mihai Berza (Bucarest), Joseph Pérenyi (Budapest), Irwin T. Sanders (New York).

V. De la part du Secrétariat général de l'AIESEE : MM^{es} C. Grecesco, secrétaire technique ; Sanda Ripeanu, secrétaire de rédaction du Bulletin de l'Association.

Après le salut de bienvenue prononcé par l'acad. A. A. Guber, président du Comité des historiens soviétiques, au nom de la Section d'histoire de l'Académie des Sciences de l'URSS. et les allocutions de MM. F. Barišić et A. F. Miller, l'ordre du jour porta sur les points suivants : 1. Lieu et date de la VIII^e réunion du Bureau. Elle aura lieu à Athènes, à l'occasion du II^e Congrès ; 2. Rapport du Secrétaire général, l'académicien E. Condurachi, sur l'activité de l'Association et de ses Commissions d'études ; 3. Rapport financier du trésorier sur l'exercice

* voir RESEE 6 (1968), pp. 683—686.

1968 et sur la distribution des fonds de la Subvention accordée par l'UNESCO ; 4. Analyse des progrès réalisés en ce qui concerne l'organisation du Congrès d'Athènes (mai 1970), dont le bon déroulement est assuré à la suite des mesures et initiatives prises par le Comité hellénique tant pour faciliter l'arrivée, l'installation et le séjour des participants, que pour mettre en place les installations et l'équipement technique qu'exigeront les travaux du Congrès.

Dans son allocution de clôture, M. F. Barišić adressa les vifs remerciements du Bureau à la Direction générale de l'UNESCO pour son généreux appui moral et matériel, à M. R. Maheu, directeur général et à son représentant personnel, M. A. Seydu, directeur du département de la culture, dont la participation aux travaux de la réunion s'est avérée précieuse pour leur succès. Le président a exprimé sa satisfaction de pouvoir constater que ces travaux se sont déroulés dans un climat de confiance cordiale qui est devenu traditionnel, et s'est félicité de la solidité des résultats qui ont été obtenus dans cette direction.

Sur l'initiative du Comité soviétique d'organisation, le programme du Bureau et du Colloque (voir ci-après) a été complété par des réceptions offertes par les Académies de Moscou et de Kiev, des spectacles artistiques (au grand Théâtre d'Opéra à Moscou et à la Philharmonie de Kiev) et des visites aux monuments et musées de Moscou, de Kiev et de leurs environs.



Colloque de la Commission de l'AIESEE pour l'histoire de la vie économique et sociale dans le Sud-Est de l'Europe, sur « Les problèmes de la ville sud-est européenne » (Moscou, 29 et 31 mars 1968).

Organisé par le Comité soviétique en collaboration avec les comités nationaux des pays intéressés, et avec l'aide de l'UNESCO, ce Colloque, axé sur un sujet fort actuel et insuffisamment exploré, en raison des difficultés et de la complexité des problèmes qu'il soulève, a tenu ses assises dans la salle des conférences de l'Institut d'études slaves et sud-est européennes, sous la présidence du P^N. Todorov, président de la Commission de l'AIESEE pour l'histoire de la vie économique et sociale dans le Sud-Est de l'Europe, qui a assuré la préparation scientifique de cette importante manifestation.

Pour suivre les travaux de ce Colloque, qui bénéficia également d'une organisation parfaite, aux participants à la réunion du Bureau (voir ci-dessus) et aux rapporteurs se sont joints plusieurs spécialistes de l'histoire des villes, dont les noms seront mentionnés ci-après à propos de la discussion des différents rapports.

Dans son allocution inaugurale, le président du Colloque, N. Todorov, rappela l'origine de cette réunion, défini son objet et en souligna en termes excellents l'intérêt durable et l'indéniable actualité. L'orateur ne cacha pas les difficultés auxquelles se heurtent les historiens de la ville sud-est européenne et énonça les grands problèmes qui exigent encore des analyses approfondies ou bien qui attendent des solutions ne seraient-ce que provisoires, sans omettre la brûlante question du renouvellement des méthodes de recherches par une application constante, autant que les sources le permettent, des analyses quantitatives et comparatives sur le plan sud-est européen, envisagé comme un ensemble susceptible de généralisation et de vues synthétiques. Pour le moment, les travaux du Colloque sont destinés à apporter des matériaux valables pour la préparation de cette synthèse.

Le P^r A. F. Miller, en son nom personnel et au nom du Comité soviétique d'organisation, souhaita la bienvenue à tous les participants et exprima la satisfaction des historiens soviétiques de pouvoir contribuer, par l'hospitalité offerte et par leur participation aux travaux du Colloque, au progrès nécessaire des recherches concernant la structure, le développement et le rôle historique de la ville sud-est européenne.

Les rapports, dont le texte *in extenso* sera publié dans un volume spécial, porteront sur les thèmes suivants :

Ja. A. Levickij, *Méthodologie de l'histoire des villes du Moyen Age*. R. Samardžič, *Le commerce de Belgrade aux XVII^e—XVIII^e siècles*.

J. Pérenyi, *Quelques villes hongroises sous la domination ottomane aux XVI^e—XVII^e siècles*.

S. A. Nikitine, *La vie économique dans les villes bulgares dans la deuxième moitié du XIX^e siècle*.

N. Todorov, *La différenciation de la population urbaine au XVIII^e siècle, d'après les registres des cadis de Vidin, Sofia et Roussé*. Valentin Al. Georgescu, *Le régime de la propriété et l'organisation administrative des villes roumaines aux XVII^e—XVIII^e siècles dans la perspective de la vie urbaine du Sud-Est européen*.

T. Stojanovitch, *Modèle et aspect de la ville balkanique à l'époque moderne*.

C. Șerban, *Le rôle économique des villes roumaines aux XVII^e et XVIII^e siècles dans le contexte de leurs relations avec l'Europe du Sud-Est*.

M. KALICIN, *Le costume comme élément de l'aspect social de la population urbaine au XVIII^e siècle*.

N. KLAIĆ, *La ville dans les pays croates au XIV^e siècle*.

M. M. FREIDENBERG, *Relations sociales et antagonismes dans les villes dalmates aux XV^e—XVI^e siècles*.

V. TAPKOVA-ZAIMOVA, *Sur les débuts des colonies ragusaines en Bulgarie (fin du XV^e siècle)*.

D. KAVÁČEVIĆ-KOJIĆ, *Le rôle de l'industrie minière dans le développement des centres économiques en Serbie et en Bosnie dans la première moitié du XV^e siècle*.

G. KOŽUHAROV, *Changements dans l'aspect architectural de Plovdiv et Sofia (XV^e—XIX^e siècles)*.

M. BUR-MARKOVSKA, *Le témoignage des journaux des voyageurs hongrois du XVII^e siècle sur les villes bulgares*.

H. INALCIK, *Les fondements du système ottoman socio-économique (communication lue par T. Stojanovitch)*.

Les langues utilisées pour la présentation des rapports et leur discussion ont été le russe, le français et l'allemand. Le texte intégral ou le résumé ronéotypé d'un certain nombre de rapports, dont l'un en anglais, a pu être distribué aux participants dès avant l'ouverture du Colloque.

Les rapports des professeurs Ö. Barkan et H. Inalcik, absents, respectivement sur l'étude démographique des villes balkaniques aux XV^e—XVI^e siècles et la fondation dans les villes du système économique et social ottoman, seront publiés dans les *Actes du Colloque*.

Des discussions extrêmement intéressantes et fort animées, mais toujours courtoises, eurent lieu en fin de chaque séance. La plupart des rapports firent l'objet de remarques et suggestions précieuses, dont quelques-unes à caractère critique. Certaines interventions, notamment celles des professeurs E. Condurachi, M. Berza, N. Todorov et J. Pérenyi, ainsi que la réponse de M. T. Stojanovitch au sujet de la possibilité d'élaborer un modèle de la ville balkanique, ont utilement contribué à l'éclaircissement des problèmes abordés par les rapporteurs.

Ont participé aux discussions, outre les personnes que nous venons de citer, MM^{es} V. Tapkova-Zainova, Tveritina et V. Katzarova et MM. Nikitine, Freidenberg, Zemilinc et Levickij.

Les conclusions de ces intéressants débats furent tirées par le président du Colloque, le P^r N. Todorov, qui félicita les rapporteurs de la qualité de leurs contributions et du choix des sujets, et remercia tous ceux qui, par leurs observations, ont élargi le débat. Le Colloque a pleinement atteint les objectifs que la Commission s'était fixés et constitue un grand pas en avant dans l'étude approfondie et critique de l'histoire urbaine du Sud-Est de l'Europe. Le

président insista à nouveau sur la nécessité d'élargir les méthodes de recherche dans le sens déjà énoncé, tout en se montrant réservé sur le problème du modèle de la ville balkanique, lequel lui semble exiger encore des analyses attentives. Le Colloque se termina sur un bilan ouvert, car les débats ont déjà révélé les directions dans lesquelles les recherches de la Commission devraient s'engager. Des équipes de travail seront organisées pour assumer l'étude des fonctions économiques des villes et de leurs institutions ; le Bureau a accepté à l'unanimité la proposition des professeurs M. Berza (Roumanie) et N. Todorov (Bulgarie) de préparer un colloque interdisciplinaire ayant pour objet l'étude de la mentalité et de la culture urbaines.

Valentin Al. Georgescu

AL. GRAUR, *Tendențele actuale ale limbii române* [Les tendances actuelles de la langue roumaine], Bucarest, Ed. Științifică, 1968, 437 p.

La tentative de l'auteur d'embrasser dans son ensemble et de suivre jusque dans les moindres détails l'évolution d'une langue pour en détacher les lois de développement les plus générales, aux fins de connaître le mécanisme de fonctionnement et, éventuellement, de prévoir dans quelle direction se dirigeront certaines de ses tendances actuelles, représente une entreprise aussi utile que délicate. Il ne suffit pas pour cela d'une simple description de la langue contemporaine, selon la méthode anatomique, car la langue est une activité en continuel mouvement ; mais la science du physiologiste n'est pas suffisante, elle non plus, vu que la langue ne se comporte pas comme un organisme vivant qui naît, qui vit et qui meurt, mais représente tout un système de signes arbitraires résultant de la nécessité des hommes de se faire comprendre. Ce système est appris par chaque génération et se transmet de génération en génération, modifié toutefois dans une certaine mesure, amélioré ou appauvri, en fonction des nécessités de la société vivant à une époque historique donnée. Ainsi donc, pour mieux saisir le présent d'une langue, il faut connaître également son passé. En général, les systèmes linguistiques se simplifient avec le temps et deviennent par là plus efficaces.

Avant de formuler sa propre conception théorique, l'auteur passe en revue les écoles linguistiques les plus importantes et montre certains de leurs points faibles. Il critique « l'école idéaliste et l'école néo-linguistique qui mettent au premier plan l'élément esthétique, mêlent les problèmes de la langue avec ceux de la littérature et se prononcent contre les lois... et quand elles essayent d'établir une relation entre l'histoire de la langue et celle de la société, le lien semble mécanique » (p. 6). Rappelons que ces directions se sont inspirées de la philosophie idéaliste allemande ou italienne et ont eu pour représentants les plus marquants K. Vossler, L. Spitzer, E. Lerch, M. Bartoli et G. Bertoni. Ces savants ont accordé trop d'attention à la création individuelle, c'est-à-dire aux styles, au détriment de la langue en tant que moyen de communication de la société tout entière. Appréciée dans son ensemble pour l'entendement avec lequel elle recueille et présente les faits, la géographie linguistique est condamnée en raison de l'aversion dont elle fait preuve pour les généralisations. Le structuralisme apparaît insuffisant du fait qu'il ne prend pas en considération le passé et décrit les systèmes sans les comparer entre eux ; il étudie « chaque détail pour lui-même », mais ne procède pas à des synthèses.

Pour comprendre plus facilement la position théorique de l'auteur, il est nécessaire de retenir quelques données remontant à l'époque de sa formation comme linguiste. Après avoir étudié la philologie classique et romaine à l'Université de Bucarest (où il suivit notamment les cours d'Ov. Densusianu et d'I. A. Candrea) et après s'être familiarisé avec les résultats d'autres linguistes roumains de la taille d'A. Philippide (Jassy) et S. Pușcariu (Cluj), il se spé-

cialisa à Paris sous la direction d'A. Meillet et y prit son doctorat d'Etat en 1929 avec pour thèses : *Les consonnes géminées en latin* et *Les noms d'agent en roumain*. On voit à ces titres que son intérêt dépassait déjà la sphère de la linguistique latine, étant donné qu'il avait d'étroites contingences avec l'étude de la langue roumaine, à laquelle il est attaché depuis toujours. Mais il ne fait aucun doute que la personnalité d'A. Meillet a joué un rôle très important dans sa formation d'homme de science. Les idées générales de l'école sociologique française lui sont donc devenues familières de bonne heure et ont contribué à la solution de beaucoup de problèmes de détail. Puis, le temps ne s'est pas écoulé vainement, sans laisser de traces. Son contact avec la philosophie marxiste a signifié une profonde transformation, comme il résulte de la synthèse intitulée *Studii de lingvistică generală* [Etudes de linguistique générale], Bucarest, 1960. Dans le présent ouvrage la conception générale de l'auteur est la suivante : « Par l'intermédiaire de la pensée, la langue reflète la réalité ambiante et permet à l'homme de communiquer ses propres expériences » (p. 7). Elle tend à devenir un moyen de communication rapide, clair, sans une trop grande perte d'énergie. L'élément esthétique reste au deuxième plan. Comme instrument de communication dans la société, elle est liée à la société et s'adapte aux nécessités de communication de l'homme : elle doit, par conséquent, être étudiée dans son évolution et en rapport avec la société. Par ailleurs, la langue est un système de signes, « une structure organisée, constituée de plusieurs compartiments (phonétique, phonologie, morphologie, syntaxe, vocabulaire), qui, tous, ont un caractère systématique, se conditionnent et s'influencent réciproquement » ; et « l'admission du caractère systématique présuppose aussi l'admission des recherches historiques » (p. 12). Il résulte de ce qui précède que l'auteur a pris pour point de départ la conception de base de l'école sociologique française sur laquelle il a greffé l'idée de système, soutenue par les structuralistes, et que l'ensemble repose sur le fondement de la philosophie marxiste.

Par tendances l'auteur entend « les directions où évolue la langue, les lignes générales qui mènent d'un état inférieur à un état supérieur » (p. 13). « Pour reconnaître les tendances actuelles de la langue il est nécessaire d'examiner l'histoire de la langue, de dégager les grandes lignes de son évolution et de prolonger ces lignes, en les projetant dans l'avenir » (p. 17). L'auteur choisit, à cette fin, parmi les matériaux historiques « seulement ceux qui présentent des modifications essentielles, c'est-à-dire des modifications qui déterminent une réorganisation du système », à savoir « ce qui est déterminant dans l'évolution ultérieure de la langue » (p. 18).

Il faut le reconnaître, la tâche que l'auteur s'impose est immense et il reste à voir quels sont les moyens dont il dispose. Tout d'abord, la langue parlée actuelle, observée journellement et soigneusement notée pendant plus de quarante ans. A cela s'ajoute la lecture régulière des journaux et hebdomadaires les plus importants, ainsi que des travaux spéciaux sur la langue roumaine contemporaine par d'autres spécialistes comme I. Iordan, E. Petrovici et Al. Rosetti. La littérature dialectale est des plus variées et renferme des textes de toutes les régions habitées par des Roumains ; en revanche, les belles-lettres sont faiblement représentées : l'auteur a ici une excuse dans le fait que la littérature avait déjà été étudiée dans *Limba română contemporană* [La langue roumaine contemporaine] (Bucarest, 1956) par I. Iordan. La littérature du XVI^e au XIX^e siècle n'est représentée que par quelques classiques du siècle dernier, mais la lacune est en partie comblée par les contributions d'Ov. Densusianu, A. Lombard et L. Morariu. Du reste, l'objet principal de l'ouvrage est constitué par la langue actuelle et les faits historiques du passé ne servent qu'à expliquer la situation de nos jours. Chaque fois que la chose est nécessaire, on fournit des exemples puisés à d'autres langues comme l'anglais, le français et le russe, ou au complexe sud-est européen, pour lequel on a utilisé notamment la contribution de K. Sandfeld, *Linguistique balkanique. Problèmes et résultats* (Paris, 1930).

L'auteur expose les faits dans leur évolution, par compartiments (phonétique, morphologie, syntaxe et vocabulaire), chacun comptant trois subdivisions : période latine, période roumaine ancienne et les XVI^e—XX^e siècles. La discussion des résultats plus anciens lui est

occasion à rectifications de détails, et il réalise une esquisse magistrale de l'histoire de la langue roumaine dans ses traits les plus généraux. Dans cette présentation d'ensemble, le poids principal revient à la langue de nos jours et les faits du passé servent à mieux argumenter la conception théorique et certaines des tendances actuelles. L'auteur attire l'attention sur les problèmes ou les détails non encore résolus et, ce faisant, incite autrui au travail. Ses conclusions sont, brièvement, les suivantes. Il existe des tendances qui ont échoué, et d'autres qui se sont imposées un certain temps, puis ont disparu ; d'autres ont été contradictoires, mais persistantes, et d'autres sont encore frêles, mais ont des chances d'être continuées et renforcées. En phonétique, la distribution des phonèmes s'améliore, les alternances vocaliques et consonnantiques se réduisent petit à petit. En morphologie se fait jour une tendance continue à passer des formes synthétiques à des formes analytiques ; la différence entre le singulier et le pluriel se renforce par endroits au moyen de la création de nouveaux singuliers, mais tend en général à disparaître ; le schème général vers lequel la langue se dirige est le suivant : masculin pluriel à consonnes mouillées, féminin pluriel en *-e* (sans alternance interne), neutre pluriel en *-e*, catégorie du neutre en décadence, féminins non marqués. Des quatre conjugaisons seules la I^{re} et la IV^e sont vivantes. Le présent en *-esc* et *-ez* gagne du terrain. Les suffixes anciens diminuent, tandis qu'augmentent les suffixes et préfixes internationaux, et que la composition gagne de l'importance. En syntaxe, la construction avec le génitif et le datif sont en régression, le passif composé est en développement constant, le parfait simple est rarement usité, mais nécessaire, le subjonctif est marqué par la particule *să*, l'ordre des mots devient plus rigide, le sujet a besoin d'être exprimé aussi à l'aide du pronom à côté de la forme du verbe, l'aspect verbal est obtenu par des moyens lexicaux et l'infinitif reprend vie petit à petit. Dans le domaine du lexique on observe un processus continu de remplacement des vocables anciens par des néologismes d'origine latine. Dans l'ensemble, une tendance de simplification du système et de rapprochement des langues romanes.

Certaines de ces conclusions sont bien attestées et demeurent convaincantes ; d'autres ont encore besoin de matériaux démonstratifs. Le présent ouvrage impose aussi bien par ses résultats et ses suggestions, que, surtout, par sa conception et sa méthode. Mais ce qui est plus important, avant tout, c'est qu'il représente un stimulant pour les recherches futures, du fait qu'il montre la direction dans laquelle il faut diriger les investigations et qu'il indique ce qu'il reste à faire.

On me permettra d'ajouter plus bas quelques remarques de détails. Le mot *aeramen* > *aerame* (p. 83) est attesté dans un texte du VI^e siècle (Italie) sous la forme *erama*, qui est à la base de roum. *aramă* (*Compositiones ad tingenda musiva*, herausgegeben, übersetzt und philologisch erklärt von Hjalmar Hedfors, Uppsala, 1932, J 34, mss. LPc). A l'appui de l'hypothétique **antaneus* (discuté par l'auteur dans « Bulletin linguistique », V (1937), p. 67–68) on peut invoquer comme exemples *directaneus* et *foraneus* (J. F. Niermeyer, *Mediae Latinitatis Lexicon minus*, Leiden, 1956, p. 335 et 440) et *spontaneus* (Sidon. Apoll., *Epist.* VII, 12,3). Le terme *burgus* apparaît en Mésie inférieure pour la première fois en 151 « Известия на български археологически Институт », IV (1926–1927), p. 107) : c'est peu probable qu'il ait été emprunté aux anciens Germains qui ne connaissaient pas de fortifications. Malgré l'autorité du dictionnaire étymologique d'A. Ernout – A. Meillet, nous inclinons vers l'opinion des linguistes qui proposent comme étymon de ce mot le grec πύργος. Le byzantin *καντάριον* (en 1382) se rencontre dans les documents slavo-roumains à partir de 1408, ainsi qu'en albanais, en bulgare et en serbo-croate sous la forme *kantar* : nous supposons donc qu'il aura pénétré en roumain dès le XV^e siècle par la filière sud-slave.

La formation des numéraux roumains de 11 à 19 ainsi que les dizaines de 20 à 90 a pu avoir lieu à l'intérieur du système latin ou roumain, sans qu'il ait fallu un modèle étranger. En effet, le procédé simple et naturel d'ajouter le chiffre le plus petit au plus grand et de dire

« un au-delà de dix », « deux au-delà de dix » a été utilisé aussi en grec, par exemple : ἀριθμὸν δὲ τοῦ λόχου οἱ μὲν ὀκτώ ἀνδρῶν ἐποίησαν, οἱ δὲ δέκα, οἱ δὲ δύο ἐπὶ τοῖς δέκα, οἱ δὲ καὶ ἑξακάδεκα « le nombre d'hommes d'un groupe, certains l'ont fait de huit, certains de dix, d'autres de douze et d'autres de seize » (Arriani *Ars tactica*, 5, 5, II^e siècle); πέντε δὲ πρὸς ταῖς δέκα ἐνδιατρύψας ἡμέραις τῷ χῶρῳ εἴκοσι χάραξι πρὸς τὴν Δορόστολον παραγίνεται « séjournant en ce lieu quinze jours, il arrive à Durostorum au bout de vingt haltes » (Theophylacti Simocattae *Historiae* VI, 6, entre les années 610—640). Du reste le système des formations des dizaines en roumain n'est pas utilisé seulement dans les langues slaves, mais aussi dans les langues germaniques, de sorte que nous nous demandons si nous n'avons pas plutôt à faire dans les deux cas à une parenté élémentaire qu'à une parenté génétique.

On affirme p. 203 au sujet de l'impératif pluriel négatif qu'il « est formé à l'aide du singulier, avec adjonction de la désinence », par exemple : *nu cînta — nu cîntați*; *nu fugi — nu fugiți*. Mais si l'on choisit d'autres exemples, comme *nu te duce — nu vă duceți*, *nu face — nu faceți*, *nu zice — nu ziceți*, on observe que les choses se compliquent, car l'on peut également dire *nu te du*, *nu fă*, *nu zi*. En latin classique on utilisait ordinairement le verbe *nolo* + infinitif, procédé non populaire, qui n'a pas survécu dans les langues romanes. Les formes d'impératif pluriel affirmatif *cîntați*, *fugiți*, etc. du roumain proviennent des formes d'indicatif *cantatis*, *fugitis* et non de celles de l'impératif *cantate*, *fugite* (tout comme en vieux français et en provençal), tandis que celles correspondantes de l'italien et d'autres langues romanes ont à la base des formes d'impératif. Dans des sources tardives du VIII^e siècle il apparaît aussi des formes d'impératif du type *non consentitis*, *non dicitis*, *non facitis* (L. Lofstedt, *Les expressions de commandement et de la défense en latin et leur survie dans les langues romanes*, Helsinki, 1966, p. 183—185). On rencontre ce procédé dans une formule de commandement conservée dans le *Stratégikon* de Maurice (XII, 14, début du VII^e siècle) : *non vos turbatis, ordinem servatis*. Ces exemples peuvent autoriser l'hypothèse que les formes d'impératif pluriel du roumain se sont développées à partir des formes de la deuxième personne du pluriel de l'indicatif latin.

L'idée que les formes du réflexif en roumain se seraient développées sous l'influence slave est soutenue surtout à l'aide de l'argument de la présence dans les langues slaves de toutes les catégories du réflexif roumain (p. 181, 195—198 et 318). Il arrive cependant que ces catégories soient présentes aussi en latin. Nous nous limiterons à quelques exemples : 1. o b j e c t i f : *mă spāl, me calcio* (*Corpus papyrorum Latinarum*, ed. R. Cavenaille, Wiesbaden, 1958, p. 251, II^e siècle), *se collocat* (Veget. *Mulom.*, II, 109, 1, IV^e siècle), *se fricat* (*Mulom. Chir.* 800, IV^e siècle); 2. é v e n t i f : *mă intristez, facit se hora quinta* (*Itin. Eger.* 26,3, V^e siècle); 3. d y n a m i q u e : *mă gindesc, se tendunt et ambulat* (*Itin. Eger.* 15,3); 4. r é c i p r o q u e : *mă bal, incolae... se amant* (Apul., *Met.* I, 8, II^e siècle); *montes... se cum montibus adunant* (Ravenn. *Cosmographia* II, 20, 16—19, VII^e siècle); 5. i m p e r s o n n e l : *se știe, sic se cognovit in veritate quod illud iniuste abstuleramus* (J. Bastardas Parera, *Particularidades sintacticas del latin medieval*, Barcelona, 1953, p. 114, Espagne, IX^e siècle); 6. p a s s i f : *se vind stofe, qui se vocat padule de sepi* (Bastardas Parera, p. 120, XI^e siècle). La fréquence extraordinairement grande des formes du réflexif en bas-latin rend plutôt plausible l'opinion que le réflexif roumain s'est développé du latin et a été soutenu et renforcé ultérieurement par les modèles slaves. Il semble qu'il se soit produit un processus semblable dans la formation également de la particule *prea* du latin *per* (en composition avec des adjectifs commençant en *a* comme *per acer*, *per albus*, *per amarus*, *per asper*, *per appositus*, etc.) où s'est ajoutée par la suite l'influence de la particule *prě* d'origine slave.

Volo + infinitif avec valeur de futur apparaît très fréquemment dans l'œuvre du géographe anonyme de Ravenne du VII^e siècle (Ravennatis anonymi *Cosmographia*, edidit Joseph Schmetz, Leipzig, 1940).

Dans la controverse si l'article *al, a, ai, ale* provient de *ad* + article ou du latin *ille*, je crois que c'est le deuxième point de vue qui est le juste. La question de l'article roumain mérite une étude minutieuse et ample depuis les sources latines les plus anciennes jusqu'à nos jours.

II. *Mihăescu*

C. POGHIRC, *B. P. Hasdeu lingvist și filolog* [B. P. Hasdeu linguiste et philologue], Bucarest. Editura Științifică, 1968, 247 p.

B. P. Hasdeu (1838—1907) est, parmi les fondateurs de la culture roumaine moderne, un des plus brillants. Il s'intéressa également à tous les domaines de l'humanisme, faisant toujours preuve d'une originalité éclatante, parfois même excentrique. La linguistique, la philologie, l'histoire, la littérature lui sont toutes redevables. Il se piqua même de politique, fut député et journaliste. Il dirigea aussi maintes publications périodiques scientifiques et littéraires. A l'Université de Bucarest Hasdeu enseigna, pour la première fois en Roumanie, la philologie comparée, posant ainsi les fondements de l'école roumaine de linguistique. En outre il fut pendant près d'un quart de siècle (1876—1900) le directeur des Archives de l'Etat roumain.

Malheureusement une édition intégrale des écrits de Hasdeu et une monographie exhaustive nous font encore défaut. Généralement on connaît mieux son œuvre littéraire ; son œuvre scientifique, éparpillée dans des revues, est aujourd'hui moins recherchée par les spécialistes ; elle est connue surtout par une voie indirecte. Il est bien regrettable, car Hasdeu a formulé maintes fois des principes et des opinions d'une surprenante modernité.

La première étude qui mit en évidence avec une parfaite objectivité toute la valeur de l'œuvre linguistique et philologique de Hasdeu fut, à notre avis, celle de Th. Capidan (*B. P. Hașdeu ca lingvist, indo-europenist și filolog*, dans «Analele Academiei Române», București, 1937).

C. Poghire reprend l'analyse de son prédécesseur et l'approfondit. Après une esquisse biographique (p. 53—71), l'auteur présente la formation scientifique de Hasdeu (p. 72—91), son activité de philologue (p. 92—107), ses idées en matière de linguistique générale (p. 108—126), son activité d'indo-européniste (p. 127—149), de slaviste (p. 150—165), ses contributions concernant la théorie du *substratum* de la langue roumaine (p. 166—193), ses recherches sur d'autres problèmes de la langue roumaine (p. 194—217). Un chapitre final vise à définir la place de Hasdeu dans l'histoire de la linguistique roumaine (p. 218—234) ; le *motto* choisi par l'auteur, une maxime voltairienne, est certainement perçant : « C'est le privilège du génie, et surtout du génie qui ouvre une carrière de faire impunément de grandes fautes. »

L'auteur décrit l'œuvre scientifique de Hasdeu d'une manière systématique ; il envisage les choses d'un point de vue historique et critique. On trouvera dans le livre des informations complètes sur l'état actuel de la recherche des problèmes qui ont attiré l'attention de Hasdeu et parfois les opinions personnelles de l'auteur lui-même, qui s'est déjà fait remarquer par ses études sur les langues balkaniques anciennes. Professeur à la chaire de grammaire comparée de l'Université bucarestoise, l'auteur ne cache son admiration, voire sa piété, pour l'initiateur de ce genre d'études. Il le connaît d'ailleurs à fond, pour l'avoir, on le voit bien, longtemps fréquenté ; on ne saurait, quand même, mettre en cause son objectivité.

B. P. Hasdeu est un précurseur des études sud-est européennes, de la linguistique balkanique notamment. Il s'attacha aux problèmes généraux que posent au chercheur les langues balkaniques et aux aspects particuliers des concordances et des influences réciproques de ces

langues. Il étudia surtout les rapports entre le roumain et les langues slaves, l'influence du *substratum* thrace sur le roumain, les rapports entre les idiomes thraces et les langues scandinaves et baltiques, les rapports entre le roumain et l'albanais.

Par ses études thracologiques Hasdeu imprima une nouvelle orientation aux recherches concernant les origines et la formation du peuple roumain et de sa langue, dominées jusqu'alors par les idées de l'Ecole latiniste. Il repoussa également les tendances de certains linguistes, tel Cihac, d'exagérer la portée de l'influence slave. Ses recherches mirent en évidence le caractère balkanique du roumain et l'importance de l'héritage thrace. Il prêta son attention aussi aux rapports linguistiques entre le roumain et le turc. Son élève, L. Şăineanu écrira plus tard un ouvrage fondamental dans ce domaine d'études.

Le livre comprend deux indices très utiles aux chercheurs. Le premier (p. 174—177) concerne les mots auxquels Hasdeu attribuait une origine thrace ; le second (p. 208—213), les mots dont l'étymologie est difficile à établir. Les renvois bibliographiques de ces indices sont d'une extrême utilité, vue la grande dispersion des contributions étymologiques hasdéiennes dans les revues.

Le livre comprend aussi une bibliographie des ouvrages linguistiques et philologiques de Hasdeu (y compris les ouvrages qui touchent d'une façon indirecte aux problèmes linguistiques), établie pour la première fois aujourd'hui et qui contient 304 titres. On trouve aussi une bibliographie des ouvrages sur la personnalité scientifique de Hasdeu (169 titres) et une liste des publications périodiques dirigées par lui (9 titres).

Nous nous permettons d'ajouter quelques titres. Dans le journal « Timpul » du 17 septembre 1878, Mihail Eminescu a publié un compte-rendu critique du premier volume des *Cuvente den bătrâni* (cf. Creţu, I : *Eminescu despre Hasdeu*, dans « Luceafărul », 14.III.1964, et aussi Creţu, I : *Mihail Eminescu, biografie documentară*, Editura pentru literatură, Bucureşti, 1968, p. 255—257). Dans le journal « Neamul românesc », XXXI (1936), n° 267, Nicolae Iorga retrace le portrait de Hasdeu à l'occasion du centenaire de sa naissance (Nicolae Iorga, *Ascultînd pe d. Capidan...*). L'étude de Th. Capidan, que nous avons déjà citée, fut publiée dans une forme définitive dans le volume *Limbă şi cultură*, Fundaţia pentru literatură şi artă, Bucureşti, 1943, p. 331—360. Nicola Jecev écrit dans les « Etudes balkaniques », I, Sofia, 1964, p. 139—144, *Sur les relations entre B. P. Hasdeu et les savants bulgares à la fin du XIX^e siècle*. Dans les pages de cette revue même, Elena Siupîur a publié un article concernant « *La chanson du frère mort dans la poésie des peuples balkaniques* » et la correspondance de I. D. Schischmânoff, B. P. Hasdeu et I. Bianu (R.E.S.E.E., VI (1968), 2, p. 347—364). Ainsi que nous communique C. Papacostea-Danielopolu, il y a peut-être une relation à établir entre les préoccupations balkanologiques de certains lettrés grecs de Roumanie et l'activité de Hasdeu (cf. le journal « Patris », 2098, 3.IV.1898, p. 3 et, en général, l'activité de Th. Paschides). Pour refaire l'histoire du Dictionnaire de l'Académie, dont la rédaction fut confiée à Hasdeu, on lira avec profit les mémoires de Sextil Puşcariu, *Călătore pe două veacuri*, Editura pentru literatură, Bucureşti, 1968, p. 335—369.

N.-Ş. Tanaşoca

ION BOGDAN, *Scrieri alese* [Œuvres choisies], cu o prefaţă de Emil Petrovici ; ediţie îngrijită, studiu şi note de C. Mihăilă, Bucureşti, Editura Academiei Republicii Socialiste România, 1968, 709 p.

Personnalité marquante de la culture roumaine de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, Ion Bogdan occupe une place de premier plan dans l'évolution de la philologie et de l'histoire non seulement nationales, mais aussi des pays voisins du nôtre. Bien que sa vie ait

pris fin brusquement, il y a un demi-siècle, avant qu'il n'ait accompli 55 ans, son œuvre — par sa contribution à la méthodologie des recherches scientifiques, par son contenu, par les données nouvelles qu'elle a fournies — l'a imposé au monde des lettres. Élève et ami de personnalités prestigieuses dans le domaine des études slaves, Ion Bogdan a concentré son attention — et par la suite celle de notre école historique — sur une période fort peu connue de la culture roumaine, celle dont la langue des chancelleries et la langue littéraire étaient le vieux slave d'église dans sa rédaction bulgare (XIV^e — XV^e siècle) et, tout particulièrement, sur sa création historique dans le contexte du Sud-Est européen. En se fondant sur de minutieuses recherches de paléographie et de diplomatique, sur l'analyse linguistique et l'étude des corrélations entre la culture roumaine et les cultures avoisinantes — slaves et byzantine — Ion Bogdan a abouti à des conclusions qui sont en grande mesure valables aujourd'hui encore. Il est le créateur de l'école roumaine des études slaves, il a formé de nombreux spécialistes dans cette discipline et il a occupé des années durant la chaire universitaire des études slaves, instituée en 1891. A côté de son activité didactique, son activité scientifique s'est déployée dans le cadre de l'Académie Roumaine, dont il devint membre correspondant en 1892, puis vice-président en 1910, et où il s'est fait remarquer en défendant une conception nouvelle sur l'importance de l'action des classes sociales et des idées qui sont à sa base, conception à laquelle il a consacré plusieurs mémoires. Cependant, le besoin se faisait sentir d'une institution susceptible de concentrer l'activité des historiens de la nouvelle école et de mettre à la disposition des savants les sources connues ou encore inconnues. C'est ainsi qu'est né le premier institut roumain, la « Commission Historique de Roumanie », dont Ion Bogdan fut le président à partir de 1909.

L'œuvre scientifique de Ion Bogdan, inaugurée en 1885, compte 108 ouvrages et 78 comptes-rendus publiés, un nombre considérable d'œuvres ébauchées, de copies et de notes manuscrites, ainsi qu'une volumineuse correspondance. Cet héritage scientifique et la valeur didactique qui s'y attache conservent toute leur importance, constituant un modèle pour la formation des jeunes cadres. Mais les difficultés résultant du fait que l'œuvre de Bogdan est dispersée dans un grand nombre de revues d'avant la première guerre mondiale ou dans des ouvrages pratiquement introuvables font — ainsi que le souligne dans sa préface le professeur Emil Petrovici — qu'elle a perdu « avec le temps sa faculté de communication au-delà d'un cercle étroit de spécialistes ». Le besoin de faire connaître cette œuvre par une nouvelle édition ne pouvait plus être ignoré, ce qui explique qu'en 1959 P. P. Panaitescu ait réédité certaines publications de textes — malheureusement sans les avantages qui auraient résulté d'un nouveau collationnement — sous le titre *Cronicle slavo-române din secolele XV—XVI publicate de Ion Bogdan* [Chroniques slavo-roumaines des XV^e—XVI^e siècles publiées par Ion Bogdan]. La personnalité de l'illustre savant a été mise en évidence, également, tant par la publication de sa fort intéressante correspondance et du catalogue de ses manuscrits, dont a hérité la Bibliothèque de l'Académie roumaine, que par différentes études sur son activité dues aux professeurs Mihail Dan et Damian P. Bogdan. En 1964, enfin, à l'occasion du centenaire de la naissance de Ion Bogdan, l'Association des slavistes de Roumanie a organisé une session consacrée à son activité en tant que linguiste, philologue, historien ; ces nouvelles contributions aux études slaves et à la culture roumaine attestent l'intérêt que l'œuvre de Ion Bogdan a suscité parmi la génération qui a assuré la relève. Toutes ont été réunies en un volume dédié à la mémoire de Ion Bogdan, qui constitue la XIV^e tome de la revue « Romanoslavica ».

Cependant, une des contributions essentielles à la connaissance — après un long hiatus — de la personnalité et de l'œuvre de Ion Bogdan a été, assurément, la réédition de ses principaux articles et études sous forme d'un volume d'« Œuvres choisies ». La charge de cette publication, parue en 1968 aux Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, a été assumée par G. Mihăilă, maître de conférences à l'Université de Bucarest, qui en a élaboré aussi l'étude introductive sur la vie et l'activité de Ion Bogdan. Cet ouvrage massif (709 p.) commence par une préface due au slaviste bien connu Emil Petrovici (dont on a eu entre temps

à déplorer la perte), suivie d'une biographie substantielle et bien documentée de Ion Bogdan (1864—1919), où sont exposés son origine transylvaine ; ses premières études et productions scientifiques (1885) ; ses études à Vienne sous la direction de V. Jagić, puis continuées en Russie ; sa carrière didactique et académique ; ses relations avec le monde scientifique international, notamment avec les savants russes, serbo-croates, tchèques, bulgares, polonais, français, autrichiens, etc. ; son rôle en tant qu'organisateur de la Faculté des Lettres et de Philosophie de Bucarest (1898), directeur de la revue « Convorbiri literare » (1902), membre et puis vice-président de l'Académie Roumaine (1891), président de la Commission Historique de Roumanie (1910). Cette biographie est enrichie par les titres et dates de ses principales manifestations scientifiques, par d'amples extraits de sa correspondance, ainsi que par différentes opinions formulées par ceux qui l'ont connu et apprécié.

Quant à l'œuvre scientifique de Ion Bogdan, G. Mihăilă lui consacre 50 pages de son introduction, y relevant les idées directrices du fondateur de l'école de philologie slavo-roumaine, qui a consacré toutes ses forces à jeter plus de lumière sur l'histoire de la Roumanie et de sa culture aux temps les plus reculés. Ces recherches sont synthétisées dans l'ouvrage *Cultura veche română* [L'ancienne culture roumaine], publié en 1898. Mais afin de parvenir à la connaissance de cette époque, durant laquelle la langue littéraire et celle des chancelleries étaient le slavon, Ion Bogdan a jugé indispensable d'en déceler, copier et publier au préalable les sources essentielles, ce qu'il a fait notamment dans le volume *Documente privitoare la relațiile Țării Românești cu Brașovul și Țara Ungurească în secolele XV—XVI, vol. I, 1413—1508* [Documents concernant les rapports de la Valachie avec Brașov et la Transylvanie aux XV^e—XVI^e siècles, vol. I, 1413—1508] et dans les deux volumes de *Documentele lui Ștefan cel Mare* [Les documents d'Etienne le Grand], ouvrages qui, outre le matériel précieux et en grande partie inédit fourni aux historiens, ont fait progresser les études linguistiques sur l'évolution aussi bien des langues slaves sud-danubiennes que du roumain. A cet aspect de l'activité de Ion Bogdan il convient d'ajouter son rôle de promoteur des études de diplomatique, de paléographie et de sigillographie slavo-roumaines, ainsi que l'analyse critique des sources historiques, y compris le décellement des faux. Son « Introduction » à *Documente privitoare la relațiile Țării Românești* [Documents concernant les relations de la Valachie], p. 214—243, *Diploma birlădeană din 1139 și principatul Birladului* [Le diplôme de Birlad et la principauté de Birlad], p. 112—146, ainsi que d'autres publications de documents, lui ont valu les éloges de la critique internationale. Ion Bogdan a manifesté, de même, un intérêt soutenu pour les vieilles chroniques. Ici, l'éditeur des « Œuvres choisies » distingue deux domaines principaux dans l'activité du philologue roumain : les recherches d'ordre universel, consacrées aux chroniques byzantines et sud-slaves, d'une part, les travaux à caractère national, portant sur les vieilles chroniques roumaines, d'autre part. Les recherches entreprises par Ion Bogdan, à plusieurs reprises (1889—1890, 1894, 1908, 1911), dans les bibliothèques de Russie et d'Ukraine, complétées par celles de Rome (1890) et de Vienne, ont abouti à la découverte et à la publication de plusieurs chroniques bulgares, serbes et byzantines, qui sont comme le pendant des chroniques slavo-roumaines du XVI^e siècle dans l'aire de l'historiographie sud-est européenne. De même, Ion Bogdan a souligné l'influence de ces chroniques sur celles moldaves des XV^e—XVI^e siècles (p. 422). Dans cet ordre d'idées, la chronique bulgare pour les années 1296—1413, inconnue jusqu'à leur publication par Ion Bogdan dans *Ein Beitrag zur bulgarischen und serbischen Geschichtsschreibung* — dont l'introduction figure dans les « Œuvres choisies » (p. 255—269, 273) sous le titre *Contribuții la istoriografia bulgară și srbă* [Contributions à l'historiographie bulgare et serbe] — présente une importance particulière pour l'histoire du Sud-Est européen, tout comme la version médio-bulgare de la Chronique byzantine de Constantin Manassès, qui a connu une large diffusion dans ces régions et dont la publication par Ion Bogdan constitue à l'heure actuelle encore la seule édition critique. La valeur de cette édition — complètement épuisée entre temps — lui a valu d'être réimprimée à l'étranger (*Die Slavische Manasses-Chronik, nach der*

Ausgabe von Ion Bogdan, Mit einer Einleitung von Johann Schropfer. Wilhelm Fink Verlag München, dans la collection « Slavische Propyläen ». Outre ces publications de textes littéraires concernant le Sud-Est européen, Ion Bogdan a le mérite d'avoir mis en valeur la création littéraire roumaine en langue slavonne des XV^e et XVI^e siècles et de l'avoir intégrée dans l'ensemble de la littérature slave, par l'étude et la publication de 12 chroniques slavo-moldaves. G. Mihăilă passe en revue — succinctement, mais avec toute la clarté désirable — les problèmes de l'historiographie roumaine ancienne; il s'occupe des chroniques des XV^e et XVI^e siècles, dans l'ordre chronologique de leur parution et en utilisant correctement la bibliographie accumulée entre temps, notamment les opinions formulées par P. P. Panaitescu dans son introduction aux *Cronicile slavo-române... publicat de Ion Bogdan*, ainsi que par d'autres chercheurs. (Le manuscrit Iacimirski 51, aujourd'hui à la Bibliothèque de l'Académie des Sciences de Leningrad, n° 13.3.13 — voir p. 48 — a été écrit dans la seconde moitié du XVI^e siècle, et non pas dans la première moitié : voir Ion-Radu Mircea, *Contribution à la vie et à l'œuvre de Gavriil Uric*, dans RESEE, VI (1968), 4, p. 10, note 32; voir également Em. Turdeanu, *Le sbornik dit « de Bisericani »*, *Fausse identité d'un manuscrit remarquable*, dans « Revue des Etudes Slaves », XIV (1965), Paris, et tirage à part). Soulignons encore l'intérêt des notes de l'éditeur au sujet des nouveaux manuscrits mis au jour, particulièrement dans les bibliothèques soviétiques. En dépit des nombreux compléments et rectifications provoqués par les discussions autour des textes et des opinions de Ion Bogdan, son apport à la connaissance de l'histoire et de la culture roumaines anciennes demeure des plus importants et constitue une partie substantielle du volume d'« Œuvres choisies ».

A ces études viennent s'ajouter des descriptions de manuscrits et de vieux livres roumains, conservés pour la plupart dans des bibliothèques étrangères.

La contribution de Ion Bogdan est tout aussi considérable dans le domaine de l'histoire et des institutions roumaines d'autrefois. On peut citer, ainsi, ses études sur le titre princier et sur l'institution des knèzes. En matière de linguistique, outre les nombreuses observations comprises dans les études susmentionnées ou dans les glossaires qui y sont annexés, Ion Bogdan a publié l'étude intitulée *Über die Sprache der ältesten moldauischen Urkunden*, ainsi que différents articles consacrés à la lexicologie roumaine des XV^e—XVII^e siècles.

Malheureusement, Ion Bogdan s'est éteint alors même qu'il se trouvait à l'apogée de sa création scientifique (1919). Ses écrits inachevés ou non revus se trouvent à la Bibliothèque de l'Académie roumaine, sous forme de 44 volumes de manuscrits, auxquels se réfère un article publié en 1935 par Damian P. Bogdan sous le titre *Ion Bogdan și manuscriptele lui din Biblioteca Academiei Române* [Ion Bogdan et ses manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie roumaine]. Dans son étude introductive, G. Mihăilă analyse certains de ces manuscrits (p. 77—86) et en publie deux (p. 619—633).

Les articles et études sont publiés avec des notes explicatives, par lesquelles l'éditeur met en lumière l'apport des spécialistes roumains aux problèmes abordés par le grand savant et les discussions qu'ils ont suscitées, établit le fonds et la cote des manuscrits cités et facilite la tâche du lecteur par la traduction de certains fragments de textes slavons ou par l'identification des noms de lieux. Une bibliographie par thèmes groupe en 14 paragraphes les publications de Ion Bogdan, y compris les volumes et articles contenant sa correspondance ou celle reçue par lui.

Le volume d'« Œuvre choisies » est non seulement un monument élevé à la mémoire d'un slaviste de réputation mondiale, à un grand connaisseur des problèmes du Sud-Est européen, à un grand Roumain, mais aussi un ouvrage éminemment utile pour les historiens, philologues, linguistes, qui y trouveront réunis une foule d'études et d'articles jusqu'ici épars, le fruit d'une activité particulièrement fertile. On s'en sépare à regret, en déplorant que l'ouvrage n'a

pas pu englober un nombre encore plus grand de pages du chercheur infatigable que fut Ion Bogdan.

I.-R. Mircea

GH. DIACONU, *Tirgşor, necropola din sec. III—IV e.n.* [Tirgşor, la nécropole des III^e—IV^e siècles de notre ère]. Editura Academiei, Bucarest, 1965, Biblioteca de arheologie. VIII, 331 p. (153 p. texte, 182 planches).

La monographie de Gh. Diaconu rassemble les résultats archéologiques obtenus durant cinq campagnes de fouilles à Tirgşor, fouilles dirigées en majeure partie par l'auteur de la publication que nous présentons ici.

L'étude monographique de la nécropole de Tirgşor comprend trois parties : *Généralités*, p. 9—18, *Nécropoles*, p. 19—111, *Conclusions*, p. 112—127, précédées d'une *préface* et suivies d'un résumé en allemand.

Dès les premières lignes de la préface, le lecteur est averti sur la durée inhabituelle sur laquelle s'étendent les vestiges du site de Tirgşor, du paléolithique inférieur jusqu'aux XVIII^e—XIX^e siècles de notre ère ; les témoignages archéologiques se succèdent sans interruption notable. En ce qui concerne la nécropole complexe des III^e—IV^e siècles, découverte dans l'aire de la station archéologique, l'auteur précise que sur son territoire on a pu surprendre trois cimetières, différents du point de vue chronologique et ethnique, mais utilisant le même terrain pour ensevelir leurs morts. La première — une nécropole d'inhumation — appartient aux Sarmates, la deuxième, où les défunts sont incinérés, est attribuée aux Géo-Daces, tandis que la troisième nécropole, birituelle, contient des tombes appartenant à l'aire culturelle Sintana de Mureş-Tchernéakhov (p. 5).

La *stratigraphie* générale de la station (p. 11) correspond, en ses grandes lignes, à celle établie sur le territoire de la nécropole dans les superficies 5c et 6c et dans la section I A 10. La succession presque complète des niveaux archéologiques a pu être constatée sur le profil ouest de la superficie 6c (pl. IV/2) ; ici, en partant du sol vierge, on a pu surprendre des niveaux représentant successivement l'époque de la commune primitive, l'époque romaine, les III^e—IV^e siècles, les X^e—XV^e siècles ; le dernier niveau, appartenant aux XVII^e—XVIII^e siècles, se trouve sous le sol actuel (p. 14).

L'utilisation d'une même aire pour trois nécropoles a provoqué de compliquées superpositions et entrecouplements ; ces cas, évalués par l'auteur à 36, ont été divisés en quatre groupes. Le premier (p. 16) comprend 9 tombes sarmates superposées par des tombes appartenant à la culture Sintana de Mureş-Tchernéakhov, tandis que les trois autres contiennent 27 recouplements et superpositions entre tombes de type Sintana (p. 16—18). On n'a pu surprendre aucune superposition entre la nécropole dace et les deux autres nécropoles (p. 18) — bien que le lecteur eût pu le déduire, en lisant la page 5.

La section *Nécropoles* (p. 19—111) est consacrée à la description détaillée des 286 tombes découvertes à Tirgşor. Le cimetière sarmate, placé au milieu et dans la seconde moitié du III^e siècle, est dénommé aussi *I^e phase* (p. 19—29 et pl. X—XVI) et comprend 20 tombes d'inhumation attribuées par l'auteur à cette population d'après les objets retrouvés ou bien, en leur absence, d'après des caractéristiques propres aux tombes sarmates de Tirgşor (déformation artificielle du crâne, matériel archéologique retrouvé dans les fosses, etc.).

La nécropole d'incinération géto-dace de la fin du III^e siècle et du début du IV^e représente la *II^e phase* du cimetière (p. 30—35 et pl. XVII—XXII). Des 110 tombes d'incinération découvertes à Tirgşor, l'auteur en sépare 8, qu'il attribue aux autochtones, en se fondant sur des similitudes de rite, rituel et inventaire céramique entre ces tombes et d'autres nécropoles

appartenant aux Géo-Daces locaux. Mais les tombes de la II^e phase de Tîrgşor se remarquent par rapport à celles avec lesquelles on les a comparées par des éléments nouveaux, soulignés par l'auteur. Il s'agit de la pratique de déposer dans la tombe des armes (une hache dans la tombe n^o 16, un *umbo* dans la tombe n^o 147) et des vases ayant été préalablement brûlés sur le bûcher (ce que l'auteur appelle « brûlure secondaire » du vase), dans M 147.

La III^e phase, constituée par la nécropole du type Tchernéakhov-Sintana de Mureş, birituelle, est la plus étendue et comprend deux groupes de tombes, dénommés respectivement III^e phase A et III^e phase B.C. La description de la phase A (p. 39—49 et pl. LXXI—CXXXI) est précédée par quelques observations générales (p. 36—39), parmi lesquelles nous voudrions attirer l'attention sur celle concernant l'utilisation du même type de fosses aussi bien pour les incinérés de la II^e phase que pour ceux de la III^e A (p. 36). Les tombes contenant des vases à « brûlure secondaire » sont attribuées aux Daces autochtones. Il y a aussi des tombes (n^o 64, n^o 84, n^o 109, etc.) comprenant les deux catégories de vases, mais pour ces cas l'auteur ne procède pas à une attribution ethnique clairement formulée (p. 39).

La III^e phase B et C, attribuée à la composante gotho-sarmate de la culture Tchernéakhov, comprend des tombes d'inhumation, avec ou sans inventaire du IV^e siècle. L'orientation prédominante des squelettes est N.—S. (comme chez les Sarmates) mais il y a aussi des tombes orientées E.—O. ou O.—E. Après la description des tombes (p. 53—72), l'auteur présente par groupes les objets découverts dans la III^e phase de la nécropole : céramique (p. 72—87), boucles de ceinture (p. 89—92), fibules (p. 92—94), objets divers (p. 94—111) en établissant, entre autres, l'origine de la plupart des catégories d'offrandes.

Le chapitre final, intitulé *Conclusions* (p. 112—127), reprend beaucoup de problèmes se rapportant à l'apport des diverses composantes ethniques de la culture Tchernéakhov, problèmes partiellement envisagés aussi aux p. 72—111 ; nous allons tâcher donc d'unifier les deux moments de la discussion.

La population dace autochtone se voit attribuer une importante contribution aussi bien dans le domaine de la civilisation matérielle que dans les pratiques funéraires (rite et rituel). L'analyse exhaustive des types et formes de vases (en nombre de 443, p. 72) découverts à Tîrgşor, soit dans les tombes d'incinération (211 vases), soit dans celles d'inhumation (232 vases), conduit l'auteur à la conclusion que la céramique faite à la main — à quelques exceptions près — représentée par 57 exemplaires, appartient aux Géo-Daces ; il en est de même en ce qui concerne la céramique faite au tour — surtout le pot en pâte grossière ou fine (p. 72 et 112) — même si une partie de ces formes ont à l'origine un prototype romain. Quelques autres formes, notamment une partie des cruches — sont attribuées aux cultures des Daces « libres », Lipiţa-Poiana-Poienişti. L'auteur arrive à la conclusion que la céramique faite au tour de la culture Sintana-Tchernéakhov n'appartient pas aux Goths, puisqu'on sait que ceux-ci, au début de leur migration vers le Sud, utilisaient une céramique primitive, liée encore au Latène nordique ; dans le même stade de développement se trouvait la céramique des porteurs de la culture Przeworsk. La technique d'exécution de la céramique faite au tour est l'apport de la culture Lipiţa (p. 86), tandis que l'ornementation est due, en proportion de 80 %, aux Géo-Daces autochtones (p. 7 et 85).

Les rapports de la culture Sintana de Mureş représentée à Tîrgşor avec le monde romain sont documentés par une série d'objets, parmi lesquels on mentionne d'abord les fibules du type dit *mit umgeschlagenem Fuss*, ensuite les verres, les perles en verre, etc. On doit leur ajouter les tombes du type à *caveau* (p. 51) ainsi que l'usage de déposer dans les tombes des monnaies coupées au ciseau (p. 113) transmis à l'aide de la culture Sintana par la population romanisée du Bas-Danube.

La *composante sarmate* est représentée par des vases faits à la main (p. 75) ou au tour (p. 82), des fusaioles tronconiques (p. 88), des pendentifs prismatiques (p. 106), ainsi que par l'usage de porter une seule fibule (p. 114).

Les éléments appartenant à la culture Przeworsk découverts dans la nécropole sont, d'après l'auteur : un vase provenant de la tombe n° 180 (inhumé — p. 75), quelques types de fusaïoles (p. 88), les peignes (p. 104), le couteau de la tombe n° 1 (p. 104) ainsi que certains motifs décoratifs apparaissant sur quelques-uns des types de gobelet en terre cuite (p. 83) ; l'auteur y ajoute les boucles de ceinture (p. 92) qui, à notre avis, sont plutôt du type romain.

En ce qui concerne *la genèse de la culture Sintana de Mureș-Tchernéakhov et son aire de formation*, l'auteur formule une opinion en partie nouvelle. Il prend pour principal critère dans l'identification des populations ayant créé la culture Sintana la « brûlure secondaire » des vases, constatée dans quelques tombes d'incinération des nécropoles birituelles appartenant à cette aire culturelle. Ce rituel est attribué à l'origine aux Taifales de la culture Przeworsk, dont les nécropoles se trouvent sur le Dniestr supérieur. C'est ici que les Taifales établissent des rapports directs, vers 170 n.è., avec les tribus daces dont la culture est connue sous le nom de Lipița, et qui sont, selon l'auteur, des Costoboces ; ceux-ci ne pratiquaient pas la purification rituelle des vases sur le bûcher funéraire. A la suite de leur coexistence, il y a eu d'abord une symbiose culturelle, dont témoignent, d'après Gh. Diaconu, les découvertes de Bolotnoe, Zvenigorod et Nezvisko ; le résultat final de ce processus aurait été la *crystallisation* dans la région de Dniestr supérieur de la culture Tchernéakhov-Sintana de Mureș (p. 116). Après la cristallisation de cette culture, une partie de ses créateurs ont été entraînés par la migration des Goths à l'est du Dniestr ; un autre groupe indépendant de Taifales et de Daces de Lipița a migré vers l'Ouest, pénétrant dans le nord de la Moldavie et, après avoir descendu le long du Prut, est arrivé en Valachie avant les tribus gotho-sarmates (p. 118), introduisant ainsi pour la première fois la culture Sintana sur le territoire de la Roumanie. Ce premier échelon, dont la date d'arrivée n'est pas précisée dans la monographie, serait représenté à Tirgșor par les tombes d'incinération de la III^e phase A. La première onnée des populations de la culture Tchernéakhov-Sintana coexiste pendant un temps avec les Daces autochtones (II^e phase de la nécropole de Tirgșor) ; dans ces conditions, les Taifales adoptent une série d'éléments de civilisation matérielle de provenance géto-dace — formes céramiques, fibules, perles en verre, etc. — ainsi que des rituels, tandis que les autochtones empruntent la « brûlure secondaire » des vases et l'usage de déposer des armes dans les tombeaux (p. 118). La coexistence des premiers porteurs de la culture Sintana de Tirgșor et des autochtones dure jusqu'à l'arrivée d'une seconde onnée représentant la même culture ; celle-ci comprend des tribus gotho-sarmates qui inhumaient leurs morts (III^e phase B et C), et quelques nouveaux groupes de Taifales qui continuent à pratiquer l'incinération (p. 118). Les tombes appartenant à cette seconde vague détruisent une partie des tombes d'incinération de la III^e phase A (p. 16).



La valeur incontestable des découvertes présentées dans la monographie est partiellement obscurcie par des non-concordances dans les données relatives aux mêmes monuments. Ainsi, dans l'exposé concernant les rapports stratigraphiques entre les tombes d'inhumation avec ou sans inventaire appartenant à la nécropole Sintana de Mureș-Tchernéakhov, quelques références contradictoires mettent en danger des conclusions très importantes pour la thèse de l'auteur. Dans la monographie, on fait l'observation que, sur la paroi ouest de la superficie 60, la fosse de la tombe n° 193, *avec inventaire*, a été commencée à un niveau inférieur à celui appartenant aux tombes n° 199 et 165, *sans inventaire* (p. 15 sq., 133) ; d'où la conclusion que toutes les tombes d'inhumation avec inventaire sont antérieures aux tombes d'inhumation sans inventaire. Mais la tombe n° 199 (p. 67 et pl. III), décrite comme *ayant un inventaire*, perfore la tombe n° 177 *sans inventaire*, ainsi qu'on peut le constater à la pl. IV/2 (confirmé par la photographie de la pl. CLXVIII, en bas, p. 317). Il y aurait donc non pas un seul rapport possible, stratigraphique et chronologique, entre ces deux groupes de tombes, mais plusieurs.

Du groupe, très important, des tombes superposées nous citons seulement le n° 5 du 1^{er} groupe défini par l'auteur ; ici, la tombe n° 267 (Sarmate) est superposée par la tombe n° 266 (avec inventaire du type Sintana). En dehors du fait que la tombe n° 267 est citée par trois fois avec trois profondeurs différentes¹, les indications concernant la place de chaque objet (cf. pl. XVI et p. 22) sont tellement confuses qu'on n'arrive plus à savoir quels sont les objets de la tombe sarmate et quels sont ceux de la tombe n° 266. Si l'on ajoute que, à la p. 15 n. 32, on mentionne que « la tombe n° 266 est *en-dessous* de la tombe n° 267 », le lecteur pourrait bien se demander quel est le rapport réel de ces deux groupes de tombes².

On pourrait ajouter d'autres inadvertences à celles citées jusqu'à présent, inadvertences soit dans la monographie même, soit entre ses données et celles publiées antérieurement au sujet de la même découverte³ ; l'auteur aurait dû, à notre avis, justifier au moins ces modifications si elles lui semblaient s'imposer. Notre collègue Diaconu connaît d'ailleurs le détail de ces observations, que nous lui avons communiquées dès 1967, et les expliquera, s'il le croit nécessaire, dans des études futures ; nous avons pensé, néanmoins, que leur publication était utile non seulement d'un point de vue méthodologique, mais surtout parce que nous les croyons déterminantes pour des modifications sur le plan des conclusions historiques concernant des problèmes-clé de l'étude que nous présentons.

Pour conclure, nous nous permettrons d'examiner quelques-unes des conclusions de la monographie. L'auteur affirme que les Taifales sont représentés par la culture Przeworsk du haut-Dniestr, mais ne cite pas de documentation précise à ce sujet (p. 115 sq.). A la lumière des derniers résultats des discussions à propos de l'attribution de la culture Przeworsk⁴, ainsi que, d'autre part, des conclusions concernant l'histoire des Taifales⁵, il nous semble que l'affirmation de Gh. Diaconu est tout au plus une hypothèse.

Au sujet de l'identification ethnique des créateurs de la culture Sintana, l'auteur postule le rôle des Taifales et des Daces de Lipița ; mais cette formule est modifiée dans l'interprétation du groupe ancien représenté à Tirgșor (III^e phase A). Car *les tombes* de cette phase *sans vases à « brûlure secondaire » sont attribuées exclusivement aux Gêto-Daces autochtones* (p. 6, 7, 37, 38, 111, 113, 115, 127) sans faire la moindre allusion aux Daces de Lipița ; d'après les thèses de l'auteur, ils auraient dû témoigner de toute façon leur présence dans la III^e phase A. Cette substitution entre les Daces de Lipița et les Gêto-Daces autochtones change complètement l'interprétation ethnique de ce groupe de tombes de Tirgșor.

D'ailleurs, la valabilité du critère fondamental de ces distinctions ethniques opérées par l'auteur — la « brûlure secondaire » des vases, attribuée à l'origine exclusivement aux Taifales — est conditionnée par cette exclusivité même, et Gh. Diaconu soutient, en effet, que les Daces ne pratiquaient pas cette purification rituelle. Mais des recherches récentes ont

¹ p. 16, — 1,22 m ; p. 22, — 1,20 m ; pl. XVI, — 1,25 m. Dans le même groupe de tombes superposées, il y a d'autres non-concordances des profondeurs : *tombe no. 124* (p. 17, — 0,40 m ; p. 45, — 0,30 m ; pl. II, — 0,54 m), *no. 223* (p. 18, — 1,27 m ; p. 68, — 1,37 m ; pl. II, — 1,57 m), *no. 143* (p. 18, — 0,68 m ; p. 62, — 0,70 m ; pl. II, — 0,55 m), *no. 261* (p. 16, — 1,12 m ; p. 22, — 0,70 m), *tombe no. 121* (p. 18, — 0,83 m ; p. 59, — 0,85 m), *no. 122* (p. 18, — 0,85 m ; p. 60, — 0,95 m), *no. 222* (p. 18, — 1,00 m ; p. 68, — 0,88 m), *no. 259* (p. 18, — 1,5 m ; p. 70, — 1,05 m).

² La même confusion dans les rapports entre les tombes nos. 214 et 224. A la p. 18 il est écrit que le no. 214 est perforé par le no. 224, tandis qu'à la p. 67 l'auteur déclare que le no. 224 est superposé par le no. 214.

³ Pour ne pas charger encore notre présentation, nous nous bornons à indiquer les passages — cf. « *Materiale...* », VII (1961), p. 636, fig. 5, « *Materiale...* », VIII (1962), p. 538 sq., fig. 2 et les planches II et IV de la monographie.

⁴ Dernièrement, avec bibliographie, J. Kostrzewski, *Le problème de la continuité de l'habitat en Pologne dans l'Antiquité*, « *Archaeologia Polona* », VII (1964), p. 248—256.

⁵ R.E., IA, s.v. Taifali, col. 2026—2028.

pu établir avec assez de certitude que cet usage apparaît aussi bien chez les Daces autochtones⁶ que chez d'autres populations voisines⁷; les voies de pénétration de cette pratique funéraire en Valachie peuvent donc être diverses. D'autant plus que, en analysant les usages observés pour les tombes comprenant des vases « à brûlure secondaire », l'auteur remarque lui-même que ces usages sont *complètement différents* de ceux pratiqués dans la culture Przeworsk (p. 124), mais *identiques* aux rituels enregistrés soit dans les tombes sans vases « à brûlure secondaire » de la même phase, III^e A, soit dans celles appartenant à la nécropole antérieure (II^e phase), géto-dace. En ajoutant l'observation que les tombes avec des vases « à brûlure secondaire » ne contiennent aucun élément caractéristique de la culture Przeworsk (notamment des armes ou des objets en fer), et que, par surcroît, la majeure partie des vases trouve son origine soit dans la céramique géto-dace locale, soit dans des formes transmises aux autochtones par les Romains, nous arrivons à nous demander s'il n'y a pas lieu de croire que ces tombes « à brûlure secondaire » appartiennent, elles aussi, aux Daces locaux, aussi bien que celles de la même III^e phase A sans vases « à brûlure secondaire ». Ce qui plus est, une comparaison des détails de rite et rituel, ainsi que de la céramique, attribuées par l'auteur aux phases II^e et III^e A, nous semble indiquer qu'il est nécessaire non pas de les séparer, mais plutôt les intégrer dans une même nécropole. Nous sommes ainsi amené à considérer, à titre d'hypothèse, que toutes les tombes d'incinération de Tirgşor doivent être attribuées aux Daces autochtones.

Présentés d'une manière par trop hésitante, les données pouvant aboutir à une chronologie des tombes d'incinération de Tirgşor nous semblent devoir être réexaminées. D'après l'auteur, le début du cimetière dace est postérieur à la fin de la nécropole sarmate datée, à la p. 29, « au milieu et dans la seconde moitié du III^e siècle »; mais à la p. 5 de la monographie on nous avertit que « la nécropole sarmate ne fonctionnait plus dans la seconde moitié du III^e siècle ». Dans ces conditions, nous préférons nous remettre aux objets découverts dans les tombes d'incinération, notamment aux fibules provenant des tombes n^o 45 et n^o 147, datables au III^e siècle; cette date est corroborée par la monnaie de Septime-Sévère (193—211) découverte dans la tombe n^o 147, qui offre un *terminus post quem* des incinérations; cette monnaie a pour nous — de nouveau en désaccord avec l'auteur — une valeur chronologique absolue.

Sous ce même aspect de la chronologie établie à l'aide des monnaies, notre opinion ne coïncide pas avec celle que l'auteur exprime (p. 101) au sujet des découvertes monétaires dans les tombes d'inhumation de Tirgşor appartenant à la III^e phase de la nécropole; l'auteur n'accorde pas de valeur à ces monnaies, tandis que nous croyons pouvoir dater au II^e siècle (non pas au IV^e) les tombes n^o 74 (monnaie d'Hadrien, émission de 134—138), n^o 125 (monnaie d'Antonin le Pieux, émission de vers 161) et n^o 225 (monnaie de Commode, émission de 183—185). Dans le même II^e siècle nous pensons pouvoir situer les tombes n^{os} 33, 34, 76, 77, 78, 118, 282, qui n'ont pas de monnaie, mais qui sont plaquées de pierres imitant un caveau, système de construction d'origine romaine.

À partir d'autres découvertes numismatiques effectuées sur le terrain de la nécropole, mais appartenant à une habitation romano-dace (une monnaie de Nerva, 96—98, et quatre de Trajan, 98—117) nous croyons pouvoir formuler l'hypothèse que cet habitat est désaffecté par les premières tombes déjà dès l'époque d'Hadrien. La question de savoir quelles sont, du point de vue ethnique, les populations représentées par les premières tombes d'inhumation

⁶ Par l'amabilité du collègue V. Căpitani nous avons pu voir, en mai 1969, le matériel découvert dans des nécropoles du district de Bacău, où il y a sans aucun doute des vases « à brûlure secondaire » dans des tombes du III^e siècle, à Lozmea-Cioara (tombe no. 16), Gălăneşti (tombe no. 197), Bărboasa (tombe no. 251).

⁷ Dans la nécropole d'incinération du III^e siècle de Romula, district de Olt, le collègue M. Babeş a observé des traces de « brûlure secondaire » sur de nombreux vases; nous lui remercions encore une fois de nous avoir informé. Ce rituel est, par ailleurs, connu aussi dans la nécropole de Novodunum (Isaccea, district de Tulcea) — v. « Materiale », VII, p. 393, ainsi qu'à Piatra-Fructeşti, Tulcea (inédit, découvert par nous-même).

mation, reste ouverte à des recherches ultérieures, mais il faut sans doute supposer un fort pourcentage de Sarmates.

En ce qui concerne le moment le plus tardif de la nécropole de Tirgșor, nous croyons qu'un indice pourrait être offert par la tombe n^o 96 où on a trouvé dans la fosse (à 0,65 m au-dessus du squelette) une monnaie de Honorius (395—423), contestée sous l'aspect chronologique, elle aussi, par l'auteur (p. 101).

Il nous semble donc que le matériel archéologique publié par la monographie de Gh. Diaconu offre encore beaucoup de possibilités et d'intérêt aux études concernant les III^e—IV^e siècles de notre ère.

A. Petre

CRISTIAN POPIȘTEANU, *România și Antanta Balcanică. Momente și semnificații de istorie diplomatică*. „Cuvînt înainte” de prof. George Macovescu [La Roumanie et l'Entente Balkanique. Moments et significations d'histoire diplomatique. « Avant-propos » par le professeur George Macovescu], Bucarest, Editura politică, 1968, 358 p.

L'auteur a élaboré une monographie présentant des aspects complexes d'histoire diplomatique et de relations internationales, qui reflètent d'une part les traits caractéristiques et les buts que l'Entente Balkanique cherchait à atteindre en tant qu'alliance régionale de sécurité à caractère défensif et de coopération sur le plan international, et d'autre part, le rôle particulièrement important joué par la politique extérieure roumaine dirigée par Nicolae Titulescu, pour la création et le fonctionnement de cet organisme international conformément aux prévisions du Pacte de la Société des Nations.

Les ouvrages antérieurs publiés par Cristian Popișteanu — des études plus amples¹, ainsi que des articles parus dans des revues de spécialité — représentent un cadre qui explique sa compétence et sa passion pour les problèmes concernant les relations internationales ainsi que la compréhension profonde du « phénomène diplomatique » dans la perspective contemporaine.

Le Pr George Macovescu montre clairement dans l'avant-propos, la méthode utilisée par l'auteur dans son étude : « Cristian Popișteanu préfère la formule des associations permanentes. Il détermine la place que la Roumanie occupe dans le cadre de l'Entente Balkanique par une série d'associations en considérant continuellement les ressorts diplomatiques intérieurs de l'alliance par rapport à l'arène politique européenne » (p. 7).

Pour avoir un aperçu aussi complet que possible de l'ample processus qui a mené à la création de l'Entente Balkanique, l'auteur identifie d'abord « Les sources de cette collaboration » (Chapitre I : « Aux sources de la collaboration balkanique », p. 19—50) : les racines historiques du rapprochement balkanique, aspects de la collaboration des peuples balkaniques après la conquête de Constantinople par les Osmanlis ; l'apparition de la « Question orientale » qui, dans la perspective de la dissolution de l'Empire Ottoman et de la politique menée au milieu du XIX^e siècle par les grandes puissances ayant souvent des intérêts contradictoires offrait un cadre favorable à la lutte de libération des peuples balkaniques ; les Balkans de 1878 à 1914 ; le point de vue du mouvement ouvrier et le rôle joué par la deuxième conférence socialiste interbalkanique (du 19 au 20 juillet 1915).

¹ Voir *Petit Guide de l'O.N.U. et des institutions spécialisées; Dialogue avec trois continents* (en collaboration avec E. Preda)

Le chapitre s'achève par les conclusions tirées de l'analyse historique. On y jette également un coup d'œil sur la perspective des événements diplomatiques qu'on va examiner dans l'ouvrage. « La permanence de l'interpénétration et de l'interaction des relations entre les peuples de cette région, autrement dit la collaboration balkanique, apparaît plus prégnante, plus visible et plus facile à suivre que dans d'autres pays du monde. Dans ce processus de continuité, la place et le rôle des Pays roumains se révèlent souvent l'épicentre même des actions communes, facteur de la stimulation et du renforcement des liens d'amitié et de collaboration traditionnelles » (p. 49—50).

Dans les deux chapitres suivants (Chapitre II : « Les Balkans après la conclusion du traité de Versailles », p. 51—61 et le chapitre III : « Un Locarno dans les Balkans », p. 62—76) l'auteur examine la position politique des grandes puissances européennes — la France et l'Angleterre — dans la zone des Balkans, indiquant les aspects représentant des tentatives balkaniques pour la réalisation d'un pacte régional, matérialisées dans une série de traités et de conventions telles que : le Traité d'amitié turco-yougoslave (1925) ; le Traité de non-agression et d'arbitrage gréco-roumain (1928) ; le Traité de neutralité, de conciliation et d'arbitrage turco-bulgare (1929) ; le Traité d'amitié, de conciliation et de réglementation juridique gréco-yougoslave (1929) ; le Traité d'amitié, de neutralité, de conciliation et d'arbitrage gréco-turque (1930).

Avant d'approfondir la création même de l'Entente Balkanique, l'auteur passe en revue les « Conférences balkaniques » (Chapitre IV, p. 81—101) qui ont eu lieu à Athènes, Istanbul, Bucarest, Salonique, mettant en évidence les résultats positifs de celles-ci ; ensuite il analyse la position des Etats sud-est européens, et la « stratégie hitlérienne » dans les Balkans, examinant de près « l'Horizon international » 1933 (Chapitre V, p. 103—116).

La signature du Pacte de l'Entente Balkanique, le 9 février à Athènes, entre la Roumanie, la Yougoslavie, la Grèce et la Turquie (Chapitre VI, p. 117—130) a constitué l'affirmation du « désir de contribuer à la consolidation de la paix dans les Balkans » ainsi que le traité le stipulait expressément dans son préambule.

Les « Echos » de la conclusion de ce pacte (Chapitre VII, p. 131—150), l'attitude favorable de quelques-unes des grandes puissances européennes, de même que l'hostilité des autres (l'Allemagne hitlérienne et l'Italie fasciste) et « Les concordances entre la diplomatie de l'Entente Balkanique et la sécurité collective » (Chapitre VIII, p. 151—201) ont soulevé maints problèmes que l'auteur s'est proposé de résoudre en étudiant le mécanisme d'organisation de l'Entente Balkanique et en examinant comparativement le pacte par rapport au Pacte oriental, au Pacte Méditerranéen, à la Conférence de Stresa, au Pacte franco-soviétique et à la Conférence de Montreux.

A la Conférence de Montreux (22 juin — 20 juillet 1936) — dont l'objet a été d'établir un nouveau régime juridique international des détroits de la mer Noire — on a mis en évidence de nouveau la solidarité entre les Etats de l'Entente Balkanique.

Lors de la séance inaugurale de cette conférence, Nicolae Titulescu, ministre des Affaires Etrangères de Roumanie, a souligné expressément : « J'ai apprécié qu'il ne faut pas retarder d'un seul instant pour proclamer la solidarité des Etats de l'Entente Balkanique, surgie de l'entendement des intérêts réciproques ainsi que de la priorité de la sécurité régionale par rapport aux intérêts spécifiques de chaque pays... » (p. 190).

Il est également nécessaire de souligner que lors des travaux de la Conférence de Montreux, N. Titulescu a mis de nouveau en évidence l'importance du pacte Balkanique pour la sécurité régionale².

L'auteur a considéré nécessaire de présenter, d'une manière critique, le déroulement des événements politiques et diplomatiques d'une certaine importance pour l'étude et pour

² Voir la Séance plénière N° 11 du 9 juillet 1936, dans *Actes de la Conférence de Montreux (22 juin — 20 juillet 1936)*. Comptes-rendu des séances plénières et procès-verbal des Débats du Comité Technique, Paris, 1936, p. 112.

les objectifs de l'Entente Balkanique, qui indiquaient des tendances « Vers une nouvelle configuration de l'Entente Balkanique » dont nous mentionnons : la remilitarisation de la zone rhénane, de même que les événements survenus durant l'année 1937 qui ont périçlité l'indivisibilité de l'alliance (p. 212), ainsi que l'accord de Salonique, juillet 1938, qui donnait de nouveaux espoirs de collaboration et de parfaite confiance entre les Etats balkaniques. Le but de cet acte international survenu entre le premier ministre de la Bulgarie et le premier ministre de la Grèce, en tant que président du Conseil permanent de l'Entente Balkanique, était l'abolissement des clauses militaires, navales et aériennes, imposées par le traité de paix conclu à Neuilly, ainsi que les clauses concernant la démilitarisation de la frontière turco-bulgare, stipulées par le traité de paix avec la Turquie signé à Lausanne.

Après une étude minutieuse, l'auteur met en évidence un aspect d'une signification profonde : « L'accord de Salonique constitue une preuve évidente du fait que dans les conditions spécifiques des relations internationales de l'année 1938, lorsque le déroulement des événements devenait tragique, les Etats balkaniques étaient capables de régler des problèmes qui avaient souvent causé des dissensions graves, sur la base de la confiance, de l'entendement, du respect et de la bienveillance réciproques, du respect de l'égalité en droits et de la souveraineté nationale, sans aucune intervention étrangère ».

Tenant compte du déroulement des événements, l'auteur examine « l'Entente Balkanique après Munich » (Chapitre X, p. 226—272), les conséquences de l'éclatement de la deuxième guerre mondiale pour l'Entente Balkanique, la tentative de se diriger — dans l'espoir de se soustraire à la domination de l'axe — vers « un bloc des neutres dans les Balkans » (Chapitre XI, p. 273—297) — pour s'occuper ensuite de « La dissolution de l'Entente Balkanique » causée par « l'Aggression fasciste dans les Balkans » (Chapitre XII, p. 298—324).

Cristian Popișteanu se propose, après avoir récapitulé les événements et les actes internationaux qui ont reflété la création, l'activité et le rôle joué par l'Entente — de répondre à la question si l'Entente a contribué et dans quelle mesure à « la cause de l'entente générale balkanique et en même temps aux efforts européens pour réaliser un système de sécurité collective ». Il relève un trait dominant : « le pacte d'Athènes s'est avéré un instrument réel de collaboration multilatérale entre la Grèce, la Yougoslavie, la Roumanie et la Turquie », de pair avec les accords bilatéraux conclus par les Etats balkaniques durant la même période.

En même temps, l'auteur affirme que l'Entente Balkanique n'a pas aboli — et elle ne pouvait pas le faire — les contradictions et les divergeances existant entre les classes dominantes des pays balkaniques. Néanmoins « l'alliance a contribué à créer un climat plus favorable, faisant disparaître en grande partie, les causes de la tension manifestée dans les relations interbalkaniques » (p. 322).

L'auteur souligne également le rôle joué par l'Entente Balkanique dans la stimulation de la collaboration entre tous les Etats balkaniques, « entre les Etats membres de même qu'entre ceux qui n'ont pas adhéré au Pacte d'Athènes ». L'accord de Salonique, conclu le 31 juillet 1938, entre les Etats de l'Entente Balkanique et la Bulgarie, a eu pour but de créer les conditions d'une évolution favorable des relations interbalkaniques, en confirmant « la possibilité de régler d'une manière pacifique les questions litigieuses et dans l'esprit de l'égalité en droits et du respect réciproque, dans les conditions du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationale » (p. 218, 322).

Cristian Popișteanu met en évidence que « dans une série de situations et d'événements internationaux, la position de l'Entente Balkanique ainsi que celle de la France et de l'U.R.S.S. se sont superposées ou se sont rapprochées en ce qui concerne la nécessité et les modalités d'assurer la sécurité européenne » (p. 322), tout en soulignant le rôle positif joué par la diplomatie roumaine dirigée par Nicolae Titulescu, dans « l'initiation, la création et le développement de la collaboration dans le cadre de l'Entente Balkanique » (p. 323).

A la fin de son étude l'auteur caractérise les multiples aspects — économiques, historiques et culturels — de la politique de collaboration balkanique, véritable « patrimoine si fortement reflété par le développement des relations bilatérales qui se fait remarquer aujourd'hui entre la République Socialiste de Roumanie et les pays de la zone balkanique » (p. 323).

Une annexe de « Documents » provenant des Archives au ministère des Affaires Étrangères de la République Socialiste de Roumanie, fonds de « l'Entente Balkanique », reproduit de nombreux actes internationaux.

Cristian Popișteanu a utilisé pour l'élaboration de son ouvrage un riche matériel documentaire en grande partie inédit (la correspondance diplomatique), les principales monographies, mémoires, etc. L'analyse pertinente des relations diplomatiques et du contexte historique offre au lecteur de cette monographie aisée à lire une belle contribution à l'histoire contemporaine des relations sud-est européennes.

G. G. Florescu

PAUL H. STAHL, *Folclorul și arta populară românească* [Le folklore et l'art populaire roumain]. Bucarest, Ed. Științifică, 1968, 51 p., 83 ill., 16 pl. en couleurs. Avec une version anglaise.

Parmi les nombreuses publications récentes sur l'art populaire roumain, le petit livre de Paul H. Stahl présente un intérêt tout particulier. Car, c'est en effet pour la première fois que l'art plastique populaire est étudié non plus simplement comme une création émouvante par son charme primitif, étonnante par sa variété et son originalité, œuvre, en fin de compte, gratuite d'un peuple largement imaginaire et éminemment doué pour l'art, mais bien en tant qu'expression directe, fidèle, de tout un trésor de connaissances, de croyances, de pensées, accumulé des siècles durant et qui n'est autre que la « Weltanschauung » du paysan roumain. « Ce qui nous intéresse en premier lieu, nous dit l'auteur, c'est la manière dont la conception du monde agit sur l'art populaire et sur les formes artistiques auxquelles elle donne naissance » (p. 5). Car, « L'image créée de toute pièce d'un paysan confectionnant des objets d'art par passion du beau est une supposition romantique, dans sa forme extrême, et qui oublie même l'effort que demande l'exécution de l'œuvre d'art » (p. 7). Ce que l'auteur s'attache à prouver c'est que cet art, tellement admiré pour sa spontanéité, pour sa sincérité, n'est pas qu'un simple répertoire de formes esthétiquement réussies, un décor charmant qui embellit gratuitement jusqu'aux plus modestes instruments de travail. Témoignage, en premier lieu, de la vie spirituelle du peuple, prolongement de ses croyances, de ses rêves, désirs et craintes, l'art paysan est riche de significations, jusqu'aux moindres détails, et ce sont elles qu'il faut connaître, approfondir, comprendre, pour saisir la mesure réelle de sa participation à l'histoire de la culture du peuple roumain.

Et comme c'est le folklore qui garde le plus fidèlement les pensées, les sentiments, le savoir même du paysan, il s'avère impossible de le séparer artificiellement de la création plastique sans risque d'appauvrir celle-ci de l'essentiel de sa signification, ainsi que de sa finalité. C'est donc vers le folklore que se dirigera l'attention de l'auteur pour faire voir et comprendre à la fois ce que signifie tel ornement, à quoi correspond et comment s'explique la fréquence d'un certain décor, d'une certaine forme, quelle est l'origine, la source d'un motif qui survit des siècles durant sans changements notables. Et s'il est vrai que parfois le paysan de nos jours a pu oublier — à cause de leur extrême ancienneté — certaines significations du décor qu'il utilise, c'est au spécialiste d'en chercher l'explication qu'on peut toujours retrouver dans des manifestations, des rites, des pratiques, même si altérées, de la vie paysanne contemporaine.

Il est extrêmement regrettable que les dimensions réduites du livre aient empêché l'auteur de pénétrer plus amplement dans le trésor du répertoire décoratif de l'art populaire roumain. Contraint de choisir, il s'est arrêté à un nombre réduit d'éléments, les plus caractéristiques, les plus fréquents aussi, pour justifier et illustrer la justesse de son point de vue, ainsi que sa méthode de travail. Ce seront les *êtres fantastiques* (cheval ailé, licorne, dragon), la *céramique* (forme et décor), les *astres* (soleil, lune, étoiles) et *l'arbre* que l'auteur prendra comme exemple et témoin afin de prouver à quel point tout décor paysan reflète directement, presque spontanément, croyances, superstitions, légendes, coutumes et pratiques populaires.

Élément essentiel de cet art, le décor oblige à un véritable « déchiffrement », à une « lecture », afin de lui faire révéler, au-delà de sa beauté immédiatement apparente, sa signification profonde, réelle. Pour arriver à cette « lecture » complète du décor, à son entendement au-delà des apparences faciles, l'auteur propose trois étapes de la recherche et notamment : 1. *le moment esthétique* (pour la compréhension duquel la classification courante du décor : végétal, géométrique, zoomorphe, symbolique est suffisante) ; 2. *le moment de l'identification* du motif et 3. *le moment de son interprétation*. Pour les parcourir l'aide du folklore est indispensable. Il n'est pas inutile de souligner la justesse de la critique de l'auteur ayant trait à l'insuffisance de la classification courante (mentionnée plus haut) qui n'est ni logique (car elle n'utilise pas un critère unique), ni capable de dépasser les simples apparences.

Dans son analyse des différentes croyances et pratiques (liées soit à la religion chrétienne, soit souvent aux survivances payennes), l'auteur nous offre une image vivante, presque palpable, de l'univers culturel si complexe, incessamment enrichi à travers les siècles, du paysan roumain. C'est sa culture qui explique la présence de certains éléments décoratifs communs à l'architecture, à la sculpture sur bois, à la céramique, aux tissus, aux objets d'usage courant. C'est elle toujours qui est à l'origine du répertoire décoratif, parfois tellement complexe, qui embellit maison, mobilier, costume, ustensiles de travail. C'est toujours grâce à cette méthode de recherche que l'auteur arrive à établir les aires d'interpénétration, d'influence, de parenté entre le folklore et l'art plastique roumain et ceux des autres peuples.

Les exemples que l'auteur soumet à l'analyse sont nombreux. Voilà, entre autres, la tête de cheval sculptée au bout des poutres qui soutiennent le toit (elle est gardienne de la maison contre la puissance magique, malfaisante, des chevaux des Saints Théodores (« Sint Toaderii ») qui d'ailleurs n'ont rien à faire avec la fête du saint dont ils portent le nom), sur les récipients en bois employés en viticulture, les chevaux ailés qui portent Saint Elie dans son char, la tête de cheval qui garde les champs, les cultures, etc. Par contre, l'origine de la licorne n'est plus populaire mais très probablement littéraire, tout comme celle du dragon qui provient des légendes, des contes, ainsi que de la très fréquente représentation de celui-ci sur l'icône de Saint Georges. Est frappante d'ailleurs la ressemblance du dragon dans l'art populaire avec celui de l'art du moyen-âge.

Très peu connues et d'autant plus intéressantes s'avèrent les relations entre le folklore et la poterie en terre cuite. L'auteur commence le chapitre la concernant en rappelant le fait que chaque partie du pot porte un nom qui correspond parfaitement aux dénominations des différentes parties du corps humain. Il ne s'agit évidemment pas d'une coïncidence fortuite, mais bien de la croyance millénaire que le pot a une « vie », tout comme la terre glaise en a une. Les vases anthropomorphes et zoomorphes (ces derniers sont très nombreux) sont considérés tout aussi vivants que les êtres qu'ils représentent. D'ici les multiples fonctions — apotropaïques et autres — qu'on attribue dans les villages aux différents pots en terre cuite.

Très nombreuses sont les légendes et les croyances liées aux astres. Dans le folklore roumain aussi on considère qu'entre les astres et les êtres humains il existe des relations secrètes lesquelles connues, sont capables de changer l'avenir, la destinée de l'homme. Ceci explique la fréquence extraordinaire et sous des aspects très variés des astres dans tous les genres de

l'art populaire. L'auteur consacre plusieurs pages aux exemples concernant la richesse de folklore et de l'art roumain liés aux astres.

En dernier lieu c'est l'arbre et ses représentations qui suscitent son intérêt. L'arbre : « participe aux fêtes du village », il est « symbole du bonheur », « ami », « gardien de la maison, du bétail, de la récolte ». « Tout un univers de pensées et de traditions est lié à l'arbre » (p. 47). Il n'est donc que naturel de le voir participer aux fêtes de l'Eglise, ainsi qu'aux nombreux événements importants de la vie (naissance, mariage, mort, etc.). Ce sont le sapin et le pommier qui jouent le rôle de premier ordre dans les pratiques, ainsi que dans le décor ; viennent ensuite le poirier, le chêne, le hêtre, le tilleul, l'églantine. L'auteur insiste sur la variété des pratiques où l'arbre figure, souvent associé au culte de l'eau ; il est richement décoré et les objets, très variés, qui l'embellissent, ont chacun sa propre signification. On retrouve l'arbre — surtout le sapin — différemment stylisé sur des éléments d'architecture, sculpté en bois, peint sur la poterie en terre cuite de certaines régions du pays sur des vases en bois, sur les coffres de mariage, sur des icônes, sur les œufs de Pâques.

Le texte très condensé de ce livre réussit néanmoins à communiquer un grand nombre d'informations, souvent étrangères même aux spécialistes. Il plonge le lecteur dans un univers étrange, puissant, où l'irréel devient familier, presque normal. Il fait revivre un passé immémorial à travers un art décoratif apparemment tout simple, mais infiniment complexe par la vie même qu'il reflète. C'est à la culture du paysan, à ses croyances, à ses rites que l'auteur s'adresse pour prouver l'unité à travers les siècles de la conception du monde ainsi que de l'art du peuple roumain.

Admirablement choisies parmi tous les genres de l'art populaire, les illustrations aident le lecteur à saisir, au-delà de ce qui lui était apparemment familier, le symbole, la vie secrète, nous dirons l'âme même de ce décor dont le langage dépasse l'esthétique pour plonger dans la profondeur de l'existence même.

Nous espérons que ce livre à dimensions trop modestes, gagnera l'accord qu'il mérite, car il ouvre une nouvelle étape dans l'historiographie de l'art populaire roumain.

Maria-Ana Musicescu

ANDREI PĂNOIU, *Pictura votivă din nordul Olteniei* [La peinture votive au nord de l'Olténie], Bucarest, Editura Meridiane, 1968, 40 p., 59 ill.

Malgré les nombreuses informations, d'ordre surtout historique et généalogique, éparpillées dans différentes publications à partir du début de notre siècle et concernant les centaines d'églises de village, de bourgade, de bourg, de ville, érigées en Valachie et en Olténie dans la seconde moitié du XVIII^e et la première moitié du XIX^e siècle, l'art de cette époque et en premier lieu la peinture qui décore ces édifices est insuffisamment connu. On pourrait même affirmer qu'il n'a pas encore sa place dans l'ensemble de la peinture ainsi que de la culture roumaine de l'époque. C'est que la juste appréciation d'un art qui ne tient plus du moyen-âge et qui n'exprime pas encore l'époque moderne est tâche ingrate, que les spécialistes des deux domaines hésitent à aborder. Il est vrai, d'autre part, que l'aspect pittoresque de cet art, sa saveur folklorique, ont éveillé dernièrement un intérêt plus actif parmi les historiens de l'art. Toutefois sa connaissance plus approfondie n'est encore qu'un desideratum ; l'exploration systématique de ce domaine — très complexe d'ailleurs — reste à faire.

En choisissant de s'occuper du portrait de fondateur l'auteur s'intéresse à l'un des aspects les plus originaux, les plus caractéristiques, les plus vivants aussi de cet art qui, dans son ensemble, n'a plus la force de se renouveler. Son intérêt réside moins dans la réussite artistique

que dans le choix des thèmes qui témoigne du degré visible de « désacralisation » de la peinture religieuse, ainsi que du goût précis pour la transposition des narrations littéraires à sujet profane (moralisateur et même fantastique). C'est à l'un des aspects les moins connus de la culture populaire que s'attache cet art qui est d'ailleurs l'une de ses expressions les plus fidèles, les plus facilement accessibles aussi. Et ce sont les portraits des fondateurs qui nous introduisent dans cette ambiance populaire, qui nous suggèrent directement, d'une manière remarquablement vivante, quelques aspects typiques de la société roumaine de l'époque. Car, ce n'est pas seulement le fondateur qu'on représente, mais toute sa famille : ascendants, descendants, colatéraux, auxquels s'ajoutent tous ceux qui ont aidé, d'une manière ou d'une autre, à la construction, à l'embellissement, à la dotation de l'église. Parmi ses nombreux personnages se trouvent aussi le métropolitain du pays, l'évêque, le prêtre du village et parfois (plus rarement au XIX^e siècle) le voïevode et sa famille. C'est toute une société qui entoure — couvrant entièrement les murs de l'exonarthex — les fondateurs principaux représentés, tenant, comme par le passé, le modèle de l'église, à droite et à gauche de l'entrée. C'est sur ce genre d'art que l'auteur se penche, sur lequel il attire l'attention, dont il relève l'incontestable intérêt pour l'histoire sociale et culturelle de l'époque. Il a rassemblé un matériel qui parle par lui-même ; il nous offre une somme d'informations de détail, quasiment inconnues au public roumain même. Son choix est judicieux, expressif. Il n'est d'ailleurs pas inutile de souligner le fait que le nombre des portraits de fondateur est tellement grand à cette époque, que le choix peut être en égale mesure facile ou très ardu. Ce choix l'auteur l'a parfaitement réussi, dans le sens qu'il présente au lecteur les exemples les plus représentatifs des différentes catégories de fondateurs dans la première moitié du XIX^e siècle. Le fait de limiter ses investigations à la période finale de ce genre d'art, peut être sujet à discussion, car cette période demeure, du point de vue de l'expression artistique, profondément liée à l'époque précédente. D'autre part, le style de ces portraits n'est pas le résultat d'une évolution artistique, mais bien celui du maintien d'une tradition dont il garde et l'esprit et les moyens d'expression. L'auteur reconnaît d'ailleurs et à juste titre, la continuité dans la manière de représenter les donateurs à l'époque de Constantin Brancovan (1688—1714), laquelle à son tour est débitrice, en ce qui concerne ce genre d'art, de la période précédente. Mais il affirme aussi pouvoir reconnaître, vers les 3^e et 4^e décennies du XIX^e siècle, « une peinture qui dépasse les canons et les conventions de la peinture traditionnelle » (p. 10). Ceci est vrai pour un certain nombre de détails, pas toujours très représentatifs. Car ce qui change est moins le style, la manière de représenter les fondateurs. C'est en premier lieu l'aspect même des personnages qui change : la mode de l'époque introduit une nouvelle manière de s'habiller, change la coiffure, oblige à un certain maniérisme du geste, de l'attitude. Ces nouveautés dans l'aspect extérieur coexistent avec de nombreux traits traditionnels, qui paraissent déjà anachroniques ; mais cette dualité entre ancien et moderne, cet électisme qui mêle Orient et Occident, sont une réalité pour toute la vie et la culture de la société roumaine au seuil de l'époque moderne. Le portrait de fondateur reflète fidèlement ce nouveau mode de vie. D'autre part, la rupture avec le tableau votif du moyen-âge — hiératisme symbolique, sens du solennel, immuable frontalité — tous traits hérités de Byzance, a lieu beaucoup plus tôt en Roumanie, notamment vers la fin du XVII^e siècle. Ces considérations n'infirmant pas la périodisation que l'auteur établit pour marquer la différence entre les deux premières décennies et les années 30—40 du XIX^e siècle. Ces deux périodes, si semblables à première vue, marquent une très subtile différenciation que l'auteur saisit et souligne pour la première fois. La césure — marquée au point de vue politique par la révolution de 1821 — n'est pas seulement sensible en matière d'art, mais aussi dans le domaine de la culture, dans la manière de vivre, dans le goût de la société roumaine. Sans s'appuyer sur des considérations d'histoire de la culture, l'auteur se contente de constater que la première période demeure étroitement liée au XVIII^e siècle, tandis que dans la seconde on voit s'accroître « l'empreinte du décorativisme spécifique à l'art populaire » (p. 25). Même l'essai, encore timide et rare, d'utiliser, pour la

peinture religieuse, la peinture à l'huile, ne réussit pas à changer l'aspect rudimentaire des portraits peints vers le milieu du XIX^e siècle.

Ce que l'auteur réussit admirablement — et c'est la qualité maîtresse de son livre — c'est non seulement de suggérer, mais de faire « voir » au lecteur — à l'aide aussi d'excellentes illustrations choisies avec soin et une profonde connaissance du matériel cueilli avec patience des années durant — quelques aspects, parmi les plus caractéristiques de la société roumaine, à tous les niveaux, telle qu'elle était dans la première moitié du XIX^e siècle. Il nous présente les dignitaires portant le costume d'apparat des princes du moyen-âge, avec, sous l'ample manteau garni de fourrure, la large ceinture en cachemire oriental, parfois une chemise brodée typiquement paysanne. Le même mélange plus saisissant encore, définit le costume féminin. Il n'est pas rare non plus de voir dans le même ensemble un couple de paysans portant leur beau costume de fête, représenté à côté de leurs enfants qui ont déjà adopté le costume bourgeois, tandis que leurs petits enfants portent — comme dans les portraits peints à l'huile — l'habit noir occidental. Et si on regarde certains de ces portraits, apparemment gauches, souvent d'une touchante naïveté, on constate presque avec étonnement combien toutes ces figures sont différentes, expressives pour l'une ou pour l'autre des classes sociales de l'époque. Ces portraits, peints avec très peu de moyens, sont toujours vivants, réalisés avec un entendement qui dénote un sens aigu de l'observation. Les peintres eux-mêmes appartiennent à toutes les classes sociales : plus rarement, c'est vrai, dignitaires ou boyards, très souvent, membres du clergé, moines, petits bourgeois, paysans. Tous ont suivi le même enseignement, organisé dans les villes et fréquemment dans les bourgades ou dans les centres monastiques. Cet enseignement, les « écoles de peinture » avaient déjà une tradition qui remontait au moins à la première moitié du XVIII^e siècle.

Ces considérations en marge du livre de A. Pănoiu font la preuve de nouveauté, d'intérêt qu'il peut susciter. Il ouvre largement une route inattendue vers la connaissance d'un art très spécifiquement roumain (il serait intéressant d'étudier parallèlement le tableau votif roumain et bulgare, étude qui pourrait faire saisir les ressemblances et les différences qui existent entre les deux pays à la même époque) et qui tout en marquant la limite entre deux époques culturelles : celle de la hiérarchie médiévale et celle de la société roumaine au seuil de l'époque moderne. C'est, d'autre part, le mérite de l'auteur d'avoir trouvé quelques prémices capables de mettre en valeur l'art en tant que témoin de la culture roumaine de l'époque.

Maria-Ana Musicescu

NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par : MIHĂESCU, HARALAMBIE (H. M.); MIHĂILĂ-SCĂRLĂTOIU, ELENA (E. M. S.); DIACONU, PETRE (P. D.); NĂSTUREL, PETRE Ș (P. Ș. N.); MATEI, ION (I. M.); CAZACU, MATEI (M. C.); MARCU, P. LIVIU (L. P. M.);

ALBERTO ZAMBONI, *Contributo allo studio del latino epigrafico della X Regio Augustea (Venetia et Histria)*, «Atti dell'Istituto Veneto di scienze, lettere ed arti. Classe di scienze morali, lettere ed arti», t. CXXIV (1966), p. 463—517, t. CXXVI (1968), p. 77—129; «Memorie della Accademia Patavina. Classe di scienze morali, lettere ed arti», t. LXXX (1968), p. 139—170.

L'auteur, qui a examiné quelque 8 000 inscriptions du II^e s. avant n. ère au VIII^e s. de notre ère, en a soigneusement noté les particularités phonétiques, morphologiques, syntactiques et lexicales. La région étudiée constituait un couloir unissant l'Orient et l'Occident, c'est-à-dire le Sud-Est de l'Europe d'une part, et l'Italie, l'Espagne, la Gaule et la Germanie d'une autre. La langue de ces inscriptions renferme conséquemment des éléments caractéristiques qui la rapprochent de celle des inscriptions latines du Sud-Est européen. Quelques éléments germaniques ont pénétré par le Nord. En général, les faits linguistiques ont été recueillis et classés à bon escient, mais ils n'ont pas toujours été suffisamment bien articulés dans l'ensemble de nos connaissances du bas-latin. Pour les mettre en valeur de façon plus efficace, il eût été bon de multiplier les références à d'autres régions géographiques, afin de mieux marquer non seulement les particularités locales, mais encore leur succession dans le temps. Certains faits aident à expliquer la situation que présente la langue roumaine : *diae lunis* (pour *lunae*), CIL V, 8603, Aquilée, roum. *luni*; *cum quem*, CIL V, 1647, 1651, 1705, cf. roum. *cu cine*; *doa*, CIL V, 1902, Aquilée, roum. *două*; *potis*, CIL V, 1703 et 1712, Aquilée, roum. *poți*. D'autres indiquent des différences par rapport au latin de la région du Danube et intéressent l'histoire de la langue italienne : *pia... mente, sancta... mente* (*Inscriptiones Italiae* X, 2, 81; *sponsata*, CIL V, 1636; *habere* + infinitif, pour exprimer le futur : (*h*)*abes fruere*, CIL V, 1712, Aquilée. Les monographies de ce genre ne sont pas seulement nécessaires à l'étude du latin vulgaire et des langues romanes; elles le sont également pour dépister les influences laissées par certains idiomes disparus ou par les langues voisines.

H. M.

IVAN DURIDANOV, *Thralisch-dakische Studien. I. Teil: Die thrakisch- und dakisch-baltischen Sprachbeziehungen*, « Linguistique Balkanique », XIII (1969), 2, p. 1—104.

Après un bref exposé de principe et de méthode, l'auteur discute un grand nombre de noms géographiques, ethniques et de personnes appartenant à une vaste région délimitée approximativement par la mer Noire, le lac Balaton, l'Adriatique et la mer Egée. Il enregistre pour chacun d'entre eux les témoignages des sources antiques, apporte des données comparatives et propose des rapprochements étymologiques. Constatant de multiples ressemblances avec le balte, il conclue que les tribus baltiques, les Daces et les Thraces du Sud auront habité à un moment donné assez près les uns des autres, à savoir approximativement au III^e millénaire avant notre ère. En revanche, il n'a pas réussi à détecter beaucoup de ressemblances entre les Thraco-Daces et les Slaves à la période préhistorique. Comme il l'avoue lui-même, certains de ces rapprochements ou de ces ressemblances sont douteux. En tout cas quelques noms mis en discussion sont d'origine latine, à savoir : Βούττις, en Dacie méditerranéenne (Procop. *De aed.* IV, 4, p. 122,26 Haury), latin *butlis* « fût, tonneau », roum. *bute* (à côté de *budăi*, présent dans la toponymie roumaine), Γένουκλα . . . τεῖχος (Dio LI, 26,5), sur le Bas-Danube, lat. *genuculum*, pluriel syncopé *genucla* (attesté depuis le I^{er} siècle avant notre ère), dérivés *genuculare*, *aggenuculare*, *ingenuculare*, *progenuculare*, en roumain *genunchi* « genou », *ingenunchia* « agenouiller » ; Πρέιδις (Procop., *De aed.* IV, 11, p. 149, 12 Haury), en Scythie Mineure, latin *praedia*, locatif *praedis* (lu *predis*) « bienfonds », Σπράμβαι (Steph. Byz. 586, 11), petite ville de Thrace, probablement à proximité de la voie impériale qui reliait Serdica à Constantinople ; cf. lat. *strambus* (résultant de *strabus* tout comme *sambucus* de *sabucus*, *sambata* de *sabbata*), en roumain *strimb* « courbé, tortueux » ; *Palma* (CIL VI, 32543, 11, l'an 227), village près de Philippopolis, lat. *palma* « paume de la main, partie du tronc d'où s'élancent les branches » ; *Palmatis* (*Tab. Peut.* VIII, 3), Πάλαμτις (Procop. *De aed.* IV, 7, 12), localité près de Durostorum, lat. *palmare* « échalasser la vigne » ; *Putina* (CIL VI, 2933) sur le territoire de la ville de Nicopolis ad Istrum, cf. latin vulgaire **putina*, roum. *putină* « tonneau à gueule bée ». Cet essai d'élargir le champ de la recherche et d'y articuler des analogies et des faits empruntés à des langues apparentés est parfaitement justifié.

H. M.

A. V. DESNITSKAJA, *Славяно-албанские языковые отношения и албанская диалектология*, dans *Славянское языкознание. VI Международный съезд славистов* (Прага, август 1968 г.). Доклады советской делегации, Москва, 1968, p. 120—147.

Les emprunts slaves de la langue albanaise dépassent le chiffre de 800, mais sont moins nombreux que ceux qui leur correspondent en roumain. L'auteur tient compte des recherches effectuées jusqu'ici et y ajoute ses propres investigations. Elle examine la situation des slavismes, d'abord dans la langue littéraire, puis dans les dialectes du nord, du centre et du sud de l'Albanie, dans l'intention de préciser en premier lieu leur répartition géographique. Elle a ainsi l'occasion de faire des rectifications de détail et de mieux délimiter le rôle de l'influence serbo-croate, d'une part, et du bulgare, d'une autre. Elle ne prend pas en considération l'éventualité d'une recherche des éléments slaves en profondeur, dans le but de déterminer et de chronologiser les différentes couches successives. Sa conclusion, toutefois, n'hésite pas à répondre à certaines questions de nature historique sur l'ancienneté de ces emprunts, en s'appuyant surtout sur les résultats obtenus par A. M. Seliščev et N. Jokl, et, en désaccord avec le dialectologue albanais Gj. Gjinari. On le sait, bien des éléments slaves de l'albanais se trouvent en roumain, et

une partie plus réduite a pénétré aussi en néo-grec. Les slavismes, tout comme les latinismes, les hellénismes ou les turcismes doivent être recherchés dans un complexe plus large, si l'on veut mieux comprendre la situation d'une langue ou d'un dialecte donné. Certains ont passé petit à petit d'une région à l'autre avant de se fixer définitivement en un endroit, de sorte qu'il est difficile d'obtenir une vue d'ensemble à moins de faire au préalable l'historique détaillé de chaque terme. Cela n'est réalisable qu'à condition de connaître plus en détail la situation sur les lieux et de disposer d'études comparatives. L'étude des appellatifs doit être absolument complétée par celle de la toponymie. L'effort de l'auteur de poursuivre la distribution géographique des slavismes pour en tirer des précisions nouvelles sur les dialectes albanais est méritoire.

H. M.

Памятники византийской литературы IV-IX веков, Москва, « Наука », 1968, 356 p.
(Академия наук СССР, Институт мировой литературы им. А. М. Горького).

Ce livre renferme un choix de fragments appartenant à plus de 35 auteurs byzantins des IV^e – IX^e siècles, traduits récemment en russe et accompagnés de courtes introductions et de notes signées par S. S. Averintsev, L. A. Freiberg, M. L. Gasparov, M. E. Grabarj-Passek, T. A. Miller, F. A. Petrovkij, T. V. Popova, T. M. Sokolova et M. N. Tsetline, et des versions plus anciennes dues à S. P. Kondratjev et V. G. Vasiljevskij. C'est, dans son ensemble, une anthologie pleine de mérite, qui s'adresse au grand public désireux de connaître dans les grandes lignes la littérature byzantine des origines au IX^e siècle. Certains des textes inclus dans le volume ont été traduits en vers. On cite pour chaque auteur l'édition d'après laquelle a été faite la traduction. Les indications bibliographiques sont généralement correctes, bien que pour certains auteurs l'on ait utilisé des éditions vieilles, comme c'est le cas de Georges de Pissidie et de Léonce de Néapolis (deux auteurs de la première moitié du VII^e siècle) : on aurait pu se servir en l'occurrence, et cela avec grand profit, des éditions plus récentes d'A. Pertusi (Ettal, 1960) et Lemnart Rydén (Uppsala, 1963). A la p. 348 on fait une confusion entre l'édition de Bonn et celle de C. De Boor (parue à Leipzig) de la *Chronographie* de Théophane. Une illustration de choix relève le goût et l'effort des collaborateurs de la section de littérature antique de l'Institut de littérature universelle A. M. Gorki de Moscou.

II. M.

ROBERT AUTY, *Вукова језичка реформа у светлу језичког препорода међу славенима аустријске монархије*. [La réforme linguistique de Vuk Karadžić à la lumière de la renaissance linguistique parmi les Slaves de la monarchie autrichienne], «Анали филолошког факултета». Београдски универзитет, 1966, p. 9–13.

En passant en revue les débats touchant les principes linguistiques et orthographiques énoncés par Vuk Karadžić, l'auteur du présent article fait une analyse de ces principes à la lumière des tendances générales qui ont caractérisé la renaissance linguistique slave.

E. M.-S.

TOTIU TOTEV, *Неизвестен стратег на Иоаннопол и Доростолон* [Un stratège inconnu de Ioannoupolis et de Dorostolon], «Археология», 4, Sofia, 1968, p. 49–51 (avec résumé français).

L'auteur de ce court article public un sceau de plomb, parfaitement bien conservé de Léon Saracénopoulos, stratège de Ioannoupolis et de Dorostolon, dont nous reproduisons ici le libellé : † Λέον(τι) Β(ασιλικῶ) πρωτοσπαθ(αρίῳ) καὶ στρατηγ(ῶ) Ἰωαν[ν]ουπόλ(εως) † καὶ Δοροστ(έλ)ου) ὁ Σαρακηγόπουλ(ος) (sic !).

Ce petit monument a été découvert à l'occasion des fouilles pratiquées en 1967 dans l'enceinte même du palais de Preslav. Selon T. Totev, il date du XI^e siècle.

Mais selon toutes les probabilités, ce sceau doit remonter en réalité aux années immédiatement postérieures à la conquête de Preslav par les troupes de Jean Tzimiscès en 971, car ce n'est qu'alors que la ville porta le nom de Ioannoupolis. Quand en 1001 les Byzantins s'emparèrent à nouveau du sud-est de la Bulgarie actuelle, le vieille capitale bulgare s'appelait encore Preslav. Ce sceau est la première confirmation sigillographique de la mention du nom de Ioannoupolis dans le *Taktikon* de l'Escurial (voir N. A. Oikonomidès dans la « Revue des études sud-est européennes », III (1965), p. 61) et dans les chroniques byzantines. Il soulève du reste de nombreux problèmes sur lesquels nous comptons revenir ailleurs prochainement. On retiendra pour le moment que ce document sphragistique nous livre le nom de l'un des premiers, sinon du premier, des stratèges qui résidèrent à Silistrie (Dorostolon) aussitôt après l'an 971. Sa découverte à Preslav et non à Durostorum nous incite à émettre l'hypothèse que Léon Saracénopoulos avait établi son siège à Silistra.

P. D.

De la Grèce à Byzance. Texte de Maurizio Eomatti. Adaptation de Suzanne Sivel et Georges Michelson. (« Chefs-d'œuvre de l'Art », II), Librairie Hachette, Paris, 1963, pp. 201–293 + XXXIX pages.

Il est des livres qui font rêver. C'est bien le cas de celui-ci qui, usant des moyens raffinés de l'imprimerie, évoque, en se fondant sur des centaines de photographies en couleurs toutes plus belles les unes que les autres, les grandes phases que l'art a connues en Grèce, en Italie puis aux premiers siècles de Byzance. Synthèse et analyse se marient à merveille et l'exposé en sort captivant. Dommage que les trésors de certains pays de l'Europe de l'Est — l'autel de Pergame par exemple, les pièces d'orfèvrerie de Panagurište ou encore le trésor de Pietroasa — soient passés sous silence, dans ce recueil qui fait une place, modique mais effective, même à l'art perse et à celui des « barbares ». Une seule critique : la médiocrité des quelques nmicartes géographiques épinglées en tête de chapitre, qui contraste singulièrement avec le faste de ce volume préfacé par Blandine Wenger. En appendices des chronologies comparées des civilisations, un guide des styles, un lexique des termes techniques et un index des illustrations indiquant la provenance ou le dépôt de chaque pièce.

P. S. N.

ATHANASIOS D. KOMINIS, Τὸ βυζαντινὸν ἱερὸν ἐπιγράμμα καὶ οἱ ἐπιγραμματοποιοὶ [L'épigramme sacrée à Byzance et les épigrammatistes], «'Αθῆνᾶ». Σύγγραμμα περιοδικὸν τῆς ἐν Ἀθήναις Ἐπιστημονικῆς Ἑταιρείας. Σειρὰ διατριβῶν καὶ μελετημάτων, 3, Athènes, Imprimerie des Frères Myrtidis, 1966, 207 pages.

Cette thèse de doctorat présentée à l'Université d'Athènes vient combler un vide de nos connaissances sur la poésie sacrée byzantine. Déployant beaucoup de science, et avec une clarté remarquable. A. Kominis nous introduit dans les arcanes de l'épigramme sacrée à Byzance, genre se rattachant à la rhétorique et que l'on cultivait en l'honneur des saints ou des fêtes du calendrier, et notamment des personnages de l'Écriture Sainte. De là on en vint à en faire usage à l'intention des gens d'église, puis sur les icônes, les églises, les livres religieux, les sceaux, etc. Ces différentes catégories alimentent la première partie de l'ouvrage. La seconde tire au clair les particularités de la métrique utilisée par les épigrammatistes. La troisième enfin constitue un chapitre de l'histoire de la littérature byzantine. C'est qu'on nous y présente les auteurs en question (p. 103—192). On y distingue d'abord une époque précoce (V^e et VI^e siècles) marquée par des noms comme ceux de Claudien, Nil le Scholastique, Ménandre Protoktor, Agathias, Paul le Silentiaire; puis c'est l'époque d'un Georges de Pisidie et d'un Sophron de Jérusalem (VII^e s.). Le VIII^e s. et le IX^e s. tirent gloire de poètes comme Jean Damascène, Cosmas de Maouma, André de Crète, Germain de Constantinople, etc., puis Théodore Studite, l'empereur Théophile, le patriarche Ignace, la poétesse Cassia, Léon le Philosophe, d'autres encore dont Photius en personne. L'âge d'or de ce genre littéraire embrasse les X^e, XI^e et XII^e siècles: c'est l'époque d'Aréthas de Césarée, de Jean le Géomètre, de Constantin de Rhodes, de Léon le Sage, de Siméon le Métaphraste, et j'en passe; c'est également celle du métropolite Jean Mavropous, de Michel Psellos, de Nicéphore Ouranos, pour nous limiter ici aux plus connus; c'est celle enfin d'Anne Comnène, de Georges Skylitzès, d'Enthyne Zιφάβενε, d'Enstathe de Thessalonique, de Théodore Prodrome, de Jean Tzétzès, et de maint autre. Mais une combe s'amorce qui annonce le déclin: les protagonistes ont nom Germain de Nicée, Georges Acropolitte, Démétrius Chomatianos, Macarios Caloritès, Mannel Holobolos, Michel Choniatès, Nicéphore Blemmyde, etc. Un chapitre spécial est également consacré aux poètes grecs du sud de l'Italie (dont certains appartenant aux périodes précédentes avaient été déjà enregistrés), tels Eugène de Palerme, Nectaire de Casole, etc. Et vient ensuite la série des derniers épigrammatistes byzantins aux noms rendus plus d'une fois prestigieux par les multiples aspects de leur activité et de leur personnalité: Georges Cabasilas, Démétrius Trichmus, Théodore Pédiasinos, Mannel Philès, Mathien Blastarès (au XIV^e s.); Georges Scholarios, Jean Engénikos, Mare d'Ephèse, Michel Apostolis (au XV^e s.).

Les noms que nous venons de reproduire sont loin d'épuiser la série imposante des poètes étudiés dans ce livre. Chacun des épigrammatistes a les honneurs d'une notice plus ou moins développée et de la bibliographie requise.

Traité de versification et précis de littérature en matière d'épigrammes byzantines sacrées, ce livre, muni d'utiles index, fait honneur à l'auteur et à ses maîtres de Grèce et d'Italie et constitue un travail fondamental pour le développement des études byzantines.

P. Ş. N.

NICOLAE VĂTĂMANU, *Hippocrat in pictura exterioră a bisericilor din Țara Românească* [Hippocrate dans la peinture extérieure des églises de Valachie], «Aigeş», III, n^o 4, 1968, p. 20, avec une photographie.

Après les philosophes et écrivains antiques représentés sur diverses églises des Balkans et de Roumanie, voici que deux églises d'Olténie — celle de Ciinim-Vilcea (bâtie en 1807) et

celle de Păușești-Măglași (construite en 1833) — ajoutent à la frise des philosophes et des sybilles décorant leurs façades extérieures, le portrait du « Filozof Ipocratis », de toute évidence le médecin Hippocrate. Il serait intéressant d'apprendre si le personnage a déjà été signalé ailleurs dans l'iconographie du Sud-Est européen.

P. Ș. N.

ROLAND HIBON, *Les Miracles de Saint Démétrius dans le Cod. Carpent. 103. Introduction à l'étude du texte*. Extrait de «Μακεδονικά», tome VII, Thessalonique, 1966, 218—236.

Le ms. 103 de la Bibliothèque Inguibertine de Carpentras (près Avignon), possède le texte de 13 miracles de saint Démétrius de Thessalonique. L'auteur les résume, en en donnant aussi l'incipit. Rédigés dans une langue populaire, ces miracula encore inédits sous cette forme sont connus par ailleurs. Nous sommes toutefois tombé en arrêt devant le 3^e miracle de la collection : guérison de Léonce auquel le saint apparaît ultérieurement en rêve à deux reprises, lui enjoignant de ne pas toucher à ses reliques et lui faisant savoir comment traverser le Danube pour se rendre en « Vlachie » où il fit édifier une église à saint Démétrius (p. 221). R. Hibon remarque en note que le ms. porte d'abord le mot Μεγαλοβλαχία, puis un peu plus loin celui de Βλαχία. Ce détail nous permet de donner raison à H. Omont qui a daté le codex de Carpentras du XVI^e siècle, alors que le catalogue de ladite bibliothèque par Lambert le fait remonter au XII^e s. La Grande Valachie du Danube — à la différence de celle de Grèce — ne se rencontre pas citée sous ce nom avant le XV^e siècle. Il serait intéressant de voir dans quelle mesure la tradition que l'église Saint-Démétrius de Craiova remonterait à la dynastie roumanobulgare des Assénides sous sa forme initiale aura été contaminée par ce récit étudié par le chercheur français, dont on attend avec impatience l'édition du manuscrit de Carpentras.

P. Ș. N.

CH. G. PATRINELIS, *Μία ανέκδοτη διήγηση για τον άγνωστο Νεομάρτυρα Γεώργιο († 1437)*. (Un récit inédit sur le néo-martyr inconnu Georges († 1437)). Extrait de «Ορθόδοξος Παρουσία», A' (1964), Athènes, 1964, p. 65—74 (avec résumé en anglais).

Le récit conservé dans le cod. II 50 de la Marcienne (ff. 235^r—242^r) est dû à un anonyme qui fut témoin du supplice du feu infligé par les Turcs le 26 mars 1437, à Andrinople, à ce Georges, soldat de son métier et natif de Sofia, qui refusa d'embrasser l'islam. C'est là un des rares documents concernant un néo-martyr dans les Balkans sous la domination ottomane. Le récit s'achève avec une invocation à Dieu et à la Vierge pour l'empereur Jean Paléologue et le patriarche Joseph. A retenir encore que la mention du nom de la ville de Sofia à cette époque est une nouveauté : les Byzantins l'appelaient ordinairement Triaditsa (p. 67, note 1).

P. Ș. N.

MARIA G. NYSTAZOPOULOU, 'Η ἐν τῇ Ταυρικῇ Χερσονήσῳ πόλις Σουγδαία ἀπὸ τοῦ ΙΓ' μέχρι τοῦ ΙΕ' αἰῶνος. Συμβολὴ εἰς τὴν ἱστορίαν τοῦ μεσαιωνικοῦ Ἑλληνισμοῦ τῆς Νοτίου Ῥωσίας [La ville de Sougdaia en Chersonèse taurique du XI¹⁰ au XV⁰ siècle. Contribution à l'histoire de l'hellénisme au Moyen Age en Russie méridionale], Athènes, 1965 (Ἑπηρεσία Ἀρχαιοτήτων καὶ Ἀναστηλώσεως. Δημοσιεύματα τοῦ Ἀρχαιολογικοῦ Δελτίου — Numéro 7), 189 pages.

Cette thèse de doctorat de l'Université d'Athènes, élaborée sous la direction du Professeur D. Zakythinos, vient préciser à point nos connaissances sur le passé médiéval de la Sougdaia ou Sougdéa des Byzantins, la Soldaja, Sodaia ou Soldadia des Italiens, la Surož des Russes, le Sogdak ou Sudak des sources arabes. De nos jours encore c'est cette dernière forme qui prévaut. A l'époque considérée par Mademoiselle Nystazopoulou, cette cité pontique de Crimée n'était plus, en présence de l'affrontement de Venise et de Gênes, une possession byzantine mais une ville d'expression grecque et de foi orthodoxe où vivait une population bigarrée. L'auteur étudie d'abord l'histoire politique de Sougdaia, puis son histoire intérieure. Mettant à profit aussi bien les sources littéraires que les fouilles archéologiques, elle fait remonter aux Alains l'origine du nom et de la création de la place. Centre ecclésiastique, administratif et commercial sous la domination de Constantinople (et cela jusqu'au XI⁰ s.), la ville devint sous l'emprise des Coumans le centre même de leur activité commerciale. L'empire de Trébizonde ne parvint pas à leur arracher Sougdaia. Attaquée par les Tatares en 1223, elle vit sa population se décider à payer tribut à la Horde d'Or. Au début du XII⁰ siècle Venise y établit un comptoir, mais en 1266 les Gênois rivaux fondèrent non loin de là leur colonie de Caffa. La guerre de 1296 entre les deux métropoles italiennes pour la maîtrise de la mer Noire se déroula notamment dans la péninsule taurique. Puis vint l'invasion mongole au XIV⁰ siècle : sous les coups de Nogai les gens de Sougdaia durent chercher refuge dans les montagnes de Crimée. En 1365 Gênes finira par s'emparer de la ville. L'auteur étudie aussi l'administration génoise à Sougdaia. La prise de Constantinople par les Turcs (1453) obligea les Gênois à céder à la Banque de Saint Georges leurs droits en mer Noire : la Banque mit alors en état de défense les colonies pontiques en faisant alliance avec les princes souverains de Théodoro (Mangoup) et avec les chefs tatares. Les mésintelligences entre les princes tatares permirent à Mahomet II de mettre la main sur Caffa en 1475 : la conquête des autres places de Crimée, dont Sougdaia, suivit aussitôt.

L'histoire intérieure de Sougdaia fait elle aussi l'objet d'une étude approfondie. Le Synaxaire de l'Eglise de Sougdaia (republié en appendice) constitue l'une des sources principales de cette histoire. Au XII⁰ s. la ville comptait 8 300 âmes. Il y avait là des Grecs orthodoxes, des Tatares (en partie convertis), des Arméniens, des Alains, des Russes, des Vénitiens, des Gênois et des Juifs. Sougdaia était administrée par des archontes et des sébastes, en fait des gouverneurs locaux indigènes, qui ne devaient pas leur situation à l'empereur de Trébizonde, ni aux khans tatares. Sous la coupe de Gênes, c'est le consul qui centralisera toute l'autorité en sa personne.

L'Eglise de Sougdaia est mentionnée pour la première fois au VIII⁰ siècle. Sous Alexis I^{er} Comnène elle fut unie à celle, voisine, de Phoullai¹ ; d'où, au XII⁰ siècle, l'archevêché de Sougdophoullai, directement dépendant du patriarcat œcuménique. Entre 1275 et 1282, ledit archevêché fut transformé en métropole. Au XIII⁰ s. Rome eut grand soin des églises catholiques de la péninsule. M. G. Nystazopoulou dresse la liste des archontes et des sébastes de Sougdaia,

¹ Sur Phoullai (Phulé), voir aussi Germaine Da Costa-Louillet dans « Byzantion », XXIV, p. 256—263. Cf. également la Vie de saint Jean le Psichaité, dans « Le Muséon », N.S., 3, 1962, p. 104.

celles de ses évêques et autres dignitaires ecclésiastiques, celle enfin de ses églises et monastères. La dernière mention de cette église ciméenne remonte à l'an 1485.

Un appendice particulièrement précieux pour l'historien comme pour le philologue (p. 109—160) est consacré à l'examen, à l'édition et au commentaire des notices historiques du codex 75 du monastère de Chalkis (Sainte-Trinité). C'est un synaxaire, écrit, sans doute à Constantinople, au XI^e s., partiellement mutilé et déjà publié par l'archimandrite Antonin, extraordinairement important en raison de ses 204 notices de caractère historique, plus 12 autres d'intérêt religieux. Ces notices figurent dans les marges du codex, plus d'une fois détériorées. Elles sont connues aussi sous le nom de *Notitiae Sugdaee* (cf. G. Moravesik, *Byzantinoturcica*, I², s.v.). Leur examen a permis à la byzantiniste grecque de détecter 42 mains de scribes différents, gens d'église ou laïques. Elles les considère, à juste titre, comme une sorte de « chronique de Songdaia ». Les notices historiques datées s'échelonnent de 1186 à 1418. Contrairement à la méthode suivie par le premier éditeur (Antonin, dans les « Zapiski Odeskago Obštestva Istorii i Drevnostej », V (1863), p. 505—628), lequel avait respecté la pagination du manuscrit, Mlle Nystazopoulou les reclasse chronologiquement (p. 110—137), leur restituant par là plus manifestement leur caractère de chronique locale, collective et anonyme. Surt un commentaire aussi consciencieux que fouillé de ces notices, dont quatre planches permettent au lecteur de saisir les difficultés. Un large résumé français et un copieux index² achèvent ce travail remarquable, qui déceuple déjà l'impatience avec laquelle nous attendons l'apparition d'un autre ouvrage de Mademoiselle Nystazopoulou, *La Chersonèse byzantine*, qu'elle a préparé à Paris sous la surveillance du Professeur Paul Lemerle. Les qualités d'analyse et de jugement dont *Sougdaia* fait preuve, avec la clarté de son exposé et l'aisance de son information des plus diverses, consacrent d'ores et déjà Maria Nystazopoulou comme l'un des connaisseurs les mieux avertis du bassin pontique au Moyen Age.

P. Ş. N.

PAUL COLES, *The Ottoman Impact on Europe*, London, Thames and Hudson, 1968, 216 p., 109 illustrations, 16 color.

Les études consacrées au problème de l'impact ottomano-européen abondent. Elles sont dues à la fois aux contemporains des événements (une récente bibliographie en deux volumes fait état d'ouvrages datant du XVI^e siècle)* et à des historiens modernes. C'est ainsi que les grandes synthèses de l'histoire ottomane, rédigées par des Européens, de Hammer à Iorga (tout comme celles plus anciennes, Cantemir, etc.) insistent, très naturellement, surtout sur les implications européennes des conquêtes turques. Reprendre ces problèmes pour en donner

² Le nom de Saint (ὁσιος) Etienne de Songdaia a été toutefois sauté (p. 119, 131 et 133). C'est le *Stephanus ep. Suroziae* de la BHG³ 1671 du P. Fr. Halkin. A la page 119 la notice No. 4 indique la fête de saint Etienne, archevêque de Songdaia (enterré dans l'autel de l'église locale Sainte-Sophie) à la date du 17 décembre (« circa 1214 » précise M. Nystazopoulou). Plus loin (p. 133, No. 164), le 30 janvier (« circa 1337—1339 ») est enregistrée la mémoire de l'ὁσιος Στέφανος τῆς Σουγδαίας, en même temps que celle des Trois Hiérarques. Une autre notice (la 141^e, p. 131) connaît au 15 décembre (« circa 1318 ») la fête de la mort — ἡ Θανῆ (sic!) — d'Etienne le Confesseur, archevêque de Songdaia, l'illuminateur des Songdaïens. Ces informations nous aident à mieux connaître le culte de cet hiérarque des bords de la mer Noire et son développement.

* Carl Gollner, *Turcica. Die europäischen Turkenkunde des XVI. Jahrhunderts*, Bucureşti—Baden-Baden, vol. I—II, 1961—1967.

un aperçu général, signifie, dans la grande majorité des cas, se référer à des ouvrages et à des opinions devenus classiques.

Des recherches plus récentes auxquelles, outre les contributions des auteurs européens et américains, il convient d'ajouter celles des historiens turcs contemporains, n'ont pas manqué de proposer, grâce à une documentation nouvelle, des interprétations qui tantôt modifient la vision traditionnelle des événements et des situations, tantôt fournissent l'explication d'une victoire militaire ou d'une défaite, tantôt enfin rendent compte des véritables dimensions d'une offensive ou d'une retraite.

Voici pourquoi nous pouvons considérer comme très intéressant l'ouvrage de Paul Coles, paru dans l'excellente collection « European Civilization », et qui présente justement les résultats de telles recherches nouvelles. Enrichi de remarquables illustrations, où la gravure européenne fait bon ménage avec la miniature turque d'époque, le livre est en général bien documenté, ce qui explique les proportions de la bibliographie finale.

Le propos de l'auteur a été de soumettre à un examen critique d'ensemble l'histoire de l'expansion ottomane jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Les cinq chapitres de l'ouvrage sont consacrés, dans l'ordre, à l'analyse de l'essor de la puissance ottomane, à la structure de l'Empire, aux guerres contre l'Occident de l'Europe (1520—1581), à l'impact ottoman et, pour finir, à l'époque du déclin, suggestivement intitulée : « le commencement de la fin ».

En ce qui concerne la conquête ottomane, le regard de l'auteur s'attache à l'embrasser selon une double direction européenne : dans l'Est, où l'on a une direction danubiano-balkano-pontique, et dans le bassin de la Méditerranée. Chacune de ces deux directions sont conçues comme dominant une étape bien individualisée de l'expansion ottomane. C'est l'explication des conquêtes de la première étape que nous présente le second chapitre de l'ouvrage consacré à la structure de l'empire, c'est-à-dire au développement des institutions et de la société ottomane, au système administratif et aux classes sociales. Une place est réservée à la situation des populations soumises, au système de la possession des terres conquises, au statut des paysans asservis et des nombreux esclaves, auxquels l'auteur assigne un simple rôle domestique se rattachant aux satisfactions d'orgueil des différents notables. En cette matière, de nouvelles interprétations viennent corriger maintes appréciations concernant la situation des pays directement soumis à la domination ottomane. Il convient de souligner, par ailleurs, que les recherches sont à leur début. Les documents d'archives commencent à peine à être plus amplement discutés et leur publication ne date que des dernières décennies. L'utilisation des travaux dus aux chercheurs sud-est européens devrait être élargie et assurée avec plus de soin.

Le chapitre III est consacré à l'étude des conquêtes ottomanes de la deuxième étape, dans la direction de l'Europe centrale : conquête de la Hongrie et expansion dans la Méditerranée. En guise de conclusion, l'auteur dresse un bilan des succès et des défaites. Ce bilan met en cause à la fois la capacité militaire des Turcs et la faiblesse des forces européennes pendant une période déterminée. Prenant appui sur les conclusions de F. Braudel l'auteur estime lui aussi que la technique navale, au XVI^e siècle, n'était pas assez développée pour permettre à un conquérant de se maintenir longtemps en Méditerranée. L'impact ottomano-européen connaît des moments importants dans les zones de contact, telle la zone de la conquête ottomane dans les Balkans et dans la région danubienne. L'évolution du système des timars, avec ses conséquences d'ordre social et militaire, constitue un des problèmes sur lesquels l'auteur a eu raison d'insister. Cependant la situation des populations soumises dans cette zone et son évolution qui est loin d'être bien connue aurait exigé des analyses plus approfondies. Quant aux communautés des Valaques balkaniques, l'auteur semble leur attribuer une origine nord-danubienne, ce qui n'est historiquement exact que pour les effectifs réduits et seulement pour le nord de la péninsule. Les communautés valaques balkaniques jouissaient d'une certaine autonomie et possédaient des privilèges fiscaux qui remontaient à l'époque byzantine. Sur ce point la consul-

tation de la riche bibliographie que nous possédons actuellement aurait rendu un grand service à l'auteur.

La politique ottomane vis-à-vis des pays et des régions autonomes présente des aspects intéressants, dont l'examen aurait permis à l'auteur de répondre aux importants problèmes qu'il a, par ailleurs, posés avec beaucoup de finesse. Quant à la politique ottomane qui consistait à maintenir, tout au moins en partie, dans les pays soumis le droit et la législation existants, elle a déjà fait l'objet de plusieurs études fort intéressantes.

Les zones de contact, à l'analyse desquelles l'auteur s'attache plus particulièrement, sont celle de l'Ouest : les frontières des possessions de la maison des Habsbourg, où l'offensive contre les Turcs a été reprise avec de grosses conséquences d'ordre social et politique. L'autre zone, la Méditerranée, a des points de contact avec les possessions des Habsbourg d'Espagne, dans les deux péninsules et avec les villes italiennes, et plus particulièrement avec Venise. Notons en passant que la longue rivalité vénéto-ottomane, avec les combats acharnés pour la possession de la Morée et de la Crète, implique de nombreux problèmes, dont le livre recensé nous présente une analyse suggestive.

Dans le paragraphe intitulé : « Le Turc dans la conscience européenne », sont mentionnés les principaux ouvrages des XVI^e et XVII^e siècles (Busbecq, Georgevich, Gentili, Postel, Sansovino, etc.) qui nous fournissent non seulement des renseignements et des données, mais aussi une image du Turc, telle que la captait la conscience des contemporains. Ce sont d'ailleurs ces ouvrages qui forment le point d'émergence de la turcologie moderne en Europe.

Une autre forme de contact est constituée par les renégats. Leur rôle dans la vie de l'Empire ne saurait être exagéré. Ce sont les renégats italiens, juifs et autres qui ont véhiculé l'expérience et les connaissances de l'Europe.

Le dernier chapitre est consacré à l'époque du déclin dont le début se situe dans les dernières décennies du XVI^e siècle pour continuer, avec une brève interruption de 1650 à 1683, durant tout le siècle suivant. L'ouvrage se clôt sur l'analyse des causes qui expliquent pour nous ces défaites et la décadence de l'Empire ottoman, ainsi que le rapport mouvant des forces ottomano-européennes qui confère à cette période une place à part dans l'histoire moderne.

I. M.

PAVEL BINDER, *Contribuții la geografia istorică a Banatului de Severin* [Contribution à la géographie historique du Banat de Severin], « Studii », 21 (1968), 4, p. 625—639.

Voilà un article bien dense, où l'on trouve d'utiles mises au point historiques et géographiques : l'emplacement de la forteresse de *Caraș*, la résidence des comtes du district homonyme, mentionnée dans le diplôme accordé aux chevaliers de Saint Jean en 1247. à *Horom* (aujourd'hui Palanca, en Yougoslavie) ; deux autres toponymes qui apparaissent dans le même document, *la terre de Voila* et *Feketig* sont identifiés à *Boila* (près de Bela Crkva-Biserica Albă) ou à *Voilavița-Pančevo* (*Panciova*) et, respectivement, à *Caraș* (traduction petchenègue *Cara-su* d'une *Cerna* slave, elle-même homonyme de *Dierna-Tsierna* dace). L'auteur émet l'hypothèse qu'avant l'occupation hongroise de la Transylvanie, il y eut une formation politique qui englobait le Făgăraș et le Severin, anciennes *terrae* roumaines.

La possession du Severin par les princes valaques avant 1300 (le centre du Banat étant à Mehadia, d'où le nom du district voisin de *Mehedinți* = gens venus de Mehadia) reste encore à prouver. En conclusion, d'utiles considérations sur les variations territoriales du Banat de Severin.

M. C.

Die Gedichte des Michel Beheim. Band I, Einleitung, Gedichte Nr. 1—147, herausgegeben von Hans Gille und Ingeborg Spriewald, Akademie Verlag, Berlin, 1968, LXXX + 705 p. in — 8° (Deutsche Texte des Mittelalters, herausgegeben von der Deutschen Akademie der Wissenschaften zu Berlin, Band LX).

Les poèmes historiques du troubadour (Minnesänger) allemand Michel Beheim, dont la vie aventureuse couvre une bonne partie du XV^e siècle, pour finir par un tragique assassinat, préoccupent les historiens roumains depuis quelques dizaines d'années. C'est le mérite de Gr. C. Conduratu d'avoir publié chez nous, le premier, une excellente édition commentée du poème sur Vlad l'Empaleur (1903) qu'il présenta comme thèse de doctorat à la Faculté de Philosophie de Leipzig. En 1936, C. Karadja édita un autre poème sur la croisade de Varna (1444) où prirent part aussi des soldats roumains envoyés par le prince Vlad Dracul (le Diable). La valeur historique de ces poèmes est aujourd'hui unanimement reconnue, parce que l'auteur, qui a été successivement au service du comte Ulrich de Cilli et de l'empereur Frédéric de l'Allemagne, est un témoin de premier ordre.

Dans ce premier volume nous trouvons le poème sur Vlad l'Empaleur (n° 93) qui contient un grand nombre de données au sujet du règne valaque de ce personnage controversé (1456 — 1462), communiquées à l'auteur par un moine franciscain réfugié à Wiener Neustadt en 1463.

Le chant n° 101 intéresse aussi le Sud-Est européen (« Von den Turken auff ein patschafft dy was ezu Nuranperg ») sur l'ambassade turque à la diète de Nürnberg de 1466, de même que le poème n° 106, « Von graff Issgra », une courte biographie du mercenaire tchèque Jan Giskra, qui arrêta, sur l'ordre du roi Mathias Corvinus, Vlad l'Empaleur en 1462.

M. C.

CAMIL MUREȘAN, *Iancu de Hunedoara* [Jean Hunyadi], II^e édition, revue et augmentée, Bucarest, Editura Științifică, 1968, 245 p.

La deuxième édition du livre de Camil Mureșan est bienvenue également pour les historiens et pour le grand public désireux de culture. La monographie représente une solide synthèse de l'une des plus importantes époques de notre histoire quand le rapprochement et la collaboration des trois pays roumains furent des plus étroites. Les efforts de Jean Hunyadi pour former une vaste coalition européenne, les relations politiques qui prirent naissance en ce temps-là entre les peuples balkaniques et central-européens, sont autant de faits qui placent la figure de Jean Hunyadi parmi les grandes personnalités de l'histoire. En ce XV^e siècle déchiré par des luttes intestines, il apparaît comme un chevalier d'antan, un croisé énergique, mais aussi un grand organisateur sur le plan politique et militaire.

Après une courte présentation bibliographique (*Jean Hunyadi dans la conscience de la postérité*), l'auteur donne un chapitre concernant l'expansion turque en Europe et ses rapports avec la Hongrie et la Valachie avant 1438. La jeunesse du héros est décrite dans des pages documentées, dans lesquelles est énergiquement repoussée la légende de sa prétendue filiation de l'empereur Sigismond de Luxembourg. Comme date de naissance, l'auteur choisit 1407 (p. 41).

Nommé *ban* de Severin en 1438—1439, Jean commença sa longue série de guerres contre les Turcs, en établissant des relations étroites avec les princes roumains de Valachie et Moldavie. Aidé par ceux-ci, il va obtenir des victoires éclatantes contre les armées turques (en 1442) de Mezid beg et Schabeddin, beglerbeg de Roumélie.

A partir de 1443, c'est Jean de Hunyadi qui prend l'initiative guerrière contre les Turcs, en avançant au sud du Danube, durant la *longue campagne* de 1443 et la croisade de Varua (1444).

La bataille de Kossovopolje (1448) est décrite d'une façon expressive (p. 158—166). En ce qui concerne Dan III, notre article à paraître dans cette revue (*La Valachie et la bataille de Kossovopolje, 1448*) résout, à notre avis, le problème suscité par ce mystérieux personnage, et aussi celui du prince valaque qui prit part à cette bataille : il s'agit de Vladislav II (1447 — 1456).

L'héroïque défense de Belgrade en 1456 et la mort en apothéose de Jean, « fortissimus athleta Christi », de même que quelques considérations judicieuses sur sa personnalité sont à trouver aux pages 191—206. Trois courts résumés en anglais, russe et allemand (p. 207—215). Bibliographie à la fin (p. 216—220).

M. C.

DIMITRE ONCIUL, *Scriseri istorice* [Ecrits historiques]. Ediție îngrijită de Aurelian Sacerdoțeanu, Bucarest, Editura Științifică, 1968, vol. I—II, 715 + 560 p.

L'historiographie roumaine s'est enrichie d'une excellente édition critique de l'œuvre historique de D. Onciul (1856—1923). Les écrits de Onciul, parsemés dans des revues et des publications devenues très rares, n'étaient pas connus à leur juste valeur, quoiqu'elles apportassent des lumières dans beaucoup de problèmes de notre passé.

Après la présentation de la vie et de l'œuvre de D. Onciul (I^{er} vol., p. 13—86), sont reproduites ses études les plus importantes, dont nous mentionnons, pour la richesse de l'information, l'éclat des idées et la clarté de l'exposition, quelques-unes qui sont devenues classiques : *La théorie de Roessler. Etudes sur la continuité des Roumains en Dacie Trajane*, par A. D. Xenopol. *Compte rendu critique* (vol. I, p. 131—260) ; *Le pape Formose dans notre tradition historique* (vol. II, p. 5—18) ; *Radu Negru et les origines de la principauté valaque* (vol. I, p. 328—428) ; *Les Origines des principautés roumaines* (vol. I, p. 560—715) ; *La titulature de Mircea l'Ancien et ses possessions* (vol. II, p. 19—142).

La plupart des conclusions de Onciul restent valables, parce qu'elles se fondent sur une connaissance approfondie des sources et une interprétation des plus solides. Pour confirmer cette impression, le professeur S. Sacerdoțeanu fait des *Commentaires sur les études de D. Onciul* (vol. II, p. 309—427) et donne une analyse des principaux problèmes étudiés par son illustre professeur (vol. II, p. 428—454), de même qu'un résumé de la vie de Onciul en français et en anglais.

Le deuxième volume nous présente un index bibliographique, un index des noms, et une riche illustration. C'est un ouvrage indispensable pour quiconque tentera d'écrire l'histoire roumaine.

M. C.

V. KRESTIĆ, *Političke prilike u Sreму uочи sklopana hrvatsko-ugorske narodne 1868*. [Conditions politiques à Srem à la veille de l'accord croato-hongrois de 1868], Novi Sad, L (1968), p. 9—24.

L'auteur présente la position des divers partis politiques à Srem, en Vojvodine, au sujet de l'accord croato-hongrois de 1868, déterminé par la crise de l'absolutisme autrichien. On distingue

les tendances unionistes des partisans de Lewin Rauch et l'opposition des éléments populaires, dirigés par Jovan Subotics.

L. P. M.

J. KUMANOV et Z. GOLUBOVIĆ, *Напори Покрајинског комитета КПЖ за Војводину на обнови народноослободилачног покрета у бачкој 1942 године*. [Les efforts du Comité régional du PCY de Voïvodine pour le renouvellement du Mouvement national de libération à Bačka en 1942], «Зборник за друштвене науке» Novi Sad, an. L (1968), p. 25—65.

On décrit la lutte antifasciste des partisans dans la région de Bačka en Voïvodine, conduite par le Comité régional du PCY. Les combattants réussirent à grouper les forces populaires grâce à leur intense activité illégale et à la presse clandestine. On remarque surtout l'activité d'organiseurs des membres du Comité régional du PCY.

L. P. M.

G. KRÄSTEVA - NOJAROVA, *Български народни тъкани за завиване и постилане в сбирката на Етнографския в София* [Tissus nationaux bulgares : tapis et couvertures de la collection du Musée ethnographique de Sofia], «Известия на етнографския институт и музеи», XI (1968), p. 71—98.

Il s'agit de diverses variétés de couvertures, carpettes à poils longs ou courts (*pokrovi, guberi, ališta, koziaci*), qui datent de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle. L'auteur se livre à une caractérisation générale des genres de tissus pour couvertures à partir du matériel dont elles furent exécutées, de l'exécution technique, du décor et de la répartition dans les diverses régions de la Bulgarie.

L. P. M.

L. JORDANOVA, *За народните сурвачки в България* [Sur la coutume populaire des «survački» en Bulgarie], «Известия на етнографския институт и музеи», XI (1968), p. 265—302.

L'article est consacré à une ancienne coutume populaire de Bulgarie, accessoire des rites du Nouvel An, les «survački». Il s'agit d'une baguette faite d'une branche de cornouiller ou de noisetier, etc., décorée d'une manière qui diffère d'après les occupations de la population : agriculture ou l'élevage des moutons. L'enquête a été effectuée dans 107 villages et les données de la littérature et les informations puisées dans les archives portent sur environ 320 villages. L'origine de la coutume remonte aux Slaves. C'est l'expression du goût populaire qui apporte de la joie et de la gaieté dans chaque maison pendant les fêtes du Nouvel An. La coutume continue d'être viable dans les nouvelles conditions de vie de la Bulgarie socialiste.

L. P. M.

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Le prix d'un abonnement annuel est de 3.6.0 £, 8,—\$, 39.—FF., 32,—DM. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnements) sera adressée à CARTIMEX, Boîte postale 134—135, Bucarest, Roumanie, ou à ses représentants à l'étranger:

R P d'ALBANIE, Ndermarrja Shtetnore e Botimeve Tirana; R D. ALLEMANDE, Deutscher Buch Export und Import Leipzig, 701. Leninstrasse 16; R P de BULGARIE, Hemus, Place Slawekov, 11. Sofia; R P de CHINE, Waiwen Shudian P O B 88, Peking; R P D CORÉENNE, Chulphanmul, Phenian; RÉPUBLIQUE CUBA, Cubartimpex Simón Bolívar 1, Palacio Aldamo Habana; R P. HONGROISE, Kultúra, P O. B. 149. Budapest 62; R.P. MONGOLE, Mongolgosknigotorg, Ulan Bator. R P. de POLOGNE, Ruch. Ul. Wronia 23, Warszawa; R.S TCHÉCOSLOVAQUE, Artia, Ve Smeckach 30-Praha II; U.R.S S Mejdunarodnaia Kniga, Moskva G-200; R.D du VIETNAM, So xuat Nhap Khu Sach Bao, 32 Hai Ba Trung, Hanoi; R.S F. de YUGOSLAVIE, Jugoslovenska Knjiga Terazije 27, Belgrad; I Prosveta 16/1, Terazije, Belgrad; Forum Voivode Misica, Novi Sad; ARGENTINE, Editorial Sudaminter S A. Alsina 500, Buenos Aires; AUSTRALIE, Current Books Ltd Distributors 168—174. Day Street Sydney; AUTRICHE, Globus Zeitungs Drucks und Verlagsanstalt GmbH 1200, Wien. Hochstadplatz 3; BELGIQUE, Du Monde Entier 5, Place St. Jean-Bruxelles Agence Messageries de la Presse 14 -- 22, Rue du Persil, Bruxelles; CANADA, Progress Books 44 Stafford St Toronto. Ontario W.M. Dawson Subscriptions Service Ltd., Six Thorneliffe Park Drive, Toronto 17, Ontario; COLOMBIE, Librería Buchholz Galeria, av. Jiménez de Quesada 8—40 Bogotá; DANEMARK, Ejnar Munksgaard, Noregade 6, Kobenhavn; ESPAGNE, Librería Herder, Calle de Balmés 26, Barcelona 7; ÉTATS UNIS, Fam Book Service 69, Fifth Avenue, Suite 8 F, New York, 10003 N Y ; Continental Publications, 111, South Merriam Ave., St Louis Missouri 63105; Turner Subscription Agency 235, Park Avenue South, New York 3 N Y ; FINLANDE, Akateeminen Kirjakauppa P.O.B. 10128. Helsingfors. 10; FRANCE, Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, 111. Rue Réaumur, Paris. Européennes S A 72 Boul. Senard, 22 Saint-Cloud; GRANDE-BRETAGNE, Collet's Holdings Ltd. Dennington Estate, Weilingborough, Northants Central Books Ltd ; 37, Inn Road London W C 1; ISRAËL, Lepak Ltd., P.O B , 1136 Tel-Aviv; Haifepac Ltd P.O.B 1794, Haïfa; ITALIE, So Co Lib Ri. Piazza Margana 33 — Roma; Messagerie Italiana Sp A Milano, Via Priv. Renzo e Lucia 7; JAPON, Nauka Ltd. 30—19 Minami — Ikebukuro 2 chome Toshima Ku. Tokyo; PAYS—BAS, N. V Martinus Nijhoff, P.O.B. 269, Den Haag; Swetz & Zeitlinger, Keizersgracht 471—487, Amsterdam C ; NORVÈGE, Tryggve Juul Møller—Boekhandel Øvre Slottsgate 15 Oslo 1; R.F. d'ALLEMAGNE, Kubon & Sagner. P.O.B. 68, Munchen 34; Presse Vertriebsgesellschaft GmbH 6. Frankfurt/Main Borsenstrasse 13—15; Kunst und Wissen, Erich Biber P O.B. 46, 7000 Stuttgart 1; SUISSE, Pinkus & Cie Froshaugasse 7 Zurich, Fachbucherei Berne, P O B. 397, 3001 Berne.

En Roumanie, vous pourrez vous abonner par les bureaux de poste, chez votre facteur ou directement par les services de presse des entreprises et institutions.

Une livraison prompte vous sera assurée.

**NOUS VOUS PRIONS DE RENOUELER VOTRE ABONNEMENT POUR
L'ANNÉE 1969**

REVUES PUBLIÉES AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- STUDII — REVISTĂ DE ISTORIE
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIE VECHIE
- DACIA, REVUE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE
- REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
- ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE — CLUJ
- ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE ȘI ARHEOLOGIE — IAȘI
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIA ARTEI
 - SERIA ARTĂ PLASTICĂ
 - SERIA TEATRU — MUZICĂ — CINEMATOGRAFIE
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE DE L'ART
- STUDII CLASICE

TRAVAUX PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- BODEA CORNELIA, **Lupta românilor pentru unitate națională — 1834—1849** (La lutte des Roumains pour l'unité nationale — 1834—1849), 1967, 391 p., 23,50 lei.
- * * * **Brève histoire de la Transylvanie**, collection « Bibliotheca Historica Romaniae », III, 1965, 468 p., 38 lei.
- * * * **Desăvîrșirea unificării statului național român. Unirea Transilvaniei cu vechea Românie** (Parachèvement de l'unification de l'Etat national roumain. Union de la Transylvanie avec l'ancienne Roumanie), 1968, 520 p., 36 lei.
- Documenta Romaniae Historica, B. Țara Românească** (Documenta Romaniae Historica, B. La Valachie), sous la direction de A. Oțetea et D. Prodan, 1969, 864 p., 44 lei.
- GÖLLNER C., **Tureica. Die europäischen Türkendrucke des XVI. Jahrhunderts**, II. Band, 1968, 808 p., 37 lei.
- GRAUR A., **The Romance Character of Romanian**, collection « Bibliotheca Historica Romaniae », 17, 1967, 75 p., 2,50 lei.
- IORGA N., **Materiale pentru o istoriologie umană** (Matériaux pour une historiologie humaine), 1968, 375 p., 23 lei.
- * * * **Istoria României** (Histoire de la Roumanie), I^{er} vol., 1960, 891 p., 190 fig., 16 pl., 45 lei; II^e vol., 1962, 1159 p., 20 pl., 45 lei; III^e vol., 1964, 1259 p., 11 pl., 45 lei; IV^e vol., 1964, 863 p., 16 pl., 45 lei.
- * * * **Marea răscoală a țăranilor din 1907** (La grande révolte des paysans de 1907), 1967, 911 p., 51 lei.
- MIHORDEA V., **Relațiile agrare din Moldova în secolul al XVIII-lea** (Les relations agraires en Moldavie au XVIII^e siècle), 1968, 318 p., 21,50 lei.
- OPREA I., **Nicolae Titulescu's diplomatic activity**, 1968, 192 p., 7,75 lei.
- OLTEAȘU ȘTEFAN, ȘERBAN CONSTANTIN, **Meșteșugurile din Țara Românească și Moldova în Evul mediu** (Les métiers en Valachie et Moldavie au Moyen Age), collection « Biblioteca istorică », XX, 1969, 460 p., 27 lei.
- PRODAN D., **Iobăgia în Transilvania în secolul al XVI-lea** (Le servage en Transylvanie au XVI^e siècle), II^e vol., 1968, 862 p., 48 lei.
- RUSSU I. I., **Illirii. Istoria — Limba și onomastica — Romanizarea** (Les Illyriens. Histoire — Langue et onomastique — Romanisation), collection « Biblioteca istorică », XVII, 1969, 303 p., 1 pl., 21,50 lei.
- STOICESCU N., **Satul domnesc și marii dregători din Țara Românească și Moldova (sec. XIV—XVII)** (Le Conseil princier et les grands dignitaires de Valachie et de Moldavie (XIV^e—XVII^e siècle), 1968, 316 p., 21 lei.
- D. TUDOR, **Oltenia romană**, 3^e éd., 1968, 604 p., 5 pl., 37 lei.
- * * * **Unitate și continuitate în istoria poporului român** (Unité et continuité dans l'histoire du peuple roumain), 1968, 463 p., 36 lei.
- VULPE R., BARNEA I., **Din istoria Dobrogei** (Sur l'histoire de la Dobrogea), II^e vol., 1968, 592 p., 42 lei.

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., VII, 2, p. 447—586, BUCAREST, 1969